● L'OTAN AUX PORTES DE LA RUSSIE – Pages 10 et 11

LE MONDE diplomatique

N° 520 - 44e année — JUILLET 1997

36 pages - 22 F

Allemagne : 7,50 DM Antill./Guyane : 26 F Autriche : 60,00 ATS Belgique : 150 FB Canada : 4,95 $C Espagne : 550 PTA Etats-Unis : 4,50 $US G.-B. : 2,90 £ Grèce : 1 100 DR Italie : 7 000 lires Luxembourg : 150 FL Maroc : 30 DH Portugal (Cont.) : 730 PTE Réunion : 26 F Sénégal : 2 200 F CFA Suisse : 6 FS Tunisie : 3,8 din.

Abonnements : voir tarif page 11

Publication mensuelle - 21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

PHOTOGRAPHIE

La rue privatisée

(Pages 28 et 29)

L'Europe de la Bundesbank

Par IGNACIO RAMONET

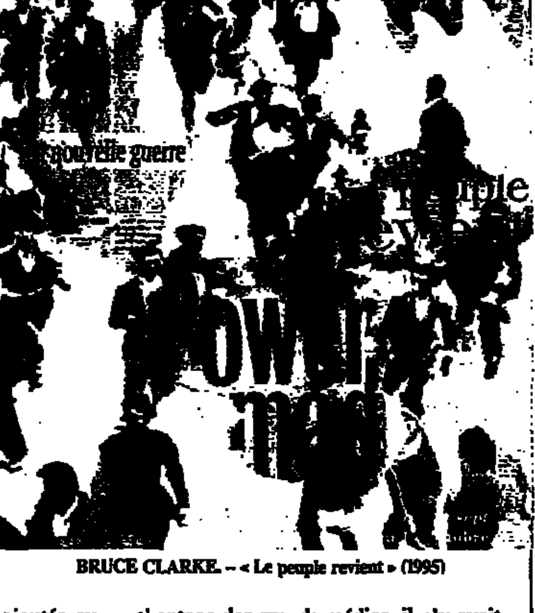
TROIS hommes dominent l'Union européenne et soumettent les Quinze à leur loi : MM. Helmut Kohl, Theo Waigel et Hans Tietmayer (1). Il arrive parfois qu'ils ne s'entendent pas entre eux, mais sur ce qui est à leurs yeux essentiel, tous trois forment un bloc. Ce sont des intégristes de la monnaie forte, des enragés des critères de convergence, des absolutistes de la stabilité.

Ce sont eux, avec la complicité d'agents locaux tout aussi frénétiques et fanatiques (par exemple, à Paris, le gouverneur de la Banque de France, M. Jean-Claude Trichet), qui dictent leurs conditions et ont imposé à l'ensemble de l'Europe le carcan idéologique qui étouffe l'économie et cause tant de chômage, tant de souffrance sociale et tant de malheur humain.

La Bundesbank, dès 1979, a fait pression pour que le mark, et non l'écu, soit de fait le pilier du système monétaire européen (SME). Ce qui, au moment de l'unification allemande, en 1990, coûta fort cher à tous les Européens qui n'osèrent pas demander – comme il aurait fallu le faire – la sortie du mark du SME. Conséquence : les taux d'intérêt s'envolèrent et les économies, notamment la française, se retrouvèrent étranglées. Il y avait 7 millions de chômeurs lors de la création du SME, il y en a aujourd'hui 20 millions.

Le blocage névrotique allemand à l'égard de tout ce qui concerne la monnaie et la banque centrale repose sur des traumatismes historiques : hyperinflation de 1921-1923 et, on le sait moins, la décision d'Adolf Hitler de remplacer, dès 1933, le gouverneur de la Banque centrale, Luther, qui soutenait une politique déflationniste et refusait d'assumer le coût d'un plan contre le chômage, par Hjalmar Schacht qui accepta de financer un vaste programme de grands travaux (2).

Sous le prétexte que, du temps de Hitler, la politique l'aurait toujours emporté sur les professionnels de l'économie, MM. Theo Waigel et Hans Tietmayer, refusant de faire la différence entre dictature et démocratie, se crispent sur des impératifs économiques qu'ils érigent en dogmes religieux. Ce sont eux qui, non contents d'avoir imposé aux Européens la contrainte des critères de convergence pour accéder à la monnaie unique, ont imaginé (pour discipliner les pays latins) la tyrannie du pacte de stabilité. Résultat : *« La construction européenne ressemble à un de ces pétroliers géants, où le pilote automatique a remplacé le capitaine. Le navire continue sur son aire. Chacun sent pourtant confusément que le cap a été perdu, et que les récifs sont proches. Mais personne n'ose quitter le navire, ni reprendre le gouvernail pour changer de cap* (3). »



DR

BRUCE CLARKE. – « Le peuple revient » (1995)

On aurait pu penser que les récents résultats électoraux dans plusieurs pays, en particulier au Royaume-Uni et en France, ajoutés au fait que neuf des quinze Etats de l'Union européenne sont gouvernés par des sociaux-démocrates, allaient permettre enfin de changer de cap. Les déclarations du nouveau premier ministre français, M. Lionel Jospin, durant sa campagne électorale, ainsi que lors du sommet franco-allemand de Poitiers du 13 juin dernier, laissèrent un instant imaginer aux millions de victimes du modèle économique imposé par la Bundesbank que l'heure du changement avait sonné.

Il a fallu déchanter. Le sommet européen de la mi-juin à Amsterdam a échoué à redéfinir le cadre institutionnel européen, et a clairement montré deux choses : que le trio doctrinaire Kohl-Waigel-Tietmayer est plus fort que tous les dirigeants des Quinze réunis ; et que les sociaux-démocrates européens ne sont pas prêts à suivre M. Lionel Jospin sur la question de l'emploi ; pis, que la plupart d'entre eux – des Hollandais aux Britanniques – craignent avant toute chose la décision des marchés, et qu'ils sont convertis aux recettes ultralibérales de la flexibilité pour combattre le chômage (4).

On voit bien à la lecture du projet de mémorandum sur l'emploi (5), rejeté non seulement par l'Allemagne mais aussi par tous les gouvernements « de gauche », que ces derniers, finalement, n'ont cure de l'emploi. Car les mesures proposées étaient loin d'être révolutionnaires.

A Amsterdam, M. Jospin a mesuré son impuissance à faire changer les choses, et n'a rien pu obtenir de concret. A peine de quoi sauver la face. D'un côté, des objectifs chiffrés sanctionnés, en cas de dérive budgétaire, par de lourdes pénalités financières. De l'autre, versant emploi, des déclarations d'intention qui ne leurrent personne. Le gouvernement français, sans alliés, a été amené à lâcher la proie pour l'ombre. Malgré le chantage des grands médias, il n'y avait pourtant aucune urgence à signer, le pacte de stabilité ne devant s'appliquer, dans le meilleur des cas, qu'à partir de l'an 2000. Si M. Jospin avait refusé de signer, rien ne se serait passé. Il aurait pu, par exemple, affirmer : « Nous signerons à l'automne, après le fameux sommet sur l'emploi, si nous sommes satisfaits des résultats. » C'était l'occasion – que des millions d'Européens attendaient – d'une radicale remise à plat.

AU fond, cela repose la question : quelle Europe ? La théorie officielle, imposée par la banque centrale allemande, c'est que la monnaie unique, l'euro, va donner un instrument de puissance aux Quinze. On procède donc en inversant les facteurs de la théorie de l'évolution ; ce sera l'organe (la monnaie) qui créera la fonction (l'unité politique de l'Europe) !

C'est une grande imposture. Il y a une extraordinaire hypocrisie chez ceux qui prétendent vouloir plus d'Etat en Europe alors qu'ils ne cessent d'exiger moins d'Etat national. Quant au futur gouvernement de cette Europe de l'euro, il est tout trouvé : ce sera la future banque centrale calquée sur la Bundesbank et, comme celle-ci, basée à Francfort. Avec des économies qui n'investissent ni n'embauchent plus, cela mène tout droit à la catastrophe sociale.

(1) Respectivement chancelier, ministre des finances de la République fédérale d'Allemagne, et président de la Bundesbank.

(2) *Cf. La Repubblica*, Rome, 19 juin 1997.

(3) Jean-Michel Quatrepoint, « L'Europe d'hier ou de demain », *La Lettre A*, Paris, 19 juin 1997.

(4) Lire Bernard Cassen, « Dans l'étau de l'euro », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

(5) *Le Monde*, 21 juin 1997.

NOUVELLE GÉOPOLITIQUE EN AFRIQUE

Sous le choc de la « révolution congolaise »

L'embrasement de Bangui et de Brazzaville, après celui de l'ex-Zaïre, est un signe supplémentaire de la crise que traverse l'ensemble de l'Afrique dite « francophone », avec souvent ses Etats défaits, ses armées mutinées, ses élections contestées, ses peuples en déshérence. La diplomatie française devra – si elle ne déçoit pas autant que lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 – prendre en compte la signification de la « révolution congolaise ». Comme les Etats-Unis, qui viennent de lancer une initiative en direction de l'Afrique, elle devra tirer les leçons d'un séisme qui concourt à modifier les axes géopolitiques du continent.

Par PHILIPPE LEYMARIE *

« *ET l'influence africaine, alors ?* », demande, un rien agacé, l'ex-président tanzanien Julius Nyerere, l'un des « sages » les plus prestigieux du continent, jugeant *« intolérable et inacceptable »* le fait que l'on puisse réduire l'événement historique en cours en Afrique centrale à une lutte d'influence entre *Américains et Français* (1). *De fait*, l'histoire retiendra sans doute que, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, une crise de grande ampleur comme celle du Congo-Zaïre aura été réglée par des Africains eux-mêmes. Et d'abord par ceux de l'Afrique australe et de l'Est, avec une forte implication diplomatique de Pretoria, qui s'est posé aussitôt en partenaire privilégié, et même en « parrain » du nouveau pouvoir.

Elle se souviendra aussi que, pour la première fois dans ces années 90, une rébellion armée aura retourné en quelques mois un rapport de forces, réussissant là où tous avaient échoué, donnant un avertissement à ceux qui, occupés à retarder les échéances, à tricher avec les lois et Constitutions et à maltraiter leurs oppositions, risquent d'être désormais confrontés à des opinions en quête de « leur » Kabila...

C'est bien une « autre Afrique » (2) qui tente de s'imposer sur la scène continentale, avec ces nouveaux paramètres : une moindre attention accordée aux partages territoriaux et découpages idéologiques qui ont fait longtemps les beaux jours et la paralysie de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). La montée des enjeux autour des matières premières minérales, redevenues essentielles à mesure que les autres ressources économiques du continent s'épuisaient, sous l'effet de l'effondrement des cours des produits agricoles, de la démographie, de la désertification, etc.

(Lire la suite page 12.)

* Journaliste à Radio France internationale, Paris.

(1) *Le Monde*, 21 mai 1997. Ce transfert du pouvoir au Zaïre a été *« du début jusqu'à la fin une affaire africaine, et les Occidentaux ont été quasiment impuissants »*, a relevé l'ex-président tanzanien.

(2) *L'Autre Afrique* est le titre d'un nouvel hebdomadaire panafricain édité à Paris, depuis mai 1997.

DANS CE NUMÉRO :

« Changer d'avenir »...

Dans plusieurs pays européens, des résultats électoraux favorables à la gauche ne se sont pas traduits par une réorientation des politiques économiques et sociales. Ce qui amène Ignacio Ramonet à s'inquiéter de la prééminence, dans l'Union européenne, *« des intégristes de la monnaie forte, des enragés des critères de convergence, des absolutistes de la stabilité »*.

LEÇONS

M 2136 - 520 - 22,00 F

RÉACTIONS

Lire le sommaire détaillé page 32.

هكذا من الأصل

« Marshall nostalgie »

L'éditorial d'Ignacio Ramonet du mois de juin, « Marshall nostalgie », a suscité de nombreuses réactions généralement hostiles à l'idée que le plan Marshall ait pu être « un acte de très grande solidarité ». Par exemple, Mme Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine à l'université Toulouse-Le Mirail, nous dit :

Dans votre souci d'opposer le présent au passé, vous idéalisez franchement un plan Marshall dont la définition comme *« acte de très grande solidarité » ou « modèle de coopération internationale audacieuse »* se heurte au mur contradictoire des archives. Si Gérard Bossuat illustre par ses travaux la thèse « optimiste » – hégémonique dans l'historiographie française – qui est la vôtre, les recherches menées depuis plus de trente ans à l'étranger et même en notre très conformiste contrée attestent que l'idéal du temps présent ne consiste pas à « retrouver l'esprit du plan Marshall ». Lequel n'a pas été à l'origine d'une reconstruction européenne aux fondements endogènes, après les destructions massives de la guerre, mais a contribué à freiner la vigueur de ladite reconstitution des forces productives – à la fois structure des « prêts liés » (la question des *« dons » est au surplus loin d'être* réglée) et par la capacité des Américains à *imposer à une Europe encore en* reconstruction civile des dépenses militaires *précoces* dont le besoin ne s'imposait pas, au jugement même des décideurs concernés (même la France en guerre coloniale permanente depuis 1947 n'échappe pas à ce cas de figure). Toutes choses égales d'ailleurs, les Etats-Unis n'ont pas fait plus de bien à l'Europe après la seconde guerre mondiale qu'après la première (dernier fait établi par l'historiographie, même française, depuis des décennies : voir notamment la synthèse de Franck Costigliola, Awkward Dominion : *American Political, Economic and Cultural Relations with Europe, 1919-1937*, Ithaca, Cornell UP, 1984).

De son côté, M. Gaston Pellet, de Pujaut (Gard), estime que :

Si le plan Marshall avait été un véritable acte de solidarité, émanant donc d'un Etat se proposant d'aider des peuples éprouvés par la guerre, il n'aurait pu comporter d'arrière-pensées. Ou alors la présentation qui en était faite était hypocrite et, dans ce cas, il ne s'agissait plus d'un comportement humanitaire, mais d'une stratégie politique à visées idéologiques (on peut estimer que l'entrée en guerre des Etats-Unis était essentiellement motivée par la volonté de pénétrer le marché européen après les destructions de la guerre, outre, bien entendu, celle de faire barrage à une probable expansion du communisme à la faveur de la défaite annoncée du nazisme).

« Au nom de l'honneur »

L'article d'Annick Hermet (« Au nom de l'honneur, l'affaire Nazmiye », Le Monde diplomatique, *juin 1997) a suscité plusieurs lettres de lecteurs. Ainsi, M. David Vinit, de Montpellier, nous écrit :*

Dès les premières lignes de son exposé, l'auteur se défend de vouloir minimiser la gravité de l'infanticide dont a été victime la jeune Nazmiye. Certes, Annick Hermet parvient à éclaircir le contexte sous-culturel dans lequel s'inscrit ce crime. Son intention de sortir d'une vision étroite véhiculée par la plupart des médias est louable.

Mais cette bonne intention se mue rapidement en une démonstration quelque peu dérangeante. *Expliquer n'est certes pas justifier.* Mais fallait-il pour autant insister sur le « lourd passé » de la jeune fille aux yeux d'un islam rétrograde ?

L'histoire de la jeune Nazmiye est celle, banale, d'une adolescente en crise suscitant l'inquiétude de sa famille. Mais c'est bien au nom d'une vision archaïque et tribale (à laquelle on ne saurait réduire – loin s'en faut – l'islam) que Nazmiye est morte. Cette pratique trouve encore sa place dans certains pays. La République française ne saurait la tolérer (les lourdes peines infligées à la famille l'ont prouvé).

Expliquer la différence est une intention louable. Lorsque l'éclaircissement n'est que justification déguisée, elle ne peut que renforcer l'incompréhension.

Colloques et rencontres

● LES SYNDICATS ET L'ENTREPRISE AUJOURD'HUI. Deux journées de débats autour de l'emploi, du chômage et de l'exclusion, sur le thème : quelles solutions ? Une initiative de l'association Recherche, société, syndicalisme (Ressy) à l'Ecole normale supérieure de Cachan, *les 5 et 6 juillet. (Tél. : 01-44-62-28-21.)*

● LES AMIS DU « MONDE DIPLOMATIQUE ». A Lyon, le lundi 7 juillet à 20 heures, à la Maison pour tous, 249, rue Vendôme, réunion des Amis de la région lyonnaise. Thème de la soirée : analyse critique des médias *(Contact : Bernard Lacquard. – Tél. : 04-78-65-90-90.)*

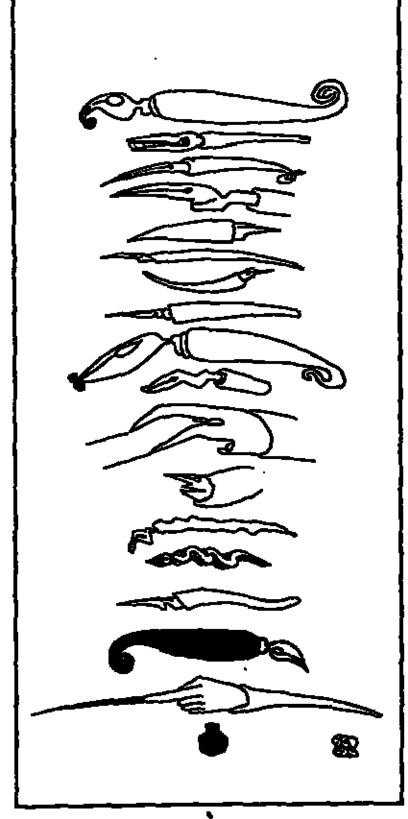
● PHILOSOPHES DEBOUT. Autour de cette pièce de théâtre, Les Périphériques vous parlent et le groupe Génération Chaos organisent plusieurs journées de débats sur la citoyenneté et l'ultralibéralisme. Entre Avignon et Saint-Rémy-de-Provence, *du 9 au* 20 juillet. (Tél. : 04-92-73-10-56.)

● L'ESPÈCE HUMAINE CONTRE LA NATURE ? Conférences, débats et témoignages... en pleine garrigue, organisés par le Carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement, avec notamment Pierre Rabhi, Francine Casse et Simon Charbonneau. A Viols-le-Fort, du *29 juillet au 3 août. (Tél. : 04-67-55-07-97.)*

● LA CIENCIA AL SERVEI DE L'HOME ? Trois journées consacrées (en langue catalane, en espagnol et en français) aux relations entre l'homme et la science. Parmi les intervenants : l'astrophysicien américain Trinh Xuan Thuan et le biologiste français Jacques Testart. A Andorre, au Centre de congrès et d'expositions d'Andorra la Vella, les 27, 28 et 29 août. (Tél. : [376] 825-528.)

● POUR DARWIN. Un congrès international qui a pour ambition de défendre et d'illustrer sur des bases scientifiques contemporaines la vitalité d'une science contre la résurgence de l'irrationalisme. Parmi les participants : Patrick Tort, Jean Génermont, Teresa Cordon et Jeanine Flatin. A Romainville, du 2 au 5 septembre. (Tél. : 01-43-55-54-43.)

COURRIER DES LECTEURS



Précisions

– Dans l'article de Philippe Leymarie, « Madagascar entre nationalisme et survie », paru dans *Le Monde diplomatique* du mois de mars 1997, la photo « Le Port de Diego-Suarez » a été réalisée par Dany-Bey, et celle du bagne de Nosy-Lava par Nary Ravonjy.

– Mme Claudine Hermann, citée dans l'article d'Ingrid Carlander, « Le sexe des sciences » (juin 1997), est directrice adjointe du Laboratoire de physique de la matière condensée de l'Ecole polytechnique. Elle est également la première femme à avoir été nommée au rang de professeur, en 1992. D'autres femmes avaient été admises à enseigner auparavant, mais au rang de maître de conférences. Par ailleurs, le groupe qui a préparé le rapport *cité en note 2,* « Vers la parité dans les instances de décision ? », a été coordonné par Huguette Delavault.

– M. Mohamed Mahjoubi, *président* de l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (Asdhom), nous prie de préciser que le Collectif Maroc Solidarité, cité dans l'article « Le Maroc prêt pour l'alternance » (juin), a été créé par treize organisations démocratiques marocaines en France afin de *« mener, chaque fois que cela est nécessaire, des actions unitaires de solidarité avec les mouvements sociaux revendicatifs de dimension nationale et avec la communauté marocaine à l'étranger pour la sauvegarde de sa dignité et de ses intérêts ».* Il ajoute que *« la perspective électorale n'a jamais constitué le motif, explicite ou implicite, de la création ou de l'action du collectif ».*

– Dans le même numéro, l'article de Juan Goytisolo, « Jmaa-el-fna, patrimoine oral de l'humanité » a été traduit de l'espagnol par Aline Schulman.

Édité par la SA Le Monde diplomatique
Société anonyme avec directoire
et conseil de surveillance
Actionnaires : SA Le Monde,
Association Gunter Holzmann,
Association Les Amis du *Monde diplomatique*

Directoire : Ignacio RAMONET, président,
directeur de la publication :
Bernard CASSEN, directeur général

Directeur de la rédaction : Ignacio RAMONET
Rédacteur en chef : Alain GRESH
Rédaction : Christian DE BRIE,
Bernard CASSEN, Serge HALIMI,
Maurice LEMOINE, Dominique VIDAL
Secrétariat de rédaction et conception artistique :
Solange BRAND
Documentation : Maria IERARDI
Secrétariat :
Joseline CAPRON, Monique SALOMÉ

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Anciens directeurs :
François HONTI (1954-1972)
Claude JULIEN (1973-1990)

Conseil de surveillance :
Jean-Marie COLOMBANI, président ;
Alain GRESH, vice-président

Rédaction
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05
Tél. : 01-42-17-20-00 – Télécopieur : 01-42-17-21-00
Courrier électronique :
Secretariat@Monde-Diplomatique.fr

Responsable de la diffusion :
Patrick MANCHEZ
Tél. : 01-42-17-33-78

Relations clientèle,
abonnements : tél. : 01-42-17-32-90

Publicité
Responsable : Natacha HERCEGOVA
Tél. : 01-42-17-28-34 – Fax : 01-42-17-21-83

Le Monde diplomatique
est imprimé sur papier recyclé.

Droit de réponse

Nous avons reçu de la société Du Pont de Nemours la lettre suivante :

L'article de Mohammed Larbi Bouguerra (« Du Pont de Nemours, pesticide et profit », *Le Monde diplomatique,* mars 1997) contenait des attaques injustifiées contre Du Pont de Nemours et mettait en cause la réputation de nombreux scientifiques et experts médicaux reconnus, ayant témoigné, d'une façon indépendante, lors de plusieurs procès aux Etats-Unis.

De surcroît, cet article contient de nombreuses erreurs *sur* les *activités* de la société, une présentation incomplète et orientée de l'argumentation *avancée par* les plaignants lors de certains procès et oublie de mentionner le rejet de ces *allégations* par les tribunaux.

Cet article appelle la mise au point suivante : La société E.I. Du Pont de Nemours & Co. a été fondée, il y a environ deux cents ans, pour fabriquer de la poudre noire. Depuis elle a évolué pour devenir l'une des entreprises au monde les plus importantes et les plus diversifiées.

Contrairement aux affirmations de l'auteur, elle n'a plus d'activité dans les explosifs, et *ses ventes* au gouvernement américain, essentiellement dans le domaine de *la santé,* ne *dépassent* pas un millième de son chiffre d'affaires. Contrairement également à ce qu'écrit l'auteur, la société n'a pas d'investissement dans la centrale nucléaire de Salem pas plus que sa filiale Conoco n'a d'intérêt dans des mines ou dans des transformations d'uranium. Simplement, à la demande du gouvernement des Etats-Unis, Du Pont a géré l'usine de Savannah River en Caroline du Sud de 1950 à 1988, date à laquelle la société a mis fin au contrat. Cette usine était l'une des usines de défense nucléaire gérée par des industriels pour le compte du gouvernement. Pour cela, en dehors du remboursement des frais opérationnels, Du Pont a reçu un dollar pour l'ensemble de la durée du contrat.

Il est important de rappeler que la sécurité de ses employés, de ses produits, de ses clients et des consommateurs est un principe fondamental de la philosophie de Du Pont. Ses performances, dans ces domaines, sont unanimement reconnues par l'industrie et par la société dans son ensemble.

L'article contient, également, des allégations sur des dommages causés à des plantes et à la santé par le produit Benlate, *l'auteur entretenant une habile confusion* entre les deux allégations. Il insiste, également, *tout particulièrement, sur des* accusations de rétention d'information avancées par certains avocats. *Il nous* convient d'adresser ces trois sujets, séparément, pour en donner une vision plus objective.

Depuis son introduction en 1970, le Benlate a été utilisé avec succès par les agriculteurs du monde entier. En 1989, à la suite de plaintes sur des dommages causés à des cultures après l'utilisation du Benlate, Du Pont a découvert que certains lots de produits avaient été contaminés par un *herbicide atrazine durant une formulation* effectuée chez un de ses sous-traitants. La *société a rappelé tous les lots contaminés.* Deux ans plus tard, Du Pont était informé, par un autre sous-traitant, d'une contamination de sa production de Benlate. Du Pont a, de nouveau, rappelé ses produits et ouvert une enquête. Suite à l'annonce de ce second rappel, de nouvelles réclamations étaient déposées, portant sur des dommages causés à des cultures horticoles dans le sud des Etats-Unis. La société a informé les autorités responsables et a commencé à payer les réclamations. Dans le même temps, Du Pont engageait une étude intensive qui a duré un an pour déterminer la responsabilité éventuelle du Benlate dans ces nouveaux problèmes. Cette étude a montré que le Benlate n'en *était pas la* cause. *Un* panel de scientifiques indépendants, comprenant plusieurs membres de l'Académie nationale des sciences, ont participé à cette étude. Du Pont décidait, alors, d'arrêter les indemnisations. Cette décision a été contestée par une partie des plaignants, qui ont traduit la société en justice.

Du Pont est fière de sa réponse, qui consistait à indemniser, immédiatement, les agriculteurs dont les cultures étaient, prétendument, endommagées sans même attendre les résultats de l'étude, laissant ainsi à ses clients le bénéfice du doute. En ce qui concerne le commentaire du directeur du département de l'agriculture de la Floride sur le fait que le Benlate avait dévasté le territoire agricole du pays, il faut rappeler que la cour administrative de Floride a effectivement rejeté toutes les demandes du département de l'agriculture de cet Etat en arguant du fait que les tests de ce département n'étaient pas fiables alors *que ceux* de Du Pont *étaient* scientifiquement fondés.

Sur le second point soulevé par l'auteur, *de nombreuses* études scientifiques objectives ont été conduites, dans le monde entier, pour *déterminer* si l'exposition au Benlate pouvait avoir des effets négatifs sur la santé humaine. Aucune d'entre elles n'a pu rapprocher l'utilisation de ce produit avec des effets négatifs significatifs sur la santé.

Toute substance, naturelle ou fabriquée, peut produire des effets dangereux sur des animaux de laboratoire quand elle est administrée à haute dose. Contrairement aux assertions contenues dans l'article, l'Organisation mondiale de la santé a conclu que *« en raison de l'exposition au produit dans les pratiques d'utilisation courante et du bas niveau de l'absorption dermale de Benomyl (la matière active du Benlate), il est improbable que celui-ci puisse générer des effets de toxicité systémique aussi bien pour la population en général que pour les sujets qui y sont exposés professionnellement ».* La même organisation a précisé que le Benomyl *était 15 fois moins* toxique que l'aspirine et 3 fois moins que le sel de table.

Sur les quelque 45 affaires judiciaires relatives à d'éventuels effets du Benlate sur la santé, Du Pont a déjà obtenu 31 non-lieux et, seule, l'*une d'entre elles,* appelée « Procès Castillo », a été jugée par un tribunal de Miami. Du Pont, d'ailleurs, a fait appel du jugement qui reflète davantage l'émotion que l'objectivité des preuves apportées. Des experts, reconnus dans ce domaine, ont examiné les preuves de l'expert des demandeurs. Ils ont considéré que les conclusions de celui-ci étaient sans valeur sur différents points fondamentaux. De surcroît, trois personnalités, faisant autorité dans le domaine des déficiences natales, ont certifié, durant le procès, que l'état de John Castillo n'était pas dû au Benlate mais probablement à des causes *génétiques.* Du Pont est confiant que, après le réexamen par la cour d'appel des preuves apportées, la *décision du* tribunal de Miami sera inversée.

Sur le problème de la prétendue rétention ou destruction de preuves, Du Pont n'a jamais délibérément caché une information à aucun plaignant. Bien au contraire, elle a fait des efforts surhumains *pour répondre aux requêtes souvent* très lourdes des plaignants en matière de *remise de documentation. Elle a organisé,* à Wilmington, siège de la société, une *salle de documentation regroupant plus* de 4 000 000 de pages de documents relatives au Benlate venant du monde entier. Parmi ces documents, on peut trouver tous les résultats de tests et les informations liées à la conception et au développement du produit. Tous les plaignants ont accès à cette documentation.

Toujours dans le même domaine, l'*auteur fait allusion* à une *amende* de 115 millions de dollars infligée en août *1995* par le juge Elliott. En octobre *1996,* la cour d'appel a cassé ce jugement au motif que le tribunal n'avait pas donné à Du Pont la protection, en matière de procédure, que la Constitution américaine exige. Les autres procédures liées à cette affaire sont désormais confiées à un autre juge.

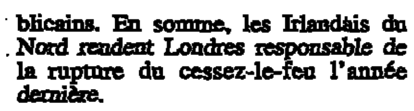
La position de Du Pont sur le problème de la confidentialité commerciale a été confirmée par les différents tribunaux. Pendant le procès Lambert, en Floride, la société a affirmé qu'il serait inéquitable de la forcer à révéler des secrets commerciaux en raison d'une allégation non fondée d'un produit prétendument dangereux pour le public. Bien que le tribunal ait ordonné la production de ces documents, la cour d'appel a inversé cette décision. Elle a ordonné au tribunal de déterminer, d'abord, la responsabilité *du* Benlate. L'Etat de Floride a renoncé à poursuivre.

Suggérer ou laisser entendre, comme l'a fait l'auteur dans cet article, que tant de tribunaux, d'institutions, de scientifiques et de spécialistes éminents et indépendants aient été influencés par la puissance financière de Du Pont est à la fois risible et injurieux. Ces théories sont du domaine de la science-fiction. On ne peut que s'étonner qu'un journal respecté puisse publier un article qui n'est visiblement intéressé que par le sensationnel, le spectaculaire et le scandaleux et mettre en cause aussi légèrement la dignité d'une entreprise, de ses 100 000 *employés et de leurs familles,* de ses clients et de tous les utilisateurs de ses *produits.*

ESPOIR DE PAIX, RISQUES D'EMBRASEMENT

Lendemains d'élections en Irlande du Nord

CETTE année encore, juillet s'annonce comme le mois de tous les dangers en Irlande du Nord. Les protestants de l'ordre d'Orange ont repris leurs marches traditionnelles pour commémorer un fait d'armes vieux de plus de trois cents ans, célébration ressentie comme une provocation par la communauté catholique. Sur le terrain, la situation demeure très tendue. Cependant, les changements politiques intervenus depuis deux mois à Londres et à Dublin, avec l'arrivée au pouvoir de M. Anthony Blair et de M. Bertie Ahern, laissent espérer un nouveau cessez-le-feu. L'espoir est d'autant plus fondé que, à Washington, le président William Clinton garde un intérêt réel pour le dossier. Mais en même temps, et paradoxalement, les risques d'embrasement n'ont jamais été aussi grands.



Par PAUL BRENNAN *

En un peu plus d'un an, les Irlandais du Nord se sont rendus aux urnes à trois reprises. Au cœur de chacune de ces consultations électorales : l'enjeu constitutionnel concernant l'avenir des six comtés. De ces trois élections est ressortie clairement une volonté de changer et d'aboutir enfin à une paix durable.

Premier scrutin : celui qu'organise, en mai 1996, le gouvernement britannique, sous la pression des unionistes. Il s'agit de désigner une assemblée régionale, qu'on baptisera Forum, et qui sera censée jouer à Belfast un rôle central dans les futures négociations. C'est du moins l'espoir de Londres. A la surprise générale, le Parti républicain de M. Gerry Adams, le Sinn Fein, effectue une percée, tandis que le parti nationaliste SDLP (catholique modéré) de M. John Hume maintient ses positions.

Un an plus tard, le 1er mai 1997, le gouvernement de M. John Major, arrivé au terme de son mandat, procède à des élections législatives sur l'ensemble du Royaume-Uni. Là encore, surprise en Irlande du Nord : le vote catholique, toutes tendances confondues, dépasse à présent les 40 %. Il ne s'agit pas là d'une simple évolution naturelle, qui serait le reflet d'un changement démographique (1); mais d'un *satisfecit* adressé au Sinn Fein et au SDLP. A l'intérieur du camp catholique, le Sinn Fein a davantage encore que le SDLP de raisons de fêter sa victoire. De 78 000 voix obtenues lors des dernières élections de 1992, le parti de M. Gerry Adams est passé à 127 000 voix et remporte deux sièges. En outre, il conforte son assise au sein de l'électorat catholique et démontre qu'il rassemble dorénavant 43 % des électeurs, n'en laissant « que » 57 % à son frère-ennemi, le SDLP.

A peine les nationalistes et les républicains ont-ils achevé de fêter l'événement qu'ils engrangent un nouveau succès. C'est la troisième surprise de l'année, moins importante que les deux précédentes sur le plan politique – il s'agit d'élections municipales – mais plus forte encore sur le plan symbolique. Pour la première fois de son histoire, la mairie de Belfast, tenue depuis toujours par les unionistes, tombe aux mains des nationalistes, avec un succès très marqué pour le Sinn Fein. Dans une région où les symboles ont plus qu'ailleurs un sens, *a fortiori* dans une ville qui est la capitale de l'Irlande du Nord, cette défaite des uns, cette réhabilitation des autres et le transfert du pouvoir qui s'ensuit n'ont pas fini de marquer les esprits...

La période 1996-1997 constitue donc une période charnière pour le Sinn Fein : celui-ci voit sa légitimité se renforcer considérablement. D'autant qu'à Dublin un élu du Sinn Fein est entré en juin dernier au Parlement de la République d'Irlande. M. Gerry Adams dispose, en principe, de quoi réaffirmer son autorité, en particulier à l'intérieur de son mouvement. Les partisans de la lutte armée vont-ils se rendre à l'évidence devant le quadruple succès enregistré par le Sinn Fein en l'espace de treize mois ? Rien n'est moins sûr : le 16 juin dernier, deux policiers ont été tués en Irlande du Nord, et l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué ce double assassinat. Le message adressé, *via* les urnes, à tous les acteurs du conflit – en particulier aux irréductibles de l'IRA – comporte pourtant une signification très claire : c'est la carte politique, et non la violence, qui a désormais le soutien populaire, y compris dans les quartiers les plus déshérités de Belfast-Ouest. Mais ce signal s'adresse plus encore au gouvernement britannique. Ce dernier se voit sanctionné pour n'avoir pas su profiter de la période de trêve décrétée entre août 1994 et février 1996, et faire les compromis nécessaires avec les républicains. En somme, les Irlandais du Nord rendent Londres responsable de la rupture du cessez-le-feu l'année dernière.

Ce cessez-le-feu, la somme de succès politiques engrangés par le Sinn Fein au cours d'une année le rend à nouveau possible. Mais, pour qu'il se traduise dans les faits, encore faudrait-il que M. Gerry Adams et ses adjoints puissent parler au nom de l'ensemble de leur camp. Car si l'on veut en finir avec la violence politique en Irlande du Nord, il est essentiel que la mouvance républicaine reste soudée, et que chacun de ses membres se sente engagé par les décisions et les éventuelles concessions qui seront faites. C'est tout le problème de M. Gerry Adams. La hantise du dirigeant du Sinn Fein n'a jamais cessé d'être, pour cette raison, l'éclatement de son camp.

Or les dirigeants britanniques ne l'ont pas aidé, ces trois dernières années, dans sa tentative d'aller de l'avant. Tant que le gouvernement britannique et celui de la République d'Irlande ne traduiront pas, par des gestes concrets, le fait qu'ils ont pris acte de la légitimité réaffirmée de M. Gerry Adams, et qu'ils sont décidés à en tenir compte, le chef des républicains gardera une marge de manœuvre limitée au sein de son propre mouvement. Ses récentes victoires n'auront de valeur et de poids, auprès des plus intransigeants de ses pairs, que si elles rencontrent un écho à Londres et Dublin.

Le camp unioniste, quant à lui, fait preuve d'un désarroi croissant. Le Parti unioniste d'Ulster (UUP) de M. David Trimble voit le nombre de ses partisans augmenter. En un an, son électorat est passé de 24 % à plus de 32 %. Il dispose maintenant de dix sièges à Westminster, contre neuf aux élections législatives précédentes de 1992. On serait tenté d'interpréter cette progression comme un soutien grandissant des électeurs protestants à une aile de l'unionisme capable de souplesse, tant à l'égard des catholiques du SDLP de M. John Hume, que de Dublin. Envers le Sinn Fein, cependant, l'attitude du Parti unioniste d'Ulster reste inflexible, ce qui est de moins bon augure.

Pour sa part, le Parti unioniste démocrate (DUP) voit son électorat s'effriter de 19 % à 13 %, fatigué sans doute par le caractère extrémiste de son leader, Ian Paisley. Et, à l'issue des législatives de mai dernier, le DUP a vu le nombre de ses sièges à Westminster passer de trois à deux. Ce recul représente un sévère désaveu pour ce parti, qui persiste à prôner l'intransigeance absolue envers le Sinn Fein, et à refuser à



D.R.

MICKY DONNELLY. - « Le Royaume des Cieux sur Terre » (1991)

M. Gerry Adams (ou à ses proches) toute participation aux négociations de paix, aussi longtemps que l'IRA n'aura pas accepté de se dessaisir de ses armes.

Autre indice qui confirme la fluidité du vote protestant, tout en permettant d'imaginer d'éventuelles passerelles ultérieures : l'émergence de deux petits partis politiques (proches des paramilitaires loyalistes), présents sur la scène électorale depuis l'année dernière. Il s'agit du Parti progressiste unioniste (PUP) et du Parti démocratique d'Ulster (UDP). Tous deux se situent à gauche, en défenseurs de la classe ouvrière protestante. Or ils ont réussi à recueillir presque 6 % des suffrages aux élections municipales du 21 mai dernier.

Il est difficile de savoir s'ils sont appelés à augmenter leur score, mais la violence des attaques répétées du pasteur Ian Paisley à leur encontre est bien le signe que le PUP et l'UDP « mordent » sur son électorat, et que l'heure n'est pas à une radicalisation des esprits. Le spécialiste des mouvements loyalistes nord-irlandais qu'est Wesley Hutchinson (2) n'hésite pas à évoquer *« les parallèles frappants entre le PUP et le Sinn Fein »* : même orientation progressiste, même discours politique marqué par le refus du confessionnalisme, même passé (ou présent) militaire. A cela, il faut ajouter que le PUP plaide pour une participation de tous les partis aux négociations de paix, sans conditions préalables, ce qui revient à accepter la participation du Sinn Fein. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'une grande partie de l'électorat protestant d'Irlande du Nord considère, pour l'heure, le PUP d'un œil suspicieux, et se montre plus inquiète que jamais sur son avenir...

En acceptant, depuis juin 1996, que les partis politiques proches des paramilitaires protestants siègent à la table des négociations, le gouvernement britannique et les partis nord-irlandais ont montré qu'ils étaient capables de privilégier le dialogue et non l'exclusion et l'anathème. Qu'ils n'aient pas, dès cette époque, adopté la même attitude vis-à-vis des républicains a constitué un impair. L'ouverture qui s'amorçait n'a pas duré. Le prix à payer a été la fin du cessez-le-feu, en février 1996.

A Dublin, pendant ce temps, la victoire du principal parti politique de la République d'Irlande, le Fianna Fail (conservateur modéré), aux élections législatives du 6 juin dernier, pourrait, elle aussi, contribuer faire évoluer la situation. Ce parti s'est en effet toujours associé à la cause républicaine et à l'unification de l'Irlande (à condition qu'elle se fasse par le biais de la négociation), et il a déjà fait la preuve de son efficacité. C'est un haut responsable du Fianna Fail, l'ancien premier ministre, M. Albert Reynolds, qui sut mener à bien, au début des années 90, les délicates négociations d'où sortit la Déclaration conjointe de décembre 1993 (3).

Tout se passe, en quelque sorte, comme si les ingrédients de 1993 – qui avaient permis de bâtir un triangle de coopération inédite entre Belfast, Dublin, et Londres – étaient à nouveau réunis. Mais quelle sera, sur le long terme, l'attitude du gouvernement travailliste à l'égard du dossier nord-irlandais ? La question reste posée, tant sont contradictoires, jusqu'à présent, les déclarations de M. Anthony Blair. En reconnaissant publiquement, début juin, et pour la première fois, la responsabilité de la Grande-Bretagne dans la tragédie de la grande famine en Irlande au siècle dernier (4), le nouveau premier ministre a créé la surprise. Mais, peu de temps auparavant, le 20 mai de cette année, le même M. Blair avait solennellement déclaré, lors de sa première réunion publique à Belfast en tant que premier ministre : *« Personne, dans cette salle, ne verra jamais une Irlande du Nord qui ne soit partie intégrante du Royaume-Uni, pas même le plus jeune d'entre nous. »*

Ces propos en ont fait frémir plus d'un, dans les milieux nationalistes, et ils ont aggravé la méfiance, voire le pessimisme, des républicains. Nul n'a oublié que l'une des politiques les plus intransigeantes menées par Londres en l'Irlande du Nord a été le fait, entre 1974 et 1979, d'un premier ministre travailliste, James Callaghan. Ouvertement favorable aux unionistes, il prit une série de mesures répressives qui allaient déclencher des événements tragiques et aboutir, en 1981, à la tristement célèbre grève de la faim de Bobby Sands et de ses neuf compagnons républicains (5).

Cependant, le 25 juin dernier, devant la Chambre des communes, le premier ministre britannique a paru faire des concessions au Sinn Fein. Il accepte que le désarmement des milices ne soit plus un préalable mais qu'il se fasse en parallèle avec les discussions de paix, comme l'avait déjà suggéré il y a un an le médiateur américain George Mitchell. Et il se contente de réclamer à l'IRA, dans un premier temps, six semaines de cessez-le-feu.

S'il le veut, M Blair peut imposer un règlement du conflit nord-irlandais. Son principal atout réside dans la confortable majorité dont il dispose aux Communes. Le poids des émigrés irlandais et de leurs descendants membres du Parti travailliste, ainsi que leur influence au sein du mouvement syndical laissent penser que le premier ministre sera encouragé à agir en étroite concertation avec Dublin et Washington. Encore faut-il qu'il accepte, à la différence de son prédécesseur travailliste des années 70, James Callaghan, de faire une lecture juste du résultat des trois élections qui viennent de se dérouler en Irlande du Nord.

* Professeur d'études irlandaises à l'université de Caen et directeur de recherche à l'université Paris-III. Auteur, notamment, de *Civilisation irlandaise*, Hachette, Paris, 1995.

(1) Les protestants constituent 60 % de la population d'Irlande du Nord, mais ils sont peu à peu rattrapés par les catholiques, dont le taux de natalité reste plus élevé. Dans les écoles, les enfants de confession catholique sont aujourd'hui déjà majoritaires.

(2) Enseignant à l'université Paris-X-Nanterre.

(3) Signée par les gouvernements de Dublin et de Londres, cette Déclaration indique, entre autres, que la Grande-Bretagne ne s'opposera pas à l'union entre le Nord et le Sud de l'Irlande, si telle est la volonté de la majorité en Ulster.

(4) Entre 1845 et 1849, plus d'un million d'Irlandais moururent de faim, après qu'une maladie eut affecté les récoltes de pommes de terre, aliment de base de la population. Un autre million d'Irlandais fut contraint à l'exil. Cent cinquante ans après cette tragédie, le traumatisme reste vif, de même que la rancœur à l'égard de la Grande-Bretagne, accusée d'avoir géré cette crise de façon désastreuse. Lire Ibrahim Warde « Quand le libre-échange affamait l'Irlande », *Le Monde diplomatique*, juin 1996.

(5) Les dix hommes, âgés de vingt à trente ans, sont morts en prison, les uns après les autres, à l'issue de jeûnes qui ont duré, pour certains, jusqu'à soixante-dix jours. Ils revendiquaient le statut de prisonniers politiques. Mme Margaret Thatcher était alors premier ministre.

Nos précédents articles :

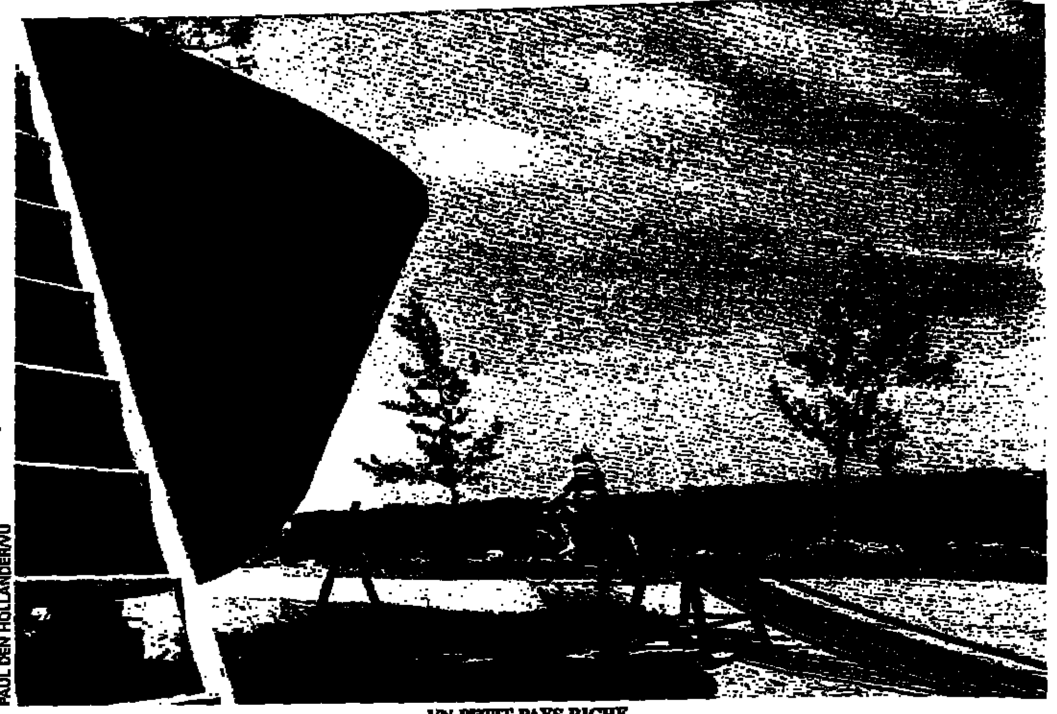
- *Difficile adieu aux armes en Irlande du Nord*, par *Pierre Joannon* (mars 1996)
- Cette paix qui retient son souffle en Irlande du Nord, par *Florence Beaugé* (janvier 1995).
- Espoirs de paix en Irlande du Nord, par *Maurice Goldring* (janvier 1994).

L'ÉTAT-PROVIDENCE NÉERLANDAIS EN QUESTION

Miracle ou mirage aux Pays-Bas

« *La France,* déclarait au début de l'année M. Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, *devrait s'inspirer du modèle économique néerlandais.* » Sans doute cette déclaration éclaire-t-elle l'enthousiasme des médias français – et, à un moindre degré, allemands – pour les Pays-Bas. Tout se passe comme si, le modèle américain s'usant, le modèle britannique se trouvant en réfection et le modèle allemand ayant pris des coups, il fallait proposer aux opinions déçues un nouvel exemple de nature à raviver leurs espoirs, à quelques mois de l'échéance décisive de l'euro. Mais, vu d'Amsterdam, ce tableau n'est pas si lumineux.

Par notre envoyé spécial DOMINIQUE VIDAL


PAUL DEN HOLLANDER/VU

UN PETIT PAYS RICHE...
... aux statistiques de chômage douteuses

M. PAUL KALMA est formel. « *Parler de modèle néerlandais est absurde. Notre expérience n'est pas exportable.* » En plein cœur d'Amsterdam, au siège du Parti travailliste (au pouvoir), le directeur de son bureau de recherche énumère les arguments. Les Pays-Bas forment un petit pays, à la fois plus riche que ses voisins et beaucoup moins inégalitaire qu'eux. Les *Hollandais baignent, en outre, dans une tradition de* travail – n'ont-ils pas arraché une partie de leur espace vital surpeuplé à la mer ? –, mais aussi de cette tolérance héritée de la résistance à l'Inquisition espagnole et propre aux commerçants pragmatiques qu'ils furent depuis toujours. Ces spécificités confèrent au pays une « *position luxueuse* » dans laquelle les échos du débat sur l'union monétaire européenne n'arrivent qu'assourdis : chez nous, explique en substance le chercheur travailliste, *le gouvernement a pu ériger la réduction du* déficit budgétaire en objectif numéro un sans faire, jusqu'ici, trop de dégâts. « *Mais,* conclut-il, *je ne suis pas certain que la réduction de l'Etat-providence et la modération salariale soient encore longtemps acceptées.* »

Pourtant, stimulés par la parution de l'étude consacrée par l'Organisation de coopération et le développement économiques (OCDE), tous les deux ans, à l'économie néerlandaise (1), nombre de journalistes se sont précipités à Amsterdam, un peu comme on va en pèlerinage à Lourdes. A preuve leurs titres : « La confiance retrouvée des Pays-Bas », « Les Pays-Bas, modèle de réussite économique pour l'Europe », « Le bonheur est dans les tulipes », « Heureux comme un Néerlandais », « Pays-Bas : premier de la classe », « Les leçons du miracle hollandais » et, bien sûr, « Pays-Bas : 7 % de chômeurs, mais comment font-ils ? » (2).

Sacré meilleur élève de la classe européenne, M. Wim Kok, le premier ministre, récolte, quinze ans plus tard, les fruits de l'accord de Wassenaar, cette banlieue huppée de La Haye où les syndicats – sous la présidence du même Wim Kok – acceptèrent la modération salariale en échange d'une réduction progressive du temps de travail. Un accord toujours confirmé depuis. Non seulement le chef de la « coalition pourpre » (sociaux-démocrates, libéraux de gauche et de droite) au pouvoir à La Haye (3) peut se targuer d'une monnaie forte alignée sur le mark (le florin a même été réévalué de 13 % en dix ans) et d'une inflation contenue (2,1 % en 1996), mais il a aussi sensiblement réduit le déficit budgétaire, passé sous la barre fatidique des 3 % du produit intérieur brut (2,8 % en 1996), ainsi que les dépenses collectives (54 % du PIB à la fin 1996) – seule la dette excède, avec 76 %, la limite de 60 % fixée par le traité de Maastricht, mais elle diminue chaque année de 2 à 3 points. L'heure est, ici aussi, aux réductions d'impôts et de cotisations sociales, tandis que les privatisations s'accélèrent.

De surcroît, la sagesse syndicale a permis au coût du travail de baisser de 30 % en dix ans, renforçant d'autant la compétitivité du pays à l'extérieur : les *Pays-Bas sont devenus le huitième exportateur* mondial, et leur excédent commercial a atteint 99 milliards de francs en 1996 (4). Tirée par les ventes à l'étranger autant que par le regain de consommation intérieure, la croissance a dépassé *2,7 % l'an dernier. Mais ce qui a surtout valu à la* Hollande cette débauche de superlatifs médiatiques, en dépit de nuances plus ou moins affirmées, c'est son record affiché en matière de chômage : 6,6 % de la population active à la fin de 1996. *Et la décrue s'est encore accélérée au cours du pre-*mier semestre 1997, pour descendre sous la barre des 6 % (un peu moins de 400 000).

« *Ces chiffres de chômeurs inscrits ne veulent rien dire,* répond d'emblée, à La Haye, M. Jan Marijnissen, président du Parti socialiste, formation d'extrême gauche qui a fait son entrée à la Chambre en 1994. *En réalité, 1 500 000 Néerlandais cherchent du travail, sans compter les 400 000 femmes qui rêvent d'un emploi mais n'y croient pas, et donc ne s'inscrivent pas.* » L'ancien ministre du travail et de la sécurité sociale, le professeur Bert de Vries, ne dément pas. A l'occasion d'une récente conférence *sur le « modèle hollandais », en* Allemagne, il attire même honnêtement l'attention de son auditoire : « *Vous avez remarqué que j'ai présenté des chiffres sur le développement de l'emploi, mais pas sur le chômage. Ce n'est pas un hasard.* » Et de reconnaître que, pour recenser les chômeurs, il faut regarder « *non seulement l'assurance-chômage, mais aussi l'assurance-invalidité* (lire l'encadré ci-contre) *et tout le réseau de l'aide sociale générale* (5) ».

Professeur à l'université Erasme de Rotterdam, M. Lammert van der Laan est considéré comme un des meilleurs spécialistes du travail. Pour lui aussi, *les statistiques officielles n'ont guère de sens, a fortiori* leur comparaison d'un pays à l'autre. « *Comment voulez-vous mettre sur le même plan des mesures en mètres et des pieds ? Faute de définir ce qu'on entend par chômage, chacun triche.* » La réalité doit se trouver entre les 7 % de chômeurs enregistrés et les 27 % de chômeurs au sens large évoqués par l'OCDE elle-même – ceux-ci incluent notamment les bénéficiaires de l'assurance-invalidité, les préretraités et les titulaires d'emplois subventionnés : « *En tout cas, le chiffre officiel de chômeurs inscrits est sous-évalué : il faut au minimum comptabiliser l'ensemble des 790 000 chômeurs indemnisés et un quart des quelque 800 000 inaptes.* » Soit plus de 15 % de la population active...

Autant les polémiques sur les demandeurs d'emploi inscrits et non inscrits peuvent paraître familières au lecteur français, autant le recours à l'assurance-invalidité (WAO) comme cache-sexe des chômeurs représente une particularité néerlandaise. « *Vous pouvez même parler de folklore* », confie M. Abram de Swaan. Dans la nuit qui tombe *sur le luxuriant jardin de cette belle demeure du Kei*zersgracht, un des trois canaux les plus prestigieux d'Amsterdam, le sociologue explicite la boutade : « *C'est la fameuse histoire de l'invalide du dos qui... s'active dans son jardin !* » Le détournement découle en fait d'une « *collusion tripartite* » : les entreprises se sont modernisées à bon compte en *se débarrassant de leur personnel vieillissant et peu* malléable, les salariés ont bénéficié de conditions à l'époque meilleures que celles du chômage, et les médecins ont cautionné le tout. « *Le propre des douleurs du bas du dos, comme des maladies psychiatriques,* remarque, ironique, M. de Swaan, *c'est qu'elles ne se prouvent pas.* »

A moins d'imaginer une faiblesse génétique frappant les gens d'ici, et eux seuls, comment expliquer autrement que le pays compte plus d'inaptes au travail que de chômeurs ? Et comment rendre compte de la variation du taux d'invalidité d'une région à une autre, qui plus est dans les mêmes proportions que le taux de chômage ? Etrangement peu citée sur ce point, l'étude, déjà mentionnée, de l'OCDE conclut : « *Les estimations de cette composante "chômage déguisé" dans le nombre de personnes en invalidité varient grandement, allant d'un peu plus de 10 % à environ 50 %.* »

Après les chômeurs « invalidés », une deuxième surprise attend le pèlerin du plein-emploi néerlandais : *les statistiques semblent atteintes de schizophrénie.* Malgré la décrue du chômage, le taux d'emploi – c'est-à-dire le pourcentage de la population d'âge actif (de quinze à soixante-quatre ans) travaillant (en équivalent temps plein) – demeure, à 50,7 % en 1994, très en deçà des presque 60 % de 1970, et plus encore de la moyenne européenne : 67 %. Ce que confirme la statistique de l'OCDE sur la durée annuelle du travail : en 1995, les salariés ont travaillé en moyenne moins de 1 400 heures aux Pays-Bas, contre plus de 1 500 en France et en Allemagne, et plus de 1 900 heures au Japon et aux Etats-Unis. Voilà qui relativise la « performance » de l'enfant prodige. D'autant que, selon une autre statistique décapante, le volume d'emploi n'a pas augmenté – *il a même légèrement diminué* – entre 1960 et 1990, alors que la force de travail passait de 4,5 millions à 6 millions. Autrement dit, le nombre d'heures de travail par salarié a diminué de 30 % (6).

Là encore, distinguons, entre les Pays-Bas et leurs voisins, les différences quantitatives des qualitatives. Dans la première catégorie, il y a la réduction du temps de travail normal, qu'il s'agisse d'extension des vacances ou de réduction de la durée hebdomadaire : la moitié des salariés à plein temps font désormais entre 36 et 37 heures par semaine. « *Attention !* précise toutefois le sociologue Jelle Visser, de l'université d'Amsterdam, *seules 25 % à 40 % des réductions d'horaires dans le secteur privé ont débouché sur des créations d'emplois, le reste s'étant traduit par un surcroît de productivité et d'intensité du travail* (7). » A la seconde catégorie – qualitative – appartient, en revanche, la généralisation du temps partiel.

« *Dans ce domaine, nous sommes les champions du monde,* affirme, presque fier, M. Wim Schoutendorp, responsable des pages économiques du quotidien *Trouw. La part des postes à temps partiel dans le nombre total des emplois est passée, en vingt ans, de 15 % à 36 %.* » Et le phénomène s'accélère, puisque, selon M. Jelle Visser, les neuf dixièmes des emplois créés depuis dix ans totalisent entre 12 heures et 36 heures par semaine. Autre record : l'intérim a triplé en dix ans pour occuper 3,5 % du marché du travail. La clef de ce phénomène unique tient en un chiffre : près des trois quarts des employés à temps partiel sont des femmes.

« *Les traditions bourgeoises restent les plus fortes* », lâche Mme Ans Pelzer, *tentant d'expliquer* pourquoi il aura fallu attendre les années 90 pour que la moitié, à peine, des femmes travaillent – en dix ans, la proportion est passée de 35 % à 53 % –, et le plus souvent à temps partiel, voire très partiel (*souvent de 12 heures à 15 heures hebdomadaires*), contrairement à la situation prévalant dans l'Union européenne (8). La responsable de la politique féminine de la principale confédération syndicale, la FNV, évoque bien sûr la difficulté des femmes à décrocher *un emploi à temps plein,* la *nécessité de* se débrouiller pour les enfants – les crèches, bien qu'en nombre croissant, n'accueillent que 10 % des bébés (9), et les écoles ferment à 15 h 30 sans possibilité de garderie au-delà –, ainsi que la fiscalité qui pénalise le revenu des femmes. « *Mais l'essentiel,* insiste-t-elle, *c'est la conviction que la femme est d'abord une mère.* »

Un peu d'histoire : du fait de la neutralité des Pays-Bas au cours de la première guerre mondiale, les femmes n'ont pas, comme ailleurs, remplacé dans les usines les hommes partis au front. D'ailleurs, jusqu'en 1955, il était interdit d'employer une *femme mariée. En revanche, jusqu'en 1978,* on avait le droit de licencier une femme se mariant ou attendant un enfant. « *Aujourd'hui encore,* poursuit Mme Pelzer, *bien des hommes restent fiers de dire : "Ma femme n'a pas besoin de travailler." C'est à eux, estiment-ils, de gagner le pain du foyer. Dans cette situation, le travail à temps partiel est un progrès.* »

Un progrès ? Mais qui dit temps partiel, *a fortiori* intérim, dit insécurité d'emploi, petit salaire, *absence de responsabilités, carrière réduite ; rien* qui soit de nature à garantir une véritable indépendance par rapport aux hommes. « *Il faut être réaliste,* rétorque Mme Pelzer. *Autrefois, nous étions plutôt contre. Mais les femmes sont pour, et notre syndicat se bat donc pour améliorer la qualité de leur travail : imposer des contrats (et c'est très difficile), veiller aux conditions de santé ; bref, encadrer la flexibilité...* »

Exploitation et insécurité accrues

TEMPS partiel choisi, ou imposé ? Si le premier peut signifier une avancée vers un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, *le second, serait-il emballé dans le même* papier cadeau, ne signifie le plus souvent qu'exploitation et insécurité accrues. Audacieuse, l'étude de l'OCDE le suggère : « *Il est difficile de dire si et dans quelle mesure ces résultats d'enquête sous-estiment le travail à temps partiel non choisi, étant donné que certaines personnes qui, maintenant, travaillent "volontairement" à temps partiel pourraient choisir de travailler davantage si l'infrastructure sociale ne les en empêchait pas.* » Et de faire *état d'enquêtes selon lesquelles près de 40 % des* temps partiel souhaitent travailler plus longtemps...

On peut rêver, bien sûr. Ainsi lorsque Mme Ieke van den Burg, *membre du comité exécutif* de la FNV, assure que le retard des femmes sur le marché

(1) *Pays-Bas 1995-1996*. Etudes économiques de l'OCDE, Paris, 1996.

(2) Respectivement *Le Monde*, 3 décembre 1996 ; *Le Figaro*, 27 novembre 1996 ; *Le Nouvel Observateur*, 31 octobre 1996 ; *Le Nouvel Economiste*, 12 décembre 1996 ; *Le Point*, 4 janvier 1997 ; *Capital*, février 1997 ; *Alternatives économiques*, décembre 1996. Curieusement, dans nombre de ces reportages, l'ambassadeur de France, le directeur de la BNP et celui de Paribas à Amsterdam servent autant, sinon plus, de sources que les interlocuteurs néerlandais...

(3) Amsterdam est la capitale des Pays-Bas, mais le gouvernement siège, comme le Parlement, à La Haye.

(4) Tous les chiffres cités sont extraits de *The Dutch Economy in 1996*, bulletin du ministère des affaires économiques, La Haye, février 1997.

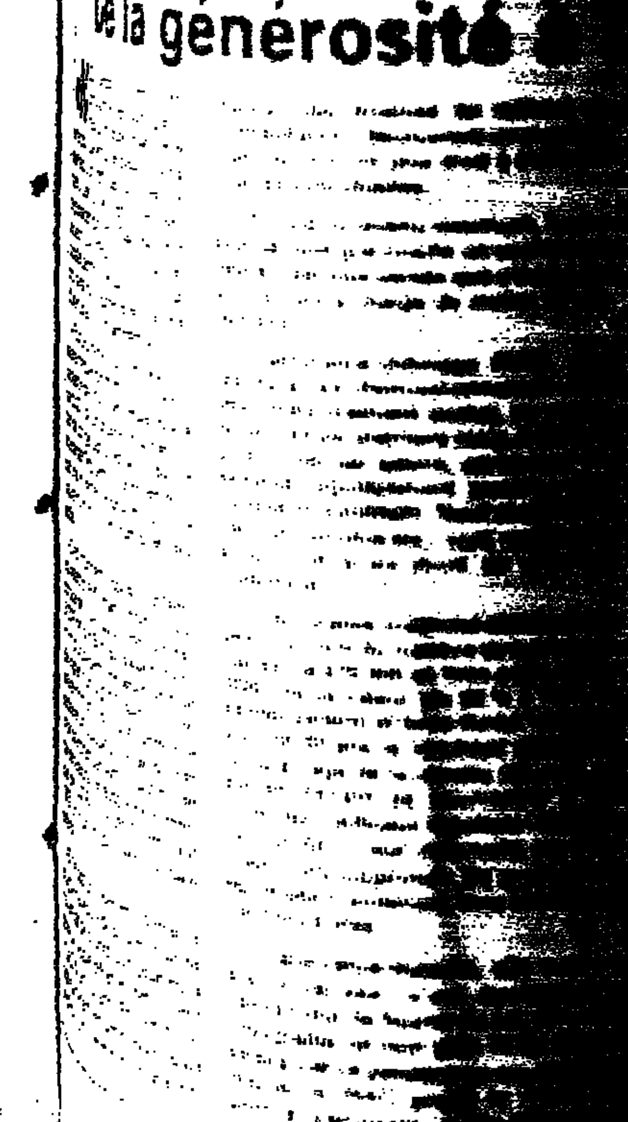
(5) Bert de Vries, « Das Niederlandische Modell : ein Vorbild für Deutschland ? », conférence donnée le 6 mai 1997 en Westphalie.

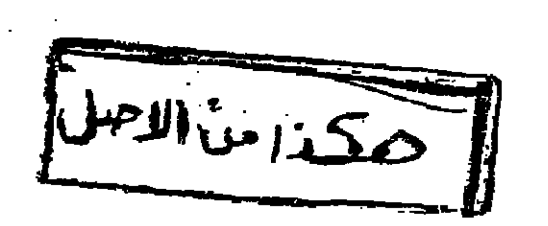
(6) « Part-Time Work : the Dutch Perspective », intervention de la confédération syndicale FNV au séminaire de Stockholm sur le thème « *Réconcilier la vie familiale et la vie professionnelle* », 19-20 juin 1995.

(7) Jelle Visser, « Two Cheers for Corporatism One for the Market. Industrial Relations, Wage Moderation and Job Growth in the Netherlands », *British Journal of Industrial Relations*, à paraître, p. 19.

(8) Les dernières statistiques européennes, qui datent de 1995, indiquent, pour les Pays-Bas, un pourcentage de 48,3 % de femmes actives (*de quinze à soixante-cinq ans*), *dont 67,3 %* à temps partiel. Le taux d'activité moyen des femmes dans l'Union *européenne était alors de 45 %, dont 68,7 %...* à temps complet. En France, à la même date, 48,2 % des femmes travaillaient, dont 71,1 % à temps complet (*statistiques* Eurostat, Bruxelles).

(9) Et encore nombre de ces bébés sont-ils, eux aussi, au régime du temps partiel : ils ne sont accueillis à la crèche qu'un, deux ou trois jours par semaine. *Si l'on compte en places,* seuls 5 % à 6 % des bébés peuvent être reçus.







du travail *« peut devenir un bond en avant si nous réussissons à obtenir des changements dans l'ampleur du temps de travail (...) pour chaque type de travail, même pour les professions dominées par les hommes, comme les emplois techniques et les fonctions de cadres. »* Et d'imaginer que la situation courante, *« dans laquelle l'homme exerce un travail bien rémunéré à temps plein, et la femme un petit emploi à temps partiel »*, fasse place à une autre où tous deux *« travailleraient 28 heures ou 32 heures par semaine, par exemple, et se partageraient plus équitablement les soins aux enfants et les tâches domestiques. La jeune génération commence déjà à adopter ce prototype* (10) ». En attendant, la plupart des femmes néerlandaises sont enfermées dans des « petits boulots » couvrant sept professions sur la centaine recensée, essentiellement dans l'administration, la santé et les activités liées aux enfants. Et, sur cent, une seule gagne plus que son mari.

La situation des Néerlandaises n'est pas la seule ombre au tableau. Quelle ne fut pas la surprise des sujets de la reine Beatrix en entendant celle-ci, lors de son discours du Trône, il y a deux ans, en appeler *« aux citoyens, aux entreprises, aux autorités et aux associations pour s'attaquer, dans l'unité et avec fermeté, à l'exclusion sociale et à la pauvreté silencieuse dans notre société...* (11) ». Professeur à l'université d'Utrecht, M. Godfried Engbersen travaille depuis dix ans sur ce paradoxe que représente la pauvreté de masse dans un des pays les plus riches du monde. *« C'est comme le complexe de Christophe Colomb : de même que l'Amérique a été découverte à plusieurs reprises; on ne cesse d' "inventer" la pauvreté, en général le temps d'une élection, pour mieux l'oublier ensuite. Et pourtant elle se développe. Bien sûr,* précise-t-il, *elle n'a rien de commun avec la misère du tiers-monde. Elle n'est pas non plus comparable à ce qui se passe dans les ghettos américains, à Manchester ou à Liverpool. »* En fait, de 7 % à 10 % de la population vit en permanence de l'Etat-providence, dont une moitié de pauvres *« au sens plein du terme »*.

Qu'on ne s'y méprenne pas. Ici, nul ne meurt de faim, et rares sont les sans-abri. *« La pauvreté moderne,* poursuit M. Engbersen, *c'est l'exclusion structurelle des institutions dominantes, conjuguée avec la dépendance à l'égard de l'Etat. Elle se manifeste moins par le manque d'argent que par la non-participation au travail, à la formation et aux loisirs. Elle frappe en priorité les familles monoparentales, les vieux, les chômeurs de longue durée et, bien sûr, les étrangers, en premier lieu illégaux. A terme, elle conduit à l'isolement et à l'aliénation. »* D'autant qu'elle se transmet de génération en génération. A en croire une enquête européenne, 16 % des enfants néerlandais appartiennent à des familles pauvres, contre 12 % en France, mais 32 % au Royaume-Uni (12)...

Fouillant dans ses dossiers, le jeune universitaire en extrait la liste des « banlieues » néerlandaises, qu'il brandit : dans une soixantaine d'entre elles, en 1994, plus de 40 % des habitants dépendaient entièrement des diverses allocations versées par l'Etat. *« Dans notre jargon,* explique-t-il, *nous les appelons "banlieues de sécurité sociale", dans la mesure où seule une minorité, si l'on ajoute les vieux, vit réellement de son travail. »* Et le pire, c'est que, conséquence du chômage, cette pauvreté ainsi concentrée résiste justement aux moyens mis en œuvre pour la combattre. *« Sur les quelque 700 000 emplois créés dans les dix dernières années,* souligne M. Jelle Visser, *seuls 100 000 ont bénéficié à des "clients" de l'Etat-providence : les autres sont allés à des jeunes et à des femmes (re) venant sur le marché du travail. D'ailleurs, la moitié des chômeurs le sont depuis plus d'un an. »* C'est en partant de ce constat que le ministre du travail, M. Ad Melkert, a lancé le programme de 60 000 postes de travail, publics et privés, qui portent son nom : réservés aux travailleurs non qualifiés sans activité depuis longtemps, ils proposent 32 heures hebdomadaires de travail payées moins de 120 % du salaire minimum...

D'où cette question, la plus angoissante sans doute pour l'avenir des Pays-Bas : que deviendront les centaines de milliers d'assujettis à l'Etat-providence, hier si accueillant, si celui-ci, demain, se réduit comme peau de chagrin ? Rien là d'une hypothèse d'école : le rabotage *(lire l'encadré ci-dessous)* a commencé. *« Pour l'instant, il ne s'agit pas d'une transformation du système, mais plutôt d'une érosion,* théorise M. Godfried Engbersen. *On pourrait parler de retrait silencieux de l'Etat. »* Lequel, cependant, risque de devenir bientôt plus bruyant.

De tous les pays européens, la Hollande est celui *qui dépense le plus pour sa sécurité sociale : 25,5 %* du PIB – la France lui consacre 23 % du sien, l'Allemagne, 16 %, et le Royaume-Uni, 10 %. Nul doute que le gouvernement de M. Wim Kok – ou son successeur – ne s'efforce, à nouveau, de réduire le fardeau, au nom de l'*« assainissement des finances publiques »*. Quant au patronat, c'est en vertu de la *« compétitivité »* qu'il entend compresser encore les coûts salariaux, en perçant, d'une manière ou d'une autre, une brèche dans le système.

PAUL DEN HOLLANDER/VU

UN RISQUE POUR LA PAIX SOCIALE
La pauvreté silencieuse d'une société

Les entreprises néerlandaises ont pourtant de quoi se réjouir. Un document confidentiel de la confédération patronale VNO-NCW, intitulé « L'économie néerlandaise : du marais au succès du modèle des polders », indique en effet que *« les changements intervenus dans les domaines de la modération des coûts salariaux, de la baisse des impôts et des charges sociales, de la flexibilisation et autres ont débouché sur une amélioration substantielle de la rentabilité, à un niveau sur lequel les Pays-Bas peuvent mieux se mesurer internationalement »*. Statistiques à l'appui : selon celles, citées, de la Commission européenne, la rentabilité des entreprises est deux fois plus élevée que le taux d'intérêt à long terme – seule la Grande-Bretagne fait mieux, les deux chiffres étant sensiblement égaux en France. Mais l'appétit de profit ne connaît pas de limite. Dans le même texte, les patrons déplorent *« l'importance de l'inactivité aux frais de la collectivité »* : 2,5 millions de personnes de moins de 65 ans bénéficient, d'une manière ou d'une autre, d'une aide sociale. Et de pointer du doigt le *« chômage obstiné »* qui sévit dans le bas du marché du travail...

Porte-parole de la VNO-NCW, M. Jan Klaver est *bien installé. De son bureau, le regard survole La* Haye et devine même la mer du Nord. L'homme se *fait un peu tirer l'oreille avant de dévoiler ses batteries : « Il faut renforcer les incitations au travail, donc durcir les critères d'attribution des différentes allocations sociales, reculer l'âge de la retraite, réduire le salaire minimum. »* Une pause, et il ajoute : *« A vrai dire, le mieux serait de le supprimer, quitte à ce que l'Etat complète les bas salaires afin qu'ils dépassent le niveau du revenu minimum. Mais ça, c'est un choix politique, qui revient aux partis. Nous préférons ne pas en discuter, car nous savons que l'essence de notre succès, c'est l'esprit d'équipe. Nous faisons avec nos partenaires tels qu'ils sont. »*

A 50 kilomètres de là, à Amsterdam, M. Lodewijk de Waal ne dit pas autre chose. Satisfait de la situation, des perspectives et de sa récente élection à la présidence de la centrale syndicale FNV, il esquisse un cours sur la supériorité de la *« stratégie de marketing »* sur l'*« option radicale »*. Pour lui, malgré les *« défaites »* que représentent les réformes des assurances-maladie et invalidité, le bilan est positif : réduction du temps de travail, maintien de la législation sociale, même la modération salariale. Et d'évoquer l'entretien donné au *Figaro* par M. Gerrit Zalm, dans lequel le ministre des finances s'épanchait : *« Nous avons des syndicats magnifiques* (13). » *« Moi,* sourit M. De Waal, *je pourrais reprendre la balle au bond et dire : "Nous avons des patrons magnifiques". »* Mais les ambitions affichées par M. Klaver ? *« Ils peuvent dire ce qu'ils veulent, sur le salaire comme sur le revenu minimum, ils ont perdu la bataille. Et, s'ils la relancent à nouveau, ils seront à nouveau battus. »*

Le consensus social néerlandais a en commun avec la cohabitation à la française qu'aucun des partenaires ne veut prendre la responsabilité de le rompre. Ou ne le peut : le prix en serait trop élevé. Certes, quelques conflits ont marqué les dix dernières années, mais, en moyenne, on n'a enregistré ici chaque année, entre 1986 et 1995, que 23 jours de travail perdus pour 1 000 employés : le double de l'Allemagne, mais quatre fois moins qu'en France et... vingt-cinq fois moins qu'en Grèce ! Et chacun s'accorde à reconnaître l'immense popularité de M. Wim Kok, ministre de l'économie, puis chef du gouvernement après avoir longtemps présidé la confédération syndicale FNV. Tout en soulignant l'effet de ce charisme, M. Paul Kalma le nuance : *« C'est par miracle que Kok est devenu chef du gouvernement, car le Parti du travail a connu, en 1994, ses plus mauvaises élections depuis la guerre. Et il a perdu un bon tiers de ses adhérents. C'est cela aussi le prix de la flexibilité du travail et de la modération salariale. Je ne suis pas sûr que les gens accepteront encore longtemps de se serrer la ceinture. »* Surtout en sachant que, dans ce pays où l'égalitarisme s'enracine dans la tradition protestante, le patron le plus célèbre, M. Jan Timmer, ex-PDG de Philips, gagnait presque cent fois le revenu minimum d'un couple (14)...

« Il y a des lignes jaunes non écrites à ne pas franchir », assure le sociologue Jelle Visser. L'affaire de la *« démotion »* le confirme. *Construit par opposition à* « promotion », cet américanisme dissimule la dernière invention des technocrates : la diminution, progressive et systématique, des rémunérations des employés de plus de cinquante ans, dans le dessein, humaniste s'il en est, de favoriser le maintien en activité des personnes âgées. Faute d'agir ainsi, *« elles coûtent trop cher, compte tenu de leur moindre productivité »*, confie élégamment M. Jan Klaver. Il aura suffi qu'au détour d'une réunion des partenaires sociaux M. Lodewijk de Waal accepte d'entendre les suggestions des représentants patronaux en la matière, sans claquer la porte, pour déclencher une véritable tempête : le standard du siège central de la FNV s'est retrouvé bloqué, tant étaient nombreux les adhérents qui téléphonaient pour protester, voire annoncer qu'ils rendaient leur carte du syndicat...

L'anecdote le donne à penser : une remise en question brutale des fondements de l'Etat-providence serait bel et bien de nature à en finir avec la paix sociale qui règne ici depuis deux décennies. *« C'est ce qui risque de se produire en cas de récession,* assure M. Godfried Engbersen. *Le patronat pourrait parvenir, par un biais ou un autre, à casser le salaire minimum. Et ce serait la fin du système. »* M. Abram de Swaan, lui, n'y croit pas, *« même si la conjoncture devient difficile. L'harmonie n'a pas de prix dans une région traversée par les pires fossés religieux et linguistiques. Réfléchissez-y : avec deux religions (la protestante et la catholique, autrement dit les "cathares hérétiques" et les "papistes") et trois Etats (les Pays-Bas, la Flandre et la Wallonie), nous ressemblons aux Balkans. A cette différence près que nous ne nous sommes pas entre-tués depuis des siècles. Voilà pourquoi nous tenons à cette pacification des élites qu'est le consensus »*.

DOMINIQUE VIDAL.

(10) Ieke van den Burg, « Temps pour l'emploi », intervention au congrès de la CFDT, Montpellier, le 22 mars 1995.

(11) Cité par Jan Marijnissen, « Tegenstemmen. Een Rood Antwoord op Paars » ("Contre-voix. Une réponse rouge au pourpre"), L. J. Veen, Amsterdam/Anvers, 1996, p. 73.

(12) *The Guardian*, Londres, 28 avril 1997.

(13) *Le Figaro*, 27 novembre 1996.

(14) Jan Marijnissen, *op. cit.*, p. 73.

De la générosité à l'avarice

« NOUS avons un des Etats-providence les plus généreux au monde, mais, avec le temps, il devient avaricieux. » Attablée face à un vaste lac, non loin du petit village où elle s'est « retirée » depuis sa démission, Mme Elske ter Veld, ex-secrétaire d'Etat aux affaires sociales, décortique l'érosion de l'Etat-providence imaginé après guerre et traduit en lois au long des années 60 (1) :

– Tout le système repose sur un salaire mensuel minimum d'un montant actuel de 6 000 F net, mais qui a perdu 20 % de son pouvoir d'achat du fait de son gel depuis les accords de Wassenaar. Cette perte, toutes les allocations suivantes, indexées sur le salaire minimum, l'ont mécaniquement subie.

– C'est notamment le cas du *bijstand*, équivalent du RMI, mais versé à quiconque se trouve sans ressources : 3 000 F net (soit 50 % du salaire minimum) pour une personne seule de plus de vingt et un ans, 4 200 F (soit 70 % du salaire minimum) pour une personne seule avec un ou plusieurs enfants – ces deux catégories peuvent toucher, en cas de nécessité, un supplément mensuel de 1 200 F –, et 6 000 F net (soit 100 %) pour un couple avec ou sans enfants.

– Si l'allocation-logement demeure en vigueur, elle aura de plus en plus de mal, en cas de coupes budgétaires, à suivre la hausse effrénée des loyers – plus 30 % en six ans. En outre, on traite maintenant les gens vivant sous le même toit comme s'ils étaient mariés : des dizaines de milliers de « cohabitants » découvrent ainsi subitement qu'ils n'ont plus droit à leurs ressources individuelles.

– Proche du revenu minimum, la pension de base que touche un veuf ou une veuve n'est plus versée que s'il (ou elle) a un enfant à charge de moins de dix-huit ans.

– L'assurance-chômage (WW), dont *les salariés démissionnaires sont* désormais vraiment exclus, se monte, durant les six premiers mois, à 70 % au plus du dernier salaire, après quoi elle diminue régulièrement jusqu'au seuil du revenu minimum. Neuf mois de travail – et non plus six – sont requis pour avoir droit à six mois de chômage indemnisé.

– L'assurance-invalidité (WAO) a subi une réduction du nombre de ses bénéficiaires (de 925 000 en 1994 à 800 000 en 1996), de sa valeur (de 80 % à 70 % du dernier salaire) et de sa durée : seuls les plus de 50 ans la touchent désormais jusqu'à l'âge de la retraite (65 ans), les autres devant se soumettre à des contrôles médicaux réguliers – dans un cas sur deux, leur indemnité est diminuée, voire supprimée. De surcroît, elle est versée maintenant, cinq ans durant, par l'entreprise.

– L'assurance-maladie, elle aussi, a été privatisée : c'est également à l'employeur de fournir au salarié arrêté l'intégralité (et non plus 70 %) de son salaire – et ce pendant un an, au terme duquel le WAO prend le relais. De source patronale, cette procédure aurait fait chuter de 15 % les congés maladie... *« Vous imaginez les conséquences de ce double transfert,* insiste Mme ter Veld : *les patrons y regardent deux fois avant d'embaucher et, s'ils se préoccupent plus des conditions de travail, ils enquêtent aussi de près sur l'état de santé de leurs futurs employés. Quand ils n'hésitent pas à engager quelqu'un sous contrat. N'oubliez pas que 90 % de nos 462 000 entreprises ont moins de vingt salariés, et la moitié... un seul. »*

– De plus, l'instauration du forfait médical a permis d'imputer aux assurés 3 milliards de francs jusque-là à la charge de l'assurance-maladie.

– Quiconque reçoit une aide financière de l'État doit en principe – à l'exception du père ou de la mère s'occupant seul d'un ou plusieurs enfants de moins de cinq ans – se rendre disponible pour un emploi, même moins payé que le précédent.

« Avec le pourcentage d'inactifs que nous avons, ce système est évidemment devenu trop cher, conclut Mme ter Veld. *Un grand changement étant politiquement impossible, nous avons commencé à découper de petites tranches du gâteau. Mon parti était contre, mais le gouvernement auquel il participait était pour. J'ai refusé d'être prise dans l'engrenage... »*

D. V.

(1) Pour plus de détails, voir Kees Schuyt, « Is the Welfare System of the Netherlands Sustainable ? », in Peter Koslowski et Andreas Follesdal (sous la direction de), *Restructuring the Welfare State*, Springer Verlag, Londres, 1997.

LEÇONS D'HISTOIRE A TRAVERS

Quand la gauche française triomphait des contraintes

SITÔT victorieuse, la coalition plurielle (socialistes, communistes, verts, etc.), dirigée par M. Lionel Jospin, s'est engagé dans la voie du renouveau démocratique de la France et a annoncé des décisions importantes : refus du cumul des mandats, abrogation des lois xénophobes, avancée vers la parité hommes-femmes, contrat d'union civile. En revanche, sur le plan économique et social, le changement reste encore incertain. C'est pourtant sur ce terrain-là que la gauche doit en priorité affirmer sa volonté, si elle veut répondre aux aspirations de ceux qui l'ont portée au pouvoir. L'histoire de ce siècle montre que ce n'est pas impossible. A condition que, très vite, la mobilisation sociale équilibre la pression des privilèges, des médias et des marchés.

Par SERGE HALIMI

C'est la cinquième fois que, dans ce siècle, la gauche française gagne des élections après avoir promis d'importantes réformes économiques et sociales. A l'aune de certains précédents historiques, les engagements du gouvernement de M. Lionel Jospin peuvent sembler modestes. Mais, instruit avant d'autres du terrible échec des années Mitterrand, l'actuel premier ministre n'avait-il pas annoncé, il y a dix ans : « *La période des grandes réformes ne se renouvellera pas* (1) » ?

Elles sont cependant indispensables, à moins que les socialistes ne renoncent à tenir une promesse faite au moment de la publication de leur programme économique : « *Sur le terrain des inégalités et du chômage, nous devons une revanche au peuple français.* » Pour qu'une telle autocritique ait un sens, il faudra à la fois rechercher les moyens d'une autre politique et prendre en compte les contraintes auxquelles elle se heurtera.

C'est ici que l'histoire est d'un grand secours. Récemment, un éditorialiste a estimé : « *Il est clair que jamais, dans un temps si difficile, avec des atouts si peu nombreux, la gauche n'a eu d'aussi écrasantes responsabilités* (2). » Il est clair que c'est inexact et que le propos vise par avance à théoriser toutes les impuissances. Jamais des atouts si peu nombreux ? En mai 1924, au moment du Cartel des gauches, le financement de la dette publique à court terme absorbe 40 % du budget annuel du pays ; l'Etat doit, chaque année, emprunter une somme qui représente cinq fois le montant de ses recettes fiscales. Et quand Edouard Herriot entre à Matignon, le crédit du gouvernement, sa marge de manœuvre financière, correspond à 0,05 % du budget...

A l'époque, le traité de Maastricht n'existe pas. Mais le président du conseil doit, chaque mois, réclamer aux régents de la Banque de France les *quelques millions qui lui permettront de* tenir jusqu'à la prochaine supplique. Or le plus influent de ces régents n'est autre que François de Wendel, un maître de ce Comité des forges qui représentera l'aile la plus réactionnaire du patronat français de l'entre-deux-guerres (3). Voilà pour la contrainte. Quant au résultat, il fut naturellement déplorable. Au moins, il enrichira le vocabulaire de la gauche d'une formule qui n'a rien perdu de son mordant : « *le mur de l'argent* ».

Et, dès avril 1929, trois ans après la chute d'Herriot, six mois avant le krach boursier qui manquera d'emporter le système capitaliste ultralibéral de l'époque, Pierre Mendès France peut annoncer : « *L'heure est venue de substituer aux dogmes du laisser-faire, laissez-passer, le statut économique de l'avenir, celui de l'Etat fort contre l'argent fort.* » L'heure attendra quelques années encore...

A nouveau, atouts peu nombreux et responsabilités écrasantes en 1936. Au mur de l'argent, toujours solide, s'ajoutent en effet la présence aux frontières des régimes d'Adolf Hitler et de Benito Mussolini, la guerre civile espagnole et, à l'intérieur même du pays, les ligues d'extrême droite qui, le 6 février 1934, place de la Concorde, ont failli emporter la République. Mais cette fois, le bilan ne fut pas négligeable : outre des réformes un peu oubliées (Office du blé) ou vite remises en cause (semaine de 40 heures), la gauche au pouvoir rappellera pendant plus d'un demi-siècle à son électorat le souvenir attachant d'une usine occupée et d'un tandem qui cherche la mer. Des congés payés, en somme.

Et puis – ce ne sera pas si fréquent – le gouvernement du Front populaire ne fera la guerre ni aux Arabes ni aux autres colonisés de l'empire : en 1925-1926, ce fut la sanglante répression du chef rifain Abd El Krim ; en 1945-1947, ce serait le bombardement d'Haïphong et les massacres du Constantinois et de Madagascar ; en 1991, la guerre du Golfe. Trop docile avec d'autres, la gauche exhibe parfois sa fermeté là où c'est le plus facile.

Quand vient la Libération, la charte du Conseil national de la Résistance sert de feuille de route à tous ceux qui ont défendu la nation contre Vichy. Ils s'engagent à « *éliminer les grandes féodalités économiques et financières* ». Un demi-siècle plus tard, le programme reste d'actualité mais, à l'époque, les obstacles sont immenses dans « *un pays ruiné, décimé, déchiré, encerclé de malveillances* (4) ». En 1947, la ration alimentaire correspond à 1 200 calories par jour, et le salaire mensuel d'un fonctionnaire lui permet à peine d'acheter 3 kilos de beurre.

Contrainte intérieure ? Alors que commence la guerre froide, la principale formation de gauche est l'appendice stratégique de l'URSS, et l'autre le parti américain en France. Contrainte extérieure ? Trois ans après la Libération, les Etats-Unis fournissent encore aux Français 66 % de leur ration de pain, 60 % de l'huile et 20 % du charbon. Toute contrainte bue, la gauche sera néanmoins à l'origine du démarrage des « trente glorieuses », des grandes nationalisations réussies (Renault, le gaz et l'électricité, le crédit et les assurances), des comités d'entreprise, du statut de la fonction publique. Sans oublier cette conquête prodigieuse dont la mise en cause valut à MM. Jacques Chirac et Alain Juppé de devenir si impopulaires : la Sécurité sociale. A l'époque, il est vrai, même le général de Gaulle, classé à droite, voulait « *rénover l'économie afin qu'elle serve la collectivité avant de fournir des profits aux intérêts particuliers et, du même coup, rehausser la condition des classes laborieuses* (5) ». « Profits », « classes », les mots semblent avoir disparu depuis que les réalités qu'ils décrivent se sont multipliées ou durcies.

Paradoxalement, c'est donc en 1981 que la gauche française disposait d'une relative liberté d'action. Mais, 1924 mis à part, c'est aussi là que son échec sera le plus éclatant. Il est inutile d'insister sur des données économiques (l'emploi), sociales (les inégalités) ou morales (les mensonges et les affaires), que chacun conserve en tête. Néanmoins, il n'est pas superflu de rappeler aux brillants éditorialistes qui somment déjà M. Lionel Jospin d'imiter M. Anthony Blair et d'en passer par « *une franche acceptation des mécanismes du marché, une adaptation aux exigences de la concurrence internationale* (6) » que, pour s'être déjà délecté de ce genre de conseil, le Parti socialiste perdit en 1993 près de 4 millions de voix et 79 % de ses sièges.

En octobre 1981, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, n'excluait pas de « *prendre l'argent dans les caisses du grand capital* ». Onze ans plus tard, peut-être grisé par la « *palme du monétarisme* » que le *Financial Times* venait de lui décerner, Pierre Bérégovoy, premier ministre socialiste, reprochait au chancelier démocrate-chrétien, M. Helmut Kohl, le « *dérapage salarial en Allemagne* »...

Un tel tête-à-queue ne s'explique pas seulement par ces fameuses « contraintes » – « incontournables », comme il se doit – qui permettent de prétendre circonscrire à presque rien la marge d'action d'un pouvoir de gauche. Assurément, Edouard Herriot buta contre le mur d'argent et le « *plébiscite quotidien des porteurs de bons du Trésor* » (les « marchés » d'alors) ; Léon Blum put imputer son renversement au

(1) Cf. Serge Halimi, *Sisyphe est fatigué : les échecs de la gauche au pouvoir (1924, 1936, 1944, 1981)*, Robert Laffont, Paris, 1993.

(2) Jean Daniel, *Le Nouvel Observateur*, 5 juin 1997.

(3) Cf. Jean-Noël Jeanneney, *François de Wendel en République*, Le Seuil, Paris, 1976.

(4) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre – Le salut*, Plon, Paris, 1959.

(5) *Ibid.*

(6) Jacques Julliard, « Inventez, Jospin ! », *Le Nouvel Observateur*, 12 juin 1997.

Marseille ou le mythe vacillant

Par DOMINIQUE PONS *

A Marseille, *on est toujours* l'étranger de quelqu'un... La ville fut fondée par un certain Protis, phocéen, c'est-à-dire grec, qui, en 600 avant J.-C., débarqua sur les bords du Lacydon, demanda son amitié au roi des Ségobriges et épousa Gyptis, sa fille (1). L'histoire commence ainsi avec un immigré...

Depuis lors, la ville a conservé sa capacité d'intégration, d'absorption et de tolérance. Si proche de Marignane et de Vitrolles, fiefs du Front national, elle compte 110 000 personnes d'origine étrangère pour une population de 800 000 habitants. Si l'on en retranche les naturalisés – 54 000 personnes –, il reste 56 000 étrangers, soit 7 % de la population. La France, globalement, en compte à peu près le même pourcentage : 6,3 % (2).



JACQUES WINDENBERGER

PLAQUE QUI ÉVOQUE LA CRÉATION DE MARSEILLE PAR LES GRECS
« Ici, on n'est jamais étranger »

Dans les cours de récréation, sur les terrains de sport, sur les rochers de bord de mer, à l'usine, à la maison, partout l'alchimie s'est faite. Sur les quais, les dockers appartenaient naguère à plus de trente nations. La population reste d'un cosmopolitisme à tous crins, même si, comme l'affirme le sociologue Jean Viard, la ville est coupée en deux, pauvre, très pauvre, au nord, plus riche, plus bourgeoise, au sud (3).

Tant que Marseille a pu nourrir ses habitants, immigrants compris, tout s'est bien passé. Jusqu'à l'indépendance de l'Algérie (18 mars 1962), venant après celles du Maroc (3 mars 1956) et de la Tunisie (20 mai 1956), chacun trouvait à s'employer, si modestement que ce soit, dans cette cité de lumière et de vent, populaire, chaleureuse... et naguère prospère.

S'employer, les 16 000 Italiens implantés dès 1851 y parvenaient sans effort. Ils seront 57 000 en 1881 et 97 000 en 1911 à y réussir encore. En majorité ouvriers, ils s'installent dans les quartiers nord. On a besoin d'eux. Parfois, les haines remontent, c'est vrai : il y aura au moins trois morts et plus de vingt-cinq blessés en trois jours de ce que l'on appela les « *vêpres italiennes* (4) », en juin 1881. Pourtant, en 1997, les noms à consonance transalpine occupent la moitié des colonnes de l'annuaire téléphonique...

Les Arméniens, eux, étaient déjà là au XVIIIe siècle. Fuyant, plus tard, le génocide commis par les Turcs, en 1915-1916, ils débarquent en masse et se fixent volontiers. « *Ils étaient pauvres, ils ne connaissaient pas la langue*, dit un des leurs, M. Garo Hovsépian, *ils ont travaillé quatorze heures par jour, ont cherché à s'intégrer et y sont parvenus. En fait, ils sont davantage assimilés qu'intégrés. Ils ont gardé leurs écoles, leur Eglise, leurs racines.* » Ils sont 80 000 dans l'agglomération, et nombre d'entre eux ont très bien réussi leur vie sociale.

L'histoire des Maghrébins est différente. Si les premiers Algériens furent « importés » à Marseille en 1907 pour briser les grèves des ouvriers italiens, le gouvernement les a bel et bien encouragés, à partir de 1947, à venir en métropole : la France d'après guerre avait besoin de main-d'œuvre bon marché. Marseille mise sur l'expansion. Les travaux de la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer commencent en 1964 ; en 1969, on y implante une industrie sidérurgique importante. Il faut essayer de compenser la perte de l'empire...

Pôle d'attraction en face d'un Maghreb déstabilisé, la cité se transforme pour accueillir à la fois les travailleurs en quête de situation et les pieds-noirs qui se trouvent bien de ce côté de la Méditerranée : « *Cette migration à dominante algérienne devient vite essentielle pour l'économie marseillaise, mais aussi pour l'économie du Maghreb, qu'elle soutient financièrement* (5). » La cité que dirige Gaston Defferre fait face. Elle construit à tout-va, mal, trop vite, au nord. Les nouveaux arrivés s'installent aussi en plein centre. Le recensement de 1990 dénombre, entre autres, 24 600 Algériens, 7 300 Tunisiens, 2 100 Marocains, 2 100 Espagnols.

Mais il ne prend pas en compte ce qui est alors en train de devenir l'une des communautés les plus importantes : les Comoriens. Quarante mille personnes environ. « *Le quart d'entre eux*, dit Hassan Abdallah, un de leurs responsables, *vient de Mayotte, toujours française* (6) : *les trois quarts des autres sont français, grâce à la régularisation automatique accordée en 1977, ou en attente de naturalisation.* » Mais la plupart d'entre eux sont au chômage et perçus comme des étrangers.

Ces rejetés vont pourtant donner à Marseille et à la France entière une leçon de dignité. Le 21 février 1995, trois colleurs d'affiches du Front national abattent d'un coup de fusil un jeune de dix-sept ans, Ibrahim Ali. Récusant d'avance toute récupération, les Comoriens exigent pour ses obsèques un cortège silencieux. Suivies par une foule considérable, les funérailles se déroulent sereinement... et silencieusement, au grand dam des néofascistes.

Si beaucoup de Comoriens ne sont pas comptabilisés comme étrangers, les gens de l'Est le sont bien, eux, étrangers. C'est la dernière vague d'immigration. Incontrôlable. « *Beaucoup de Polonais, des Tchèques, des Russes, des Roumains, souvent des jeunes* », témoigne Mme Olivia Brossaud, qui travaille occasionnellement dans un centre d'hébergement d'urgence, chemin de la Madrague Ville. De futurs Marseillais ? Personne n'en sait rien...

La population de la ville, en tout cas, évolue très vite. « *Si l'on tient compte d'une population flottante, des brassages internes (déplacement des fonctionnaires, retraités, etc.) de plus en plus importants, on peut estimer, sans trop de risques, qu'un habitant sur trois est arrivé dans la ville dans les vingt-cinq dernières années* (7). » Mais « *chacun a une adresse*, insiste Philippe Sammarco, ancien secrétaire général de la mairie, porte-parole du Parti socialiste au conseil municipal. *Il y a une reconnaissance forte à l'égard de la ville. La Bonne Mère est là pour nous tous. Malgré le choc des mutations économiques, malgré le chômage* ». Et il a ce mot : « *Etre mal aimé, ça vous unit.* »

Mal aimés de qui ? « *Ici, on n'est jamais étranger*, dit le Père Jean-Michel Passenal, curé des Chartreux, au cœur de la ville. *On sait ce qu'il ne faut pas faire, ce qu'il ne faut pas dire. A la cité de la Solidarité, en 1994, un incident entre un islamiste prosélyte et des jeunes qu'il voulait convaincre dégénère en bagarre. Voitures brûlées, etc. Tout le monde s'est précipité, les associations de locataires, les enseignants, les religieux, la police. En quinze jours, tout était redevenu calme.* »

Autre drame, autre démonstration de sang-froid : la mort de Nicolas Burgat, quinze ans, tué d'un coup de couteau par un jeune beur, de quinze ans lui aussi, le 9 septembre 1996. Le Front national a rameuté ses troupes de toutes les villes environnantes. Mais les Marseillais ne l'ont guère écouté. Venus en masse, ils ont fait au jeune homme des obsèques dignes et émouvantes, refusant encore une fois, à la demande du père de Nicolas, de tout confondre et de rejeter la faute, en bloc, sur « *les Arabes* ».

D'innombrables associations quadrillent les cités des quartiers nord. Avec le soutien du sous-préfet à la ville, des chefs de projet du développement social urbain (DSU), des centres sociaux, du grand projet urbain de Marseille, des associations de locataires, avec, entre autres, les crédits de l'Union européenne (Marseille a bénéficié, depuis 1990, de 320 millions de francs de subventions, dont 200 millions environ pour la seule « reconversion économique des zones en déclin industriel » pour 1994-1996) (8), avec les associations de prévention contre la délinquance, avec les aides apportées par la police et la justice – plusieurs fois par mois, dans certains quartiers, des médiateurs tiennent séance publique de conciliation... Avec tout cela, donc, Marseille conforte sa solidarité.

Mme Haddah Berrebouh, cinquante-trois ans, mère de dix enfants, habite depuis vingt-cinq ans la cité des Flamants. Médiatrice dans les collèges, elle lutte contre les petits rackets de classe, sans toujours le dire aux parents. « *La cité, dit-elle, c'est une seule communauté. Au centre commercial, on vendait de la drogue presque comme de la glace. Aux Flamants, à la fin, on s'est mobilisé. Les dealers ont fui. Quand les parents veulent...* » Ils ne veulent pas toujours, et Mme Berrebouh note avec amertume la « *grande démission des pères et mères qui ne se lèvent plus le matin* ».

L'école, pourtant, demeure le seul creuset possible. Au collège Manet, par exemple, les élèves appartiennent à vingt-deux nationalités. Dans telle maternelle, tout près de la porte d'Aix, quartier maghrébin au cœur de la ville, il n'y a que trois Européens sur cent dix enfants. On ne sait pas très bien qui sont les mères des cent sept autres. Elles se cachent, souvent pour cause de clandestinité, et ce sont les pères qui viennent chercher leur progéniture. Les adresses sont confuses et, quand la directrice cherche à recruter des « mamans auxiliaires », elle n'en trouve pas car elles n'ont souvent pas de papiers. Pour inscrire les enfants, qui doivent habiter le quartier, il suffit en effet d'un certificat de vaccination et d'une fiche d'état civil, même étrangère. L'école est bien intégrée dans le quartier. Mais le premier soin des éducatrices est souvent d'apprendre... le français aux petits, pour qu'ils puissent communiquer.

Dans une autre maternelle, près de l'Opéra et du Vieux-Port, les mamans auxiliaires s'appellent Michaela (sénégalaise), Cindy (mauricienne) ou Nelly (française) et, constate Mme Françoise Serrano, la directrice, « *l'intégration se fait bien : chacun s'applique à ce que le nivellement se fasse par le haut* ».

* Journaliste et écrivain, auteur, avec Alfred Pacini, de *Docker à Marseille*, Payot, Paris, 1996.

(1) *Histoire de Marseille*, sous la direction d'Edouard Baratier, Privat, Toulouse, 1987.

(2) Etude d'Etienne Tulasne, AGAM, janvier 1993, d'après les chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), 1990.

(3) Jean Viard, *Marseille ville impossible*, Payot, Paris, 1995.

(4) D'après Renée Lopez et Emile Temime, *Migrance, histoire des migrations à Marseille*, Edisud, Aix-en-Provence, 1990.

(5) Emile Temime, « Marseille et ses étrangers », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. XI, n° 1, 1990.

(6) Territoire d'outre-mer français, les Comores choisirent l'indépendance en 1974, à l'exception de l'île de Mayotte, qui resta française.

(7) Emile Temime, *op. cit.*

(8) Chiffres fournis par le cabinet du maire de Marseille.

LE SIÈCLE

et bousculait les privilèges

fait que *« la bourgeoisie détenait le pouvoir ; elle n'a voulu ni l'abandonner ni le partager »* ; les gouvernements de la Libération furent obligés de subordonner une partie de leurs ambitions aux exigences du bailleur de fonds, de farine et de charbon américain. Au moins, la gauche léguait chaque fois à ses successeurs de nouveaux instruments de pouvoir et de savoir : la conscience tardive de l'importance de la maîtrise de la monnaie (Herriot), le constat fugace de l'efficacité d'une politique keynésienne de relance (deuxième gouvernement Blum), le contrôle assuré d'un secteur public et nationalisé offrant à un gouvernement démocratique quelques moyens d'agir (Libération).

Les deux septennats de François Mitterrand ont ceci de particulier qu'ils ont détruit – consciemment et par conviction libérale – certains de ces outils. Le contrôle de la politique monétaire a été abandonné à une banque centrale indépendante, les instruments d'une relance budgétaire sont désormais enserrés dans l'étau de l'euro et de ses critères de convergence, les services publics (télécommunications, transports, Poste, énergie) ne cessent de se heurter aux croisés bruxellois de la concurrence et du marché (7). En d'autres termes, là où François Mitterrand avait bénéficié d'une marge de manœuvre durement forgée dans le feu des conquêtes de la gauche, M. Lionel Jospin hérite les contraintes que les gouvernements socialistes des années 80 ont entérinées, voire imaginées. On comprend qu'il ait réclamé, pour ce bilan, un *« droit d'inventaire »*.

En 1997, une politique économique progressiste bénéficie malgré tout de deux petits avantages. Elle est socialement nécessaire et elle est techniquement facile. Nécessaire : les marches de chômeurs de cette fin de siècle rappellent assez celles des années 30. Facile : les taux d'inflation les plus faibles jamais atteints en France depuis quarante ans (0,9 % entre mai 1996 et mai 1997), une balance commerciale très excédentaire et un niveau record de profits des entreprises permettent d'envisager une politique de relance et de redistribution des revenus moins risquée que celle, pourtant modeste, de 1981. Reste alors le déséquilibre budgétaire. Mais outre le caractère obsessionnel et presque indécent de vouloir le ramener d'urgence à 3 % du PNB dans un pays où 12,8 % de la population active est sans travail, il serait temps de comprendre que c'est le chômage qui creuse les déficits et l'emploi qui les réduira. Seul M. Theo Waigel, le ministre allemand des finances, qui vient d'annoncer d'*« incroyables efforts d'économie dans tous les ministères »*, semble ne pas s'être aperçu que son impasse budgétaire s'était subitement alourdie de 20 milliards de marks à cause des 437 000 chômeurs allemands supplémentaires recensés en un an (8).

L'urgence d'un grand élan social

MIEUX vaut le savoir et le dire, ce qui est socialement indispensable et techniquement assez facile n'est pas encore politiquement envisageable. En effet, même si les dirigeants socialistes français se sont intoxiqués au point de croire leurs propres communiqués de presse, l'Europe n'est pas plus de gauche en 1997 qu'elle ne l'était en 1981. M. Anthony Blair a pour premier objectif d'*« éliminer les obstacles à la flexibilité du marché du travail »* ; les socialistes portugais aiment les privatisations et s'opposent à toute réinterprétation des critères de Maastricht ; M. Schröder, membre influent de la présidence du SPD, défend un rigorisme monétaire plus fanatique encore que celui de MM. Kohl et Waigel. Et, ailleurs, quand M. Dominique Strauss-Kahn, désormais ministre français de l'économie, estime que, *« aux Etats-Unis, c'est aussi la gauche qui a gagné. Clinton, c'est quand même la gauche* (9) », la charité incline à ne pas commenter le propos.

Puisque ce n'est pas dans les cénacles européens ou ceux du G 7 que l'urgence sociale trouvera son expression, puisque le patronat ne lâchera rien sans qu'on le lui arrache, puisque les médias sont devenus la machine à propagande de ceux qui détiennent déjà tout, l'histoire de la gauche au pouvoir offre d'autres leçons. Et quelques encouragements. En 1936, le programme électoral du Front populaire était d'une extrême timidité. On n'y trouvait ni les 40 heures, ni les congés payés, ni les conventions collectives. Tout juste était-il question de la *« réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire »*. Mais il y eut cette explosion ouvrière née de la victoire politique et qui lui donna tout son sens, ce *« grand élan sorti des entrailles de la masse, ingouvernable,* [qui] *a desserré soudain l'étau de la contrainte sociale, fait admettre comme évidentes des choses tenues six mois plus tôt pour scandaleuses* (10) ».

Toutes proportions gardées, les récentes actions européennes des ouvriers de Renault et des camionneurs, les manifestations de Paris et d'Amsterdam pour l'emploi deviennent à leur tour l'outil principal d'une politique de transformation sociale, un outil d'autant plus déterminant que la gauche au pouvoir n'en détient pas beaucoup d'autres. Et qu'elle vient en partie d'entériner son impuissance en acceptant, au sommet d'Amsterdam du mois dernier, le pacte de stabilité de M. Theo Waigel.



Les grèves de novembre-décembre 1995 ont accéléré l'indispensable prise de distance des socialistes avec le néolibéralisme mitterrandien ; les luttes écologistes contre l'extension ou la construction d'un aéroport ou d'une autoroute ont permis l'élection de plusieurs députés verts. Dans ces conditions, rassurer les marchés internationaux revient à échancrer la base sociale d'une coalition rouge-rose-vert qui reste minoritaire et à favoriser la démagogie sociale du Front national. Cartel de 1924, Front populaire, années 80 : chaque fois que le parti du changement a renoncé à ses combats (Edouard Herriot et l'impôt sur le capital, Léon Blum et l'assistance à l'Espagne républicaine, François Mitterrand et la réduction des inégalités), il a précipité son effondrement.

« Paradoxalement, les socialistes sont mieux placés pour conduire des réformes néolibérales que la droite (11) », espère déjà un grand magazine américain. Comme toujours, les médias, le patronat et les marchés pousseront la gauche à la faute, lui promettront la couronne de la « responsabilité » si elle se renie, l'encourageront à sacrifier encore l'emploi à la monnaie, le rail à la route, la sommeront de privatiser au nom de la modernité (12). Il existe un autre chemin. Il paraît que l'Etat doit faire des économies ? Qu'il applique les principes du libéralisme en cessant de favoriser M. Lagardère, ses radios, ses journaux et ses missiles ; M. Bouygues, ses télévisions et son béton ; M. Dassault, ses électeurs du Front national et ses avions de guerre. Qu'il nationalise les compagnies des eaux et leurs gigantesques profits en invoquant le passage de la Constitution qui prévoit la propriété collective de *« tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait »*.

Parlant du Parti communiste à la Libération, de Gaulle a écrit : *« Ruant, mordant, se cabrant, mais attelé entre les brancards et subissant le mors et la bride, il va donc, lui aussi, tirer la lourde charrette. C'est mon affaire de tenir les rênes* (13). » Si la gauche française tire à nouveau la charrette des privilèges pendant que d'autres (les banques centrales, les marchés, les médias) tiennent les rênes, ce n'est certainement pas la reconstruction de la France qui, cette fois, se trouvera au bout de la route.

SERGE HALIMI.

(7) Sur ces trois sujets, lire Serge Halimi, « La Banque de France doit-elle redevenir le « mur de l'argent » ? », Bernard Cassen, « Dans l'étau de l'euro », et Paul-Marie Coûteaux, « Défense et illustration des services publics », *Le Monde diplomatique*, avril 1993, mai 1997 et janvier 1996, respectivement.

(8) *On estime que 100 000 chômeurs de plus* entraînent une augmentation du déficit budgétaire de 5 milliards de marks.

(9) Journal de 20 heures, TF 1, 27 mai 1997.

(10) Simone Weil, « Examen critique des idées de révolution et de progrès », *Ecrits historiques et politiques*, tome II, Gallimard, Paris, 1991.

(11) *Time*, 16 juin 1997.

(12) Si, dans la presse, la privatisation fait presque l'unanimité, serait-ce aussi parce que la campagne publicitaire de France Télécom, annulée par la remise en cause de la privatisation de l'entreprise, devait rapporter 150 millions de francs aux divers médias ?

(13) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*



de l'intégration

L'un des plus ardents partisans de ce nivellement par le haut est le nouveau grand mufti Soheib Ben Cheikh, nommé à Marseille par la Mosquée de Paris. La trentaine ardente et cultivée, il entend *« adapter un islam authentique au monde moderne »*, combattre l'*« islamophobie »* et, simultanément, le sentiment de rejet, de frustration et d'*« enfermement »* dont souffrent les musulmans de Marseille. *« Tout vide spirituel est dangereux »*, affirme-t-il. Alors, il veut faire construire cette grande mosquée dont Marseille manque cruellement, ainsi qu'un institut musulman où l'on formerait des imams qui, actuellement, ne parlent pas le français. Les femmes pourraient venir y apprendre leur religion, car *« ce sont les femmes qui transmettent les valeurs »*.

M. Jean-Claude Gaudin, le maire UDF de Marseille, ne serait pas hostile à la construction de ce lieu de culte. Il se contente de noter que *« la communauté musulmane ne semble pas disposer du terrain nécessaire à l'implantation d'un tel ensemble »* et que *« la ville de Marseille n'a pas les moyens de faire cadeau d'un terrain, pas plus à la communauté musulmane qu'à l'Eglise catholique ou à la communauté juive »*. Quant à Mgr Panafieu, le nouvel archevêque, il souligne que *« mieux vaut une mosquée qui se voit qu'une mosquée souterraine »* et que l'islam doit trouver sa place au sein de la laïcité française. Pour lui, les *« garages »* (les mosquées sont souvent installées dans des hangars, des caves ou des garages) constituent parfois des *« lieux d'infection »*.

Un extrémisme de droite s'affiche bien à Marseille, exploitant la pauvreté de la ville et le mécontentement grandissant des Français à grands coups de démagogie, mais l'intégrisme musulman demeure, pour l'essentiel, clandestin et peu important... pour autant qu'on puisse l'évaluer.

« Ici, on ne s'intègre pas, on s'ajoute », disait un musulman. Marseille est une formidable machine à faire des Marseillais. Pas des Français, ou alors des Français en second lieu. Marseillais d'abord ! Malheureusement, dans une ville sinistrée, cela ne suffit plus. Mais à quoi d'autre se raccrocher ? Le travail et l'idéologie ne sont plus des valeurs de référence, alors que cent mille personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté, perdant ainsi toute possibilité de définition collective par le travail (9). Pour M. Michel Péraldi, sociologue : *« Une identité territoriale ne peut pas se substituer à une identité sociale. Or Marseille n'a pas d'identité sociale. On n'y a pas recomposé le puzzle qui permet d'exister. Tout ça ne fait pas une identité. Etre marseillais, c'est bien, mais superficiel. La plupart des immigrés sont dans un "non-monde" social humiliant. »*

Si Marseille peut se targuer de n'avoir pas de banlieue et, le samedi, de voir les jeunes des quartiers nord déambuler paisiblement dans les rues piétonnes du centre, la casquette vissée sur la tête et le survêtement bien repassé, il n'en demeure pas moins que le racisme existe bel et bien, dont nul ne sait jusqu'à quel point il est superficiel ou profond. *« Jamais*, dit M. Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, *le racisme n'a été aussi fort. Il pourrait devenir une opinion et non plus un délit. »*

Kamel Khalif, peintre et dessinateur de bandes dessinées, ancien animateur socioculturel de la cité Brassens, voulait être naturalisé à vingt ans. Aujourd'hui, il confesse *« ne plus savoir* [où il en est] », mais il est toujours algérien. Ambiguïté. Il parle, lui, de *« crispation raciste »*. Ici, il se dit marseillais. A l'étranger, il *« habite en France »*. Mais quand il marche derrière une vieille dame, dans la rue, *« elle change de trottoir »*.

Les « 15-24 ans » – ils étaient 109 000 en 1990 (10) – ont désormais pris le pas sur leurs parents. La prudence et le souci d'intégration des générations précédentes s'effacent devant les revendications brutales d'hommes et de femmes nouveaux, devant qui rien ne s'ouvre. M. Jean-Claude Gaudin se dit pourtant fier que Marseille ait été choisie pour accueillir l'Ecole de la deuxième chance – une idée lancée par Mme Edith Cresson, commissaire européen –, qui, en janvier 1998, ouvrira ses portes aux exclus du système scolaire : *« Cinq cents garçons et filles, de dix-huit à vingt-deux ans, en situation d'échec scolaire, issus des quartiers défavorisés, seront formés selon des principes novateurs. »*

Cinq cents ? Dans le 14e arrondissement – la ville en compte seize –, le taux de chômage atteignait 31,80 % en 1995 (contre 24,76 % en 1990) ; dans le 16e, il était de 46,48 % en 1995 (contre 25,70 % en 1990) (11). Il s'agit de chiffres officiels, inférieurs, sans aucun doute, à la réalité.

Chacun fait ce qu'il peut. Toutefois, 50 % des délinquants présumés interpellés par la police en décembre 1996 étaient des mineurs. Les vols avec violences ont augmenté de 21 % en 1996. Les interpellations pour affaires de drogue sont en hausse de 8 % (12). La drogue n'explique pas tout, même si elle constitue la seule véritable source de revenus pour certaines familles, et alimente un trafic considérable, inchiffrable. Les policiers savent, eux, que le mal n'est plus là, mais parlent de la *« déliquescence du tissu éducatif »*, de la *« déstructuration du monde adulte »* qui conduit des jeunes gens à se conduire *« comme des fauves »*, faute de repères, de butoirs, de structures, et à prendre pour premières cibles les policiers, puis l'école, puis la société tout entière. Ils admettent même que, dans ce nouveau monde, le délit est souvent valorisant.

Le Père Passenal ne dit pas autre chose : *« La situation est explosive ; l'étincelle est toujours là. »* Et le religieux de poursuivre : *« Les jeunes veulent être acceptés comme français jusqu'à ce qu'ils soient exclus, par l'échec scolaire, par exemple. »* Et, s'ils se sentent rejetés, ils pourraient se tourner vers l'islamisme, qui leur fournit une identité de rechange. Or l'échec scolaire est partout : certains jeunes gens atteignent l'âge de seize ans sans savoir ni lire ni écrire. A ceux-là, nul n'a rien à dire, rien à proposer...

M. Jean-Claude Gaudin parle des milliers d'emplois que va créer Euroméditerranée (13), sans préciser qu'il s'agira, en grande partie, d'emplois non qualifiés. Il est dans son rôle de maire. C'est insuffisant. L'imagination est l'une des qualités dont Marseille est le plus dépourvue. La ville regarde son destin lui échapper, en soupirant que c'était plus facile naguère. Mais elle en était alors seule maîtresse. Le formidable art-de-vivre-avec-les-autres qu'elle avait su façonner au fil des ans ne fonctionnera bientôt plus. L'argent, le marché, la spéculation, les taux d'intérêt, les mutations sociales, ajoutés à ses propres erreurs, imposent à la vieille cité, qui s'en est toujours moquée, des concepts qu'au fond d'elle-même elle récuse. Marseille risque d'y laisser son âme. Tant que sa population jeune sera condamnée au désespoir, au *« no future »*, tant qu'elle sera incapable de lui proposer autre chose que des modèles éculés, elle continuera d'avancer vers le déclin.

DOMINIQUE PONS.

(9) Jocelyne Césari, sociologue, lors du colloque « Intégration et citoyenneté », le 28 octobre 1996.

(10) Recensement général de la population, document Insee, 1992.

(11) « Présentation de l'agglomération marseillaise », direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, novembre 1995.

(12) *Cité par Le Provençal, Marseille, 17 janvier* 1997.

(13) Euroméditerranée : un important projet de restructuration, de revitalisation et de réorientation d'une partie du centre de Marseille.

IMPASSES EN TURQUIE

Tandis que l'armée turque poursuit ses opérations dans le nord de l'Irak, confirmant que sa seule réponse aux revendications kurdes est militaire, les tractations se multiplient à Ankara pour essayer de former un nouveau gouvernement. La démission de M. Necmettin Erbakan de son poste de premier ministre, imposée par l'état-major à l'issue d'une longue campagne de déstabilisation à laquelle la presse a activement participé, ouvre une ère d'incertitudes. Le Parti Refah, islamiste, malgré son bilan gouvernemental peu éloquent, continue à mobiliser des millions de laissés-pour-compte et une partie importante des classes moyennes et bourgeoises d'Anatolie. En revanche, la classe politique, inefficace et corrompue, semble incapable de formuler un projet cohérent pour le pays. Le seul espoir, pour sortir de l'impasse, réside dans un réveil de la société civile, qui cherche un langage et des objectifs adaptés pour répondre aux aspirations d'une Turquie profondément divisée et pour dépasser les clivages entre laïques et islamistes.

« LA QUESTION KURDE »

Au cœur d'une crise majeure

DANS ce Proche-Orient qui reste l'un des principaux foyers de tensions et de conflits du monde actuel, la question kurde, par sa nature transfrontalière et par ses dimensions démographique et économique, est devenue un facteur-clé pour la stabilité et la survie de plusieurs Etats majeurs de la région. Au nombre de 30 millions, habitant une zone qui dispose, avec ses fleuves le Tigre et l'Euphrate, de l'essentiel des ressources hydrauliques de la région et de gisements pétroliers importants, les Kurdes, malgré leurs dissensions, leurs conflits fratricides, font preuve d'une vitalité et d'un esprit combatif peu communs. Longtemps réduite à son aspect humanitaire, la question kurde est en passe de s'imposer aux décideurs politiques, régionaux et internationaux. D'une grande complexité, elle demeurera à l'ordre du jour pendant de longues années. Lorsqu'un problème est chronique et semble insoluble, les intellectuels de Turquie ne le qualifient-ils pas de *« Kürt meselesi »* (question kurde) ?

A la suite de la guerre du Golfe, un regain d'intérêt s'est manifesté envers les Kurdes, concrétisé par la publication de plusieurs ouvrages retraçant l'histoire événementielle (1). Formés au lendemain de la première guerre mondiale sur les décombres de l'Empire ottoman, les Etats de la région n'ont pas su reconnaître le particularisme kurde et assurer les droits, notamment culturels et linguistiques, qui s'y attachent. Appliquée à édifier un Etat-nation avec une seule langue et une seule culture, la Turquie, qui avait déjà éliminé les Arméniens au cours du génocide de 1915 et expulsé vers la Grèce 1,2 million de Grecs d'Anatolie, déporta et massacra dans les années 20 et 30 le tiers de sa population kurde, rétive à son projet unificateur.

Un autre nationalisme exacerbé, celui du baasisme irakien, conduisit au massacre de plus de 400 000 Kurdes et à la destruction de la quasi-totalité de leurs villages au cours de la « guerre de trente ans » (1961-1991) qui opposa Bagdad au mouvement kurde irakien. L'Iran a soutenu ce dernier tout en réprimant sévèrement les revendications de sa propre minorité kurde.

Privés d'espace d'expression politique pacifique dans ces Etats, dont aucun n'est un modèle de démocratie, révoltés par la brutalité de la répression visant leur peuple, certains Kurdes ont opté pour la lutte armée. Le Kurdistan étant une enclave, sans débouché maritime, entouré de quatre Etats qui se partagent son territoire, chaque mouvement armé a dû, pour sa logistique, s'allier à un Etat frontalier, lui-même en conflit ouvert ou larvé avec ses propres Kurdes et n'ayant donc aucun intérêt à voir l'émergence d'une entité autonome dans un Etat voisin – mais disposé à se servir de *« la carte kurde »* pour affaiblir celui-ci.

Ce jeu n'est pas sans risques. Il a conduit à une guerre très meurtrière entre l'Iran et l'Irak d'où ce dernier est sorti exsangue. La Turquie, aux prises depuis treize ans avec une guérilla kurde tenace, s'engage à son tour dans un surarmement massif (150 milliards de dollars pour les deux décennies à venir) qui inquiète ses voisins et grève lourdement son budget, déjà sévèrement ponctionné par le coût de la guerre du Kurdistan – évalué à 8 milliards de dollars par an. Elle s'allie à Israël et, avec de plus en plus d'insistance, montre du doigt ses voisins iranien et syrien, qu'elle accuse de soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La guerre, avec son cortège de destructions de villages, ses déplacements de millions de paysans kurdes, ses victimes turques et kurdes, accroît la polarisation ethnique, exacerbe les nationalismes, alimente la montée de l'islamisme et désagrège le vieux système hérité d'Atatürk. De nombreux commentateurs se demandent ouvertement si la Turquie pourra survivre au conflit kurde et évoquent l'éventualité d'un conflit régional.

L'UN des mérites de *La Question kurde* (2), de Hamit Bozarslan, est d'aller au-delà des événements et de leurs protagonistes, d'analyser les évolutions politiques et les dynamiques sociales, économiques et religieuses à l'œuvre, de décrire les doctrines fondatrices des acteurs, leurs univers mentaux, de mettre à nu les ressorts internes et les contradictions des mouvements kurdes, dont il compare les modes d'action avec ceux d'autres luttes minoritaires, bref, de donner à comprendre la complexité d'une histoire marquée du sceau de la tragédie.

Le chercheur, d'origine kurde, connaît bien sa société. Son savoir linguistique et ses relations personnelles lui ont permis d'avoir accès à des sources de première main. Cependant, il porte un regard critique sur sa propre société, et le lecteur lui saura gré des qualités de rigueur et de nécessaire recul dont il fait preuve, qualités dignes d'être relevées car rares en ces temps de passions nationalistes.

L'auteur explique pourquoi les deux modes de gestion de la question kurde, association au pouvoir des élites et coercition des récalcitrants et de la masse, pratiqués depuis leur émergence dans les années 20 par les Etats administrant le pays kurde sont à bout de souffle. La généralisation de l'instruction, de l'information et des moyens de communication, la démographie galopante rendent impossible l'intégration des élites kurdes, de plus en plus nombreuses et exigeantes et la coercition ne fait que miner davantage la légitimité déjà fort fragile de ces Etats. Les frontières ont été relativisées, notamment depuis 1991 en Irak, franchies à maintes reprises par les troupes iraniennes et turques, ainsi d'ailleurs que par les mouvements kurdes. Ceux-ci se forment et agissent *« en réponse aux deux modes de gestion adoptés par les Etats »*, et chacun d'eux est à l'image de *« son Etat »*. Ainsi, selon Hamit Bozarslan, le PKK est au fond dirigé par *« un kémalisme inversé »*, ses militants vouant à leur chef Ocalan le même culte que les Turcs à Atatürk. Les dégâts causés par plusieurs décennies de guerre et d'acculturation ne se réduisent donc pas aux destructions matérielles, ils sont tout aussi graves dans les esprits.

Ce livre dense, basé sur une documentation abondante et solide, fruit d'un long travail universitaire, apporte un éclairage bienvenu à la compréhension de la question kurde et à la dynamique des mouvements minoritaires appelés à alimenter une bonne partie des conflits du siècle prochain.

KENDAL NEZAN,
président de l'Institut kurde, Paris.

(1) Parmi les parutions récentes, signalons *Le Malheur kurde* de Gérard Chaliand, Le Seuil, Paris, 1992 ; *Le Défi kurde* de Chris Kutchera, Bayard, Paris, 1997, ainsi que *A Modern History of the Kurds* de David MacDowell, I. B. Tauris, Londres, 1995, qui est, en anglais, l'ouvrage le plus complet sur ce sujet.

(2) Hamit Bozarslan, *La Question kurde : Etats et minorité au Moyen-Orient*, Presses de Sciences Po, Paris, 1997, 383 pages, 188 F.

RÉVEIL DE LA

Ces visages multiples

Par notre envoyée spéciale WENDY KRISTIANASEN *

QUI sont ces islamistes qui ont dirigé le gouvernement de la Turquie pendant un an, avant la démission de son poste de premier ministre, le 18 juin dernier, de M. Necmettin Erbakan ? Comme dans tous les pays de la région, leurs électeurs sont issus de milieux conservateurs et religieux. Ils souffrent de la même pauvreté que celle qui ronge les quartiers populaires du Caire ou de Gaza. Ils ont émigré par millions avant de sombrer, déracinés, dans les bidonvilles anonymes des grandes métropoles – Istanbul, Izmir, Ankara, Adana, Bursa ou Mersin. Comme ailleurs, ils comptent leur lot de membres des professions libérales, d'ingénieurs, de cadres, d'hommes d'affaires, d'assistants sociaux, d'éducateurs. Leurs cadres politiques – dont beaucoup doivent leur ascension à un effondrement de la gauche dans la région – sont entreprenants, instruits et, pendant qu'ils dirigeaient le pays, ils ne se sont pas laissé gagner par la corruption.

Ici prennent fin les similitudes entre l'islamisme turc et celui du Proche-Orient. Car la laïcité, inscrite dans la République de Mustafa Kemal Atatürk, a laissé son empreinte, et il n'est pas question d'un retour à la *sheriat* (loi religieuse) : les *vakiflar* (fondations religieuses) ont été laïcisées ; le port de la tenue islamique pour les hommes (et pour les femmes en certaines occasions) est interdit ; les soufis (*tarikat*) restent bannis, même s'ils poursuivent leurs activités dans une semi-clandestinité.

Mais les deux particularités les plus frappantes de la Turquie sont, d'une part, le pluralisme de son système politique – et la pénétration des islamistes dans ce système –, d'autre part, la grande influence de la culture occidentale – et la façon dont celle-ci a modelé la pensée des intellectuels islamistes. Tout cela a contribué à une configuration unique d'un islamisme « à la turque », pacifique, qui, s'il rejette les aspects laïcs du kémalisme, ne remet pas en cause l'Etat-nation lui-même.

L'électorat du parti islamiste (Refah Partisi, Parti de la prospérité) vient d'Anatolie centrale et orientale, des grandes villes et, enfin, du Sud-Est kurde. Malgré sa victoire aux dernières élections législatives de décembre 1995 (1), le Refah n'a pas le monopole du vote islamique. Mais il a profité de la désaffection à l'égard de l'ANAP (Anavatan Partisi, ou Parti de la Mère patrie) (2), depuis que M. Mesut Yilmaz, qui appartient à l'aile la plus laïque du mouvement, a succédé à l'ancien président Turgut Özal.

Le Refah n'est pas non plus le plus hégémonique parmi les ordres soufis. Les Nakshibandis, le seul ordre à être directement engagé dans la vie politique, est divisé entre son soutien au Refah et celui à l'ANAP (3), tandis que de nombreux Nurcus (4) adhèrent au parti de Mme Tansu Ciller, le Parti de la juste voie (DYP), partenaire du Refah au sein de la coalition gouvernementale. Ces deux formations de centre droit accueillent dans leurs rangs des figures importantes de l'islam, dont certaines, membres du DYP, sont même députés.

L'œuvre principale de Turgut Özal a consisté en un effort de cohésion sociale, une tentative de réintégrer les exclus, notamment les islamistes, au sein de la société. Le développement de l'islamisme doit en effet moins à un intérêt accru pour la religion qu'à l'écart abyssal des richesses qui séparait les « paysans » d'Anatolie (terme générique employé par les élites sociales d'Istanbul) des « Turcs blancs » des métropoles. Sous la présidence de Turgut Özal, les « paysans » conservateurs ont commencé à s'enrichir et un mouvement islamique, populaire et dynamique, a émergé au grand jour.

L'armée, cependant, avait déjà préparé le terrain. Soucieux de lutter contre la gauche, les militaires, à l'époque de leur coup d'Etat de 1980, ont préféré soutenir le Parti du salut national (ancêtre du Refah) de M. Necmettin Erbakan. Ils ont rendu les cours d'éducation religieuse obligatoires, fondé des écoles coraniques spécialisées, créant ainsi des viviers de l'islamisme. L'armée a même usé d'une méthode encore plus radicale en adoptant comme idéologie une « synthèse turco-islamiste » qui, espérait-elle, allait affaiblir les aspects les plus « révolutionnaires » du kémalisme. Cette synthèse devait permettre de gagner les éléments conservateurs de la société – Turcs et Kurdes – tout en prévenant tout élan du nationalisme kurde. On s'empressa donc de recruter les islamistes et les néo-fascistes – installés depuis longtemps dans la bureaucratie de l'Etat avec le Parti nationaliste du mouvement (MHP) d'Alparslan Turkes, qui vient de décéder, et sa milice des « loups gris » – dans les forces de sécurité et autres branches de l'appareil d'Etat, en échange de l'arrêt de leurs activités clandestines (5).

Lors de son accession au poste de premier ministre en 1983, Turgut Özal a accéléré cette évolution, recrutant ces éléments au sein de son propre parti, l'ANAP, augmentant leur emprise sur les ministères de l'éducation et de l'intérieur (6), et reconnaissant publiquement que la religion était une composante essentielle de l'identité nationale. Grâce à sa politique libérale et à l'« ouverture » économique, les islamistes ont pu fonder une société parallèle, qui a attiré les émigrés anatoliens vers les grandes villes – des habitants des *gecekondu* (bidonvilles) aux membres des professions libérales, hommes d'affaires, en passant par les intellectuels.

Le phénomène Fethullah repose sur deux principes : l'élitisme et l'argent – le mouvement a sa propre *vakif* (fondation). L'argent a servi à créer des écoles, des œuvres de bienfaisance et des entreprises, de la Turquie jusqu'en Asie centrale. Le mouvement s'était implanté en Albanie avant même que soient établis des liens diplomatiques entre les deux pays. Ses écoles – cinquante en Turquie et plus de deux cents à l'étranger – sont devenues des centres d'excellence. Il contrôle aussi des médias grâce à Zaman, véritable empire de presse, ainsi qu'une chaîne de télévision, des vidéos, des cassettes, des livres, des magazines...

Cet ancien prêcheur, âgé d'une soixantaine d'années, dément être islamiste. Il préfère se considérer comme un musulman pieux opposé à l'islam politique et qui souhaite une intégration totale de l'islam au sein du système politique, économique et social. Des Balkans à la Chine, il veut voir se former des élites sur le modèle turc. Un petit empire ottoman en somme, dominé par les Turcs et au sein duquel cohabiteraient diverses religions. En deviendrait-il alors le sultan ? La question reste entière, mais un observateur avisé dit de lui qu'*« il n'est pas totalement innocent »*. Il tisse un réseau parallèle, prêt à prendre le pouvoir le moment venu. Ces quatre dernières années, il a consolidé ses relations avec tous les partis, excepté le Refah. Mais il pourrait être la victime de son propre charisme. Qui pourrait en effet prendre la suite du petit sultan aujourd'hui malade ?



REZA/SIGMA

FUNÉRAILLES DE TURGUT ÖZAL, AVRIL 1993, ANKARA
L'ombre des militaires

La déréglementation des télécommunications a aussi permis aux islamistes de s'affirmer, grâce à des chaînes de télévision diverses (la chaîne nationale Channel 7, par exemple) ou grâce à des groupes de presse comme Sabah. Un syndicat influent, Hak-Is, qui leur était officieusement lié a même supplanté le syndicat de gauche Disk.

Exclus de l'association des hommes d'affaires Tusiad, qui regroupe les « Turcs blancs », les « tigres d'Asie centrale » ont formé leur propre association, Musiad (Mustakil is adamleri dernegi, Association indépendante des hommes d'affaires). Mais les laïques soupçonnent le M de *Mustakil* (indépendante) d'être en réalité le M de *muslim* (musulman) : l'alcool est en effet banni des soirées officielles, et ses membres célèbrent toutes les fêtes religieuses. Selon M. Taha Akyol, respectable intellectuel proche des orientations de Turgut Özal, l'armée craint que l'association ne se prépare à une prise du pouvoir économique mais, *« en réalité, les deux associations partagent les mêmes valeurs économiques : un gouvernement stable, l'entrée dans l'Union européenne et une Turquie occidentalisée. L'industriel de Konya veut vendre à l'Ouest, à l'Est, mais pas aux islamistes ! »*. Ici, le dynamisme de la communauté d'affaires est un pont qui relie les islamistes aux laïques.

C'est aux « tigres anatoliens » que M. Fethullah Gulen, dirigeant de la principale branche des Nurcus, doit sa notoriété. Il a réussi là où Turgut Özal et M. Cem Boyner (l'espoir de la gauche) ont échoué. Il a donné aux capitalistes de province une voix – en échange de leur argent pour la construction de son petit empire. Se présentant comme une solution de rechange au Musiad et au Refah, il attire les hommes d'affaires conservateurs des villes de Denizli, Antep, Bursa, Kocaeli ou Maras. Puritains, nationalistes, conservateurs, travailleurs, ces riches Anatoliens n'ont aucune relation dans les milieux politiques ou bancaires. Ils dirigent des entreprises familiales qui utilisent des méthodes de production de haute technologie.

Le « monde parallèle » de M. Fethullah Gulen est à l'image des myriades d'activités des islamistes du Refah : écoles, œuvres de bienfaisance, cliniques, associations caritatives, etc. Honnêtes et dynamiques, elles ont prospéré dans tous les secteurs, et notamment l'éducation. On dénombre plus de quatre cents *imam hatip*, écoles fondées par le gouvernement pour former les imams. Le financement de leurs opérations par des fondations a ainsi permis aux enfants les plus pauvres de poursuivre des études qu'ils auraient sinon été contraints d'abandonner à l'âge de onze ans, après cinq ans de scolarité obligatoire. Ce succès n'a pas contribué à former plus d'imams, mais il a permis à une génération entière d'entrer à l'université ou dans le service public.

Cette première génération, avec ses étudiantes qui portaient le voile à l'université sous les huées des laïques, occupe désormais des postes-clés autrefois réservés à l'*establishment* laïque. L'essor des associations islamiques a également créé de nombreux emplois, en particulier pour les femmes. De son côté, le Refah a aussi recruté des salariés, notamment dans des villes comme Ankara et Istanbul, qu'il a gagnées lors des élections municipales de 1994.

Cette génération a embrassé la modernité au moment même où les femmes commençaient à couvrir leur tête, parfois au risque de sacrifier leur carrière : chirurgiens ou avocates se voient en effet interdire le port du *carsaf* au travail. Mme Sibel Eraslan, trente ans, avocate diplômée de l'université

* Journaliste, Londres.

(1) Le Refah Partisi, fondé en 1983 par M. Necmettin Erbakan, a, lors des élections de décembre 1995, obtenu 28,73 % des voix, remportant 158 sièges au Parlement (sur 550). Lire le dossier « Crise du pouvoir en Turquie », *Le Monde diplomatique*, juin 1996.

(2) Turgut Özal, fondateur de l'ANAP en 1983, fut élu premier ministre la même année, remportant 47 % des suffrages au cours des premières élections depuis la fin de la dictature militaire (1980-1983). Il devint président en 1991 et mourut, au cours de son mandat, en 1993.

(3) Korkut Orzal Özal, frère du défunt président, est une figure importante du mouvement Nakshibandi (et maintient de bons rapports avec l'Arabie saoudite). L'ordre a fait beaucoup pour la création du Parti du salut national (ancêtre du *Refah*) de M. Necmettin Erbakan. Durant les années Turgut Özal, les Nakshibandis se sont rapprochés de l'ANAP. Depuis, le mouvement partage ses appuis (non officiels) entre le Refah et l'ANAP.

(4) Les partisans de Saïd Nurci s'étaient opposés aux réformes de Mustapha Kemal dans les années 20.

(5) Voir Ertugrul Kurkcu, « The Crisis of the Turkish State », *Middle East Report*, n° 199, avril-juin 1996, Washington DC.

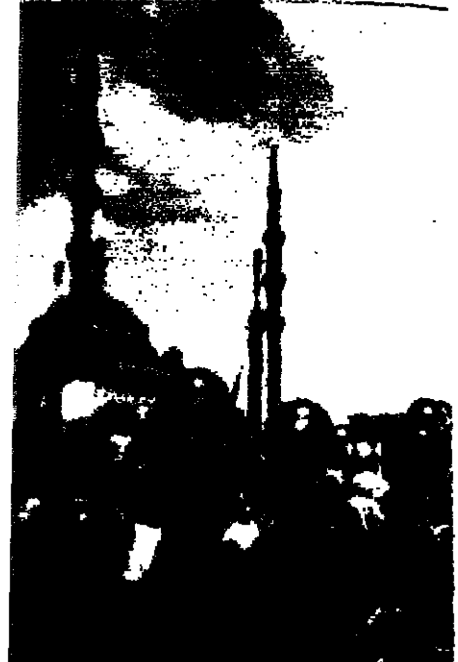
(6) Lire Sami Zubaida, « Turkish Islam and National Identity », *Middle East Report*, op. cit.

هكذا من الاجيل

RÉVEIL DE LA

es multiples





SOCIÉTÉ CIVILE

de l'islamisme

d'Istanbul, est de celles-là. En 1989, M. Tayyip Erdogan, président du Refah à Istanbul (devenu maire de la ville), l'a invitée à rejoindre le parti pour occuper le poste de présidente du comité des femmes. Le Refah ne recueillait alors que 7 % des voix des électrices et manquait de femmes qualifiées. Ce comité était chargé de recruter dans les banlieues ouvrières et parmi les immigrées d'Anatolie délaissées par les autres partis.

En 1994, le Refah se tourna vers les classes moyennes favorisées, en édulcorant ses slogans les plus radicaux. Il a ainsi raflé 27 % des suffrages lors des élections municipales de 1994, remportant dix-sept des trente-trois municipalités d'Istanbul et le contrôle de l'agglomération. A Istanbul, le Refah comptait alors 18 000 militantes et 1 265 000 adhérentes (52 % des membres sont des femmes).

Après six ans de bons et loyaux services, Mme Sibel Eraslan abandonna ses responsabilités. *« J'avais l'impression d'avoir fait mon travail. J'étais trop radicale. Au départ, nous étions un mouvement de protestation, impliqué dans l'aide aux nécessiteux. Et puis le Refah s'est tourné vers les classes moyennes, plus âgées. »* Elle demeure pourtant une figure-phare du parti, l'une des rares à accorder des entretiens à la presse – à la seule condition cependant que le parti ait donné son aval. Le Refah, vieux routier de la politique, a tiré depuis longtemps les leçons des *« mauvaises expériences »* passées avec les médias, dues au manque d'instruction de certains de ses membres. A la télévision, les islamistes n'apparaissent désormais que sur leurs propres chaînes, comme Channel 7, ou sur des chaînes sur lesquelles ils peuvent exercer leur contrôle.

Mme Sibel Eraslan est issue des classes moyennes laïques. *« Mon père est un kémaliste, il a été colonel dans l'armée et est capitaine dans la marine. A la maison, nous avons un portrait d'Atatürk. Ma famille habite Iskidar* (un des bastions de la laïcité) *depuis plus de trois cents ans. Alors oui, mes activités ont provoqué des tensions au sein de ma famille. »* Elle habite à Istanbul, dont la population est passée, en trente ans, de 2 à 12 millions d'habitants, à Umraniye, une banlieue ouvrière anonyme née de l'afflux d'émigrés anatoliens et qui est l'un des nombreux foyers de l'islamisme.

Comme beaucoup de ses pairs, Mme Sibel Eraslan s'est tournée vers l'activisme islamiste par rejet de ces laïques qui faillirent l'expulser lorsque, durant sa dernière année à l'université, elle décida de porter le foulard. Ses convictions sont celles d'une génération d'islamistes « à la turque », fortement influencés par la culture occidentale : *« A l'université d'Istanbul, nous étudiions beaucoup la philosophie occidentale. A la fin des années 80, les auteurs postmodernistes étaient systématiquement traduits. Cela m'a fait réfléchir et m'a poussée à m'intéresser à d'autres philosophies. J'ai lu Sayyid Qutb et Mawdudi, Hassan El Banna et Ghazali* (7). *Du fait de leur situation, ils attachaient beaucoup d'importance à l'Etat – mais la Turquie est différente de ces pays. Le discours anatolien n'est pas le discours arabe. Ces gens-là m'ont beaucoup influencée, jusqu'à ce que je lise le Coran. Dans le Coran, seuls deux versets sont consacrés à l'Etat. La charia n'est pas une politique, c'est un mode de vie. En ce qui me concerne, je n'accorde aucune importance ni à la nationalité ni au passeport. »*

« C'est une nouvelle façon de penser, et cela a posé des problèmes avec le parti. » Effectivement, l'islam politique, en Turquie comme ailleurs, accepte l'Etat-nation (occidental) mais rejette ses valeurs culturelles. Mais Mme Sibel Eraslan, comme d'autres intellectuels islamistes turcs (Ali Bulac, Ismet Ozel, Rasim Ozdendoren, Ihlan Kutluer), voit le modèle de l'Etat islamique comme une image inversée de l'Etat laïque. Elle lui préfère l'image de l'*oumma* et de communautés qui s'autogouvernent, un concept assez flou qui ne les empêche pas de se retrouver dans le Refah.

Le discours de Mme Sibel Eraslan est un mélange de féminisme, d'opinions de gauche et de religion. Elle le reconnaît : *« Les islamistes font ce que la gauche aurait dû faire. J'ai beaucoup de sympathie pour elle. »* Et aussi : *« Je tiens absolument à ce que les femmes aient la place qu'elles méritent au sein du Refah, c'est pour cette raison que j'y suis. »* Les vieux dirigeants du parti ont besoin de ces femmes qualifiées, mais continueront-elles à travailler sans qu'on leur accorde une part plus importante du pouvoir ? Mme Sibel Eraslan considère que les femmes ont besoin de travailler quatre fois plus dur que les hommes. Elles ont en effet quatre adversaires : l'Etat, une société machiste, les hommes islamistes et, enfin, les autres femmes.

Ces dernières, ce sont les laïques, dont certaines tentent de se rapprocher de Mme Sibel Eraslan. Le 6 avril dernier, elles créaient un mouvement – le Kader, acronyme de Kadin Dernegi, Association des femmes, qui signifie destinée – dont l'objectif est de promouvoir l'entrée des femmes au Parlement. Malgré son orientation laïque, certains de ses membres demandent une redéfinition de la laïcité qui permettrait d'intégrer des musulmanes plus conservatrices. Elles ont pris contact avec Mme Sibel Eraslan, mais le fossé est encore trop profond. Peut-il se réduire ? Sans doute, les laïques ne pouvant continuer à ignorer leurs compatriotes pratiquants.

Car l'une des conséquences les plus positives de la victoire des islamistes aux élections de 1995 aura sans doute été le réveil de la société civile laïque. Education spécialisée pour les enfants, protection de l'environnement, associations caritatives de toutes sortes : les laïques commencent à faire ce que les islamistes ont fait avant eux. *« Nous aurions dû faire tout cela il y a trente ans »*, admettent-ils. Mais seront-ils capables d'aller s'adresser aux déshérités ? En tout cas, l'occasion s'offre de réformer un régime politique en pleine banqueroute. L'un des atouts de la Turquie, si on la compare aux autres pays du Proche-Orient, est l'existence d'un système démocratique qui permet à chacun de s'exprimer, au moins dans certaines limites et si l'on exclut la question kurde *(lire, page 8, l'encadré « La question kurde »)*.

Si le président Turgut Özal n'était pas brusquement décédé en 1993, les islamistes n'auraient pu accéder au gouvernement. Turgut Özal était en effet capable de mobiliser de larges couches autour de l'ANAP et de sa vision d'un pays vigoureux, sans classes, ouvert à tous. Désormais, c'est le Refah qui remplace l'ANAP comme le principal (mais non le seul) canal politique à travers lequel les Anatoliens peuvent se faire entendre et exprimer leur identité religieuse. Il a aussi mobilisé l'énergie d'une jeune génération qui attend son heure pour venir aux affaires.

Si l'idéologie de cette génération demeure quelque peu primaire (l'Etat-nation supplanté par les communautés islamiques), ces jeunes n'en possèdent pas moins une solide connaissance de la pensée occidentale comme de la pensée musulmane. Le pluralisme, les droits de l'homme, la liberté, la justice sociale, font partie de leurs slogans. Ces intellectuels, ces féministes, ces entrepreneurs anatoliens, tous les éléments de l'islam turc se battent avec cette vigueur caractéristique de la Turquie moderne pour combler le fossé qui sépare les « nouveaux arrivants » d'Asie mineure et les élites d'Istanbul. Les élites laïques seront-elles capables de relever ce défi ?

WENDY KRISTIANASEN.

(7) L'Egyptien Hassan El Banna fut le fondateur des Frères musulmans en 1929 ; Sayyid Qutb, le continuateur de Banna, a inspiré les islamistes radicaux ; Abul Ala Mawdudi, du Pakistan, a milité dans les années 40 ; Al Ghazali est un penseur de l'âge classique (1058-1111).

Les éditions en langues étrangères du « Monde diplomatique »

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain *Il Manifesto* (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien berlinois *Die Tageszeitung* (Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires.

Suisse. L'hebdomadaire *WochenZeitung* (Luisenstrasse 7, Postfach 8031 Zurich) diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires.

Espagne. Le journal est traduit et édité par *L. Press* (Plaza Marina Española, 5-2e D, 28013 Madrid). Sa diffusion est d'environ 25 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trimestrielle en arabe est publiée en Tunisie (Impact, Le *Méridien*, bureau 344, 50, avenue Habib-Bourguiba, Tunis 1000). Elle est tirée à environ 15 000 exemplaires.

Grèce. Il existe une édition en langue grecque de notre trimestriel *Manière de voir* (Editions Dromeas Epe, Ch. Trikoupi 106, Athènes 11472), diffusée à quelque 10 000 exemplaires.

Au total, la diffusion du *Monde diplomatique* (250 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est d'environ 500 000 exemplaires.

Les ambiguïtés d'une presse à scandale

Par NUR DOLAY *

« COMMENT *aurions-nous pu savoir que nous soutenions la personnalité qui avait le plus de défauts de notre histoire politique, et que nous allions lui permettre de se transformer en monstre ? Comment aurait-on pu savoir qu'elle mettrait ses ambitions et ses intérêts personnels au-dessus du régime laïque et démocratique ? Comment aurions-nous pu savoir ?* (1) »

Ce *mea culpa* tardif d'Ertugrul Ozkok aurait pu être louable s'il était l'expression d'un regret sincère. On se souvient que c'est lui, éditorialiste du puissant quotidien populaire *Hurriyet*, qui avait « lancé » Mme Tansu Ciller en assumant sa promotion médiatique. Une fois le but atteint, il n'avait pas hésité, comme beaucoup d'autres dans son entourage, à se couper la moustache, symbole à la fois du traditionalisme et de la virilité, pour s'adapter à la période nouvelle qu'annonçait la nomination au poste de premier ministre, en octobre 1995, d'une femme – un fait sans précédent dans l'histoire du pays – qui était, de plus, belle, blonde et moderne.

Pourtant quelques observateurs, comme Ilhan Selçuk, décelaient déjà, derrière la façade élégante, *« le produit de l'hégémonie médiatique sur la société »* (2). L'éditorialiste du quotidien *Cumhuriyet* s'interrogeait sur l'origine de la fortune colossale de Mme Ciller, richesse qu'elle prétendait avoir acquise avec son salaire d'universitaire. Mais personne ne s'étonna de cette voix détonante, venant du seul quotidien indépendant du pays, abonné au rôle d'opposant, qualifié de « dinosaure » pour n'avoir pas su s'adapter au nouvel ordre médiatique.

Les autres journaux, dépendant de grandes banques, s'étaient déjà constitués en importants groupes aux publications diversifiées, ayant chacun sa propre chaîne de télévision, ainsi qu'une large palette de journalistes exprimant des idées très disparates, allant de la gauche apprivoisée à la droite civilisée, au nom du pluralisme.

Chacun connaissait toutefois, dans cette « démocratie » aux allures de supermarché, les limites à ne pas dépasser et le respect dû aux bailleurs de fonds. Les énormes subventions gouvernementales, sous leurs formes diverses, ou des prêts à des taux très avantageux – et remboursables seulement en cas de « bêtises » – ont été investis dans des affaires juteuses sans rapport avec le journalisme.

La puissance et la collusion de ces empires de presse avec le pouvoir politique étaient telles qu'on a évoqué la participation du groupe Sabah à l'une des nombreuses coalitions gouvernementales formées par Mme Tansu Ciller, comme si un journal pouvait être un partenaire politique des élus ! D'autre part, *Milliyet* et *Hurriyet*, deux autres grands groupes, avaient fusionné sous le nom de Dogan Medya, pour mieux combattre leur concurrent Sabah.

Totalisant 79 % des ventes de journaux, les deux empires ont dévoilé leur conception de la liberté quand un intrus, *Aksam*, a tenté de s'imposer. Le 16 septembre 1996, les groupes Sabah et Dogan Medya, qui ont le monopole de la distribution, ont tout simplement « laissé sur le carreau » les ballots d'*Aksam*, devenu un concurrent trop dangereux. Les kiosques se sont vu interdire la vente de ce quotidien sous peine d'être totalement exclus du circuit de la distribution. En outre, en faisant du dumping sur le prix de vente de quelques-uns de leurs titres, dumping compensé par leurs autres activités, le cartel réduit sérieusement les possibilités d'existence d'autres publications, et par là même l'expression d'autres opinions.

Les sombres affaires de Mme Tansu Ciller et de son mari, accusés de collaborer avec des *maffiosi* introduits au sein de l'appareil d'Etat, avaient déjà été décrites en détail par l'hebdomadaire de gauche *Aydinlik*, sans que personne daigne y prêter attention. Il fallut le fameux accident de la route de Susurluk (3), le 3 novembre 1996, pour apporter les preuves irréfutables de cette collusion. Ces révélations tombèrent au moment même où les empires de presse s'apprêtaient à déclarer la guerre à la coalition dirigée par M. Necmettin Erbakan, dirigeant du parti islamiste Refah et qui comprenait la formation de Mme Tansu Ciller.

L'armée, ultime espoir

DÈS la formation de son gouvernement, en juin 1996, le premier ministre islamiste avait, de manière malhabile, déclaré son intention de mettre la presse au pas en lui coupant les subventions. Les grands quotidiens et leurs chaînes de télévision « redécouvrirent » alors le célèbre journaliste Ugur Mumcu, assassiné en 1993. Celui-ci n'avait cessé de dénoncer, dans les colonnes de *Cumhuriyet*, et de révéler, dix ans plus tôt, l'identité de criminels encore « recherchés » et liés aux forces politiques.

Tout cela a été largement utilisé dans la guerre contre Mme Tansu Ciller. Dans le même temps, les grandes plumes des quotidiens entreprenaient une tournée dans les capitales européennes pour dénoncer *« les atteintes à la liberté de presse en Turquie »* ! Mais leur vrai espoir était... l'armée, et avec elle le spectre d'un coup d'Etat frénétiquement brandi. Cette dernière était effectivement mécontente de voir le gouvernement dirigé par un islamiste. Mais de là à annoncer aux lecteurs, chaque matin, des bruits de bottes, et à transformer chaque réunion mensuelle du Conseil de la sécurité nationale en une ultime mise en demeure de militaires à la veille de passer à l'action...

Au début, l'armée s'accommoda de cette pression exercée en son nom par la presse, en espérant qu'elle suffirait à maintenir M. Necmettin Erbakan dans le cadre institutionnel. Mais l'intéressé y répondit par la surenchère. Au lieu de s'appliquer à réaliser quelques-unes de ses promesses électorales, il choisit de multiplier les actes de provocation. La presse joua les pompiers pyromanes. Surtout quand elle trouva un acteur médiatique dans le général Cevik Bir, l'adjoint du chef de l'état-major, ex-commandant des forces internationales en Somalie. Celui-ci tranchait par son franc-parler avec la prudence de son supérieur, qui se bornait à rappeler, chaque fois qu'il en avait l'occasion, la responsabilité des civils dans les choix politiques. Les commandants trop bavards finirent par recevoir des consignes de discrétion. Mais les spectateurs avaient déjà pris place dans l'arène, prêts à applaudir chaque coup que l'armée infligerait à son adversaire.

La presse publia des sondages désignant l'armée comme l'institution à laquelle la société accordait le plus sa confiance. Pendant la récente intervention dans le nord de l'Irak, elle publia des déclarations anonymes de généraux affirmant que l'état-major n'avait pas informé le gouvernement, par peur de fuites. En soulignant ce manque de confiance, elle identifiait le gouvernement avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'ennemi numéro un. Le démenti publié par l'état-major ne trouva pas un grand écho. En revanche, les journaux mirent à la « une » la réaction épidermique du bras droit de M. Erbakan, M. Abdullah Gul, qui bravait le général « anonyme » : *« Qu'il se montre, s'il est un homme ! »*

M. Erbakan avait cru pouvoir ajourner les manœuvres militaires conjointes avec Israël. Les militaires rappelèrent alors qu'il s'agissait d'une décision prise en concertation avec plusieurs organismes d'Etat, et que le premier ministre n'avait pas compétence pour décider seul de son annulation. La presse se félicita encore une fois de la victoire de l'armée, qui passait par-dessus le pouvoir civil, ce qui aurait dû plutôt l'inquiéter. Finalement *Hurriyet* jubila après la décision du parquet d'ouvrir un procès contre le coupable, entre autres, d'*« insultes à l'armée »* (4).

Finalement, la presse a obtenu la chute du gouvernement de M. Erbakan. Pourtant, cette victoire est entachée de trop d'aspects inquiétants pour que les citoyens et les journalistes puissent s'en réjouir.

* Journaliste

(1) *Hurriyet*, 15 mai 1997.

(2) *Cumhuriyet*, mai 1993.

(3) Lire Martin Lee, « Les liaisons dangereuses de la police turque », *Le Monde diplomatique*, mars 1997.

(4) *Hurriyet*, 22 mai 1997.

« LE BANDIT », un film de Yavuz Turgul

Dans les bidonvilles d'Istanbul

UNE vieille légende anatolienne raconte que, lorsqu'un bandit meurt, une étoile tombe du ciel. Dans le film du réalisateur turc Yavuz Turgul, *Le Bandit (Eskya)* (1), après trente-cinq années passées en prison pour avoir vengé la mort de son père, quitte ses montagnes natales pour sombrer dans les bas-fonds d'Istanbul. Il est une nouvelle fois en quête de vengeance, recherchant son meilleur ami parti pour la ville avec sa femme et tout son or.

Les aventures du bandit Baran dans les bidonvilles d'Istanbul, la ville qui pue *« le cadavre d'un animal mort »*, dévoilent un monde de prostituées vieillissantes, d'impitoyables maquereaux, d'acteurs déchus, un univers où les jeunes filles rêvent de Cendrillon et où la seule ambition de la jeunesse est de devenir millionnaire en une nuit. *« La plus grande erreur de mon père fut de se contenter du métier de serveur, à son arrivée à Istanbul. C'est là qu'il a perdu »*, déclare le jeune Cumali, un escroc à la petite semaine. *« Pour les sortir de cette vie »*, son gang préfère demander au chef de la mafia de les embaucher. *« Les propriétaires des magasins, les filles nous respecteront »*, spéculent-ils.

Dans un monde où la devise est *« seul le plus fort survivra (vaincra) »*, un héros aussi tragique que Baran, qui croit en l'amour et obéit à des codes éthiques stricts, sera inlassablement trahi, encore et toujours. Quand la société est corrompue, les seuls vainqueurs possibles sont les traîtres, tel son ami Berfo, devenu multimillionnaire.

Le bandit décide donc de reprendre la loi à son compte et, à la manière des vieux cow-boys du Far-West, punira lui-même les coupables. Encerclé par la police, il se réfugie sur les toits d'Istanbul et tandis que la foule contemple les feux d'artifice, Baran plonge dans le vide. Une étoile tombe alors du ciel, que seule la femme qu'il a aimée pourra voir.

De son arrivée au village, à la vieille folle lui conseillant de ne pas repartir – un épisode qui n'est pas sans rappeler les sorcières de *Macbeth* –, jusqu'à son plongeon final parmi les feux d'artifice, tous les éléments du film participent à établir une atmosphère de légende, caractéristique des romans de Yachar Kemal. Et comme dans ces romans, les ingrédients servent plus à souligner l'aspect légendaire des réalités qu'à remettre en question leur crédibilité.

La description du ghetto de Tarlabasi, en plein cœur de la ville, et des enfants qui y grandissent est cependant très réaliste et le réalisateur n'épargne aucun détail pour montrer la dégénérescence de la société : crise économique, mauvaise gestion, corruption, manque d'intérêt, manque d'éducation, tous ces maux qui laissent les gens désemparés. La nouvelle génération de bandits ressemble au vieil ami de Baran, le capitaine d'industrie, l'usurier et sans doute trafiquant de drogue, Berfo : ils sont ces hommes qui s'assoient sur des trônes. *« Il n'y a plus aucun bandit dans les montagnes*, déclare Demircan, le chef de la mafia, *ils sont tous en ville désormais ! »*

Un propos qui fait mouche dans un pays où, avec l'inflation, la corruption est le sujet le plus discuté par les journaux et par les *reality shows* – surtout depuis les événements de Susurluk, lorsqu'un banal accident mit au grand jour la relation entre le gouvernement, la police et la mafia.

Le Bandit a connu un succès sans précédent auprès d'un public qui, habituellement, ignore les productions locales. Il a battu au palmarès le record du film hollywoodien le plus populaire de tous les temps *Bodyguard*. Certains ont regretté que le réalisateur ne mentionne pas le problème kurde alors que le protagoniste du film est lui-même kurde, mais, dans l'ensemble, les critiques ont été positives. Dans des villes qui n'avaient pas de salles de cinéma comme à Urfa – lieu de tournage de quelques scènes du film –, on a même commencé à dépoussiérer les sièges de locaux abandonnés pour projeter *Le Bandit*.

Le film a certes bénéficié d'une grande campagne promotionnelle, mais le principal facteur de son succès est simple : les gens se sont reconnus dans une œuvre qui parlait, enfin, de leur vie.

GONUL DÖNMEZ-COLIN.

(1) *Le Bandit*, une coproduction turco-franco-bulgare d'Eurimage, fut présenté, hors compétition, au Festival du film international d'Istanbul (13-29 avril 1997).

LES CHOIX DES ÉTATS-UNIS

L'OTAN aux portes

C'EST à Paris, le 27 mai 1997, qu'a été signé l'« acte fondateur » des nouvelles relations entre la Russie et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Ainsi s'est achevée la longue bataille diplomatique menée autour de l'élargissement de l'Alliance atlantique. Cette victoire américaine concrétise la volonté hégémonique des Etats-Unis sur le Vieux Continent, en même temps que la politique française d'« autonomie européenne » est mise en échec, une double réalité que devrait confirmer le Sommet de l'OTAN, les 8 et 9 juillet, à Madrid.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE *

Dès la fin de la guerre froide, les responsables politiques et militaires des *Etats-Unis* ont *procédé à la révision* de leurs anciennes conceptions stratégiques, mais sans jamais mettre en question l'existence de l'OTAN, qui avait été un *instrument décisif* de la guerre froide. Cette *« bottom review »*, selon leurs propres termes – ou « révision de fond en comble » –, a mis l'accent sur le traitement des conflits régionaux et l'utilisation des nouvelles armes furtives et de haute précision.

Au terme de nombreuses controverses, il existe désormais un accord général, dépassant les lignes de démarcation entre les partis et les tendances intellectuelles et politiques traditionnellement rivales sur ce que doivent être les objectifs de cette stratégie (1). Comme l'affirmait déjà le rapport Wolfovitz, du nom de l'ancien sous-secrétaire a la défense (2), il est unanimement admis que l'intérêt suprême de Washington est de faire obstacle à toute résurgence d'une puissance capable de rivaliser avec les Etats-Unis, comme ce fut le cas de l'Union soviétique.

Dans tous les textes et documents publiés, sont toujours désignés comme rivaux potentiels, non seulement la Russie et, plus souvent encore la Chine, mais aussi le Japon, l'Europe si elle devient une entité politique unique et indépendante et même, plus précisément, l'Allemagne. Et si les armes utilisées *pour écarter ces adversaires supposés* doivent être avant tout de caractère économique, politique et commercial, il est toujours rappelé que la puissance *militaire demeure un élément essentiel* de la suprématie des Etats-Unis.

Un accord a donc été conclu entre l'ensemble des responsables *politiques* et militaires sur la dimension qu'il convient de donner, durant la période à venir, aux capacités militaires des *Etats-Unis. On s'est entendu sur le* maintien de forces correspondant à un niveau compris entre les 4/5e et les 9/10e de ce qu'elles étaient durant la *dernière phase de la guerre froide.* Des budgets de l'ordre de 250 à 270 milliards de dollars de dépenses effectives y correspondent (l'équivalent du total *des dépenses effectuées par* l'Allemagne, la France, le Japon, la Chine et la Russie réunis !). Cet effort doit permettre de procéder aux recherches et au *développement sur la nouvelle génération* des armements dérivant des formidables progrès accomplis en matière de communication, d'observation et *d'information, et que résume l'expression* de « révolution dans les affaires militaires », thème central de toute la littérature stratégique et militaire amé*ricaine depuis plusieurs années. Mais* elle est révélatrice de l'avance prise en bien des domaines par les Etats-Unis et leur industrie d'armement sur leurs alliés et rivaux.

Du fait des bouleversements du contexte stratégique *international, on* ne prévoit plus « deux conflits et demi » – une guerre majeure contre l'URSS, une guerre majeure contre la Chine et un conflit régional – ou « une guerre et demie », comme on en convint sous l'administration Nixon – une guerre majeure contre l'URSS ou la Chine et un conflit régional. L'hypothèse de travail est que l'armée américaine doit pouvoir faire face à deux conflits régionaux à la fois, d'une dimension comparable à la guerre du Golfe.

En dépit de ces évolutions, les préoccupations américaines demeurent ce qu'elles étaient : s'assurer la suprématie dans les trois zones d'importance majeure pour leurs intérêts, le Proche-Orient, l'Extrême-Orient et le théâtre européen. On sait, depuis la guerre du Golfe, que l'axe principal de cette présence militaire au dehors s'est déplacé du théâtre européen au théâtre proche-oriental et que celui-ci acquiert désormais une priorité en raison des crises persistantes, des menaces pesant sur les régimes les plus étroitement alliés avec Washington, des tensions avec l'Iran et du blocus de l'Irak (3).

De même l'irrésistible montée en puissance de la Chine a-t-elle conduit le président William Clinton, lors de sa rencontre avec le premier ministre japonais et son passage en Corée du Sud, en avril 1996, à confirmer le maintien de la présence militaire américaine en Extrême-Orient à son niveau actuel : quelque 100 000 hommes dans le Sud-Est asiatique, 47 000 au Japon – dont 27 000 à Okinawa –, 37 000 en Corée du Sud.

Mais c'est surtout sur le théâtre européen que la fin de la guerre froide a *conduit Washington à revoir l'ensemble* de son dispositif stratégique, et c'est là que les décisions prises sont les plus révélatrices de sa politique de sécurité. *Après la dislocation du camp de l'Est,* loin d'envisager une réduction du rôle de l'Alliance atlantique et de son organisation militaire, *les Etats-Unis ont* cherché à l'accroître. La réduction de leurs effectifs en Europe n'a pas traduit un moindre engagement ; ils ont voulu, au contraire, y affirmer leur position prépondérante.

Dans une première étape, ils ont obtenu que soient admises d'éventuelles interventions de l'OTAN hors de l'aire géographique couverte par le traité de l'Atlantique nord. La création d'une Force de réaction rapide s'est accompagnée d'une intégration plus poussée – au niveau de la brigade – que *dans toutes* les autres composantes des unités de l'OTAN. Mais c'est à l'occasion de l'affaire yougoslave que la diplomatie américaine a obtenu un *résultat presque inimaginable dans* la période précédente : la reconnaissance de l'OTAN comme « bras armé » des Nations unies, le Conseil de sécurité ayant confié à l'organisation la tâche de faire appliquer, par des moyens militaires, les résolutions qu'ils avaient votées. Il fut ensuite convenu que les forces de l'OTAN serviraient aussi à la mise en application des accords conclus.

Un garant de l'ordre international

LE rôle historique de la crise bosniaque aura donc été, avant tout, de faire consacrer par les Nations unies elles-mêmes le rôle unique et spécifique de l'OTAN. Comme si, désormais, celle-ci était, dans toute une partie du monde, le garant de l'ordre international. Depuis lors, la classe politique américaine a abandonné l'idée d'un rôle plus grand pour l'ONU, comme il fut à la mode de le penser immédiatement après la fin de la guerre froide.

On a pu vérifier aussi la fermeté avec laquelle les Etats-Unis tiennent à conserver leur autorité au sein de l'Alliance et de son organisation militaire. Ils avaient pu, sans difficultés, mettre en échec les tentatives françaises de constituer un système européen de défense en dehors du cadre de l'OTAN : Paris n'avait alors obtenu que le soutien mitigé, mais au fond très réticent, de l'Allemagne. Quand le président Jacques Chirac entreprit d'obtenir que ce « système européen » existât au sein même de l'OTAN, la diplomatie américaine put s'assurer qu'il ne fonctionnerait pas sans l'accord, l'aide et la supervision des instances atlantiques, c'est-à-dire des Etats-Unis eux-mêmes. Plus révélateur encore fut leur refus *catégorique d'admettre que le commandement* sud de l'OTAN soit confié à un Européen : il s'agissait précisément de *la zone stratégiquement* la plus *importante* à leurs yeux puisqu'elle relie les théâtres atlantique, européen et proche-oriental.

C'est toutefois, et sans nul doute, par les décisions prises concernant l'élargissement de l'OTAN que la politique américaine a manifesté le plus clairement sa conception de la « sécurité » en Europe. Cet élargissement, en effet, signifiait une extension de la zone dont elle voulait assurer la protection ou, en d'autres termes, dont elle s'assurerait le contrôle. Il fallait, certes, prendre en compte le souhait de certains Etats d'Europe centrale et orientale de s'intégrer dans l'organisation atlantique afin de se protéger à l'avance contre le risque, même très hypothétique, d'une future politique russe visant à y rétablir sa suprématie. Mais leur préoccupation rejoignait un objectif clairement défini

* Journaliste, auteur, notamment, du *Dernier Empire*, Grasset, Paris, 1996.

(1) Bernard Posen et A. Ross, « Competing Visions of US Grand Strategy », *in International Security*, Washington, hiver 1996-1997.

(2) Lire Paul-Marie de La Gorce, « Washington et la maîtrise du monde », *Le Monde diplomatique*, avril 1992 et Michael Klare, « Les stratèges de Washington se préparent à de nouvelles expéditions guerrières », *Le Monde diplomatique*, novembre 1993.

(3) Lire Paul-Marie de La Gorce, « Intransigeance américaine dans le Golfe », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

Quand l'Europe refuse une défense...

APRÈS la fin de la guerre froide (1989), le changement radical du contexte stratégique international impliquait naturellement, pour toutes les puissances, un réexamen profond de leur politique de défense. Comme les autres, la France y a procédé.

Les orientations prises par l'ancien gouvernement de M. Alain Juppé ont remis en question *l'ensemble des relations stratégiques* et *militaires* de l'Hexagone avec ses partenaires de l'Alliance atlantique. Plus encore que son système de défense, toujours marqué par le concept de dissuasion *nucléaire, ce sont les principes mêmes* de la politique étrangère de la France et sa position sur la scène internationale qui sont en passe d'être révisés.

La loi de programmation 1997-2002 (1) traite, comme les précédentes, par le biais des programmes d'armement, les trois volets de la politique militaire française : la dissuasion nucléaire, les forces conventionnelles, les interventions extérieures. Tout comme dans le Livre blanc de 1994, on y retrouve l'affirmation qui est au cœur même de la stratégie nucléaire : l'arme atomique a pour but d'assurer la sécurité absolue des intérêts vitaux du pays contre tout agresseur, en menaçant ce dernier de destructions inacceptables pour lui. Ce concept garde sa valeur après la fin de la guerre froide puisqu'il s'applique, conformément à ce que son promoteur, le général de Gaulle, disait dès l'origine, à n'importe quel type d'agression, surgissant de n'importe où et n'importe quand.

Que cette dissuasion stratégique soit assurée maintenant par deux systèmes d'armes (sous-marins et aviation) au lieu de trois, après le démantèlement des missiles du plateau d'Albion, n'y change rien. Leur « plan de frappe », conçu pour atteindre de grands objectifs économiques et démographiques en territoire ex-soviétique, n'a évidemment plus de validité. Il montre seulement qu'il s'agit bien, dans l'avenir comme dans le passé, d'assurer la défense des intérêts vitaux de la France en toutes circonstances, et même dans les périodes où aucune menace apparente ne pèse sur eux.

C'est d'ailleurs à ce concept qu'en sont venues les autres puissances nucléaires. Elles ont aban*donné leurs doctrines d'emploi des armes ato*miques sur le champ de bataille, en l'absence de toute perspective de conflits de grande envergure en Europe. C'est aussi la raison qui a été invoquée *pour justifier la réduction des effectifs des armées* françaises, qui passeront de 268 000 hommes à 172 000 pour l'armée de terre, de 79 000 à 56 000 pour la marine ; et de 94 000 à 70 000 pour l'armée *de l'air* (2) *aux termes de la loi de programmation.* En réalité, cette réduction, du moins celle du corps de bataille, aurait dû s'imposer depuis que l'adoption d'une stratégie de dissuasion excluait formel*lement tout engagement conventionnel massif sur* le théâtre européen. C'est donc la double logique de la dissuasion nucléaire et de la fin de la guerre froide qui a conduit à une réduction considérable dont le corollaire a été la suppression du service militaire obligatoire. En même temps, la nouvelle loi de programmation, s'inspirant ici de la gamme des scénarios présentés dans le Livre blanc de 1994, privilégie l'éventualité d'opérations extérieures menées soit par les seules forces françaises, soit en coopération avec les pays avec lesquels Paris a un accord de défense, soit dans le cadre d'une action internationale. A bien des occasions ces dernières années, les présidents qui se sont succédé à l'Elysée ont prescrit l'emploi d'unités dans des opérations extérieures. Mais cette préoccupation s'est ajoutée à d'autres pour déboucher sur des initiatives qui ont remis en question l'ensemble des positions françaises, politiques et stratégiques, sur la scène européenne et atlantique.

Ces initiatives, résultant de la conjonction d'une *série de causes différentes, allaient aboutir à la* réintégration partielle de la France dans l'organisation militaire de l'Alliance atlantique, dans la perspective même de sa réintégration complète. Le *traité de Maastricht a joué ici un rôle central. Il envi*sage expressément, dans son titre V, une politique extérieure et de sécurité commune (PESC) pour tous les pays signataires. Sans doute une politique *commune de défense n'est-elle prévue qu'à une* échéance non précisée et peut-être hypothétique, mais le traité n'en affirme pas moins qu'elle doit être *« compatible »* – c'est le terme employé – avec les options principales de l'OTAN. Tel était le cadre fixé dans lequel se sont situées les initiatives françaises.

KEYSTONE

1966, LE GÉNÉRAL DE GAULLE DÉCIDE LE RETRAIT DE LA FRANCE DE L'ORGANISATION MILITAIRE INTÉGRÉE
Comment gérer l'héritage gaulliste...

Les guerres dans l'ex-Yougoslavie ont montré que les Etats européens étaient mal préparés à des actions militaires communes. Les moyens mis en œuvre, faute d'être suffisants – et malgré la puissance militaire additionnée des principaux Etats de l'Union européenne –, n'ont pas permis d'atteindre *les objectifs choisis. Sans parler des divergences* et des arrière-pensées politiques. L'Union s'est trouvée dans l'obligation de faire appel à l'organisation militaire atlantique, dans laquelle elle a dû intégrer *ses interventions.*

Tirant les leçons de cette expérience et de celle d'autres opérations extérieures, depuis la guerre du Golfe jusqu'aux interventions en Afrique, le gouvernement français de M. Edouard Balladur (1993-1995) en a déduit qu'il fallait que l'Union européenne, dans son ensemble, se prépare à ces défis et à organiser un « système de défense » approprié et sous étiquette spécifiquement « européenne ».

Réserves allemandes, hostilité britannique

C'ÉTAIT aussi la préoccupation des gouvernements précédents, qui avaient pourtant échoué à convaincre leurs partenaires de constituer *une défense européenne commune hors* du cadre de l'OTAN. L'Allemagne avait donné, en principe, son accord, en acceptant de participer à une *« brigade européenne »* devenue, avec d'autres *adjonctions, « corps européen », mais avec* des réserves tenaces et profondes à l'égard de tout ce qui, en matière de défense, n'entrait pas dans un cadre atlantique. L'hostilité du Royaume-Uni était beaucoup plus claire et traduisait le sentiment de la presque totalité des Etats membres de l'Union européenne. Les esprits n'étaient pas mûrs, chez les voisins de la France, pour un *système* de défense réellement européen : c'est à cette conclusion que s'en est tenu Paris jusqu'à l'élection présidentielle de mai 1995.

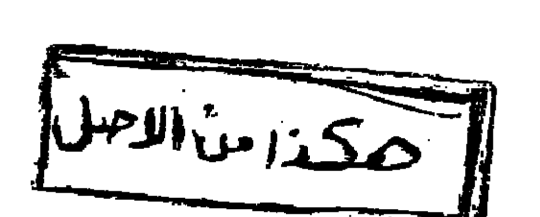
De cette impasse, le président Jacques Chirac a tiré une autre conclusion. Au lieu d'en rester là, *il* a pensé que la mise sur pied d'un système européen de défense était indispensable et que, pour en *« forcer le passage »*, il fallait remplir la condition émise par les partenaires de la France : que ce système demeure situé au sein de l'OTAN. Parmi les arguments qui l'ont convaincu, quelques-uns étaient contradictoires. Ce serait, expliquaient cer*tains, une* concession de pure forme et, sous une *« couverture »* atlantique, on parviendrait assez vite à une organisation effectivement européenne. Dans le même temps, on prétendait que ce serait le moyen de renforcer les positions européennes au sein de l'Alliance et de son organisation militaire, et d'en obtenir une réforme donnant aux Etats

(1) Loi n° 96-589, *Journal officiel*, Paris, 3 juillet 1996.
(2) Chiffres fournis dans la loi de programmation.

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 juillet

1er	BURUNDI	Fête de l'indépendance
1er	CANADA	Fête nationale
1er	RWANDA	Fête de l'indépendance
3	BIÉLORUSSIE	Fête de l'indépendance
4	ÉTATS-UNIS	Fête de l'indépendance
5	CAP-VERT	Fête de l'indépendance
5	VENEZUELA	Fête de l'indépendance
6	COMORES	Fête de l'indépendance
6	MALAWI	Fête nationale
10	BAHAMAS	Fête de l'indépendance
11	MONGOLIE	Fête nationale
17	IRAK	Fête nationale
20	COLOMBIE	Fête nationale
21	BELGIQUE	Fête nationale
23	ÉGYPTE	Fête nationale
26	LIBERIA	Fête de l'indépendance
28	PÉROU	Fête de l'indépendance
30	VANUATU	Fête de l'indépendance



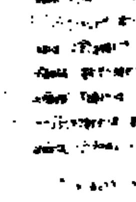
مكبر من الاصل

…IX DES ÉTATS-UNIS

… aux portes

… de l'ordre international

… une défense



SUR LE VIEUX CONTINENT

de la Russie

à Washington : éviter la résurgence d'une puissance majeure à l'est de l'Europe et, par conséquent, l'éventuelle formation d'une nouvelle zone d'influence russe.

Cette entreprise s'est heurtée à l'opposition de M. Boris Eltsine. Sur ce point, le président russe rejoignait les positions adoptées tant par l'appareil diplomatique que par les principaux partis politiques de Russie – dont l'hostilité envers l'élargissement de l'OTAN se manifesta aussitôt. Il s'y ajoutait à coup sûr, chez lui, des motivations personnelles. Ayant fait tant d'efforts et brisé tant d'oppositions intérieures pour aligner aussi fidèlement que possible la politique étrangère russe sur les orientations principales de celle des Etats-Unis, il a vu dans le projet d'élargissement de l'OTAN une marque de défiance, un simple déplacement des lignes de démarcation de la guerre froide plus à l'ouest. Il n'est pas exagéré de dire qu'il l'a ressenti comme un geste désobligeant envers lui-même et qu'il en fut ulcéré. Ni l'effondrement des positions que l'Union soviétique avait occupées en Afrique, en Amérique centrale ou au Proche-Orient, ni la prise en main exclusive par la diplomatie américaine des négociations israélo-arabes, ni les empiètements américains dans les zones traditionnelles de présence russe, au Caucase et en Asie centrale, n'avaient suscité une telle hostilité chez le président Boris Eltsine.

Pour que l'élargissement de l'OTAN ne compromette pas l'ensemble des relations entre Moscou et Washington, et surtout pour que la position du président Eltsine ne soit pas ébranlée à Moscou, alors qu'il est considéré, à Washington, comme le meilleur partenaire possible, il fallait que des compensations, même symboliques, lui soient accordées. Tel a été l'objet des longues tractations auxquelles le gouvernement français a pris une part très active. Grâce à une concertation assez étroite entre les ministres des affaires étrangères russe et français, M. Evgueni Primakov et son ex-homologue français, M. Hervé de Charette, on a abouti aux accords signés à Paris le 27 mai dernier.

Ils ont été assortis de commentaires particulièrement emphatiques, dans le but évident de leur donner la plus grande solennité. Mais le contenu réel en est singulièrement plus limité. Il est vrai que ces accords prévoient la participation russe à diverses instances de l'Alliance atlantique et l'instauration d'un Conseil conjoint permanent réunissant l'OTAN et la Russie, qui pourra prendre ainsi part, en principe, aux délibérations entre membres de l'Alliance. Mais il est clair que, pour des décisions majeures, et surtout en cas de crise, ceux-ci pourront délibérer, agir et prendre leurs décisions sans, naturellement, que la Russie puisse s'y opposer ou même sans tenir compte de ses intérêts. De même les accords prévoient-ils qu'on ne déploiera pas de forces « étrangères » sur le territoire des nouveaux membres ni, à plus forte raison d'armes nucléaires – qui d'ailleurs, d'après la double décision américaine et soviétique de septembre et octobre 1991, devraient être démantelées sur tout le théâtre européen. Mais là encore, en cas de crise, l'OTAN remaniera son dispositif militaire en Europe centrale et orientale selon ses besoins.

En fait, les Etats-Unis régleront l'élargissement de l'OTAN à leur gré et suivant le rythme qu'ils auront choisi. On l'a bien vu quand ils ont décidé que seules seraient admis d'abord la Pologne, Tchéquie et la Hongrie, alors que plusieurs Etats européens, dont la France et l'Italie, avaient instamment demandé l'admission simultanée de la Roumanie et de la Slovénie, nul ne doutant que le point de vue américain prévandra. Mais si la diplomatie russe, en dehors des réactions personnelles du président Boris Eltsine, redoutait l'élargissement de l'OTAN, c'est qu'elle y voyait un premier pas. L'intégrité polonaise, hongroise et tchèque n'est mise en cause nulle part, mais la situation de plusieurs Etats voisins est d'une tout autre nature, et leur statut territorial et politique ne saurait être tenu pour stable. Tel est le problème posé à propos des anciennes Républiques soviétiques de l'est de l'Europe (Estonie, Lettonie, Lituanie, Biélorussie, Ukraine, Moldavie). Que l'OTAN, forte du précédent créé par les adhésions polonaise, hongroise et tchèque, veuille un jour s'étendre, et c'est alors le destin de pays en partie peuplés de Russes et les intérêts majeurs de la Russie elle-même qui seraient en cause.

On le vérifie déjà à propos des positions affichées par les gouvernements des trois Etats baltes : dans une déclaration publiée à Tallinn en présence des présidents polonais et ukrainien, le 27 mai 1997, le jour même où étaient signés les accords entre la Russie et l'OTAN, ces trois Etats affichaient leur intention d'être incorporés à leur tour dans l'organisation politique et militaire atlantique. C'est ici, peut-être, que la nouvelle stratégie américaine comporte ses plus grands risques.

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

ISLANDE – Forces armées américaines : en 1989 — n.c. ; en 1996 — 1 759

BELGIQUE – Forces armées américaines : en 1989 — 3 100 ; en 1996 — 1 659

PAYS-BAS – Forces armées américaines : en 1989 — 2 800 ; en 1996 — 711

ALLEMAGNE – Forces armées américaines : en 1989 — 210 200 ; en 1996 — 61 946

ROYAUME-UNI – Forces armées américaines : en 1989 — 27 900 ; en 1996 — 11 626

ESPAGNE – Forces armées américaines : en 1989 — 8 800 ; en 1996 — 2 653

PORTUGAL (Açores) – Forces armées américaines : en 1989 — 1 600 ; en 1996 — 1 072

ITALIE – Forces armées américaines : en 1989 — 14 900 ; en 1996 — 12 224

TURQUIE – Forces armées américaines : en 1989 — 4 900 ; en 1996 — 2 902

GRÈCE – Forces armées américaines : en 1989 — 3 300 ; en 1996 — 495

Etats membres de l'OTAN
Pays candidats à l'OTAN
1949 Date d'adhésion à l'OTAN
Limites de l'ancien pacte de Varsovie
Anciennes frontières de l'Union soviétique
Frontières actuelles de la Russie
Base militaire américaine
VIe flotte américaine
Commandement de la VIe flotte américaine
Conflit ou tensions

Sources : Military balance 1989-1990, Brassey's, Londres ; Service d'information de l'ambassade des Etats-Unis, Paris.

CÉCILE MARIN

européenne

d'Europe des responsabilités qu'ils n'avaient jamais eues auparavant. Ce qui revenait à s'y intégrer davantage plutôt qu'à y être plus indépendants. Quoi qu'il en soit, c'était un pari que le président Jacques Chirac a cru pouvoir gagner en spéculant sur l'évolution des esprits en Europe et, en particulier, en Allemagne (3). A tort.

On l'a vérifié en trois étapes. Ce fut d'abord l'accord conclu, les 3 et 4 juin 1996 à Berlin, sur le principe même d'un système de défense européen au sein de l'OTAN. On est convenu, en effet, de former des groupements de forces multinationaux (GFIM) sous commandement européen, qui pourraient être rattachés à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et agir sans participation américaine. Mais la lecture des textes adoptés ne laisse place à aucun doute : l'emploi éventuel de ces GFIM dépendrait de l'accord préalable des instances atlantiques, c'est-à-dire en pratique des Etats-Unis. Il s'appuierait sur les infrastructures et la logistique de l'OTAN et dépendrait par conséquent de l'assistance qu'elle voudrait bien leur donner. Le suivi des opérations serait assuré en permanence par les échelons responsables de l'Alliance. Bref, ces forces « européennes » n'agiraient que si les Etats-Unis le voulaient et dans les cas où ils ne souhaiteraient pas engager leurs propres forces.

Portant sur un *« concept commun franco-allemand en matière de sécurité et de défense »*, la déclaration adoptée le 9 décembre 1996 à Nuremberg par le président Jacques Chirac et le chancelier Helmut Kohl soulignait davantage l'imbrication du futur système européen de défense dans son cadre atlantique, à la fois pour son inspiration, sa doctrine et ses modes d'emploi (4). On en trouve la confirmation à chaque paragraphe. Il y est question de *« donner à la coopération franco-allemande une impulsion nouvelle dans une perspective européenne et atlantique »*. On y souligne qu'il s'agit de *« placer le partenariat transatlantique avec les Etats d'Amérique du Nord sur une base nouvelle et solide »*. On y évoque *« l'accomplissement en commun des missions de défense collectives de l'Alliance »*. On y proclame la pérennité indéfinie et intouchable de l'Alliance comme *« garantie indispensable pour la stabilité et la sécurité de l'Europe »*. On y affirme même que *« la garantie suprême de la sécurité des alliés est assurée par les forces nucléaires stratégiques de l'Alliance, en particulier celles des Etats-Unis »*, alors que toute la réflexion stratégique française était basée sur le fait difficilement contestable que les forces nucléaires stratégiques américaines ne pourraient être employées pour la défense de l'Europe, faute de quoi les Etats-Unis s'attireraient, de la part de l'éventuel agresseur soviétique, une riposte de même nature sur leur territoire...

Le partenaire français a obtenu, pour répondre à ses préoccupations d'interventions militaires extérieures, qu'il soit dit que, au-delà *« des frontières de l'Europe, les ambitions hégémoniques de certaines puissances régionales et la prolifération d'armes de destruction massive, phénomènes souvent liés, représentent des risques supplémentaires »*, sans oser nommer ces *« puissances régionales »*.

Le commandement sud de l'Alliance atlantique

D'AUSSI considérables pas en avant, à la fois théoriques et pratiques, vers une intégration de la France dans l'organisation atlantique ont ensuite logiquement abouti aux décisions et démarches que l'on connaît : le retour de la France au conseil des ministres de la défense des pays de l'Alliance et au comité des plans militaires ; à la demande officielle et publique de l'attribution à un Européen – successivement un Français, un Italien et un Espagnol – du commandement sud de l'OTAN.

Cette démarche faisait suite aux discussions engagées sur les attributions de l'adjoint européen du général américain, commandant suprême allié en Europe, sur ses liens avec l'UEO et sur le remaniement des états-majors atlantiques. Le rôle subordonné des adjoints, dans tous ces états-majors, ne laissant place à aucune illusion sur le rôle effectif que les Européens y joueraient, l'attribution du commandement sud prenait valeur de test. La réponse américaine fut sans ambiguïté : ce commandement ne serait jamais donné à un Européen en raison de l'importance que la région concernée représente pour les intérêts de Washington et parce que la VIe flotte américaine de Méditerranée s'y rattache. Ce point de vue a été exprimé sans détour à la session informelle d'automne des ministres de la défense de l'Alliance, tenue à Bergen en décembre 1996.

Que pouvaient donc faire le président Chirac et le nouveau gouvernement de M. Lionel Jospin ? Force leur était de constater non seulement l'opposition américaine, mais la très grande réticence des partenaires européens de la France à remettre en cause, si peu que ce soit, les structures de l'OTAN et la chaîne actuelle des responsabilités et des commandements.

Ils ont dû en déduire que les esprits ne sont pas mûrs pour donner une dimension européenne à la stratégie de défense et qu'ils devaient donc s'en tenir là, sans accepter de retourner au sein des commandements intégrés de l'OTAN.

Ainsi ont-ils dû admettre l'échec des tentatives françaises, et l'on peut donc penser que les décisions déjà prises, concernant en particulier la participation française au conseil des ministres de la défense et au comité militaire de l'OTAN, ont perdu leur sens et qu'il serait logique de les remettre en question.

P.-M. de La G.

(3) Lire Paul-Marie de La Gorce, « Retour honteux de la France dans l'OTAN », *Le Monde diplomatique*, janvier 1996.
(4) *Le Monde*, 30 janvier 1997.

NOUVELLE GÉOPOLITIQUE

Comment le Zaïre

QU'IL s'agisse de la formation de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), du déroulement de la guerre de sept mois, du sort réservé aux réfugiés ou de la constitution du nouveau gouvernement de Kinshasa, les grandes puissances extérieures au continent n'ont pu peser d'un poids décisif sur l'évolution de l'ancien Zaïre. L'arrivée au pouvoir de M. Laurent-Désiré Kabila et de ses hommes a été organisée et conduite par les Africains. Il reste au régime à répondre aux aspirations de la population comme aux vœux de ses alliés qui ont contribué à sa victoire.

Par COLETTE BRAECKMAN *

La manière dont le Zaïre a basculé pour devenir la République démocratique du Congo représente un séisme politique dont l'Afrique et le monde n'ont pas fini de mesurer les conséquences (1).

C'est le 18 octobre 1996, à Memera, dans le Sud-Kivu, que furent jetées les bases de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL), à laquelle participaient quatre mouvements : le Parti révolutionnaire du peuple (PRP) de M. Laurent-Désiré Kabila ; l'Alliance démocratique des peuples (ADP), de M. Déogratias Bugera, un Tutsi originaire du Masisi ; le Mouvement révolutionnaire pour la libération du Zaïre (MRLZ) de M. Masavu Ningaba, un Bashi, l'une des principales ethnies du *Sud-Kivu ; et le Conseil régional de résistance* pour la démocratie de Kisasse Ngandu.

A l'époque, M. Laurent-Désiré Kabila n'avait pas de troupes, mais il pouvait faire état d'une longue et tenace opposition au régime du président Mobutu Sese Seko et d'un programme politique. Son parti, en effet, s'était maintenu dans un *petit maquis dénommé* Hewa Bora (*notre* terre), où il tentait d'appliquer des principes socialistes auprès des populations locales, les Babembes.

* Journaliste, *Le Soir*, Bruxelles. Auteur de *Terreur africaine*, Paris, 1996.

Lorsque, en octobre 1996, la guerre éclate dans le Sud-Kivu, les succès militaires rapides de l'Alliance étonnent tout le monde, et bien vite sont démenties les prévisions de ceux qui limitent le conflit au « nettoyage » des camps, à la sécurisation de la frontière avec l'Ouganda et, *surtout, le Rwanda. Dès le départ,* M. Kabila et les siens ne font pas mystère *de leurs intentions : ils veulent conquérir* Kinshasa par la voie des armes et chasser M. Mobutu. *Si l'objectif est clair, la seule* inconnue est le calendrier des opérations : à l'époque, nul n'imagine que l'armée de M. Kabila sera capable de traverser à pied, d'est en ouest, un pays vaste comme l'Europe occidentale, et sera à même de défaire une armée bien équipée, qui est depuis trois décennies la colonne vertébrale du régime.

Plusieurs facteurs vont jouer en faveur de l'AFDL : tout d'abord l'extraordinaire préparation *militaire du noyau dur de ses* combattants, dont certains ont été intégrés depuis 1990 dans les rangs du Front patriotique rwandais, et dont les autres ont suivi une formation du même ordre : les hommes de cette infanterie sont capables de parcourir des distances moyennes de 60 kilomètres par jour, et quelquefois 100 kilomètres, si nécessaire. Le délabrement des infrastructures se retourne contre l'armée du président Mobutu, *pratiquement* incapable de se déplacer : les routes n'existent plus, les avions manquent de carburant, les hélicoptères de combat achetés à grands frais ne sont pas dotés de cartes du pays...

La faiblesse de l'armée gouvernementale, la détermination des combattants « rebelles » soumis à une discipline de fer, expliquent certainement les succès militaires de l'AFDL. Mais d'autres facteurs sont plus déterminants encore : en réalité, le régime du président Mobutu est miné de l'intérieur, par l'usure et la corruption, mais aussi par le travail de sape mené durant sept années de transition par l'*opposition intérieure,* par les innombrables associations d'entraide, de solida*rité,* de *prise de conscience politique qui,* dans l'ombre, bravaient la répression et *préparaient les esprits au changement.* C'est ce Zaïre-là, en pleine mue, qui salue comme des libérateurs *les* hommes de Kabila et qui lui ouvre les portes de chaque ville. Même à Kinshasa, le bain de sang fut évité en partie parce que l'opposition intérieure, en particulier les militants du Front patriotique, un petit parti de gauche adepte de la lutte armée, s'employèrent à guider les soldats de l'Alliance lors de leur entrée dans la ville. En outre, si l'armée de M. Mobutu n'a pas combattu, ce n'est pas uniquement *par lâcheté ou par* manque de motivation : c'est aussi parce que la plupart des *militaires attendaient eux aussi le changement* et ne se souciaient plus guère de défendre un régime *discrédité* qui omettait de leur verser leur solde.

C'est d'Angola que, en février dernier, *plusieurs milliers* d'*« ex-gendarmes* katangais » (des descendants d'opposants *réfugiés en Angola depuis les années 60* et intégrés dans les Forces armées angolaises) rejoignirent la lutte, mobilisés par la Cokat (communauté katangaise d'outre-mer, dont M. Gaetan Kakudji, cousin de M. Kabila, était le président) et par le CNRD de M. Emile Ilunga, un médecin katangais vivant en Belgique qui affirme avoir, depuis trois ans, réussi à constituer les « gendarmes katangais » en force politique et militaire. Compte tenu des réticences de Luanda, les « Katangais » *n'ouvrirent pas un second* front sur la frontière angolaise, mais furent transportés, via la Tanzanie et *le Rwanda,* à Bukavu et à Kisangani, où leur intervention fit la différence.

L'appui angolais dont bénéficient les Katangais – qui combattirent longuement aux côtés des Forces armées *angolaises* sous le commandement du général Joao de Matos – s'est traduit par l'usage d'un équipement plus performant (des orgues de Staline, par exemple) et par une aide en matière de transports et de communication. Ce soutien logistique devait se révéler vital dans un pays aussi vaste que le Congo-Zaïre. Durant toute la durée de la guerre, qu'il s'agisse de la mise en échec du projet français de force internationale destinée à secourir les réfugiés en décembre 1996, du ballet diplomatique *visant à l'instauration* d'un cessez-le-feu, des exigences de négociations entre les protagonistes, on *eut* le *sentiment que* l'extraordinaire machine militaire qui traversait le pays se *doublait* d'une excellente coordination politique, où les avancées militaires précédaient – et déjouaient – à chaque fois des initiatives diplomatiques occidentales qui auraient pu diminuer l'ampleur de la victoire de l'Alliance. Ce sentiment devait cependant se nuancer à la veille de la prise de Kinshasa.

Avant la victoire, en effet, la réputation de l'AFDL *avait été sérieusement ternie* par les informations sur le sort réservé aux réfugiés rwandais en fuite dans les forêts zaïroises : des informations de sources onusienne et humanitaire (notamment l'accablant rapport publié le 20 mai 1997 par Médecins sans frontières) faisaient état du massacre systématique de larges groupes de réfugiés traqués dans la forêt et « découverts » par les soldats de l'Alliance. Ces derniers ne se contentaient pas de mettre hors combat miliciens et militaires rwandais, qui avaient d'ailleurs été les seuls à leur opposer une réelle résistance, ils éliminaient également les civils, femmes et enfants épuisés, qui avaient accompagné l'exode de cette armée en déroute.

Avant la chute de Kinshasa, les décisions strictes prises par l'AFDL dans les « territoires libérés » furent interprétées comme des mesures dictées par l'état de guerre et, la question des réfugiés mise à part, *chacun se plut* à souligner que cette guerre faisait en réalité un minimum de victimes, l'armée gouvernementale ne combattant pratiquement pas, sauf devant Lubumbashi et Kenge, aux portes de Kinshasa. En réalité, c'est dans la capitale que l'on attendait de juger l'Alliance sur le *plan* politique.

Alors que la « machine militaire » s'était révélée *parfaitement rodée,* que l'appui diplomatique africain (et américain) à l'*Alliance s'avérait sans faille,* mettant en échec la diplomatie française, il devait apparaître à Kinshasa que la « machine politique » était, elle, loin d'être performante ! Bien au contraire, aux ratés, aux maladresses s'ajoutait un sentiment d'improvisation qui contrastait cruellement avec la maestria de la campagne militaire.

C'est *ainsi* que M. Laurent-Désiré Kabila, dès la chute de Kinshasa, s'autoproclama *président de la République* démocratique du Congo, que, devant des citadins éberlués, les premiers responsables de l'AFDL assurèrent leur intention de *« faire élire les délégués du peuple par les paysans afin d'instituer une vraie démocratie à la base ».* Le nouveau président et le gouvernement, balayant tous les textes juridiques existants, prêtèrent serment sur la base des statuts de l'AFDL, la presse publique fut *décapitée* (mais la presse privée de Kinshasa, extraordinairement libre et caustique, ne fut cependant pas *inquiétée*), les partis politiques furent suspendus et les manifestations interdites.

Avec un zèle qui rappelait la première mouture du régime Mobutu et sa quête de l'« authenticité », les maîtres du pays, à la stupéfaction de la population, défendirent de « nouvelles valeurs » en s'attardant sur des sujets aussi futiles que l'interdiction (*cependant démentie en haut lieu*) de la

(1) Lire Elikia M'Bokolo, « Aux sources de la crise zaïroise », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

Sous le choc de la



RÉFUGIÉS DANS L'EST DU ZAÏRE (AVRIL 1997)

DEREK HUDSON/VU

(Suite de la première page.)

Elle est marquée aussi par un glissement des axes géopolitiques vers l'est – Afrique centrale, orientale et de l'Est, *nouvelles poudrières* – et le sud – *une* Afrique australe pacifiée, si l'on excepte *un rebondissement toujours possible* en Angola. Un basculement d'influence s'effectue au profit des Etats « *miniers* » (Afrique du Sud, Congo-Zaïre, Namibie, Angola, Zambie) et en direction du monde culturel swahili, vers l'océan Indien et l'Asie, au détriment des « pétroliers » (Gabon, Congo-Brazzaville, Cameroun, Nigeria) et de l'Afrique de l'Ouest (3).

Une Afrique incarnée par une nouvelle génération de dirigeants – éthiopien, érythréen, ougandais, rwandais, congolais, sud-africain (4) – souvent légitimés par la lutte armée de libération contre une occupation étrangère ou contre des régimes honnis. Mais pragmatiques, plus managers que prophètes, combinant souvent – non sans efficacité – économie libérale et parti unique (5). Pour beaucoup d'entre eux, ainsi que le relève l'historien britannique Basil Davidson, le premier âge de l'indépendance aura *été* comme une imposture (6). Ils se sentent plus naturellement proches de la culture et des réseaux d'affaires anglo-saxons, donc *plus directement* en prise avec la mondialisation.

Les dirigeants de ce « nouvel ordre » *ont* en commun une homogénéité de comportement, sinon de pensée, loin, par exemple, des clivages politico-linguistiques entretenus longtemps par les anciennes puissances coloniales. Certains – Ouganda, Rwanda, Angola et même Zambie – se sont essayés avec succès, à la *faveur de la crise zaïroise,* à *une diplomatie secrète*, y compris armée, pour retourner le destin d'un des géants d'Afrique, englué depuis sept ans dans une transition politique bloquée, aux prises avec un dictateur devenu le symbole international d'une Afrique détestée ou méprisée. Pour ces équipes dirigeantes, le continent – loin de l'afropessimisme occidental – est justement lancé dans une *« renaissance »* : l'expression a *fait fureur* lors du sommet de l'OUA, du 2 au 4 juin, à Harare *(Zimbabwe)* (7).

Après l'extermination au Rwanda, en 1994, de centaines de milliers de Tutsis, qui rejoignait les grands génocides du siècle – arménien, juif, cambodgien –, ce « retour au Congo », en mai 1997, aura fait figure de véritable révolution, à l'échelle de la région des Grands Lacs et de tout le continent.

L'effondrement du « système Mobutu » et l'« effet Kabila » auront des conséquences durables pour les ultimes alliés du maréchal. M. Jonas Savimbi, chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), qui avait pu utiliser durant plusieurs décennies le sud du Zaïre comme base arrière, et avait encore prêté plusieurs centaines de ses combattants, ces derniers mois, pour tenter d'enrayer l'avancée des hommes de l'Alliance des forces démocratiques de libération du Congo, au risque de mettre à mal sa fragile *réconciliation* avec le président angolais Eduardo Dos Santos, se *retrouve plus isolé que jamais, et privé de* sanctuaire (8). M. Daniel arap Moi, le chef de l'Etat kényan, qui avait imprudemment accusé les protagonistes de la crise zaïroise d'être *« plus intéressés par les richesses de ce pays que par son bien-être »,* s'est déjà fait traiter par M. Laurent-Désiré Kabila d'*« autre Mobutu, usé par le pouvoir et le vol* (9) ». Le président du « petit » Congo, M. Pascal Lissouba, était également proche de l'ex-maréchal : son pays, *déstabilisé* par l'afflux de réfugiés rwandais ou ex-zaïrois, est entré le 5 juin dernier dans une guerre civile comparable à celle qui avait déjà fait deux mille victimes à Brazzaville de septembre 1993 à février 1994. Les milices des trois candidats à l'élection *présidentielle, prévue pour le 27 juillet,* s'y combattent à l'arme lourde (10).

Il en a été de même pour le petit monde des chefs d'Etat de la mouvance francophone modérée – dont le président du Cameroun, M. Paul Biya, alors fantomatique président en exercice de l'OUA –, qui n'auront rien pu faire pour aider à dénouer la crise, sinon se réunir tardive*ment – tel un syndicat de dinosaures épuisés* –, autour du maréchal, à l'initiative du président du Gabon, M. Omar Bongo, pour parrainer une ultime et dérisoire manœuvre (11), aussitôt balayée par l'entrée dans Kinshasa des *« petits hommes verts »* de l'Alliance rebelle.

Cette impuissance des francophones a été à l'image de celle de leur « parrain », *la France,* privée à la *fois de politique et* de parole crédibles durant toute cette crise dans la région des Grands Lacs. *Le* gouvernement français en était réduit à réclamer, dans le vide et sans relâche – de novembre 1996 jusqu'à l'entrée des rebelles dans la capitale, le 17 mai dernier –, une intervention militaro-humanitaire qu'il était seul à préconiser. Et il restait prisonnier d'un incompréhensible entêtement à se réclamer du maréchal, toujours qualifié d'*« incontournable »* quelques semaines avant sa fuite (12).

Dans le camp des vainqueurs, M. Laurent-Désiré Kabila, extraordinaire rescapé des maquis des premières heures de l'indépendance et irrésistible « tombeur » du régime zaïrois, grâce à une tactique particulièrement efficace – d'abord la destruction des camps de réfugiés rwandais de l'Est, ensuite la prise de contrôle des mines du Sud et du Centre, puis l'entrée dans les principales villes. Mais surtout ses « mentors » militaires et politiques, les régimes ougandais, rwandais et sans doute burundais : les plans de guerre avaient été établis à Entebbe et à Kigali ; un encadrement aguerri avait été prêté à l'Alliance, ainsi que des armes, des munitions et des unités venues opérer directement, notamment dans les zones frontières. Et aussi ses alliés militaires discrets (les gouvernements angolais et zambien), ses protecteurs prestigieux (M. Nelson Mandela et l'ancien président tanzanien Julius Nyerere) ou lointain : les Etats-Unis auront multiplié les signes *accommodants, ouvert* la voie à leurs compagnies minières, dissuadé le Maroc de venir une fois de plus en aide à « l'ami » Mobutu, et réussi à éviter le déclenchement d'une opération militaro-internationale susceptible d'enrayer la marche forcée des combattants de l'Alliance.

Il y aura eu un « prix à payer » pour l'appui rwandais omniprésent : la destruction des camps, la canalisation des réfugiés vers un retour forcé au pays, qui a donné lieu au spectaculaire exode de décembre 1996, ou la fuite éperdue dans les forêts de l'Est et, pour certains, jusqu'aux frontières de Centrafrique et du Congo-Brazzaville, deux mille kilomètres plus loin. Avec, chaque fois, la possibilité *laissée aux commandos spéciaux de* l'Armée patriotique rwandaise – composée de Tutsis – de *« régler la question hutue »* par la vengeance étendue aux femmes, vieillards et enfants, avec l'assassinat de plusieurs dizaines de milliers d'entre eux, et la « disparition » d'une centaine de milliers d'autres.

« L'effet Kabila », l'auréole d'un gué*rillero-libérateur,* a *paru vieillir* d'*un coup* bien des pouvoirs africains en un temps où l'ajustement économique imposé par le FMI et l'application mécanique des recettes de la démocratie à l'occidentale laissaient peu de place à l'héroïsme. La dignité retrouvée, l'appel aux mânes de Patrice Lumumba (13), l'unité maintenue d'un géant promis à la décomposition, s'accompagnent en filigrane d'une recomposition régionale. Dotés de potentialités naturelles et humaines considérables, les principaux pays d'Afrique centrale, orientale et australe ébauchent un « marché commun africain », qu'appelait de ses vœux – lors du sommet de l'OUA, à Harare – le président de l'Ouganda, M. Yoweri Museveni, lorsqu'il invitait à effacer les frontières entre anglophones et francophones : *« Le grand vide au milieu de l'Afrique vient d'être rempli. On peut construire des routes d'est en ouest, du nord au sud* (14). »

Pour une grande partie des régimes de la « renaissance africaine », qui ont tendance à rejeter la démocratie en tant qu'« idée occidentale », le pluralisme politique n'est pas *en soi* une valeur universelle : les élections – un luxe hors d'atteinte sans des conditions minimales de bien-être – ne sont pas le vecteur obligé de la représentation sociale et de la répartition du pouvoir ; et la « règle de la majorité » y est souvent remise en question.

L'un de leurs principaux chefs de file, M. Yoweri Museveni a soutenu l'interdiction des partis politiques au Congo, estimant qu'ils étaient *« sectaires »* et constitués sur des *« bases tribales »* : il est temps, selon lui, que l'Afrique sorte de ce stade *« caractéristique des pays pré-industrialisés* (15) ». Une conception reprise, avec plus de réserve, par l'ancien président Julius Nyerere : *« Que nos amis occidentaux cessent de nous donner des leçons... Nous commencerons avec des élections relativement libres et des démocraties relativement libres* (16). »

« Implosion », « perte de raison », « suicide » : la bataille rangée entre *milices – « cobras » et « zoulous »* – au Congo-Brazzaville, depuis le 5 juin der-

(3) Olivier Vallée, *Les Gemmocraties : l'économie politique du diamant africain*, Desclée de Brouwer, Paris, 1997.

(4) On pense là surtout à M. Thabo Mbeki, vice-président sud-africain, probable successeur du président Nelson Mandela.

(5) Flora Lewis, *The International Herald Tribune*, Paris, 30 mai 1997.

(6) Basil Davidson, « Kabila, une chance pour l'Afrique », *Jeune Afrique*, 14 mai 1997.

(7) Les deux vedettes en étaient le président sud-africain au *prestige intentamé*, M. Nelson Mandela, et le nouveau président autoproclamé de la République démocratique du Congo, M. Laurent-Désiré Kabila.

(8) François Soudan, « Après Mobutu, Savimbi ? », *Jeune Afrique*, 11 juin 1997. Des combats ont opposé des forces de l'Unita et des soldats de l'armée début mai dans la province diamantifère de Lunda Norte, alors qu'à Luanda la toute *récente coalition gouvernementale semblait fragilisée*, avec un début de pugilat à l'Assemblée nationale, le 11 mai.

(9) Agence de presse du Kenya, 19 avril 1997.

(10) Les trois candidats sont M. Pascal Lissouba, président sortant, M. Bernard Kolelas, maire de Brazzaville, et M. Denis Sassou Nguesso, ex-chef de l'Etat. Ce dernier aspire à faire partie du petit groupe d'anciens présidents « rouges » – des « revenants transfigurés », qui, tels le général Mathieu Kerekou, au Bénin, ou l'amiral Didier Ratsiraka, à Madagascar, ont effectué un retour sur la scène politique dans un cadre institutionnel bouleversé et à la faveur d'une consultation démocratique.

(11) Il s'agissait, en liaison avec Paris, de favoriser la réémergence tardive d'une « troisième force », en remettant le pouvoir à l'ancien président *du Parlement de transition, Mgr Monsengwo,* archevêque de Kisangani.

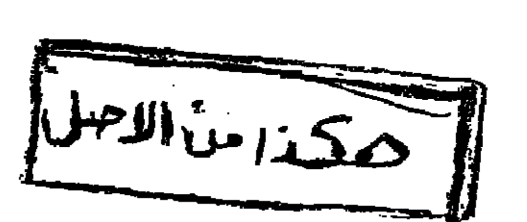
(12) *Ce propos du chef de la diplomatie française* de l'époque, M. Hervé de Charette, tenu en mars 1997, a souvent été relevé par les observateurs critiques de la politique africaine de la France.

(13) Elikia M'Bokolo, « Aux sources de la crise zaïroise », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

(14) Agence France-Presse, dépêche de Kinshasa, 30 mai 1997.

(15) M. Yoweri Museveni a fait entériner par référendum, en Ouganda, la suspension des partis politiques.

(16) *Le Monde*, 21 mai 1997.



LE GÉOPOLITIQU

ent le Zaïre

le choc de l

EN AFRIQUE

fut libéré

jupe et des pantalons pour les femmes, que le bannissement sur les ondes des joyeuses et parfois libertines chansons en lingala, tandis que les militaires fusillaient ou mutilaient les pillards et petits voleurs qui n'ont d'autre ressource que de se livrer à de modestes rapines.

A la population de Kinshasa qui les avait attendus et accueillis en libérateurs, qui s'était mobilisée durant sept années pour le changement démocratique, qui avait multiplié les opérations ville morte, les manifestations en faveur de la Conférence nationale (dont la marche des chrétiens, qui avait fait plusieurs dizaines de victimes), qui avait réussi, malgré la dictature, à élargir ses espaces de liberté (2), les nouveaux dirigeants osèrent proclamer que *« seule l'action militaire avait libéré un peuple résigné »*, insistant sur la nécessité de *« rééduquer »*, de faire table rase des hommes et des institutions.

Dans un premier temps, les vainqueurs militaires devaient apparaître comme étrangers à la culture politique non seulement de Kinshasa, mais même du pays tout entier, car les responsables, trop jeunes ou venus de la diaspora, semblaient tout ignorer de l'intensité des luttes populaires; de l'extraordinaire mobilisation démocratique qui avait animé le Zaïre durant des années. Une mobilisation qui n'avait sans doute pas réussi à déboulonner M. Mobutu, soutenu jusqu'au bout par des puissances étrangères dont la France, et qui avait été affaiblie par les errements d'une classe politique vénale, mais qui avait cependant préparé les esprits au changement.

Les vainqueurs venus des frontières semblaient également tout ignorer des mécanismes de l'économie informelle qui avait permis à la population de se prendre en charge et de survivre, malgré la déliquescence de l'Etat et la ponction permanente qu'exerçait le clan Mobutu sur toutes les ressources disponibles.

Pis encore, la volonté de faire table rase des institutions existantes et de nier les apports de la Conférence nationale souveraine a réveillé la crainte de l'arbitraire et risque de susciter de nouvelles résistances. *En effet, les partisans de* M. Kabila, les lumumbistes ayant vécu en exil, éprouvent un certain mépris à l'égard des travaux de la Conférence nationale, auxquels ils n'ont pas participé : ils considèrent que l'exercice a été manipulé par la dictature et que, de toute manière, l'ensemble de la classe politique s'est déconsidéré en collaborant, de près ou de loin, de gré ou de force, avec l'ancien président Mobutu.

Ce mépris a amené le pouvoir à ignorer certains textes fondateurs, qui étaient issus d'un consensus général, comme la Charte nationale de l'éthique, qui trace le profil idéal des futurs dirigeants du pays. Exprimant le point de vue de nombreux groupes de base d'obédience chrétienne, un texte de l'Association des moralistes congolais devait souligner que *« les frères et sœurs de l'AFDL ne doivent pas reprendre un travail de la CNS. Faire autrement, c'est mépriser tout un peuple et retarder l'avènement de la démocratie, dont les élections libres et transparentes constituent une des modalités les plus expressives et les plus objectives. Les bonnes idées ne s'imposent pas par le canon... »* Cette exigence de légalité a suscité les premières manifestations d'hostilité à M. Kabila, plus profondément encore que l'appui populaire à M. Etienne Tshisekedi.

En effet, Etienne Tshisekedi, leader du principal parti d'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), ne fut pas seulement écarté du poste de premier ministre auquel il avait été élu par les délégués à la Conférence nationale, il fut carrément mis à l'écart du jeu politique, malgré le soutien populaire que lui avaient valu ses longues années d'opposition. M. Tshisekedi avait, il est vrai, commis l'erreur de rendre visite au président Mobutu à Nice (sur le conseil et avec le soutien matériel de l'ambassadeur de France) ; il avait demandé à la population de prier pour la santé du dictateur, et finalement avait accepté d'être nommé premier ministre par lui, pour être démis de ses fonctions trois jours plus tard ! Autrement dit, pour un nombre croissant d'opposants, ainsi que pour les dirigeants de l'Alliance, M. Tshisekedi, malgré son courage personnel, apparaissait finalement plus comme le revers de la médaille mobutiste que comme un réel recours.

Katangais contre « Rwandais »

BREF, malgré les déclarations de bonnes intentions (moraliser la vie politique, *mettre fin à la corruption*, relancer l'économie, payer les salaires des fonctionnaires), l'Alliance n'a pas réussi son examen de passage sur le plan politique. La mise à l'écart de M. Tshisekedi est dangereuse sur le plan des équilibres sur lesquels le président Mobutu avait su jouer, pour le meilleur ou pour le pire : la puissante ethnie des Balubas est désormais toute prête à basculer dans l'opposition. D'autres groupes encore se trouvent en situation délicate : les habitants du Kivu, qui ont *longtemps dénié la nationalité zaïroise* aux Tutsis établis dans leur province, contestent l'importance que prennent ces mêmes Tutsis, Banyamulenges et autres, dans l'entourage du régime. Ce mécontentement est imprudemment attisé par les propos de M. Tshisekedi *lui-même*, qui *affirme : « Mon frère Kabila* [est retenu en otage par] *des gens que je ne connais pas, des étrangers... »* Une tension larvée oppose les Katangais, qui se considèrent comme « fils du pays », aux Tutsis, uniformément (et non sans xénophobie) qualifiés de « Rwandais », même s'ils sont d'origine zaïroise.

Comment comprendre que l'Alliance n'ait pas aussi minutieusement balisé son implantation politique qu'elle avait préparé son opération militaire ?

Plusieurs raisons peuvent être avancées : la première serait la rapidité de l'offensive, qui aurait pris de court un état-major politique estimant avoir encore plusieurs mois ou plusieurs années devant lui. Une autre explication serait le fait que M. Kabila et les siens, qui n'ont pas de troupes, et se sentent donc vulnérables, souhaitent fermer le jeu politique et éviter de prendre le moindre risque en s'ouvrant à de fortes personnalités de l'opposition intérieure. D'aucuns se demandent aussi si Kinshasa (et Lubumbashi, où se transporte volontiers la nouvelle équipe) n'est pas un théâtre d'ombres : des hommes revendiquent l'exercice du pouvoir, mais les véritables maîtres seraient ailleurs, du côté des militaires ou dans des capitales étrangères...

Pour pérenniser son pouvoir, M. Kabila devra élargir sa base, l'ajuster aux réalités intérieures, sinon il risque de manquer son principal objectif : la stabilisation du Congo. Car l'adhésion populaire conditionne le redressement économique. A défaut, des résistances risquent de surgir : les civils, plus que jamais, se réfugieront dans l'économie informelle, tandis que des armes, toujours nombreuses dans le pays, pourraient alimenter d'éventuelles oppositions...

La mort, en janvier 1997, d'André Kisasse Ngandu, assassiné dans une embuscade, pèse aussi sur le destin de M. Kabila : les lumumbistes l'accusent d'avoir fait disparaître celui qui aurait pu être son rival et apparaître comme un « Zaïrois authentique », opposé à une éventuelle mainmise d'« étrangers ». La crainte d'une vengeance des partisans de Kisasse Ngandu explique peut-être les extraordinaires mesures de sécurité *imposées* à *M. Kabila* à *chacune* de ses apparitions publiques.

En réalité, il sera plus difficile à M. Kabila et aux siens de répondre aux diverses exigences de la population qu'au vœu des « parrains » extérieurs. Les vœux de ces derniers sont relativement simples et logiques : le Rwanda et l'Ouganda souhaitent la stabilisation de leurs frontières, la fin des sanctuaires d'où opéraient divers mouvements d'opposition. Le sort tragique des réfugiés en fuite est peut-être aussi le prix que l'Alliance a dû payer au Rwanda pour son soutien militaire décisif.

Kigali désire également que les Tutsis Banyamulenges ou originaires du Masisi ne soient plus persécutés, que leur nationalité ne soit plus remise en question et que le « prix du sang » versé par leurs fils signifie pour ce petit groupe ethnique une intégration harmonieuse dans l'ensemble congolais. L'Angola, pour sa part, attend que soient mis hors d'état les quelque 10 000 combattants de l'Unita qui, échappant aux plans de démobilisation, de cantonnement ou de recrutement dans l'armée congolaise, s'étaient cachés au Zaïre, où ils ont prêté main-forte aux troupes de M. Mobutu. *Les troubles qui ont éclaté* à *Brazzaville* représentent aussi une extension du changement intervenu à Kinshasa : l'ancien président Denis Sassou Nguesso ne fait pas mystère de sa sympathie pour M. Kabila, tandis que le président Lissouba a toujours entretenu d'excellents rapports avec l'Unita de M. Jonas Savimbi.

Les autres pays de la région espèrent que la République démocratique du Congo deviendra un espace politique stable, où sera mise en œuvre ce que l'AFDL appelle une « économie sociale de marché ». Les pays d'Afrique australe, Afrique du Sud en tête, souhaitent vivement que se développe la complémentarité des économies, sous le signe du panafricanisme..

Au Congo, si la machine militaire a démontré qu'elle avait de bons conducteurs, il est évident que la machine politique requiert des pilotes tout aussi expérimentés. A cet égard, l'AFDL doit encore faire ses preuves, alors que *M. Laurent-Désiré Kabila* demeure tributaire de tous ceux qui l'ont fait roi et qu'il n'a pas intérêt à décevoir.

COLETTE BRAECKMAN.

(2) Lire Colette Braeckman, « L'impossible mutation du président Mobutu », et Didier Numengi, « Le mal zaïrois », *Le Monde diplomatique*, respectivement mars 1993 et novembre 1995.

« révolution congolaise »

nier, sur fond d'ethnies et de pétrole, et en prélude à un verdict électoral auquel aucun des deux principaux champions ne paraissait vouloir se soumettre – dans un pays où *« la conscience nationale s'est atomisée en régions, tribus et fratries »* (17) –, a constitué un autre choc. Elle touche à nouveau au *cœur* le *système* franco-africain, axé depuis quelques années sur les « transitions », les élections, la défense des « nouvelles démocraties ». Cet embrasement de Brazzaville, de la « France libre », avec sa tournure antifrançaise – venant après des mutineries à répétition en Centrafrique et des contestations électorales au Mali ou au Niger – risque de marquer *symboliquement* l'échec de la « démocratie » importée, après celui de ce qu'on appelait depuis les indépendances le « développement ».

« Effacement », « isolement », abandon », « désastre », « fiasco », cette *« faillite »*, de la France en Afrique – selon les titres en vogue ces derniers *mois dans la presse* – est *le fruit de* conceptions géopolitiques vétustes, axées sur une défense directe des intérêts pétroliers, l'endiguement de l'islam, voire de la « poussée anglo-saxonne », l'effet d'une crispation sur une francophonie à l'ancienne. La contradiction est devenue intenable entre les fondements d'une politique présentée comme universaliste et généreuse et les entraves mises à la circulation et aux échanges (visas, expulsions d'Africains par charters, etc.). Ou l'immobilisme d'un dispo*sitif militaire* inchangé depuis les indépendances et d'une diplomatie longtemps écartelée entre de multiples centres de décision, parfois privés, souvent secrets, toujours concurrents.

Crise de confiance

C'EST aussi une crise de confiance, après l'abandon à leur sort de régimes amis, la dévaluation « historique », en janvier 1994, du franc CFA, et l'abandon du *« fardeau de l'homme blanc »* aux experts des institutions de Bretton Woods. Et la paralysie, ces dernières années, d'un réseau de forces et de bases militaires unique en son genre, qui passait pour expert dans l'art de *« régler les problèmes »*, d'*« éteindre les feux de brousse »*, et surtout de dissuader les velléités de désordres dans les pays du « champ », mais semble n'avoir plus d'autre mission intelligible que d'évacuer des Européens (18).

Les socialistes français souhaitent faire évoluer une politique africaine sinistrée, un système de relations *« qui a des relents de colonialisme »*, selon le nouveau *secrétaire* d'Etat à la coopération (19), qui n'est plus en mesure d'anticiper les crises et de contribuer à les régler ni d'assurer à la France une crédibilité suffisante auprès des nouvelles puissances du continent – l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Nigeria, un jour la République démocratique du Congo.

Devant partager ce domaine avec un président de droite, dans le cadre de la « cohabitation », les socialistes français ont déjà dû renoncer, par exemple, à intégrer le ministère de la *coopération* à celui des affaires étrangères : une de leurs vieilles revendications, qui aurait donné un signal fort de « banalisation » des relations franco-africaines. Mais, *« le couteau à la main au pied de l'autel, ils ont reculé sans oser commettre le sacrifice »*, écrit *Jeune Afrique* : *« Pourquoi toucher au symbole et faire peur aux derniers fidèles africains qui croient encore, ou font semblant de croire, que la France les protège* (20) *? »*

Les nouveaux dirigeants français espèrent cependant sortir la politique africaine du « domaine réservé » où elle était confinée depuis les débuts de la Ve République.

Plusieurs faits, ces derniers mois, ont montré que le vœu d'une *« pax africana »* commence à prendre corps : les interventions de pays « amis » pour faciliter le changement de régime dans l'ex-Zaïre, la *tentative* de l'armée nigériane – sous les couleurs de l'Ecomog, la force ouest-africaine d'interposition – pour ramener un régime civil en Sierra Leone, la mise en place après les mutineries en Centrafrique d'une Mission d'application des accords de Bangui (Missab), ou les premières manœuvres communes des pays d'Afrique australe, en avril dernier, au Zimbabwe, dont le but était de prouver l'aptitude des Africains à monter des opérations de maintien de la paix sans le secours des Occidentaux. Parallèlement, Paris, Washington et Londres ont fait taire leurs divergences en concluant discrètement, le 23 mai, un accord sur le soutien à quelques pays africains *« volontaires et capables de fournir au moins un bataillon* (21) *»*.

La concurrence entre la France et les Etats-Unis sur le continent noir – autre donnée géopolitique nouvelle, après des décennies de complémentarité durant la confrontation Est-Ouest, lorsque Washington laissait à Paris le soin d'être le « gendarme de l'Afrique » (22) – incite la capitale française à imaginer de nouvelles formes de partenariat, afin que ne se perpétue pas la situation paradoxale évoquée *par le secrétaire* d'Etat français à la coopération, M. Charles Josselin : *« La France apporte l'essentiel de l'aide, et ce sont les Etats-Unis qui récupèrent les retombées économiques* (23). *»*



CHEIK LEYDI – « Troisième République » (1991)

L'ancien secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, au cours de sa première tournée en Afrique, en octobre 1996, avait certes choqué le lobby « françafricain », en déclarant *« révolue l'époque où l'Afrique pouvait etre divisée en sphères d'influence »*. Mais chacun reconnaît qu'il n'y a plus de « chasses gardées » : *« Objectivement, ils ont raison*, affirme l'ancien ministre de la coopération, M. Jacques Godfrain, qui avait vivement polémiqué avec le chef de la diplomatie américaine. *A partir du moment où nous prônons l'ouverture de l'Afrique, où nous étendons à la zone franc les critères du FMI et de la Banque mondiale, il faut s'attendre qu'il en soit ainsi* (24). *»*

On s'étonne cependant de la facilité avec laquelle la diplomatie américaine a pu « ramasser les morceaux » en Afrique, et soutenir sans complexe un « révolutionnaire » comme M. Laurent-Désiré Kabila, au lieu d'un de ses anciens croisés de l'Occident, le président Mobutu Sese Seko, « invention » de la CIA, même si, comme l'indiquait crûment en avril dernier le porte-parole du département d'Etat, *« la raison d'être de son amitié avec lui a pris fin avec la guerre froide »*.

Il est vrai que ces dernières années, en « choisissant » aussi les ex-guérilleros Zenawi en Ethiopie, Museveni en Ouganda, ou Afeworki en Erythrée, Washington a surtout paru poursuivre son unique grand dessein géopolitique africain : l'isolement et si possible la déstabilisation du Soudan islamiste, en agissant sur l'ensemble de ses voisins, fût-ce au risque d'un embrasement général de la partie orientale du continent (25).

Pour le reste, vu de Washington, l'essentiel réside dans l'ouverture des marchés, encore largement inexploités grâce à l'habituel arsenal de lois, plans, forums, préférences douanières, accords de libre-échange. Une conférence sur l'Afrique, organisée par le lobby afro-américain au nom des *« liens émotifs »* avec le continent, a précédé de quelques jours le sommet industrialisé du G 8, à Denver (Colorado), du 20 au 22 juin, au cours duquel le président Clinton a lancé pour la première fois une *« initiative pour l'Afrique »*. Et chaque année, désormais, un « sommet africain-afro-américain » célèbre, en parallèle avec la grand-messe politique du sommet annuel franco-africain, les vertus du « retour » des hommes d'affaires américains sur la terre de leurs ancêtres, même si – pour l'heure – ces échanges ne représentent que 1 % de l'ensemble du commerce extérieur américain...

PHILIPPE LEYMARIE.

(17) Stephen Smith, « L'implosion prévisible d'un peuple à la dérive », *Libération*, 9 juin 1997.

(18) Inger Osterdahl, *La France dans l'Afrique de l'après-guerre froide : interventions et justifications*, Nordic Africa Institute, Uppsala, 1997. La « protection des ressortissants » a longtemps servi de paravent à des interventions plus politiques, ainsi que le démontre cette étude d'une dizaine d'opérations au Gabon, au Togo, au Zaïre et au Rwanda.

(19) France-Inter, 11 juin 1997.

(20) Philippe Gaillard, « La coopé est toujours debout », *Jeune Afrique*, 11 juin 1997.

(21) *Libération*, 6 juin 1997.

(22) Michèle Maringues, « France et Etats-Unis en Afrique », *Le Monde*, 11 juin 1997.

(23) Entretien au *Monde*, 14 juin 1997. En pourcentage de son produit national, la France dépense encore en aides diverses pour l'Afrique dix fois plus que les Etats-Unis.

(24) Entretien à *Politique internationale*, no 75, Paris, été 1997.

(25) Jean-François Bayart, *Le Nouvel Observateur*, 15 mai 1997.

PAUVRETÉ, COUTUME ET SANTÉ

Secrète infirmité des femmes africaines

POUR les femmes des pays pauvres qui n'ont pas accès à une aide médicale qualifiée, l'accouchement reste une épreuve incertaine : elles peuvent y laisser leur vie ou en sortir handicapées. Deux millions d'entre elles souffrent de fistules obstétricales, un mal jadis universel devenu une infirmité de pauvre, qui continue de toucher le continent africain, mais aussi tous les pays fragilisés par des conflits armés.

Par JOËLLE STOLZ et PHILIPPE LE FAURE *

Suwaiba est étendue sur la table d'opération. Elle a quatorze ans. Elle ne sent rien grâce à une anesthésie péridurale. Trois médecins sont en train de mesurer l'étendue du désastre et s'apprêtent à l'opérer : vagin détruit, sphincter en lambeaux et une double fistule, cet orifice qui s'est ouvert à la suite d'un accouchement trop difficile, et par où s'écoulent, sans que la jeune fille y puisse quoi que ce soit, urine et excréments.

Au nord du Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, l'infirmité de Suwaiba est à la fois terrible et banale. Dehors, dans les patios écrasés de soleil de l'hôpital de Kano, des dizaines de femmes attendent elles aussi, enveloppées dans leurs voiles colorés, l'opération qui leur rendra leur dignité. Le long de leurs jambes, signature de leur malheur, un mince filet d'urine se perd dans la poussière.

Comme elles, Suwaiba n'a pas eu de chance. Mariée avant même ses premières règles, comme la grande majorité des petites paysannes haoussa-foulanies, elle a suivi la coutume en retournant accoucher de son premier enfant dans la maison de ses parents. Un usage immémorial qui s'explique peut-être, pensent les médecins, par la fréquence élevée de la mortalité maternelle lors du premier accouchement. Mais le bassin de Suwaiba était encore trop étroit pour laisser passer la tête du bébé. Pendant trois jours elle a souffert le martyre, en étouffant ses cris comme l'exige la pudeur haoussa. Lorsque sa mère s'est aperçue que quelque chose n'allait pas, il était trop tard pour se rendre à l'hôpital : il faut un minimum de 24 heures, dans le nord du Nigeria, pour organiser une intervention chirurgicale aussi complexe et coûteuse qu'une césarienne.

Suwaiba ne pouvait compter que sur la sage-femme traditionnelle, la *unguzuma*. Pas plus que les matrones d'autrefois en Europe, cette dernière n'a pu résister à la tentation de tirer de toutes ses forces sur ce qu'elle pouvait agripper du corps de l'enfant, en mutilant au passage la jeune fille. Le bébé, une fille, était mort, et sa trop jeune mère ne valait guère mieux.

Celle-ci connaissait d'avance le verdict de son mari : la répudiation. Pour la culture musulmane, qui prescrit aux croyants une toilette méticuleuse avant d'accomplir leurs devoirs religieux, ces femmes sont en état d'impureté permanente et leur propre entourage familial les rejette.

Les plus âgées survivent grâce à la mendicité ou à de modestes travaux, les plus jeunes se livrent souvent à la prostitution. Comme tant d'autres, Suwaiba aurait pu trouver refuge dans l'une des *gidajen mata* (« maisons de femmes » en langue haoussa, parfois aussi appelées de façon méprisante *gidajen pisari* ou « maisons de l'urine ») qui accueillent dans les grandes villes musulmanes du Nord les milliers de divorcées devenues courtisanes par nécessité (1). Dans ces pauvres lieux de plaisir, des chiffons, sans cesse lavés et relavés pour éloigner l'odeur persistante, sèchent sur les fils tendus en travers de la cour.

Mais Suwaiba a vite entendu parler, grâce à un programme diffusé à la radio nigériane, du « grand docteur » qui est devenu une sorte de légende dans les savanes du Nord : Kees Waaldijk. Ce chirurgien hollandais a découvert le problème des fistules vésico-vaginales (2) en venant à Katsina, en 1983, soigner des lépreux : un grand nombre de ses patientes présentaient cette infirmité d'un autre âge, aussi vieille sans doute que l'humanité et qui, comme la lèpre, est synonyme d'exclusion.

Car la fistule obstétricale a frappé des femmes de tous les pays et de toutes les classes sociales. On en a retrouvé les traces sur la momie de la princesse égyptienne Hehenit, morte en couches il y a près de quatre mille ans. On sait en outre que la cour de Louis XIV se moquait de l'« *incommodité d'alcôve* » dont souffrait la jeune favorite Louise de La Vallière. Cette pathologie était par ailleurs si répandue dans l'Amérique des pionniers que l'on a dû ouvrir à New York dans les années 1840 un hôpital spécialisé, grâce à la procédure chirurgicale inventée par un médecin de l'Alabama.



G. HERSANT

LE MARCHÉ DE HARAR (ETHIOPIE), AVRIL 1996.

Depuis la « révolution médicale » du XXe siècle, la fistule a disparu du monde développé. « *De nos jours, lorsqu'un accouchement se prolonge au-delà de la durée normale, on pratique une césarienne*, rappelle le docteur Waaldijk. *Mais au fond de la brousse, la femme meurt et dans 90 % des cas l'enfant aussi. On estime que deux femmes pour mille qui ont survécu auront une fistule, parce que la pression exercée par la tête du fœtus a perturbé la circulation sanguine et provoqué en un point plus fragile une nécrose des tissus.* » Souvent aussi le nerf périnéal a été abîmé et les malheureuses boitent, parfois pour le reste de leur vie.

Deux millions de cas dans le monde

EN revanche, une intervention chirurgicale permet de reconstruire la paroi lésée de l'urètre, en utilisant notamment par voie sous-cutanée un muscle de l'intérieur des cuisses. Cette technique, développée en Ethiopie par un couple de médecins qui ont consacré leur vie à ces femmes, Reginald et Catherine Hamlin, a été reprise avec succès au Nigeria. Lorsque le chirurgien a suffisamment d'expérience, le taux de réussite complète est supérieur à 80 % : à nouveau continente, la femme se réinsère dans la société, le plus souvent en se remariant.

Combien sont-elles dans le monde ? Deux millions, affirment les spécialistes. La majorité, en tout cas, se trouve en Afrique – en Sierra Leone, en Mauritanie, au Niger et au Mali, en Tanzanie, en Ethiopie, en Somalie, au Soudan (où cette infirmité pousse souvent les femmes à se suicider). Mais aussi en Haïti, en Inde, au Pakistan ou au Bangladesh. On voit réapparaître ou augmenter les cas de fistule obstétricale partout où des conflits armés entraînent des déplacements de populations et perturbent le fonctionnement de structures sanitaires déjà fragiles. En Afghanistan, les décrets rétrogrades édictés par le nouveau régime islamiste des talibans vont encore aggraver la situation en limitant l'accès des femmes aux services de chirurgie.

A lui seul, le Nigeria (100 millions d'habitants) concentrerait 200 000 cas, dont 70 % dans le Nord. Selon le professeur Bandipo, directeur médical du CHU de Zaria, « *il n'est pas d'autre pays d'Afrique où ce problème de santé publique soit aussi important : une femme sur 25 au Nigeria meurt de complications liées à la grossesse, soit 400 fois plus que dans les pays développés. Pour chaque mort maternelle, 15 à 20 autres femmes survivent avec des handicaps divers* ». La stagnation, et trop souvent le délabrement accéléré des structures de santé publique, après les efforts considérables consentis par l'Etat dans les années 70-80, expliquent ces chiffres qui s'accordent mal avec les confortables revenus pétroliers du « géant de l'Afrique » (3).

S'y ajoutent des facteurs culturels difficiles à maîtriser. Dans les vastes savanes du Nord à majorité musulmane, la tradition du mariage précoce reste vivace. Même en milieu urbain, les parents ont tendance à marier leurs filles très jeunes, comme un moyen de garantir l'honneur familial dans un environnement marqué par la violence des rapports sociaux (4). Enfin la coutume du *yankan gishiri* (la « coupure du sel »), une incision pratiquée au rasoir sur la jeune épousée lorsque la « route du mariage » s'avère trop étroite, risque souvent d'endommager la vessie.

Dans le Sud, majoritairement chrétien, il faut compter avec l'influence néfaste de sectes évangélistes qui découragent les femmes d'accoucher à l'hôpital. « *Pour mieux asseoir leur pouvoir, les pasteurs leur disent : Dieu est dans l'église, pas à l'hôpital. Ils épuisent les femmes enceintes par des jeûnes et des veillées de prières* », raconte le docteur Ann Ward, une religieuse irlandaise qui dirige à Uyo, dans le sud-est du Nigeria, un centre de traitement et de réhabilitation des victimes de fistules (5).

Les difficultés de transport et l'indifférence masculine font le reste. Les dossiers du docteur Ward et de ses confrères abondent en exemples navrants : parturientes dont la mère supplie en vain les rares hommes motorisés du village d'aller chercher du secours ; mourante amenée à l'hôpital couchée sur une planche en travers d'un scooter, un bras de l'enfant déjà en décomposition sortant du ventre ; maris qui refusent catégoriquement de donner leur sang pour sauver leur épouse d'une hémorragie fatale.

De réels efforts ont été accomplis depuis dix ans pour briser ce cercle tragique, grâce à l'engagement d'un nombre croissant de médecins et d'une militante féministe de Kano, Mme Amina Sambo, aujourd'hui présidente de l'Union des femmes nigérianes. Des programmes de radio en langues locales, des documentaires de télévision et des articles de journaux ont révélé à un large public la souffrance cachée de milliers de femmes qui affluent vers les centres de soins (*lire encadré ci-dessous*).

Alors que, comme dans d'autres pays touchés par la misère ou par la guerre, la croissance démographique multiplie inexorablement le nombre de ces femmes parias, cette médecine de pauvres intéresse trop peu de spécialistes, et ceux qui sont formés ne suffisent pas à la tâche.

* Respectivement, journaliste et réalisateur de télévision.

(1) Une étude menée au début des années 70 dénombrait 123 « maisons de femmes » dans la seule ville de Katsina, pourtant connue pour son traditionalisme religieux.

(2) La fistule vésico-vaginale, ou FVV (en anglais VVF), est plus répandue que la fistule recto-vaginale, ou FRV.

(3) Le Nigeria enregistre 1 000 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes (une moyenne supérieure au reste de l'Afrique subsaharienne), contre 1 800 en Sierra Leone, 1 700 en Afghanistan, 15 en France et 7 en Norvège. Dans le Nord, un quart seulement des femmes accouchent sous la surveillance d'un personnel qualifié.

(4) Lire Olawale Albert : *Women and Urban Violence in Kano*, publié en 1996 par l'Institut français de recherches en Afrique (IFRA) d'Ibadan.

(5) Les principaux centres sont à Kano, Ibadan, Uyo et surtout Katsina, où l'hôpital Babbar Ruga consacre 200 lits au traitement des fistules.

Une chirurgie indispensable

« *LES fistules obstétricales sont comparables à la lèpre, car elles entraînent également l'exclusion des malades,* affirme le docteur Ludovic Falandry, un chirurgien français qui dirige le service d'urologie à l'hôpital de Niamey, la capitale du Niger. *Mais, alors qu'on peut soigner la lèpre en administrant des médicaments, il faut, pour guérir les fistules, passer par une opération chirurgicale, donc former des spécialistes et disposer d'infrastructures médicales : cela coûte forcément plus cher.* »

Médecin militaire, le docteur Falandry a découvert l'ampleur du problème des fistules dans l'Afrique sahélienne en venant travailler, il y a une vingtaine d'années, au Tchad et au Burkina Faso. Depuis, il n'a cessé de combattre ce fléau caché avec les moyens dont il disposait, « *en autodidacte* », précise-t-il, et au prix de multiples tâtonnements avant d'acquérir l'expérience suffisante. Il réserve vingt-cinq lits de son service aux patientes victimes de fistules et peut héberger en permanence, grâce à une aide financière du ministère français de la coopération et de la Fondation Raoul-Follereau (spécialisée dans la lutte contre la lèpre), une cinquantaine de ces femmes dans l'hôpital, où elles suivent un programme de réhabilitation.

Il parvient à opérer environ deux cents d'entre elles chaque année. « *C'est trop peu,* déplore-t-il, *parce que je suis presque seul et que je dois me consacrer aussi aux autres malades. Pour trois cents femmes opérées, deux cents repartent dans la nature parce qu'elles sont fatiguées d'attendre. Et il en arrive sans cesse de nouvelles...* »

Le nombre des victimes de fistules au Niger serait de dix mille à quinze mille, sur 8 millions d'habitants. « *Mais il y en a aussi beaucoup en Mauritanie, au Tchad, au Mali, où l'organisation Médecins du monde a établi une antenne spécialisée, à Mopti.* » C'est pourquoi le docteur Falandry regrette que l'Afrique francophone n'ait pas réussi à se doter, faute de volonté collective et d'appuis financiers, d'un « centre de référence » pour le traitement de cette infirmité. Un centre comparable à celui de Katsina, dans le nord du Nigeria (qui compte deux cents lits), et qui permettrait de former des médecins, donc de multiplier les opérations : « *Les pays anglophones avancent dans ce domaine,* remarque-t-il, *et nous, nous ne progressons pas.* »

« Le Monde diplomatique » sur Internet

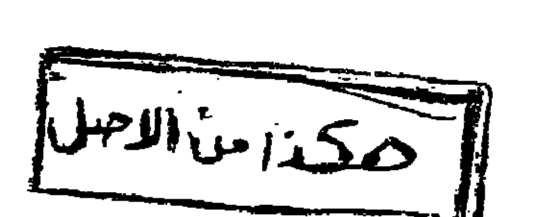
Le site du *Monde diplomatique*, qui permet la consultation de l'ensemble des articles parus depuis deux ans, est devenu une référence. Il propose également des débats, une liste de colloques ainsi qu'un éventail de revues. Des dossiers thématiques offrent une sélection d'articles et de sites, affichant notre manière de voir l'actualité. Ces dossiers, ainsi que les sommaires de nos publications, peuvent vous être envoyés régulièrement par courrier électronique, sur simple inscription.

Notre adresse :

http://www.monde-diplomatique.fr/

Hébergé, depuis février 1995, par l'Institut national de l'audiovisuel, notre site est également accessible par Minitel :

3616 ALTERN*DIPLO (1,29 F/min).



SUR FOND D'IMPASSE AU PROCHE-ORIENT

Retour à Nasser des intellectuels égyptiens

VIOLENCES à Gaza et en Cisjordanie, impasses dans les négociations israélo-palestiniennes, l'immobilisme au Proche-Orient exaspère les dirigeants égyptiens, qui souhaitent renforcer le rôle régional de leur pays. Le président Hosni Moubarak laisse un vaste espace aux intellectuels, souvent nostalgiques de la période nassérienne, et dont le discours à l'égard des négociations de paix est extrêmement critique. Ecrivains, journalistes, artistes se mobilisent, à la fois pour la défense de leurs droits professionnels, pour la liberté d'expression et contre la normalisation culturelle avec Israël.



Par RICHARD JACQUEMOND *

Alors que chaque scrutin (élections législatives de novembre 1995, élections locales d'avril 1997) *confirme* la fermeture du jeu politique et que le gouvernement de M. Kamal El Ganzouri (qui a succédé en janvier 1996 à M. Atef Sedqi) renforce l'orientation économique néolibérale prise à la suite de la guerre du Golfe (1), la scène culturelle et intellectuelle égyptienne est le lieu de débats intenses. Sous la tutelle de l'Etat s'expriment des idéologies diverses, parfois fort éloignées des choix politiques et économiques officiels. Double paradoxe : alors que les créateurs et les intellectuels jouissent d'une liberté d'expression sans précédent depuis 1952, on ne parle que de censure ; et, alors que l'alliance stratégique entre l'Egypte et les Etats-Unis est plus solide que jamais et que Le Caire maintient son engagement en faveur du « processus de paix », le pouvoir laisse libre cours à un discours nationaliste très critique à l'égard de la *pax americana*.

Pour expliquer ce double paradoxe, il faut d'abord définir ce que l'on appelle en Egypte la *« démocratie de papier »*. Si l'opposition politique est plus que jamais tenue à l'écart de toute responsabilité, elle n'en jouit pas moins d'une très grande liberté de critique à travers les organes de presse que chaque parti est autorisé à publier. Mieux, les journalistes, toutes tendances confondues, ont récemment fait preuve d'une combativité remarquable pour défendre *leurs droits professionnels, obtenant au* terme de douze mois de mobilisation le réexamen d'une loi qui, sous couvert de lutter contre la diffamation, menaçait leurs libertés. Parallèlement foisonnent, pour la première fois depuis la nationalisation de la presse en 1961, 500 quotidiens et périodiques nationaux ou régionaux, plus ou moins indépendants des partis politiques (2).

Ainsi, l'hebdomadaire *Al Dostour*, lancé en 1996 par des notables proches du parti Wafd (opposition libérale) et animé par une équipe de jeunes journalistes, a su très vite fidéliser un important lectorat (il annonce une diffusion moyenne d'environ 100 000 exemplaires) en imposant un ton nouveau, habile mélange de sensationnalisme, de critique tous azimuts et de nationalisme intransigeant. Imprimé au Caire et diffusé quasi exclusivement en Egypte, *Al Dostour* est édité par une société sise à Chypre, une localisation qui permet de parer aux contraintes imposées par la loi sur la presse. L'autre procédé pour contourner la censure, abondamment utilisé par l'avant-garde littéraire, consiste à faire paraître une revue à intervalles irréguliers, ce qui permet de la présenter comme « livre non périodique ».

Mais, autre paradoxe, la vitalité et *l'ouverture du débat intellectuel* tiennent d'abord au fait que le régime, rompant avec le monolithisme des années Sadate et renouant avec une certaine pratique nassérienne, laisse se développer au sein même de ses appareils culturels et médiatiques l'expression de tendances et d'opinions fort diverses. Au fil des dix dernières années, toute l'intelligentsia de gauche *et laïque mise à l'écart* durant les années de la « contre-révolution » (présidence d'Anouar El Sadate, 1971-1981) a opéré un retour remarqué et, surtout, a donné au régime les moyens de reprendre l'initiative idéologique face à l'opposition islamiste en diffusant, à longueur d'éditoriaux, essais, émissions et feuilletons télévisés (3), ce qui tient désormais lieu d'idéologie officielle, le *tanwîr*. Traduction arabe de l'anglais *enlightment*, ces nouvelles « lumières » consistent pour l'essentiel dans l'exaltation des maîtres et des valeurs de la *nahda* (renaissance) arabe : patriotisme et tolérance, foi et rationalisme, liberté et réformisme...

D'où cet autre paradoxe : au moment où, sur le plan économique, l'Etat se range au néolibéralisme imposé par les bailleurs de fonds occidentaux, il ressuscite, pour « vendre » ce modèle à la société, des politiques culturelles et médiatiques héritées des années Nasser. Ainsi, dans le secteur du livre, a-t-on vu *des projets éditoriaux tout à fait* comparables à ceux des années 60, lorsqu'on inondait le marché d'opuscules politiques ou idéologiques vendus à des prix dérisoires, qui néanmoins retournaient s'entasser dans les entrepôts des éditions nationalisées.

Par exemple, depuis 1993, l'éditeur d'Etat General Egyptian Book Organization (GEBO) édite ou réédite chaque année, dans le cadre de vastes opérations estivales baptisées « La lecture pour tous » et patronnées par l'épouse du président Hosni Moubarak, des centaines d'ouvrages où l'on trouve aussi bien des rééditions des classiques des maîtres des « lumières » égyptiennes (Tahtawi, Taha Hussein, Ali Abderraziq...) que des essais de circonstance (*Lumières contre obscurantisme*, *Terrorisme et extrémisme*...) ou des auteurs de l'avant-garde littéraire contemporaine ! Le tout produit et diffusé à des prix très modiques (de 25 piastres à 1 livre, soit de 0,40 F à 1,70 F) dans des conditions totalement opaques (les millions d'exemplaires vendus annoncés ne sont guère crédibles) et souvent contraires au droit d'auteur.

Mais cette alliance du régime avec une partie de la gauche laïque exacerbe aussi les tensions et contradictions à l'intérieur de la sphère étatique, entre ces nouveaux clercs et l'intelligentsia conservatrice qui, alliée à l'islam institutionnel, défend des positions acquises durant les années 70 et consolidées par un long commerce avec les régimes du Golfe.

Contradictions d'autant plus insolubles que tout se passe comme si le pouvoir voulait gagner sur tous les tableaux, c'est-à-dire continuer à laisser l'islam institutionnel gérer son besoin de légitimité religieuse, tout en s'appuyant sur ses alliés intellectuels pour cultiver son image « libérale » et « moderne » auprès de l'opinion locale et surtout étrangère. Cela donne lieu à des situations parfois cocasses, comme lorsque le même éditeur d'Etat GEBO, à l'occasion des prix qu'il décerne chaque année à la Foire du livre du Caire, attribue un Prix de la littérature de science-fiction à l'écrivain « islamique » Mustafa Mahmoud, auteur à succès de nombreux essais sur la foi musulmane et de la très populaire émission de télévision « Science et foi », pour une pièce de théâtre intitulée *Une visite au paradis et en enfer* !



RENÉ BURRI/MAGNUM

MANIFESTATION POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE, DAMAS (SYRIE), 1958

L'appel, toujours présent, du nationalisme arabe

Une « loi des libertés décroissantes »

CETTE reconfiguration du champ culturel et idéologique explique la violence symbolique, et parfois physique, des polémiques qui divisent l'élite intellectuelle et qui se cristallisent autour de la liberté d'expression, mise à mal dans toute une série d'affaires récentes (attentat contre le Prix Nobel de littérature Naguib Mahfouz le 14 octobre 1994, affaire Nasr Abouzeid (4), interdiction du film de Youssef Chahine *L'Emigré*, etc.). Au-delà de la ligne de fracture idéologique la plus visible – schématiquement, entre ceux pour qui la culture égyptienne doit adopter les canons « universels » et ceux pour qui elle ne peut exister en dehors d'une éthique et d'une esthétique « islamiques » ou au moins, pour intégrer la minorité copte, « religieuses » –, une analyse plus fouillée des discours et des pratiques révèle un éventail de positions plus complexes que l'opposition convenue entre « laïques libéraux » et « islamistes liberticides ».

Ainsi, le « camp libéral » est profondément divisé entre tenants d'une « liberté dans la responsabilité » – les plus nombreux – et partisans de la « liberté absolue », position très minoritaire sauf au sein de l'avant-garde littéraire et artistique. Quelques semaines avant l'attentat dont il fut victime, Naguib Mahfouz écrivait dans son éditorial hebdomadaire d'*Al Ahram* : *« La liberté de création, c'est d'une part la liberté de pensée, de l'autre la liberté d'expression.* (...) *La pensée devrait jouir d'une liberté absolue, car elle se déploie au sein des esprits d'élite, dont on n'a pas à craindre qu'ils succombent aisément aux sirènes de l'erreur. Mais l'expression artistique est beaucoup plus vaste : elle embrasse l'expérience humaine dans ses aspects intellectuels, affectifs et instinctuels,* (...) *et son audience atteint jusqu'aux analphabètes. C'est pourquoi elle doit prendre en compte la décence, la courtoisie et le goût. A les respecter, l'art ne subira aucun dommage* (5). » Quelques mois plus tôt, un professeur de droit, militant connu de la laïcité et des droits de l'homme, expliquait : *« Revendiquer une liberté d'opinion et d'expression sans freins ni limites serait socialement irresponsable et culturellement néfaste dès lors que nous vivons dans une société où la majorité de la population est analphabète, d'où sont absentes les valeurs de dialogue* (...), *toutes choses qui font de l'opinion une responsabilité sociale plus qu'une liberté personnelle* (6). »

Cet élitisme se traduit par un système de censure d'Etat qui fonctionne selon une « loi des libertés décroissantes » : plus l'audience du média est large, plus il est étroitement contrôlé. Très grande liberté pour le livre – support de diffusion restreinte – et un peu moins pour la presse : pas de censure préalable. Mais *censure préalable généralisée – depuis* une loi adoptée en 1992 – pour tous les supports audiovisuels (cinéma, théâtre, cassettes audio et vidéo...) ; elle est gérée par la direction de la censure des œuvres artistiques, qui relève du ministère de la culture, et est relativement souple. Censure préalable plus sévère, enfin, qui relève du ministère de l'information, pour la radio et la télévision. Ce système, *contesté* dans telle ou telle de ses décisions, ne l'est guère dans son principe.

Ce qui l'est, en revanche, ce sont les empiétements de plus en plus fréquents d'une censure « par le bas », exercée sur une base religieuse ou morale par des acteurs dépourvus de légitimité sur la scène culturelle, souvent avec l'appui de l'islam institutionnel (l'Académie des recherches islamiques d'Al Azhar) : avocats réclamant en justice l'interdiction de films comme *L'Emigré* de Youssef Chahine, compositeurs et correcteurs exigeant des modifications dans les textes qu'ils préparent, ou encore cet éditeur qui a altéré et censuré plus de trente romans de l'écrivain à succès Ihsan Abdel-Qoddous, décédé en 1990, pour pouvoir les exporter en Arabie saoudite !

Tout cela intervient au moment où s'affirme sur la scène littéraire et artistique une vague d'écrivains et de poètes arrivés à l'âge adulte au tournant des années 90, c'est-à-dire au moment de la guerre du Golfe. Rebelle à tout engagement, cette génération « post-islamiste » (7) prolonge et approfondit le travail d'expérimentation engagé par ses aînés de la génération des années 60, Sonallah Ibrahim, Gamal Ghitany, Edouard Al Kharrat, etc. Avec eux, elle revendique haut et fort le droit de l'écrivain et de l'artiste à l'autonomie, c'est-à-dire son droit à définir lui-même les critères d'appréciation d'une œuvre, en dehors de tout référent extérieur, politique, religieux ou moral.

Ce dynamisme collectif des écrivains a trouvé une traduction éclatante dans la « mini-révolution » dont vient d'être le théâtre l'Union des écrivains. Créé en *1976 au moment de la mise au pas* de l'intelligentsia par le régime du président Sadate, ce syndicat-croupion s'est doté, lors des élections du 4 avril 1997, d'un conseil d'administration profondément renouvelé où figurent, pour la première fois depuis 1976, certains des meilleurs écrivains et scénaristes du pays (Baha Taher, Mahfouz Abderrahman, Wahid Hamed, Gamal Ghitany, Ibrahim Abdel-Méguid, Ibrahim Aslan...). Elus sur un programme où, remarquablement, la défense des intérêts professionnels passe avant les revendications politiques, ils ont porté à la présidence de l'Union Saad El Din Wahba, un vieux routier de l'appareil culturel nassérien puis sadatien, à qui son hostilité à la paix de Camp David et son combat contre la *« normalisation culturelle »* avec Israël ont valu l'estime de ses pairs.

Lors de sa première manifestation importante, le 29 avril dernier, l'Union des écrivains revivifiée a présenté, fait *sans précédent, un véritable* programme d'action collective pour la défense de la liberté d'expression. Parallèlement, elle créait une commission d'enquête, prélude à d'éventuelles sanctions à l'encontre de quelques écrivains accusés d'avoir entretenu des rapports avec Israël. Cette décision ne pouvait que susciter un malaise. En 1995, l'Union des écrivains syriens avait, pour cette même raison, exclu de ses rangs le poète Adonis. Refuser la liberté d'expression au nom de *« l'intérêt supérieur de la nation »*, n'est-ce pas se retrouver du même côté que ceux qui prétendent censurer l'art et la littérature au nom de *« la protection des valeurs fondamentales* [religieuses et morales] *de la société »* ?

Seul thème susceptible de fédérer islamistes, libéraux, nassériens et autres marxistes, le refus de la *« normalisation culturelle »* avec Israël est aussi le seul terrain où la jeune avant-garde littéraire *et artistique, par ailleurs en rupture* avec toutes les idéologies, exprime un engagement politique explicite. C'est dire la force de cette position de principe quasi unanime des intellectuels, renforcée depuis l'élection de M. Benyamin Netanyahou. Mais, en mêlant dans un seul front les tenants du refus absolu, de principe, de *« l'entité sioniste »* et ceux pour qui le refus de la collaboration avec Israël est surtout une arme politique dans les négociations de paix, cet engagement efface la diversité réelle des attitudes à l'égard de l'Etat juif.

Tout cela ne déplaît pas au pouvoir politique qui, à la fois excédé par le parti *pris pro-israélien de l'administration* américaine et attaché à son statut de puissance régionale médiatrice, joue remarquablement sur des registres contradictoires, appuyant en sous-main des initiatives comme l'« alliance pour la paix » de Copenhague (8) tout en laissant la masse des intellectuels, la seule fraction de la population qui ait les moyens de faire entendre sa voix, donner *libre cours à un nationalisme* viscéral, dernier recours face aux frustrations engendrées par le nouveau désordre régional.

* Chercheur associé, Centre d'études et de documentation économique, juridique et sociale (Cedej), Le Caire.

(1) L'Egypte avait été alors « récompensée » de son engagement au côté de l'alliance dominée par *les Etats-Unis* par *l'effacement de la moitié de sa* dette publique, conditionné par la mise en œuvre d'un programme d'ajustement structurel et de réformes économiques. Cette remise de dette (12,3 milliards de dollars en tout) s'est effectuée en trois tranches successives, liée chacune à l'adoption de mesures spécifiques (privatisations, orthodoxie financière...), et l'effacement de la dernière tranche, prévu pour juillet 1994, est intervenu avec plus de deux ans de retard, la tactique égyptienne consistant à se conformer au minimum et le plus tard possible aux conditions posées par le Fonds monétaire international (FMI).

(2) *Al Hayat*, Londres, 8 avril 1997.

(3) Lire Dina El Khawaga et Alain Roussillon, « Du bon usage des feuilletons télévisés égyptiens », *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

(4) Lire l'entretien de Nasr Abouzeid avec Gilles Kepel dans « Le Monde des livres », 12 avril 1997.

(5) *Al Ahram*, Le Caire, 1er septembre 1994.

(6) Mohammed Nour Farahat, *Al Musawwar*, Le Caire, 8 avril 1994.

(7) Selon l'expression de Gilles Kepel, dans « Le Monde des livres », 12 avril 1997.

(8) Sur une initiative danoise, une cinquantaine de personnalités israéliennes, palestiniennes, égyptiennes et jordaniennes ont signé à Copenhague, en février dernier, un manifeste où elles s'engagent à œuvrer en faveur de la paix israélo-arabe. Intervenant en plein raidissement israélien, et formulée dans des termes très peu favorables aux revendications palestiniennes, le « manifeste de Copenhague » a suscité en Egypte et dans le monde arabe un tollé. Lire Mohamed Sid-Ahmed, « Les intellectuels arabes et le dialogue », *in* « Proche-Orient, la paix introuvable », *Manière de voir*, n° 34, mai 1997.

SOMBRES TRIBULATIO

Comment le Mexique es

LE 6 juillet, les Mexicains participent à des élections considérées comme historiques : pour la première fois, les citoyens de la capitale, Mexico, vont décider qui va les gouverner. Pour la première fois également, il existe de grandes possibilités pour l'opposition d'arracher au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante-dix ans, la majorité au Congrès. Ces élections se déroulent dans un pays en crise, au milieu d'une irritation sociale grandissante : l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), signé avec le Canada et les Etats-Unis, ne profite pas à la grande majorité des citoyens, qui restent en marge des progrès macroéconomiques tant vantés par le gouvernement.

Par CARLOS ACOSTA *

Las des crises récurrentes – depuis le début des années 80, l'économie s'écroule tous les six ans, pratiquement à chaque changement de gouvernement –, les électeurs mexicains, représentant les quelque 93 millions d'habitants, vont le 6 juillet aux urnes pour régler quelques comptes. Les raisons ne manquent pas : chômage massif, salaires rachitiques, entreprises en faillite, surendettement asphyxiant, insécurité publique en augmentation, *détérioration des indicateurs de santé,* d'éducation et de logement... En résumé, une déliquescence qui s'est traduite par un alarmant accroissement *de la délinquance et, dans un autre* registre, par une spectaculaire augmentation des protestations publiques.

Les rues de la capitale sont, comme jamais, ébranlées par les marches et manifestations massives de ceux qui exigent de meilleures conditions de vie. Et personne ne manque : ouvriers, paysans, enseignants, étudiants, mères de famille, chômeurs, membres des professions libérales, transporteurs, indigènes, petits patrons ruinés par l'ouverture commerciale, banlieusards sans logis...

Ce n'est pas là l'image que les gouvernements successifs ont tenté de diffuser, dans et au-dehors des frontières nationales. La vérité est que, dans le pays au moins, bien peu les croient. Une bonne part de l'irritation vient des tromperies successives dont les Mexicains se sentent victimes. En la matière, sont encore frais dans les mémoires les extrêmes auxquels arriva M. Carlos Salinas de Gortari, qui gouverna le pays du 1er décembre 1988 au 30 novembre 1994. Cette dernière année, en plein désastre national – le pays était secoué par l'apparition de la guérilla zapatiste, l'assassinat de Luis Donaldo Colosio, candidat du PRI à la présidence, et par les enlèvements de deux entrepreneurs connus –, M. Salinas mobilisait ses relais économiques et diplomatiques pour « forcer » l'entrée de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Habile tentative pour dire au monde, et à ses concitoyens, que son œuvre demeurait inentamée par les graves événements qui maintenaient le pays dans la stupeur et l'angoisse.

Dans les derniers jours de son mandat encore – un autre assassinat politique venait d'avoir lieu, celui de José Francisco Ruiz Massieu, alors secrétaire général du PRI –, il *présentait* un bilan élogieux de son administration. Habile dans la gestion de son image, il dessinait avec profusion – dans des entrevues de presse, à la radio et à la télévision, nationales et étrangères – une réalité, un Mexique de son cru, *dont les Mexicains,* comme il le disait souvent, devraient le remercier pendant des générations.

Non seulement le Mexique était plus fort à l'intérieur, affirmait-il, mais il se trouvait *« bien placé dans la nouvelle réalité mondiale. Très loin de ces pays qui, pour cause de "retard ou précipitation", ou bien par un choix erroné des méthodes, avaient fait naufrage dans la déferlante du défi mondial ».* Economiquement, notait-il, *« nous avons contrôlé la grave crise qui, durant la décennie précédente, ruina tellement les attentes de la majorité ».* Sur le plan politique, également, des espaces avaient été ouverts à l'opposition, les libertés s'étaient renforcées, les élections avaient été pacifiques. Au plan « social » ? Il y avait une meilleure justice, la pauvreté s'était réduite, le pays connaissait la stabilité. Quant à l'extérieur, *« le Mexique participe à tous les sommets mondiaux les plus importants, jouit de la reconnaissance et du respect de la communauté internationale ».*

Finalement, par rapport à ce qu'il considéra comme sa grande œuvre, l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) avec les Etats-Unis et le Canada – dont l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1994, fut terni, le jour même, par le soulèvement armé du Chiapas –, il affirmait : *« Les Mexicains ne vont plus avoir à émigrer à la recherche d'un travail ; les emplois vont arriver aux endroits où ils vivent... Nous avons pu créer des dizaines de milliers de sources d'emploi rien que cette année, au début du traité. »* De tout cela, M. Carlos Salinas était fier...

Son successeur, M. Ernesto Zedillo, allait se charger de donner une autre dimension au succès autoproclamé. Lors même de la cérémonie de transmission du pouvoir, le 1er décembre 1994, le nouveau président fit un diagnostic qui surprit tous ceux qui avaient écouté son prédécesseur : *« La pauvreté persiste sur tout le territoire national. »* L'espoir des citoyens est obscurci *« par la violence au Chiapas »,* par les situations de *« profonde injustice et par les conditions de misère et d'abandon qui ont engendré cette violence ». « Le progrès économique n'est pas parvenu au foyer de chaque Mexicain. »* Et encore : *« Les avancées démocratiques sont insuffisantes. » « Il n'y a pas d'équilibre entre le régime présidentiel et les autres pouvoirs de l'Union. »* Ce fut son premier jour de président.

Néanmoins, au cours des deux semaines qui suivirent, M. Zedillo parut valider les politiques de son prédécesseur, son programme économique pour 1995, avec la même stratégie, les mêmes priorités. Au bout de la troisième semaine, pourtant, son équipe économique cherchait comment faire face à la forte spéculation apparue sur les marchés – conséquence de l'incertitude naturelle suscitée par tout changement de gouvernement, mais aussi, et surtout, par l'annonce par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) de l'amplification de son action. Cette spéculation s'ajoutait à la persistante fuite des capitaux provoquée durant toute l'année par les événements – crimes politiques, enlèvements, guérilla – qui avaient frappé le pays. Les réserves de la Banque centrale se vidaient : de plus de 24 milliards de dollars au début 1994, elles tombaient à une dizaine de milliards en novembre. La spéculation menaçait de ramener les réserves à zéro.

A l'aube du 20 décembre 1994, une dévaluation tacite fit passer le peso de 3,47 à 4 pour un dollar. Le gouvernement avait voulu agir en douceur, mais la réaction fut violente : depuis 1987, jamais le taux de change n'avait bougé aussi abruptement. La spéculation contre la monnaie nationale redoubla et, pour que les réserves du pays n'achèvent pas de partir en fumée, le gouvernement décida, de fait, de laisser entre les mains de l'offre et de la demande la libre détermination du taux de change. Le dollar s'envola au-dessus des 6 pesos. En quelques heures, la monnaie nationale perdait quasiment la moitié de sa valeur.

Vint la tragédie : turbulences financières, effondrement des valeurs mexicaines sur les marchés boursiers de New York ; colère d'entrepreneurs endettés en dollars ; nervosité de la Bourse mexicaine ; achats « de panique », réétiquetage dans les supermarchés, dissimulation de biens importants... et, surtout, fureur des travailleurs mexicains qui voyaient entamé leur revenu salarial. Sans avoir seulement passé un mois à la tête du gouvernement, M. Ernesto Zedillo sombrait dans le discrédit, la méfiance des agents économiques nationaux et internationaux.

L'*« effet tequila »* bouleversa les économies latino-américaines et menaça *la stabilité financière* continentale. Le sauvetage, organisé par le gouvernement américain et les institutions internationales, mit en jeu des ressources *de plus de 50 milliards* de dollars – montant jamais atteint pour sauver un pays. Mais, outre l'alarme à l'étranger, l'abrupte dévaluation provoqua le chaos interne : *les taux d'intérêt* s'envolèrent ; l'inflation enfla ; l'économie coula à pic, des entreprises firent faillite et un million de travailleurs se retrouvèrent sans emploi. *Le* programme économique de M. Zedillo pour 1995 avorta et dut être remplacé par l'un des programmes d'ajustement *les plus sévères* jamais *expérimentés* dans le monde.

1995 fut une année noire : le PIB chuta de presque 7 % ; l'inflation explosa (51 % contre 7 % l'année précédente) ; les institutions financières se décapitalisèrent ; les entreprises et les particuliers sombrèrent dans le surendettement... et les promesses de meil-

* Journaliste, *Proceso*, Mexico.


ROGET
MISÈRE QUO[illegible]
Quinze Mexicains possèdent [illegible]

Le crépuscule du pa[illegible]unique

Par FRANÇOISE ESCARPIT *

LE 6 juillet 1988, le système de comptage des votes pour l'élection du président de la République tombait subitement en panne au milieu de la nuit. Dix jours plus tard, M. Carlos Salinas de Gortari, candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) (1), était proclamé élu avec un peu plus de 50 % des suffrages. Son principal adversaire, M. Cuauhtémoc Cardenas (2) – qui avait, *peu auparavant, quitté le PRI à la tête du* Courant démocratique –, porté par un ensemble d'organisations populaires, de personnalités diverses et de petits *partis d'opposition réunis pour l'occa*sion dans le Front démocratique national, dénonçait une « gigantesque fraude électorale ».

Pour la première fois, le candidat officiel, qui, conformément à la tradition, avait été désigné par le président sortant (3), obtenait moins de 75 % des suffrages. En 1989, sous l'impulsion de M. Cardenas, naissait le Parti révolutionnaire démocratique (PRD), qui se voulait le reflet politique du raz-de-marée électoral du 6 juillet 1988.

Neuf années plus tard, le 6 juillet 1997, à la moitié du mandat du président Ernesto *Zedillo, les électeurs mexicains* se rendent aux urnes pour renouveler les 500 sièges de la Chambre des députés et élire 32 sénateurs. Six Etats – ceux de Campeche, Colima, Nuevo Leon, Queretaro, San Luis Potosi et Sonora – renouvellent également leurs Congrès locaux et élisent maires et gouverneurs. Dans la capitale, le district fédéral (DF) de Mexico, M. Cuauhtémoc Cardenas, deux fois battu à l'élection présidentielle (1988 et 1994), se présente à nouveau, cette fois comme candidat aux fonctions de gouverneur. Jusque-là, le maire du district fédéral, le régent, était directement désigné par le président de la République. Désormais élu, et bien que le DF ne soit pas le 32e Etat des Etats-Unis du Mexique, il s'appellera « gouverneur ». Il n'en aura certes pas les pouvoirs, pas plus que ceux d'un maire, le DF devant soumettre son budget à l'approbation du Parlement. Néanmoins, ce scrutin capital est porteur d'une forte charge *symbolique.*

* Journaliste, Mexico.


ROGET
DÉFILÉ D'ÉTUDIANTS À MEXICO LE 1er MAI 1996
Une forte poussée en faveur du changement

Les récents échecs électoraux du PRI ont rendu pour la première fois crédible *un succès de l'opposition à Mexico.* M. Carlos Castillo Peraza, ex-président du Parti d'action nationale (PAN), formation conservatrice, a longtemps été *convaincu que son heure était arrivée et* qu'il serait le premier maire élu de la capitale. Depuis la fin des années 70, le PAN a progressé dans le nord du pays et *dans les zones urbaines. Cette progres*sion s'est accentuée sous la présidence de M. Carlos Salinas (1988-1994), fruit de la concertation et de concessions négo*ciées entre le PRI et le PAN, avec l'élec*tion de gouverneurs, en Basse-Californie d'abord, puis dans les Etats de Chihuahua, de Guanajuato et, plus *récemment, dans celui de Jalisco. Le* PAN a été le meilleur allié de M. Salinas au Congrès, votant pratiquement tous les textes proposés par le président. Le plus significatif fut celui réformant, en 1992, l'article 27 de la Constitution : l'*ejido,* terre appartenant à l'Etat et donnée en usufruit aux paysans, héréditaire et inaliénable, devenait, comme le réclamaient depuis longtemps les « panistes », propriété privée.

Pour la course à la mairie de Mexico, le PRI a, de son côté, désigné un politicien de carrière, M. Alfredo del Mazo, « priiste » classique, menant une campagne traditionnelle de promesses devant des gens amenés en autobus pour faire la claque. M. Alfredo del Mazo appartient à l'un des groupes les plus puissants et conservateurs du PRI, celui *d'Atlacomulco, dont fait également* partie le ministre de l'intérieur, M. Emilio Chuayffet. A trois ans de l'élection présidentielle de l'an 2 000, une victoire *dans le DF revêt une extraordinaire* importance. La mairie de Mexico, véritable tremplin pour la présidence de la République, est donc un enjeu de taille *pour les huit candidats, trois en position* de l'emporter et les autres « roulant » traditionnellement pour le PRI (4). De plus, pour la première fois, l'idée d'un *Congrès où le PRI ne serait plus hégé*monique n'appartient plus au domaine de l'utopie.

En 1989, le PRI choisissait de margina*liser le PRD en le dénonçant* comme un parti violent. En 1994, il n'hésita pas à jouer de l'amalgame entre le PRD et la guérilla, lors de l'apparition de l'Armée *zapatiste de libération nationale (EZLN)* et, en 1996, de l'Armée populaire révolutionnaire (EPR). En même temps, tout en la contrôlant, il appuie la progression du *PAN* pour freiner l'opposition de gauche.

Le 1er janvier 1994, avec le soulèvement indigène conduit par l'EZLN dans l'Etat du Chiapas, le Mexique a entamé une nouvelle page de son histoire. L'impact du mouvement zapatiste a profondément transformé la société, comme l'avaient fait les mouvements étudiants de 1968 et 1971 ou la mobilisation civique après le tremblement de *terre de 1985. Certes, la réponse* de la société civile à l'appel du sous-commandant Marcos (5) a nourri un optimisme exagéré sur les possibilités de victoire *de M. Cuauhtémoc Cardenas* à la présidence de la République, en août 1994. Le PRD n'avait *pas* encore appris que remplir les places publiques ne signifie *pas remplir les urnes. Néanmoins,* une révolution culturelle, touchant tous les secteurs de la vie sociale, politique et économique, s'était mise en marche.

Le 1er décembre 1994, M. Ernesto Zedillo *succédait* à M. Carlos Salinas. Son incapacité à élucider les assassinats, en 1994, de Luis Donaldo Colosio, candidat du PRI à la présidence de la République, et José Francisco Ruiz Massieu, secrétaire général du même parti, la crise économique de décembre 1994 et la dévaluation brutale du peso, la découverte de détournements de fonds publics et de fortunes amassées à l'ombre du pouvoir, la corruption et l'impunité généralisées, ainsi que la pénétration du narcotrafic à tous les niveaux de l'Etat *(voir ci-contre, l'article de Fernando Matamoros Poncel),* ont provoqué un profond mécontentement. Cette insatisfaction s'est manifestée électoralement, en 1996 et 1997, dans les Etats de Guerrero, de Coahuila, de Mexico, d'Hidalgo et de Morelos. Au Congrès des Etats de Mexico et de Morelos, le PRI a perdu la majorité absolue, qu'il avait toujours détenue. Le PAN et le *PRD dirigent désormais des villes impor*tantes : Nezahualcoyotl et Texcoco (dans la banlieue de la mégapole mexicaine), Tula, dans l'Etat d'Hidalgo, et Cuautla,

(1) Le PRI, né en 1929 sous le nom de Parti national révolutionnaire, fut rebaptisé en 1939 Parti de la révolution mexicaine, avant de devenir, en 1946, le Parti révolutionnaire institutionnel.

(2) Fils du général Lazaro Cardenas, il fut gouverneur de l'Etat du Michoacan pour le PRI.

(3) Pratique par laquelle le président désigne le futur candidat à la présidence, après consultation des dirigeants des secteurs ouvrier (Confédération des travailleurs du Mexique, CTM), paysan (Confédération nationale paysanne, CNC) et populaire (Fédération nationale des organisations populaires, FNOP).

(4) Parti du travail (PT), Parti vert écologique de *Mexico* (PVEM), Parti *populaire socialiste* (PPS), Parti cardéniste (PC), Parti démocrate mexicain (PDM).

(5) Lire Maurice Najman, « Le grand virage des zapatistes », *Le Monde diplomatique,* janvier 1997. A paraître, dans *Le Monde diplomatique* d'août 1997, un texte inédit du sous-commandant Marcos : « Pourquoi nous combattons au Chiapas ».

هكذا من الأصل

SOMBRES TRIBU[...]'UN « PAYS ÉMERGENT »

le Mexique [...]rti de la « modernité »...

leurs salaires et d'un afflux d'emplois provoqués par l'Alena tombèrent dans l'oubli. Tout cela, alors que, quelques semaines auparavant, on expliquait à la population qu'elle n'était même plus dans l'antichambre du « premier monde », qu'elle y avait accédé par ses mérites et de plein droit.

Les Mexicains et leurs gouvernants remirent les pieds sur terre. Le président lui-même n'eut d'autre solution que de corriger l'« histoire officielle ». Il admit publiquement : le Mexique n'est pas un pays riche ; son économie n'est pas solide ; les progrès obtenus sont maigres ; il subsiste une grande inégalité sociale ; les problèmes d'infrastructure sont nombreux ; le gouvernement est sans ressources, la situation est *« grave et urgente »*, et *« affectera irrémédiablement le niveau de vie de la population »*.

Il avait hérité du président Salinas, affirma-t-il, une économie très vulnérable, avec de forts déséquilibres accumulés. Celui-ci répliqua en affirmant que le gouvernement avait *« stupidement »* géré la dévaluation... Indépendamment des interprétations, cette crise a fortement ébranlé les nerfs des Mexicains. Non seulement parce que ses effets – qui se sont fait sentir dans toutes les couches de la population – se sont additionnés à ceux des crises des dernières décennies, mais parce qu'elle a été suivie, depuis, par de permanentes déclarations et d'intenses campagnes de la part du gouvernement : le pays va mieux que jamais !

« Succès » économiques, échecs sociaux

LES indicateurs macroéconomiques sont à nouveau excellents. Le PIB a crû de 5,1 % en 1996 ; l'inflation a diminué de moitié par rapport à 1995 ; le taux de chômage officiel a baissé ; les taux de change sont stables ; la chute des salaires, à défaut de cesser, s'est ralentie ; les finances publiques se maintiennent en équilibre ; la dette extérieure est gérable... De plus, l'Alena serait un succès : les exportations vers les Etats-Unis ont augmenté, les trois premières années, de 83 %. Pour la seule année 1996, d'après le ministère du commerce et du développement industriel, le Mexique a exporté vers ce pays plus que la France et le Royaume-Uni réunis, ou plus que le reste des pays latino-américains, ou plus que la Corée du Sud, Hongkong et Taïwan conjointement.

Les grandes courbes de l'économie parlent d'avancée. Quelques-uns – les entreprises exportatrices – aussi : 300 firmes, dans leur majorité transnationales, concentrent un peu plus de 70 % des exportations totales.

Mais, pour la majorité de la population, ces données n'ont aucune signification. En quinze années, les salaires ont perdu 72 % de leur pouvoir d'achat ; les politiques suivies poussent des millions de Mexicains à émigrer illégalement, chaque année, aux Etats-Unis ; le fossé entre ceux qui ont beaucoup et ceux qui ont peu est dramatique.

On avait promis à tous, il y a quelques années, du fait de l'Alena, un futur engageant... Peu fiables, les chiffres officiels sur le chômage *montrent le faible bénéfice apporté* par le grand marché : à la mi-1993, le gouvernement signalait l'existence de *819 132 chômeurs absolus* (c'est-à-dire n'ayant pas travaillé une seule heure par semaine) ; deux années plus tard, ils étaient 1 667 416. Sur la même période, il ne fut créé que 993 576 emplois nouveaux, alors que la demande annuelle est d'un million de postes, compte tenu de l'arrivée des jeunes générations. Pour 1996, le chômage « officiel » atteignait 2 100 000 personnes.

Ces chiffres ne concernent pas le secteur informel de l'économie, qui, d'après l'Organisation internationale du travail (OIT), regroupe 60 % des emplois mexicains ; les 40 % restant se partagent entre les grandes entreprises et l'Etat : respectivement 18 % et 22 %. *Ces données sont confirmées* par le groupe des Économistes associés, *prestigieuse firme de projections* macroéconomiques, consultée par le gouvernement : à la fin 1996, l'emploi urbain atteignait 21,6 millions de postes, dont 12,7 millions (61 %) appartenaient au secteur informel.

L'économiste David Ibarra, ministre des finances dans le gouvernement du président José Lopez Portillo (1977-1982) et actuel conseiller de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal, Nations unies), remarque : *« Entre 1992 et 1996, l'emploi dans le secteur formel a à peine augmenté de 26 000 postes, tandis que l'économie informelle a absorbé plus de 2,6 millions de personnes. »*

Mais le problème ne s'arrête pas là. Car ceux qui travaillent perçoivent une très faible rémunération. Du total des personnes occupées en 1996 – 35,2 millions –, 11,55 %... ne perçoivent pas de salaire ; 19,37 % gagnent moins que le salaire minimum, 26,45 pesos par jour (14 francs) ; 29,50 % reçoivent entre une et deux fois le salaire minimum ; 25,18 %, *de deux à cinq fois* ; et 9,55 %, plus de cinq fois le salaire minimum (1). Ainsi, au moins 31 % de ceux qui travaillent – 11 millions de personnes – ne disposent pas de revenus suffisants pour couvrir le *« panier alimentaire »* de base, qui correspond à deux fois le salaire minimum.

A la diminution de la valeur réelle des salaires entre 1982 et 1993 – 67 % –, l'Alena, la crise et la politique délibérée de restriction des rémunérations (pour décourager la demande et éviter les pressions inflationnistes) ajouteront, entre janvier 1994 et avril 1997, une autre réduction de 19 %. D'après la Banque du Mexique (la Banque centrale), le salaire minimum réel (en pesos de 1994) était, en janvier 1982, de 40,81 pesos par jour ; en avril 1997, il n'est plus que de 11,36 pesos. Une chute de 72 % en un peu plus de quinze ans. Faut-il s'en étonner, la confiance dans le gouvernement n'existe plus.

CARLOS ACOSTA.

(1) Institut national de la statistique, de la géographie et de l'informatique (Inegi).

NNE À MEXICO
du PIB : 21 milliards de dollars

e crépuscule du [...]i unique

dans celui de Morelos, pour le PRD ; Naucalpan, Cuautitlan, Izcalli et Tlanepantla, dans l'Edomex, Cuernavaca, dans l'Etat de Morelos, et Taxco, dans celui de Guerrero, pour le PAN, qui gère onze capitales d'Etat sur trente et une.

La création d'un Institut fédéral électoral (IFE) autonome, responsable de l'organisation des élections et du contrôle de l'utilisation des fonds publics dans les campagnes, constitue une avancée réelle, malgré le refus du PRI d'accepter une véritable réforme électorale. Il existe maintenant des listes dûment contrôlées, des cartes d'électeurs avec photos et empreintes digitales. Même si la transparence des élections n'est pas totalement garantie – le PRD conteste en partie la validité des listes –, l'IFE est un pas considérable dans la culture politique du Mexique. D'autre part, l'électorat, qu'il soit du PRI ou de l'opposition, a mûri, et il sera difficile aux groupes les plus conservateurs du PRI de continuer à pratiquer la fraude traditionnelle.

Les médias, dans leur ensemble, ont pratiqué une ouverture parfois limitée mais inimaginable en *1994. Certes, les* campagnes se font encore sur la base de diffamations et d'attaques personnelles. *Certes, l'objectivité et l'éthique journalistiques* ne sont pas la règle générale. Mais les débats politiques ont fait une *timide apparition sur les antennes et les* écrans. Sur la chaîne privée de Television Azteca, des marionnettes avec le *visage des hommes politiques* caricaturent les événements importants de la vie du pays. Seul le président est épargné, *« par respect », disent* les dirigeants de la chaîne. De nombreux sondages, plus ou moins fiables, sont publiés régulièrement *par une presse écrite* qui a augmenté ses tirages.

Le soulèvement du Chiapas a mis en évidence *l'exigence profonde d'une* nation culturellement plurielle, refusant ce que l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano appelle *« le modèle de Los Angeles »*, uniformisateur des idées. La conception de l'indigénisme, vision paternaliste des relations entre Etat et communautés indigènes, est fortement critiquée. Une identité indienne est revendiquée, qui exige la participation des peuples autochtones aux réformes de la Constitution et à la définition de nouvelles relations avec les autres secteurs sociaux. La question de l'autonomie de *ces communautés* est également posée à celles, paysannes ou urbaines, lasses de vivre au rythme de programmes sociaux sélectifs, de distribution de subventions, de tôles ondulées, de semences ou d'engrais, conformément à la grande tradition du parti d'Etat, qui achète ainsi les votes.

De la crise économique a également surgi l'ébauche d'une culture sociale différente. Le corporatisme est en train de mourir, même si le PRI, pour sauver ses derniers meubles en vue de l'élection présidentielle de l'an 2000, tente de rassembler les voix des secteurs ouvrier, paysan et populaire autour de M. Alfredo del Mazo, en un plébiscite pour le président Zedillo. Depuis trois ans, la Confédération des travailleurs mexicains (CTM) ne peut plus organiser le traditionnel défilé du 1er mai, de crainte de se faire déborder par sa base qui, comme la majorité des Mexicains, exige une augmentation du pouvoir *d'achat et la création d'emplois stables* pour en finir avec une économie informelle galopante. Avec le décès, le 21 juin *dernier, de M. Fidel Velazquez, inamovible* président de la CTM, âgé de quatre-vingt-dix-sept ans, le quasi-monopole *syndical pourrait définitivement* s'effondrer.

L'apparition du mouvement El Barzon, *regroupant* des millions de personnes endettées pour les raisons les plus diverses, victimes de la dévaluation *du peso et* de la hausse des taux d'intérêt, et qui refusent de payer les taux usuraires exigés par la banque, manifeste *une forme* de résistance civile originale.

Pour une culture de la paix

A l'intérieur même du PRD, l'élection à la présidence de M. Andrés Lopez Obrador a modifié les pratiques politiques traditionnelles. Le PRD, malgré un discours progressiste, fonctionnait, *depuis sa création*, sur le modèle du PRI, dirigé d'en haut. Fondateur du Mouvement démocratique de l'Etat du Tabasco, *organisateur de la* lutte contre la société des Pétroles mexicains (Pemex) et contre la corruption du pouvoir local, *M. Lopez Obrador tente de faire* du PRD un parti ouvert à la société civile et donnant la parole aux citoyens. La consultation populaire *qui a précédé la désignation* du candidat à la mairie de la capitale en constitue un exemple.

Les Mexicains veulent *également* construire une culture de la paix. Ils réclament le respect, par le gouvernement, des accords signés avec les zapatistes en février 1996 et la fin de la répression et de la torture contre les militants paysans et enseignants. Au Chiapas, dans les Etats de Guerrero et d'Oaxaca, occupés par l'armée, la guerre sale fait chaque jour des morts et des « disparus ». L'insécurité dans le district fédéral et les grandes villes s'est accrue. Elle est certes liée à la crise économique, mais, plus encore, à l'impunité et à la corruption érigées en système : *policiers* complices de braquages de banques, de transporteurs de fonds ou de marchandises, *corruption de la police à tous les* niveaux. Tous les commandements de la police de la capitale sont désormais aux *mains des militaires. Afin de professionnaliser*, les policiers sont envoyés en stage prolongé dans un camp militaire, *et, pendant ce temps, sont remplacés* par des soldats. Sans grand résultat, si ce n'est la militarisation silencieuse de tout le pays.

L'historien Enrique Krauze affirmait récemment dans l'hebdomadaire *Proceso* : *« Nous ne devons pas nous priver de la joie du 6 juillet, nous ne devons pas nous priver de la joie de nous réveiller le 7 juillet en disant : c'est fini ! Oui, cette fois, le monopole, c'est fini, le système politique tel que nous le connaissons, c'est fini. Ce n'est pas de l'intérieur du système, qui ressemble à une forteresse assiégée par l'opposition, que s'est faite la réforme, mais grâce à la presse, aux projecteurs nationaux et internationaux et aux secteurs actifs de la société civile. La forteresse va tomber, c'est certain ! »*

L'attitude de nombreuses municipalités dirigées par le PAN a dérangé : interdiction d'expositions de photos ou de tableaux de nus, arrestation de militants de groupes luttant contre le sida, interdiction de la minijupe, des « gros mots » et de la mendicité. Le 6 juillet, l'élection du candidat du PRD dans la ville de Mexico serait sans doute susceptible d'aider à la recherche d'une solution de rechange aux modèles centralisateurs et autoritaires.

En tout état de cause, une division des voix entre les trois principaux partis conduirait les Mexicains à s'interroger sur une pratique superbement ignorée par le PRI : celle de la cohabitation, obligeant à la séparation des pouvoirs.

FRANÇOISE ESCARPIT.

A l'ombre des cartels

DANS le système mexicain, certains s'enrichissent en quelques *années. L'explication se trouve* dans ce qu'on pourrait appeler les « toiles d'araignée » de la société mondiale, dans lesquelles les riches tissent ensemble et se protègent mutuellement. Les narcotrafiquants et les représentants du modèle d'accumulation *sont les prédicateurs de cette religion* qui, chaque jour, montre un peu plus son pouvoir.

Divers spécialistes expliquent que l'enrichissement et le blanchiment de l'argent des narcos mexicains sont étroitement liés aux hautes sphères du pouvoir. Une crise s'est ouverte entre ces groupes lorsque, en vue de ratifier l'Accord de libre-échange nord-américain *(Alena), fut annoncée la lutte contre* le narcotrafic. Pourtant, même ainsi, l'alliance entre les groupes politiques et certains clans criminels se maintint. Quelques années après les tremblements de terre provoqués par les assassinats, d'abord du cardinal de Guadalajara *(23 mai 1993), ensuite de Luis* Donaldo Colosio, candidat présidentiel du PRI (mars 1994), enfin de Francisco Ruiz Massieu, secrétaire général du PRI (28 septembre 1994), on ne sait toujours pas officiellement qui furent les instigateurs des assassinats et complots (1).

M. Carlos Salinas de Gortari, ex-président, ou M. José Maria Cordoba, homme de confiance de M. Salinas, ou *les deux en même temps ? D'où sortait* l'argent remis par feu Francisco Ruiz Massieu à son frère Mario, aujourd'hui incarcéré aux Etats-Unis ? L'unique réponse donnée par ce personnage, pour le moins étrange, est qu'il n'a jamais compté les dollars qu'il transportait *aux Etats-Unis, dans divers sacs que* lui remit une nuit son frère Francisco. Combien d'« argent de la mort », de la cocaïne ou de l'héroïne est passé par les mains de ces hommes et d'autres complices du « premier monde » ? Pourquoi Francisco Ruiz Massieu fut-il tué ?

« Feuilleton de terreur »

GRÂCE aux enquêtes et aux déclarations des personnes impliquées, *on comprend simplement qu'il s'agit* d'un règlement de comptes et, plus que tout, d'une violence institutionnelle liée aux cartels de la drogue. Dans ce « feuilleton de terreur », nous savons, par les dénonciations des Etats-Unis, mais aussi par la presse mexicaine, que tous *les personnages mentionnés, morts ou* vivants, sont impliqués.

Le département de la justice des Etats-Unis a rendu public le fait que M. Raul Salinas Lozano et ses fils – Carlos Salinas de Gortari (ex-président), Raul et Adriana – de même que José Francisco Ruiz Massieu et son frère Mario, tout comme Luis Donaldo Colosio, sont ou étaient liés au narcotrafic. M. Raul Salinas, le père, *« apparaît comme étant à la tête d'un groupement dont font partie ses deux fils »*. D'après Mme Magdalena Pelayo, citée comme témoin, *« les assassinés, Colosio et Ruiz Massieu, ont volé beaucoup d'argent provenant du narcotrafic »*. Il apparaît dans ces dénonciations que les 9 millions de dollars (environ) confisqués à Mario Ruiz Massieu à la Comerce Bank de Houston, au moment de son arrestation par la police américaine, *« sont des bénéfices de la drogue destinés à être blanchis »*.

Les services de police nord-américains connaissaient parfaitement les relations des hommes politiques mexicains avec les mafias, mais se sont tus, pour permettre les accords économiques entre les deux pays. On peut le constater dans une note de M. John Negroponte, ambassadeur des Etats-Unis au Mexique, au secrétaire d'Etat, *sur l'enrichissement illicite de certains* fonctionnaires (il ne donne pas de noms) : *« Je ne pense pas que nous devions publiquement mettre à l'épreuve la résolution de Carlos Salinas de Gortari* [de lutter contre le narcotrafic]. *Il veut améliorer la coopération. Mais il doit le faire de manière à ne pas affecter sa base politique. »* Quelle était sa base politique ? Raul Salinas de Gortari, *Francisco et Mario Ruiz Massieu*, Luis Donaldo Colosio, le général Gutierrez Rebolledo, principal responsable de la lutte antidrogue, incarcéré au début de 1997 ? Peut-être tous ceux qui s'enfuient maintenant et se mettent à l'abri de la justice, devant la mise au jour d'un système antidémocratique et corrompu.

Mexico est lâché par son principal partenaire du Nord, et l'ex-président Carlos Salinas (actuellement installé en Irlande : en vacances ? réfugié ? ou *entrepreneur investissant des fortunes ?*) est le seul qui considère ne disposer d'aucune information sur les milliardes manipulés par son frère Raul.

L'ARRESTATION du général Jesus Gutierrez Rebolledo et d'autres officiers de l'armée, d'agents et de commandants de l'Institut national de lutte contre les drogues (INCD) a définitivement révélé au grand jour l'information qui circulait au sein des services de renseignement mexicains et américains : les relations du narcotrafic avec *les sphères du pouvoir. Le ministre de la* défense a annoncé que ce général *« protégeait le principal narcotrafiquant du cartel de Juarez, Amado Carrillo, "le Seigneur des cieux" »* [surnom lié à son utilisation des voies aériennes pour le trafic] (2).

Dès 1992, le procureur général de la République, M. Ignacio Morales Lechuga (3) savait que le nom de M. Raul Salinas de Gortari apparaissait comme lié au cartel de Juarez, mais il affirmait : *« Ce n'est pas parce qu'une personne est mentionnée qu'elle est coupable. »* L'enquête fut stoppée car il n'y avait *« aucune pièce à conviction prouvant que Raul Salinas fût lié au narcotrafic »* (4).

Le *New York Times* (5) a rendu publique une série de documents confidentiels du gouvernement des Etats-Unis dans lesquels il est dit, entre autres choses, que Washington a remis à l'équipe du président Zedillo *une liste* de fonctionnaires suspects afin qu'ils ne soient pas nommés ministres. Parmi eux se trouvent plusieurs gouverneurs. *« Le gouverneur de l'Etat mexicain voisin de l'Arizona collabore avec l'un des plus puissants narcotrafiquants, fournissant un refuge aux contrebandiers qui transportent d'énormes quantités de drogue (...). Le gouverneur Manlio Fabio Beltrones Rivera a participé à des réunions au cours desquelles d'importants trafiquants mexicains ont payé des hommes politiques de haut niveau qui protégeaient leurs opérations. »* Dans ce document apparaît le nom du personnage contre lequel n'existait *« aucune pièce à conviction » : « Raul Salinas de Gortari, qui reçut de pleines valises d'argent et fut le responsable qui distribua cet argent aux participants.* (6) *»*

FERNANDO MATAMOROS PONCE.

Sociologue, Groupe de recherche sur l'actualité du Mexique (GRAM), Paris.

(1) Lire Jaime Avilés, « Main basse sur le Mexique », *Le Monde diplomatique*, août 1996.

(2) Carlos Puig, *Proceso*, nº 1060, Mexico, 23 février 1997.

(3) M. Lechuga fut impliqué par Amnesty International et l'Institut de politique mondiale dans des violations des droits de l'homme. Après cette dénonciation, il fut nommé ambassadeur du Mexique en France, en février 1993 et y séjourna jusqu'à mai 1995.

(4) Carlos Puig, *Proceso, op. cit.*

(5) *The New York Times*, 23 février 1997.

(6) *Proceso*, nº 1061, 2 mars 1997.

Cinquante ans après la partition de l'Empire des Indes en deux Etats séparés, *les contentieux qui ont résulté de cette douloureuse séparation* ne sont toujours pas résolus. Trois guerres ont opposé les frères ennemis indiens – majoritairement hindous – et pakistanais – musulmans –, à propos de la région du Cachemire. Le dernier de ces conflits, en 1971, a eu, pour le Pakistan, des conséquences territoriales lourdes, puisqu'il l'a privé de sa partie orientale, devenue le Bangladesh.

La fin du monde bipolaire et la désagrégation du système d'alliances *tissé par l'Union soviétique avec toute une série de pays amis, oblige* New Delhi à un réexamen de ses orientations stratégiques. Le Pakistan, en effet, bénéficiant du double appui américain et chinois, non seulement n'a pas subi de contrecoup négatif de ce choc, mais en a même profité, par exemple, en poussant les talibans en Afghanistan *(lire page 21)*. En revanche, la fin de l'URSS en 1991 a paru déstabiliser, un temps, la diplomatie indienne, subtil mélange d'intransigeance nationale, de défense des intérêts du Sud contre le Nord – elle symbolisa la troisième voie longtemps incarnée par le mouvement des non-alignés – et de relations soigneusement calibrées avec les puissances les plus importantes – URSS, Etats-Unis, Chine.

La priorité, pour l'Inde, en cette fin de siècle, est d'éviter l'isolement en s'ancrant davantage régionalement. C'est assurément le sens qu'il faut donner à la « doctrine Gujral », du nom de l'actuel premier ministre et ministre des affaires étrangères de la coalition de gauche. En rupture avec l'arrogance passée, elle a déjà permis une amélioration des relations avec le Bangladesh et le Pakistan, pays avec lequel l'Inde vient de créer des groupes de travail pour discuter du Cachemire. Peut-être cette modération de New Delhi parviendra-t-elle aussi à résorber les guérillas rémanentes qui agitent les confins du Nord-Est *(lire page 20)*.

Des progrès dans ces diverses directions contribueraient à stabiliser un pays soumis à de vives tensions internes sous l'effet des passions religieuses *et communalistes*. Mais il s'agit là d'une œuvre de longue haleine.

MANUEL LUCBERT

S'ADAPTER

L'Inde à la recherche

Par JYOTSNA SAKSENA *

DEPUIS le début de la décennie, la diplomatie indienne, inscrite auparavant dans le cadre d'un monde bipolaire régi par l'affrontement Est-Ouest, *doit s'adapter* à la *nouvelle donne* internationale. Ce changement n'est pas aisé *pour un pays qui avait acquis, à la faveur* du clivage Est-Ouest, une importance sur *la scène mondiale dépassant* largement sa force économique et militaire grâce, notamment, à sa politique de non-alignement et à son rôle au sein du mouvement des non-alignés, *désormais* marginalisé. Il l'est d'autant moins que l'Inde pèse très peu dans l'économie mondiale, alors que l'intégration dans le marché global est désormais considérée comme un critère déterminant de puissance.

Soucieux de sauvegarder ses positions et son influence dans le monde, New *Delhi* recadre *donc sa diplomatie en* fonction d'abord de ses réformes économiques, qui visent à combler le retard du pays. Cela se traduit par la prise en compte de la suprématie du monde occidental, notamment des Etats-Unis, par le rétablissement, sur d'autres bases, de rapports actifs avec la Russie et par des efforts tenaces, d'une part pour rompre son isolement à l'égard de l'Asie orientale et, d'autre part, pour *améliorer ses re*lations avec ses voisins du sous-continent afin d'y structurer un ensemble économique régional efficace.

Cependant, cette diplomatie « économique et *commerciale* » n'empêche nullement *l'Inde d'af*firmer dans les forums internationaux, voire dans ses relations bilatérales, sa conception du monde et des relations internationales, de défendre ce qu'elle *estime être son* intérêt national et d'œuvrer pour l'établissement d'un équilibre de puissance qui lui soit favorable dans sa région et dans le *monde*. En d'autres termes, le facteur géopolitique n'est jamais absent de ses *calculs*, et sa *diplomatie n'est pas une* diplomatie de la « soumission » au diktat économique.

Depuis 1991, New Delhi s'est prioritairement employé à améliorer ses relations avec *Washington*. *Les bases* en étaient jetées dès 1985 avec le début de la *libéralisation* de l'économie. *Les Etats-*Unis sont ainsi devenus son premier partenaire commercial, *et les* entreprises américaines ont commencé progressivement à investir. Cette tendance est devenue massive à partir du tournant libéral pris par l'économie en 1991. Le commerce entre les deux pays atteint le chiffre de 9 milliards de dollars par an. Les Etats-Unis assurent désormais respectivement plus de 10 % des importations et près de 20 % des exportations indiennes. Ils sont aussi le premier *investisseur*, leurs investissements directs étant passés de moins de 89 mil*lions de dollars en* 1989 à 2 *milliards* de dollars en 1996 (1). Ils interviennent également pour *que les institutions finan*cières, où leur poids est prépondérant, octroient une aide substantielle pour les réformes économiques entreprises par New Delhi. Ce rapprochement économique a son pendant sur le plan politique et militaire. Fait nouveau, des manœuvres navales conjointes ont eu lieu en 1992 et en 1995.

Cependant, cette *embellie* n'est pas exempte de nuages. Des divergences existent entre les deux pays concernant le programme nucléaire et spatial de l'Inde, que celle-ci considère comme gage de son indépendance, de sa sécurité et de son influence régionale, voire mondiale. Malgré tout le poids de la diplomatie américaine, New Delhi n'a consenti à signer ni le traité de non-prolifération nucléaire, prorogé indéfiniment en 1995, *ni le traité pour l'interdiction totale* des essais nucléaires conclu l'an dernier (2). Elle poursuit son programme de missile balistique à portée intermédiaire nonobstant la décision américaine de suspendre les exportations destinées à l'Indian Space Organization et de contraindre Moscou à ne pas livrer à New Delhi les moteurs cryogènes promis et nécessaires pour le lancement de satellites.

Les sujets d'irritation existent également sur les questions des droits de l'homme au Cachemire et sur le problème de la libéralisation du commerce. Washington a condamné l'Inde, signataire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour le non-respect des droits de propriété intellectuelle sur la fabrication des médicaments et sur la réduction asymétrique des droits de douane. Sur l'ensemble de ces questions sensibles, l'Inde n'est pas prête à « lâcher », considérant, à l'instar de la Chine, qu'à l'heure de la « géo-économie » le vaste marché qu'elle constitue lui permet de défier la superpuissance américaine.

L'Inde appelle de ses vœux un monde multipolaire qui lui permettrait non seulement de bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre, mais qui correspondrait mieux à sa conception des relations internationales, fondée sur l'égalité entre *les Etats développés et* ceux en voie de développement. Dans cette optique, *New Delhi accueille* favorablement la formation de divers pôles de pouvoir et déploie des efforts pour diversifier ses relations avec eux. Elle croit fermement que la fin de l'URSS ayant détruit le ciment de l'unité occidentale, elle pourra jouer sur les antagonismes économiques et les divergences politiques entre les Etats-Unis, l'Europe et le Japon. C'est dans ce cadre que se situe son intense activité diplomatique envers l'*Union européenne*.

Elle soutient ainsi l'intégration européenne, qui s'accélère depuis le traité de Maastricht, l'Europe étant son premier partenaire commercial et économique. Elle a conclu un accord avec l'Union européenne en décembre 1993 qui prévoit la reconnaissance par les deux parties de leur statut réciproque de « nation la plus *favorisée* », la *suppression progressive* des barrières douanières, des mesures anti-dumping, etc. Pour l'instant, l'enjeu de ces relations reste essentiellement économique, mais l'Inde ne désespère pas d'y inclure une dimension politique.

Dans le même temps, elle entend développer ses relations avec la Communauté des Etats indépendants (CEI), surtout avec *la Russie*. *Cet objectif* reste essentiel, ne serait-ce que parce qu'elle ne peut se passer des pièces de rechange pour ses équipements militaires, qui sont à 70 % d'origine soviétique. New Delhi est convaincu que, demain, la Russie sera de nouveau une grande puissance. Au demeurant, elle partage avec Moscou certains intérêts géostratégiques. Ensemble, les deux pays souhaitent la stabilisation politique des Républiques de l'*Asie centrale* et *veulent se prémunir* de l'émergence d'un vaste espace islamique qui ferait le jeu d'Islamabad tout en aggravant les tensions intercommunautaires et les tendances centrifuges en Inde. Enfin, New Delhi ne peut se laisser prendre de vitesse par le Pakistan, qui

* Chercheur.

(1) *Cf. Times of India*, New Delhi, 9 mars 1997.

(2) *Lire Jyotsna Saksena, « Le veto nucléaire indien », Le Monde diplomatique*, novembre 1996.



HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM

SRINAGAR (CACHEMIRE), 1948

Une pomme de discorde avec le Pakistan, le Cachemire

LE cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Inde et du Pakistan sera-t-il marqué par l'atténuation du conflit qui empoisonne leurs relations depuis 1947 ? Pour la première fois depuis 1989, des pourparlers à un haut niveau ont repris cette année, entre les deux pays, en mars à New Dehli, et en juin, à Islamabad. Parallèlement, le premier ministre indien, M. Inder Kumar Gujral, a rencontré le chef du gouvernement pakistanais, M. Nawaz Sharif, en mai, aux Maldives (1).

Le premier ministre indien a fait de la poursuite et de la réussite de ces discussions une priorité. Sa modération semble inspirer confiance à Islamabad. Mais est-ce suffisant pour débloquer le dossier du Cachemire dont le caractère symbolique et passionnel est tel que les deux pays disposent, sur le plan interne, d'une marge de manœuvre très limitée ?

Le Cachemire renvoie, en effet, aux fondements de l'identité des deux Etats : *religieuse pour* le Pakistan, « laïque » pour l'Inde. Islamabad revendique ce *territoire en raison de sa population à* majorité musulmane. L'Inde, quant à elle, s'appuie *sur la légalité de l'instrument d'accession à l'Union* indienne signé par le maharajah du Cachemire, *Hari Singh, en 1947. La première guerre indo-pakis*tanaise, qui a découlé de ces événements, s'est *achevée, en 1949, par la division du territoire* en un Cachemire pakistanais (Azad-Cachemire et Territoires du Nord), intégré sans trop de difficultés au Pakistan, et un Cachemire indien (Jammu-et-Cachemire), dont l'insertion dans l'Union indienne se révèle plus problématique. Deux autres guerres, en 1965 et en 1971, ne sont pas parvenues à modifier la frontière existant de facto entre les deux Cachemires.

L'Inde, qui se satisfait de la division, souhaite résoudre cette question dans un cadre bilatéral. Elle *réussit à en faire inscrire le principe dans l'accord* de Simla (1972), signé après la défaite pakistanaise *consécutive à la guerre du Bangladesh. New Delhi* refuse la sécession de peur que celle-ci, si elle se produisait, ne déclenche un processus d'éclatement d'un pays en proie à diverses forces centrifuges. De surcroît, cette éventualité renforcerait considérablement le mouvement nationaliste hindou, mettant en danger le caractère « laïc » de *l'Union indienne*.

Le Pakistan, de son côté, rechigne à renoncer à l'idée que la religion constitue, pour lui, un facteur national puissant et réclame le droit à l'autodétermination des Cachemiris en rappelant les engagements internationaux pris par l'Inde en 1949 (retrait des troupes et référendum). Fort du sentiment anti-indien qui prévaut dans la vallée du Cachemire, il accepte mal le cadre bilatéral des négociations et, craignant de s'enfermer dans un face-à-face inégal avec New Delhi, cherche à internationaliser le conflit.

Le dossier a revêtu une acuité particulière à la fin des années 80 en raison du renforcement des aspirations séparatistes. Le Cachemire a été gouverné par la Conférence nationale, parti régional modéré, jusqu'à la mort, en 1982, de son dirigeant charismatique, le cheikh Abdullah, qui l'avait créée en 1931 et qui a su *donner expression à l'identité cachemirie*, contenant ainsi les forces sécessionnistes. Après la *disparition de cheikh Abdullah, des gouvernements* de coalition soutenus ou inspirés par le Parti du *Congrès, corrompus et considérés comme* « à demi-indiens », sont arrivés au pouvoir à la suite des *élections truquées* de 1983 et 1987. La Conférence nationale s'est prêtée au jeu congressiste. Le discrédit qui a frappé ces combinaisons a favorisé *a contrario* les mouvements séparatistes.

A partir de 1989, une véritable insurrection s'est *développée à l'initiative de multiples groupes* armés, rattachés, en général, soit au Front de libération *du Jammu-et-Cachemire* (JKLF), en principe laïc et favorable à l'indépendance, soit au Hezb-ul *Mujahiddin*, d'inspiration religieuse et prônant l'intégration au Pakistan. Islamabad soutient ce dernier tant sur les plans militaire ou logistique que diplomatique. L'Inde a choisi de réprimer par la force ces activités terroristes. Cette situation de quasi-guerre a contraint la population hindoue de la vallée – quelque 150 000 personnes – à fuir, tandis que les affrontements entre les séparatistes et l'armée, déployée massivement (350 000 hommes) auraient fait, selon les autorités de New Delhi, 12 000 morts (50 000, selon les rebelles).

La tension entre l'Inde et le Pakistan débouche régulièrement sur des incidents frontaliers et s'exprime à travers de virulentes campagnes de *propagande. Dans les deux pays, l'opinion* publique est chauffée à blanc. Islamabad mobilise *des soutiens internationaux*, notamment islamiques, en faveur de ses positions et tente de faire condamner New Delhi pour ses atteintes aux droits de l'homme. En Inde, la destruction de la mosquée de Babur à Ayodhya (Uttar Pradesh), en décembre 1992, par des militants hindous fanatiques proches du Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), le parti nationaliste hindou, et la vague d'attentats à la bombe et d'émeutes, qui a suivi cet acte au cours de l'année 1993, attestent de l'exacerbation des antagonismes communautaires.

Pourtant ces violences n'ont pas dégénéré en guerre ouverte. Plusieurs facteurs contribuent à en limiter le risque. Sur le plan militaire, les deux armées font face à une pénurie de crédits liée à la priorité donnée par chacun des deux pays aux réformes économiques. De part et d'autre, elles sont, en outre, en partie immobilisées par des tâches de maintien de l'ordre interne. Ajoutons que le facteur nucléaire – les deux pays possèdent la capacité nucléaire, même si l'on ignore l'état exact de leurs arsenaux respectifs – exerce un effet dissuasif.

Vers l'autonomie ?

PAR ailleurs, l'Inde et le Pakistan s'efforcent de développer leurs liens dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (Saarc) et New Delhi vient d'accorder à Islamabad quelques avantages tarifaires. Enfin, les Etats-Unis n'ont aucun intérêt au déclenchement d'un conflit armé entre le Pakistan, qui demeure leur allié dans le jeu mouvant qui se déroule en Afghanistan *(lire, page 21, l'article de Vicken Cheterian)* et en Asie centrale, et l'Inde, devenue désormais un parte*naire commercial et économique de taille*.

Pour autant, le caractère improbable d'une guerre ouvre-t-elle une perspective de règlement politique ? En l'absence de solution militaire, seule la réussite de l'insurrection et la pression internationale pourraient transformer le statu quo. Islamabad ne pourra pas céder tant que s'exprimera au Cachemire *un réel sentiment* pro-pakistanais ou indépendantiste. L'Inde, pour sa part, doit faire en *sorte que les données internes évoluent et que la* population de cet Etat soit prête à accepter une solution de « rechange » qui, de son point de vue, ne peut être que l'autonomie au sein de l'Union indienne.

C'est peut-être parce qu'une telle tendance s'esquisse que tout n'est pas à exclure. Le gouvernement indien a, en effet, réussi, sous haute surveillance militaire, à organiser, en mai et septembre 1996, des élections au Cachemire, qui était depuis 1989 sous l'administration directe de New Delhi. La *participation électorale élevée (58 %) – dans* le contexte indien et compte tenu surtout des actions de *guérilla – laisse supposer une certaine lassitude* de la population devant l'impasse politique et les *difficultés économiques* engendrées par tant d'années de guerre. La nette victoire de la Conférence nationale, sa participation à la coalition du Front uni et, éventuellement, au gouvernement pourraient annoncer un retour du Cachemire au sein de la démocratie indienne. D'autant que le gouvernement central a pris l'engagement d'accorder aux Cachemiris un statut d'autonomie réelle, inscrit d'ailleurs dans la Constitution, qui leur permettrait de sauvegarder leur identité. *Des négociations* en ce sens sont en cours avec la Conférence *nationale*.

Confiant dans la doctrine qui porte désormais son nom et selon laquelle il revient à l'Inde, en tant que puissance prééminente du sous-continent, de faire des concessions à ses voisins dans le but de régler les contentieux, le premier ministre de New Delhi, M. Inder K. Gujral, est sans doute prêt à céder sur la question du *glacier de Siachen, où une guerre* de position perdure depuis 1984 (2). Il pourrait aussi décider de *réduire la présence militaire au Cache*mire. Déjà, le règlement, très restrictif, concernant *la délivrance des visas aux ressortissants pakista*nais, a été assoupli. Sans nul doute, d'autres *signaux apaisants* seront adressés à Islamabad. A l'Inde de concrétiser ses promesses au peuple *cachemiri*, et au premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, élu avec une majorité écrasante, d'accepter la main tendue.

J. S.

(1) Originaire de la ville de Jhelum, devenue pakistanaise après la partition en 1947, M. Inder Kumar Gujral possède une conscience aiguë des solidarités régionales et linguistiques transfontalières. Il continue de détenir le portefeuille des affaires étrangères dans le *gouvernement qu'il dirige*.

(2) Dans ce secteur, la « ligne de contrôle » indo-pakistanaise *n'est pas tracée*. L'armée indienne occupe des positions dominantes sur la chaîne de Saltoro, interdisant de ce fait l'accès au col frontalier de Karakorum depuis le Baltistan sous contrôle pakistanais.

S'ADAPTE[R] À UN MONDE UNIPOLAIRE

la recherch[e] d'alliés en Asie

bénéficie dans la région de la proximité géographique, culturelle et religieuse, et participe aux organismes régionaux de coopération économique, certes peu efficaces, mais dont sont exclus les Indiens.

L'Inde est parvenue, après une période de flottement, à retrouver un nouveau rapport spécial avec la Russie. M. Boris Eltsine s'est rendu en Inde en 1993. A cette occasion, plusieurs accords concernant la coopération militaire, culturelle et scientifique ont été signés, et un épineux contentieux ayant trait au taux de change et au problème de la dette indienne réglé. De même, le traité d'amitié de 1971, reconduit en 1991 par M. Mikhaïl Gorbatchev, a été prorogé, quoique débarrassé de ses dispositions concernant la défense mutuelle. L'année suivante, le premier ministre indien d'alors, M. Narasimha Rao, a paraphé une déclaration à Moscou soulignant les défis posés aux grands Etats multiethniques, multiculturels et plurireligieux tels que l'Inde et la Russie, et la nécessité de les relever.

Les relations indo-russes bénéficient actuellement des rapports personnels du premier ministre, M. Inder Kumar Gujral, établis lorsqu'il était ambassadeur à Moscou (1976-1980), avec beaucoup de ses interlocuteurs, notamment avec son homologue, M. Evgueni Primakov. Le soutien de la Russie aux positions indiennes sur le dossier du Cachemire et sur la candidature de l'Inde à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU a été confirmé, tout comme son engagement de ne pas livrer au Pakistan des équipements militaires susceptibles de modifier l'équilibre des forces dans le sous-continent. Dans le cadre d'un accord de coopération militaire signé en 1994, la Russie doit livrer une quarantaine d'avions Sukoi 40 à New Delhi. Répondant aux préoccupations indiennes concernant la vente de chars ukrainiens à Islamabad, Moscou aurait même pris l'engagement de *« prendre des mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de sécurité de l'Inde* (3) ». Il faut noter cependant que le commerce entre les deux pays ne progresse que lentement, n'ayant pas encore retrouvé son niveau de 3 milliards de dollars atteint en 1990.

Par rapport à l'Asie orientale, l'Inde a principalement deux préoccupations. D'une part, elle constate son retard économique et son isolement par rapport à cette zone de forte croissance. D'autre part, elle prend en compte la force économique et militaire de la Chine, rivale et ennemie de longue date. Elle répond à ce double défi en nouant des contacts bilatéraux avec les différents Etats de la zone et en faisant du lobbying pour entrer dans les regroupements économiques régionaux. Avec la Chine, l'objectif est, en outre, de régler le contentieux frontalier qui remonte aux années 50. Dans les deux cas, les progrès sont réels, mais restent limités.

Ainsi, New Delhi ne fait pas partie du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui regroupe dix-huit pays (Japon, Chine et Etats-Unis compris) de la région. A l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), l'Inde n'a réussi à obtenir que le statut de « partenaire de dialogue ». Enfin, elle n'a pas participé au sommet de Bangkok de mars 1996 qui a réuni les représentants de l'Asean, du Japon, de la Chine, des Etats-Unis et de l'Union européenne. Son objectif prioritaire dans cette zone reste donc la levée de l'interdit qui la frappe, la reléguant au statut de puissance de l'Asie du Sud.

Avec la Chine, le rapprochement a bénéficié des craintes que ressentent les deux puissances régionales devant un monde unipolaire sur le plan militaire. Lors de la visite effectuée en Inde en 1993 par le premier ministre chinois, M. Li Peng, les deux pays ont exprimé leur volonté d'œuvrer pour un nouvel ordre économique international et de s'opposer à la domination d'un seul pays. Le commerce sino-indien a franchi, pour la première fois, le milliard de dollars en 1995. Cependant, New Delhi n'oublie pas qu'en termes géopolitiques les deux géants asiatiques restent des rivaux, et leur coopération n'élimine pas la méfiance réciproque. D'autant plus que Pékin poursuit son programme de modernisation militaire, notamment navale, tout autant que sa coopération dans ce domaine avec le Pakistan.

La méfiance est de règle aussi en Asie du Sud, New Delhi n'ayant jamais réussi ni à éliminer les causes de tensions et de malentendus, ni à imposer totalement son point de vue, même aux Etats infiniment moins puissants qu'elle, ni à répondre au défi posé par le Pakistan, qui menace le statu quo dans le sous-continent. Ces sentiments, en partie liés aux tentatives de l'Inde d'affirmer son hégémonie régionale au cours des années 70 et 80, contrecarrent les objectifs de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (Saarc) (4).

Fondée en 1985, cette organisation est longtemps restée peu opérationnelle. Devant les piètres résultats de cette démarche, le gouvernement de M. Deve Gowda (juin 1996-avril 1997) devait changer de perspective. Son ministre des affaires étrangères, M. Inder Kumar Gujral, lançait l'idée que c'était à l'Inde, en tant que puissance dominante du sous-continent, de faire des concessions unilatérales à ses voisins. Cette « doctrine Gujral » a déjà porté ses premiers fruits. En décembre 1996, l'Inde et le Bangladesh ont conclu un accord sur le partage des eaux du Gange, différend majeur entre les deux pays depuis deux décennies. L'Inde a accepté de dissocier ce problème de celui du droit de transit à travers le Bangladesh qu'elle exige pour accéder à ses territoires enclavés du Nord-Est. Dacca semble désormais enclin à accepter cette demande.

Avec les autres Etats du sous-continent, l'Inde n'a pas de problème majeur. La nomination de M. Inder Kumar Gujral comme premier ministre a été d'autant mieux accueillie au Sri Lanka qu'il avait accepté, en tant que ministre des affaires étrangères en 1989, la demande de Colombo de rapatrier les forces armées indiennes envoyées pour mater l'insurrection tamoule. Sur le plan économique, New Delhi a unilatéralement levé les restrictions quantitatives et abaissé les barrières tarifaires sur certains produits importés du Sri Lanka, afin d'équilibrer la balance commerciale, qui reste largement favorable à l'Inde. Des mesures similaires sont prises avec les autres Etats voisins, notamment le Népal, avec lequel le traité sur le commerce signé en 1991 a été renouvelé en décembre 1996. Pour M. Inder Kumar Gujral, c'est un pas vers la libéralisation du commerce, afin de créer à terme une zone de libre-échange en Asie du Sud.

L'Inde reste cependant préoccupée par plusieurs tendances présentes dans la gestation du nouvel ordre mondial. Sur un plan général, elle redoute la suprématie occidentale, surtout l'hégémonie des Etats-Unis, désormais seule superpuissance. Elle craint, notamment, que l'Occident n'impose des règles du jeu dans les relations internationales ne tenant compte ni des difficultés spécifiques ni de l'avis des pays anciennement colonisés, et sous-développés.

Ainsi, certains concepts l'inquiètent particulièrement. Par exemple, elle considère le droit d'ingérence humanitaire, ainsi que la tendance à lier l'aide internationale au développement à des conditions politiques (telles que le respect des droits de l'homme), comme une immixtion dans les affaires intérieures des Etats indépendants. Elle s'oppose également à la mise en cause de l'intégrité territoriale des Etats au nom du principe de l'autodétermination, qui entre en contradiction avec celui de souveraineté nationale.

Dans le domaine économique, elle redoute que l'universalisation du modèle libéral, l'intégration économique aux niveaux mondial et régional, ne laissent de côté des besoins spécifiques des pays en voie de développement. Dans les négociations commerciales multilatérales, elle s'oppose aux pays du monde développé sur des dossiers tels que la propriété intellectuelle, la réduction asymétrique des droits de douane, etc.

Enfin, d'une manière générale, elle considère que le clivage Nord-Sud demeure encore valable comme grille de lecture de nombreux phénomènes mondiaux et comme moyen de mobilisation politique. Pour elle, les inégalités du système économique international n'ont pas disparu, et il faut donc relancer le dialogue Nord-Sud.

L'Inde continue de défendre ces positions au sein des forums internationaux comme l'ONU et le mouvement des non-alignés. A la dernière réunion des ministres des affaires étrangères de ce mouvement, à New Delhi, en avril, elle a tout mis en œuvre pour trouver une position commune sur la réforme de l'ONU et sur l'élargissement du Conseil de sécurité, où elle souhaite obtenir pour elle-même et pour d'autres pays du Sud un siège permanent.

Les voix ne manquent pas dans le pays pour souligner l'inanité du maintien du mouvement des non-alignés dans un monde profondément bouleversé par la chute de l'URSS et la fin de la bipolarité. Pourtant, souligne-t-on à New Delhi, si le mouvement ne brille pas par son efficacité, il demeure un forum de réunions et d'échanges réguliers entre pays partageant au moins certaines préoccupations. D'ailleurs, aucun de ses membres, à l'exception de l'Argentine, ne l'a quitté. Au contraire, la Russie, invitée comme pays observateur, aurait exprimé le souhait d'y adhérer ! Pour l'Inde, la nécessaire adaptation au nouvel ordre mondial ne signifie pas qu'elle doive rompre totalement avec sa diplomatie traditionnelle.

JYOTSNA SAKSENA.

(3) Cf. *The Hindu*, New Delhi, 19 mars 1997.

(4) Les pays membres de la Saarc sont le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri-Lanka.

Les nationalistes hindous, menace pour la démocratie

Par TEESTA SETALVAD *

« DES caravanes arrivèrent du monde entier. Elles s'établirent, et ainsi fut créée l'Inde », écrivait Raghupati Sahay, poète appartenant à la caste supérieure des *kayashisas*, originaire du nord de l'Inde et plus connu sous le nom de Firak Gorakhpurf. Ces mots, écrits il y a pourtant plus d'un siècle, renvoient avec émotion à la situation actuelle.

Cinquante ans après l'indépendance de l'Inde et une partition qui fut l'une des plus meurtrières que le monde ait connues – 500 000 morts et la migration forcée de quelque 55 millions de personnes –, le défi majeur auquel est confronté le pays réside dans ses divisions communautaires, dans la manipulation politique qu'exerce une religion sur – ou plus exactement contre – les autres. Cette idéologie communautaire trouve ses racines dans le débat qui, il y a cinquante ans, devait définir le caractère à donner à la nation indienne.

Les Indiens croient-ils sincèrement à la démocratie, à l'égalité de tous les citoyens devant la loi quelles que soient leur classe sociale, leur caste et la communauté à laquelle ils appartiennent ? Croient-ils au droit pour tous à la vie, à la liberté de religion, de croyance et de culte (droits fondamentaux qui figurent dans la Constitution) ? L'Inde moderne est-elle encore le dépositaire d'une culture riche et variée dont le poète se faisait l'écho ?

Ou partage-t-elle l'opinion de la droite hindouiste – représentée par le Bharatiya Janata Party (BJP) (1) et soutenue par le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) et des groupes extrémistes comme le Vishwa Hindu Parishad (VHP) et le Bajrang Dal (BD) –, qui est persuadée de la suprématie de l'hindouisme parce qu'elle pense – à tort – que les hindous furent les premiers habitants de l'Inde et qu'ils sont donc les seuls légataires d'une civilisation ancienne, tolérante et laïque qui fut pillée par les « envahisseurs musulmans » ? Les tenants de cette thèse n'estiment pas seulement que les hindous, après avoir été soumis à la férule étrangère durant des siècles, ont le droit d'asseoir leur domination. Ils vivent dans la vision totalement fantasmatique selon laquelle les « invasions musulmanes » sont responsables de tous les maux d'un pays qui était, avant l'arrivée de ces étrangers, paisible et prospère. Et ils en viennent, du coup, à excuser les violence faites à cette autre partie de la population.

Les résultats des élections législatives de 1996 prouvent bien le refus de l'idéologie communautaire. Le BJP est certes arrivé en tête de ces élections en recueillant 26 % des suffrages. Mais, avec seulement 176 sièges sur 542, il n'a pas obtenu la majorité absolue au Parlement et, contré par l'alliance des autres partis qui lui reprochaient son communautarisme, il n'a pu prendre la tête du gouvernement que pendant treize jours. Si ces résultats montrent bien l'intérêt limité qu'exerce son idéologie, il n'en demeure pas moins que le soutien de base à la droite hindouiste ne cesse de s'accroître.

La désintégration croissante du Parti du Congrès, qui a peu à peu renoncé aux valeurs qu'il représentait, et le confinement des partis de gauche dans des Etats comme le Bengale-Occidental et le Kerala ont permis au BJP de remporter de nombreux sièges. Il y a été aussi aidé par une sorte de fatalisme, consistant à considérer qu'il n'y avait pas vraiment d'autre choix possible. Le BJP est une force politique avec laquelle il faut compter sur le plan national : il dirige déjà l'Etat du Rajasthan, au nord-ouest du pays, et, avec l'aide d'autres partis extrémistes, plusieurs autres Etats importants : le Maharashtra, grâce au Shiv Sena ; le Punjab, l'Etat le plus peuplé de l'Inde, avec l'Akali Dal ; et l'Uttar Prasdesh, avec le Bahujan Samaj Party (BSP).

Les Etats du Bihar au nord, de l'Orissa au centre et du Karnataka au sud, qui n'avaient pourtant pas fait écho au chauvinisme de la droite hindouiste lors de sa campagne pour la construction d'un temple dédié au dieu Ram à Ayodhya, ont, au cours des trois dernières élections, commencé, eux aussi, à accorder leur confiance au BJP, qui y a nettement amélioré ses scores. La droite hindouiste va-t-elle continuer à gagner à sa vision étriquée de l'histoire et de la société un nombre toujours plus grand de citoyens ?

L'une des principales questions qui se posent est de savoir si l'Inde va continuer à gérer les relations sociales, économiques et politiques dans le cadre d'un régime démocratique qui, en 1947, fut un choix délibéré et un engagement inscrit dans la Constitution adoptée le 26 juin 1950, et qui fait de l'Union indienne une république démocratique, socialiste et laïque. Cette dernière caractéristique est précisément au cœur des débats et des comportements politiques. L'amnésie historique collective et la perpétuation des mythes ont non seulement offert une légitimité à la propagande de la droite hindouiste, mais ont également permis à cette dernière de défier sérieusement les défenseurs de la laïcité, réduits désormais à la défensive.

C'est ainsi que le mot « laïque », qui était au départ synonyme de tolérance envers les musulmans et les autres croyances, est devenu progressivement une insulte. L'affiche placardée dans les rues des villes indiennes depuis 1986 et appelant à la construction d'un temple hindouiste à Ayodhya (2) est, elle aussi, significative de cette mentalité : représentant le dieu Ram, un arc et une flèche à la main, s'avançant vers le temple, elle comporte deux slogans : « Marchons sur Ayodhya » et « Pas de pitié pour les musulmans ». La longue campagne – elle dura huit ans – menée pour la construction de ce temple à l'endroit même où se trouvait jusque-là une mosquée (Babri Masjid), finalement détruite en 1992, a provoqué, dans tout le pays, des émeutes sanglantes dont les musulmans furent les principales victimes.

Entre 1984, date à laquelle la Vishwa Hindu Parishad (VHP, Association hindoue universelle) commença à se mobiliser à propos d'Ayodhya, et 1989, date à laquelle la droite hindouiste annonça officiellement son intention d'inclure dans son programme la construction d'un temple en ce lieu, plus de deux douzaines de villes dans l'Uttar Pradesh, le Bihar, le Gujarat et le Maharashtra furent le théâtre de violentes émeutes.

Les incidents qui eurent lieu dans les villes de Meerut, Hashimpura et Maliana, Delhi, Bhagalpur, Aligarh et Muzaffarnagar, Kanpur, Jaipur, Ahmadabad et Bombay, où les violences tournèrent au massacre systématique de la minorité musulmane, prirent une forme sauvage et représentèrent des attaques sans précédent contre les personnes et les biens. La guerre idéologique qui accompagna l'effusion de sang assura d'ailleurs un vif succès aux hindouistes, les représentants de l'administration, de la justice et de l'ordre participant également aux violences.

Ainsi, l'expression des préjugés est devenue la norme. Qu'ils soient historiques, culturels, ou qu'ils portent sur les droits civils, les débats ne font plus cas désormais du principe démocratique de l'égalité des hommes, des femmes et des minorités, mais se résument à un conflit entre « eux » et « nous ».

Peu après l'indépendance en 1947, la fragile nation indienne, qui ne s'était pas encore remise du traumatisme qu'avait été la partition du sous-continent, fut secouée par l'assassinat de Gandhi. Lorsque tomba la nouvelle, et alors que l'identité de l'assassin n'avait pas encore été révélée, des tensions secouèrent les régions où vivaient une majorité de musulmans, ces derniers craignant des représailles. Le premier ministre de l'époque, Jawaharlal Nehru, dut s'empresser d'annoncer que l'assassin n'était pas un musulman, mais un extrémiste hindouiste, membre actif de l'organisation nationaliste Hindu Mahasabha. La droite hindouiste n'a d'ailleurs jamais cessé de revendiquer et de justifier cet assassinat : M. Gopal Godse, le frère de l'assassin, Nathuram Godse, a ainsi expliqué, il y a quelques années, qu'il était nécessaire que le pays se débarrasse d'un individu qui, avec sa doctrine de la non-violence (*ahimsa*), avait affaibli la « nation hindoue ».

La recherche de la paix, l'acceptation de la coexistence, l'égalité des droits et le respect d'autrui, toutes ces caractéristiques qui ont incarné la culture multiple de l'Inde et qui imprègnent les mœurs, les modes de vie et les arts (musique, danse, peinture) des différentes régions du pays, risquent de disparaître sous l'effet de politiques de haine et de violence. Paradoxalement, les musulmans sont tenus pour responsables des injustices qui marquent la société hindoue – qu'il s'agisse du statut de la femme ou celui des castes inférieures.

En fait, le problème de la partition du sous-continent n'a jamais été vraiment résolu. Cet événement a laissé de nombreuses séquelles, tant d'un point de vue religieux que sur les plans émotionnel et psychologique ou dans l'enseignement scolaire. Les souvenirs des meurtres, des incendies et des viols qui ont eu lieu pendant cette période chaotique se sont perpétués de génération en génération. Aucune catharsis n'a pu s'opérer. Et si, en réalité, personne ne fut épargné par le drame, les musulmans en furent inconsciemment tenus pour responsables et, naturellement, ils devinrent vite les victimes désignées des campagnes nationalistes des organisations hindoues.

En outre, en tolérant tacitement le système patriarcal musulman, incompatible avec une réforme du mariage, du divorce ou de l'héritage – mesures qui auraient pu profiter aux femmes musulmanes –, l'Etat a fourni une arme supplémentaire à la propagande de la droite hindouiste, qui ne s'est pas privée de dénoncer les musulmans comme bénéficiant de privilèges et de dispositions spécifiques. Les différentes administrations de l'Etat, qui ont, depuis deux ans, démontré de manière flagrante qu'elles adhéraient aux préjugés hindouistes, sont restées impunies. L'échec de l'Etat à condamner les agitateurs coupables d'exacerber les passions entre les communautés religieuses n'a fait qu'aggraver la situation. Après des années de meurtres, d'exactions et de complicité passive de larges pans de la société, une prise de conscience commence à peine à naître.

* Rédactrice en chef de *Communalism Combat*, mensuel édité à Bombay.

(1) Lire Praful Bidwai, « Les déshérités font refluer la vague hindouiste », *Le Monde diplomatique*, février 1994.

(2) Lire Vijay Singh, « Mourir pour un temple... », *Le Monde diplomatique*, avril 1991.

Un engagement laïque

EN août 1993, alarmés par l'ampleur et la violence que prennent les antagonismes communautaires, un travailleur social, Javed Anand, et une journaliste, Teesta Setalvad, décident de se consacrer à la lutte contre la montée du nationalisme hindou et d'autres intégrismes communalistes. Leur arme : un magazine mensuel en anglais, *Communalism Combat*, édité par la société Sabrang Communications, installée à Bombay. Dans une ville dominée par le Shiv Sena – un parti d'extrême droite hindou, qui fait ouvertement l'éloge de Hitler –, et qui a connu, quelques mois plus tôt, de véritables pogroms anti-musulmans, c'est un véritable défi.

Dans une déclaration d'intention publiée dans le premier numéro, les éditeurs de *Communalism Combat* s'engagent *« à dénoncer les machinations des politiques communautaristes en Inde et à publier toute tentative laïque de les contrer »*. Ils ajoutent : *« Nous nous battons pour le respect de toutes les religions, mais sommes farouchement opposés à la manipulation cynique de la foi mise au service de l'exercice du pouvoir. Nous rejetons tout communautarisme, quel qu'il soit. »*

L'une des cibles privilégiées du magazine est M. Bal Thackeray, dirigeant du Shiv Sena que *Communalism Combat* nomme généralement *« le chef SS de Bombay »*. La question des droits des femmes est très présente dans les colonnes du mensuel, car la répression qui les affecte est souvent le premier signe de manifestation intégriste.

En dépit de difficultés financières, qui le contraignirent au silence pendant plusieurs mois, en 1994, *Communalism Combat* (1) continue à faire courageusement entendre sa voix. Il compte quelque 2 500 abonnés et est mis à la disposition des enseignants dans 4 600 écoles.

M. Lu.

(1) Adresse : Sabrang Communications and Publishing Pvt. Ltd., P.O. Box nº 28253, Juhu Post Office, Bombay, 400 049, Inde. – Télécopie : (91-22) 648 22 88. Abonnement d'un an : 25 dollars.

L'INDE S'ADAPTE À UN MONDE UNIPOLAIRE

Des guérillas en voie d'isolement

RÉGION de peuplement complexe, le Nord-Est indien ne cesse, depuis l'indépendance du pays, de connaître des troubles. Les diverses guérillas auraient fait, au cours des douze derniers mois, plus d'un millier de morts. Le 19 mai, le nouveau premier ministre indien, M. Inder Kumal Gujral, a proposé à tous les groupes armés du Nord-Est des négociations sans conditions. Un geste habile dans un environnement géopolitique désormais plus favorable à New Delhi.

Par ROBERT BRYNIKI *

Bordé par le Bhoutan et le Tibet au Nord, la Birmanie à l'Est et le Bangladesh au Sud et à l'Ouest, le Nord-Est indien est constitué de sept Etats peuplés de 30 millions d'habitants, dont 22 millions pour le seul Assam. Carrefour d'ethnies diverses – tibéto-birmanes, khmères, sud-indiennes, Indiens de caste, migrants bangladais –, cette région relie l'Inde au monde transhimalayen, à la Chine et surtout à l'Asie du Sud-Est.

Largement épargné par les invasions mogholes, le Nord-Est ne fut directement rattaché au monde indien par les Britanniques qu'au XIX[e] siècle. Par certaines de leurs décisions politiques et économiques, ces derniers, adeptes de l'adage « diviser pour régner », favorisèrent le développement de tensions ethniques, en particulier en Assam, où les élites autochtones hindoues craignirent de se voir supplantées à la tête de l'Etat par les immigrants bengalis, utilisés par le colonisateur dans l'administration. Par ailleurs, devant le refus des populations autochtones, de tradition animiste, de travailler dans les plantations de thé anglaises, les Britanniques importèrent du reste de l'Inde une main-d'œuvre misérable, décision qui devait contribuer, elle aussi, à alimenter des frictions intercommunautaires.

Le cocktail ethnique continua de se compliquer après l'indépendance, avec l'arrivée dans le Nord-Est, à la fin des années 1960, de réfugiés hindous fuyant les émeutes du Pakistan oriental et avec celle, après 1971, de millions de réfugiés économiques musulmans en provenance du nouveau Bangladesh. Entre 1979 et 1985, l'Assam fut agité par un vaste mouvement de protestation contre la présence des « étrangers ». Les tensions intercommunautaires se multiplièrent, faisant des milliers de morts, notamment parmi les Bangladais. En 1985, les représentants des principales organisations assamaises à la tête de l'agitation signèrent un accord avec Rajiv Gandhi, alors premier ministre de l'Inde : seuls les immigrants arrivés après 1971 et reconnus comme étrangers devaient être expulsés. Cet accord ne fut toutefois jamais vraiment appliqué, ce qui laissa la question des « étrangers » en suspens.

Dans le même temps, les inondations du Brahmapoutre continuaient chaque année de ravager la région, emportant hommes, bêtes et cultures dans des eaux gonflées par la mousson la plus violente de toute l'Inde. Les rares ressources (bois de teck, thé et, surtout, pétrole) sont, depuis l'indépendance, exploitées au profit de privilégiés, généralement étrangers au Nord-Est. Ces produits sont arrachés aux populations locales qui ne profitent guère de cette économie coloniale. En revanche, les dégâts écologiques associés à la déforestation et à l'extraction du pétrole sont toujours plus évidents. Dans ces conditions, face à l'incurie des autorités locales et centrales, des mouvements armés sécessionnistes, accusant l'Inde d'impérialisme ou de colonialisme, se sont développés.

Au moment de l'indépendance indienne, le Nord-Est fut divisé en quatre grands Etats : l'Assam, le Manipur, le Tripura et l'Agence de la Frontière du Nord-Est (NEFA). Ce découpage sommaire ne tint pas compte de nombreuses populations autochtones peuplant des collines isolées, surplombant la vallée du Brahmapoutre. Cet isolement devait alimenter des velléités d'autonomie après l'indépendance de l'Inde.

Dès 1947, les Nagas, appartenant à diverses tribus tibéto-birmanes, engagèrent un mouvement sécessionniste, réprimé par l'armée chargée de « pacifier » ces zones à la frontière birmane. Les exactions en tous genres se multiplièrent jusqu'à ce que les Nagas se voient accorder, en 1963, un Etat autonome à l'intérieur de l'Union indienne, le Nagaland *(voir carte ci-contre)*. Cette demi-mesure devait cependant laisser insatisfaite la frange la plus radicale de la guérilla naga, devenue en 1975 le Conseil national socialiste du Nagaland (NSCN), mouvement à la fois maoïste et chrétien, appuyé par le Pakistan et, jusqu'au début des années 80, par la Chine, et financé par le trafic de l'héroïne birmane.

Dans les années 70 et 80, la multiplication des insurrections sécessionnistes dans la région encouragea le gouvernement central à recourir à la même politique : répression militaire des mouvements armés dans un premier temps, puis création d'Etats autonomes. Ainsi furent créés le Meghalaya (1972), le Mizoram (1986) et l'Arunachal Pradesh (1987), qui connaissent une paix relative depuis. Ailleurs, en revanche, les autorités indiennes devaient échouer à apaiser les groupes armés les plus virulents : l'Armée de libération populaire (PLA) et le Front uni de libération nationale (UNLF) au Manipur, la Force des volontaires nationaux (TNVF) et la Force de tous les tigres (ATTF) au Tripura et le Front uni de libération (ULFA) en Assam.

Dans ce même Etat, les partis politiques Bodos réclament la formation d'un Etat bodo détaché de l'Assam. Plus radicaux, deux groupes armés, la Force de sécurité bodo (BSF) et la Force de libération des Tigres bodos (BLTF) se sont illustrées, ces dernières années, en menant un projet de purification ethnique visant à débarrasser la rive septentrionale du Brahmapoutre de toute population non-bodo. Massacres et attentats, tels celui du 30 décembre dernier – une bombe placée dans un train par la BLTF aurait fait entre 30 et 300 morts (1) – commencent à produire leurs effets : des dizaines de milliers de personnes, notamment des Bangladais, sont chassé de leurs terres et s'entassent dans des camps, où des centaines d'enfants seraient morts de malnutrition depuis l'été 1996.

Pour contrer les divers projets sécessionnistes, le gouvernement indien a utilisé, depuis 1956, la loi sur les pouvoirs spéciaux des forces armées. Ce texte autorise les 200 000 soldats présents dans la région, à perquisitionner, arrêter et tuer sans mandat dans tout Etat déclaré « zone de troubles ». Il précise qu'aucun militaire ne pourra être poursuivi pour un acte accompli dans le cadre de ces pouvoirs exceptionnels. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que la soldatesque se soit livrée dans le Nord-Est à des tortures, des exécutions sommaires, des pillages, des viols et autres exactions (2).

Malgré le renforcement de la répression militaire depuis le début des années 90, la force des guérillas menées au Nagaland par le NSCN (7 000 hommes), en Assam par l'ULFA (entre 2 000 et 5 000 hommes) ou en territoire bodo par la BSF (600-700 hommes) demeure réelle. Appuyés par le Pakistan, ces mouvements participent à la déstabilisation de la région. Ils disposent de bases situées au Bangladesh, en Birmanie et au Bhoutan, bénéficient également de relais à Bangkok et sans doute aussi, dans le cas du NSCN, à Taïwan et au Japon. La transnationalisation croissante de ces groupes a de quoi inquiéter New Delhi, dans une région que les Chinois, qui refusaient de reconnaître la ligne MacMahon marquant ici la frontière entre l'Inde et la Chine, envahirent en partie en 1962.

Depuis quelques années, les relations sino-indiennes s'étant améliorées, la République populaire a cessé de soutenir les mouvements insurrectionnels au Nagaland, au Mizoram et au Manipur. Une aide qui se traduisait notamment par la mise à disposition de camps d'entraînement situés au Yunnan. De même, l'actuelle embellie des rapports entre New Delhi et Rangoon prive les Nagas de ce précieux refuge que représentait la Birmanie pour les insurgés.

Le piège birman

SOUS le gouvernement de l'ancien premier ministre, M. Narasimah Rao, au début des années 90, les positions indiennes à l'égard de la Birmanie, naguère favorables au camp démocrate incarné par M[me] Aung San Suu Kyi, se sont « assouplies ». Décisive pour l'avenir des insurrections de la région, cette réorientation s'explique par la volonté d'inciter la junte de Rangoon à intervenir militairement contre les groupes armés sécessionnistes agissant à partir de la Birmanie, mais aussi par l'influence croissante de la Chine auprès des généraux birmans. New Delhi, qui redoute de voir la Chine utiliser les îles birmanes Haingyis et Cocos, proches des bases indiennes de Vishakaptanam et des îles Andamans a donc décidé de se rapprocher, à son tour, de la dictature birmane. Cette évolution s'est notamment traduite par la réouverture de liens commerciaux terrestres entre les deux pays. Le sanctuaire birman est donc peut-être sur le point de se transformer en piège pour les rebelles du Nord-Est (3).

Une opération menée de concert par les forces armées indiennes et birmanes accrédite cette thèse : en avril 1995, un groupe de 250 insurgés regroupant des membres du Conseil national socialiste du Nagaland (NSCN), de l'Armée de libération populaire (PLA), mouvement maoïste du Manipur et du Front uni de libération de l'Assam (ULFA) fut repéré par les services de renseignement indiens au moment où il s'apprêtait à rentrer en Inde par le Mizoram, après avoir pris livraison d'une cargaison d'armes à Cox's Bazaar (Bangladesh). Les troupes indiennes montèrent alors l'opération « Golden Bird », tuant 50 hommes et en capturant 40 au Mizoram, tandis que, de leur côté, les forces armées birmanes attaquaient les fuyards qui essayaient de trouver refuge sur son territoire.

Mais les mouvements rebelles du Nord-Est indien risquent aussi de perdre leur sanctuaire au Bangladesh. Les insurgés nagas, mizos, manipuris et assamais y trouvaient refuge depuis la fin des années 70, notamment dans la région des Monts Chittagong, et y bénéficiaient d'une certaine aide sinon de la part du gouvernement, du moins de l'armée. L'Inde affirme même que, à la fin des années 80, les services de renseignement pakistanais et bangladais travaillaient main dans la main pour entraîner certains de ces groupes au Bangladesh.

Ces contacts, mal connus, ne furent sans doute pas toujours fructueux. Ainsi, en dépit des sollicitations du Pakistan, le Front uni de libération de l'Assam (ULFA) s'est refusé la plupart du temps à attaquer des cibles civiles ou stratégiques pour déstabiliser l'Inde. Alors que les rébellions du Nord-Est se criminalisent de plus en plus (notamment par le recours à l'extorsion généralisée et au trafic de drogue), aucun groupe autre que les Bodos ne s'est attaqué à des cibles civiles.

L'arrivée au pouvoir au Bangladesh, en juin 1996, de Cheikh Hasina, la fille de Mujibur Rahman, fondateur du pays, devrait modifier la donne. Le nouveau premier ministre ne cache pas ses bonnes intentions à l'égard de l'Inde. La trêve signée, en 1993, par Dakkha avec la Shanti Bahini, groupe rebelle soutenu par l'Inde, a contribué à apaiser les relations entre les deux pays, troublées depuis le coup d'Etat de 1975 qui renversa le gouvernement pro-indien de Mujibur Rahman. Par ailleurs, Cheikh Hasina souhaite résoudre définitivement la question des eaux du Gange, dont dépend l'irrigation du Bangladesh en saison sèche. En janvier 1997, l'Inde, qui contrôle le débit du fleuve grâce à un système de barrages, et le Bangladesh ont signé un accord sur le partage des eaux du barrage indien de Farakka entre les mois de mars et de mai. Dans ce contexte, le Bangladesh devrait, à l'avenir, agir avec plus de fermeté contre la présence des groupes rebelles du Nord-Est indien sur son sol.

Les mouvements insurrectionnels voient donc leur terrain d'action militaire se rétrécir et les soutiens étrangers s'amenuiser. Néanmoins, l'action armée se perpétue, la Birmanie et le Bangladesh n'étant pas en mesure de stopper les approvisionnements en armes achetées à Hongkong, au Cambodge ou en Thaïlande. Des contacts semblent avoir été établis, ces dernières années, entre divers groupes rebelles du Nord-Est et d'autres rébellions dures d'Asie du Sud. Le NSCN et, dans une moindre mesure, l'ULFA se seraient rapprochés des Tigres tamouls (LTTE) du Sri-Lanka ou encore de certains groupes sécessionistes du Penjab, tels que le Khalistan Commando Force (sikh). Mais la poursuite d'actions violentes en territoire indien s'accompagne désormais d'appels à l'opinion publique et aux médias, par l'intermédiaire d'organisations locales de défense des droits de la personne humaine ou par des interventions dans des organisations du système onusien.

Les mouvements rebelles du Nord-Est indien ont notamment utilisé la tribune du Groupe de travail des Nations unies sur les populations indigènes, institué en 1995 et où sont invités les représentants des plus importantes organisations défendant les droits des populations autochtones du monde entier. En août 1996, les délégués nagas du NSCN, assamais de l'ULFA et manipuris de l'UNLF se sont ainsi rendus à Genève.

Pour tous ces mouvements, la scène internationale est donc devenue le terrain à conquérir. Certains d'entre eux demandent d'ailleurs que les Nations unies reconnaissent leur droit à l'autodétermination. C'est notamment le cas de l'ULFA, l'un des groupes les plus intransigeants. Mais, de guerre lasse, une autre organisation, la Force de libération des Tigres Bodos (BLTF) – a récemment signé un cessez-le-feu avec les autorités assamaises, peu après son action spectaculaire du 30 décembre 1996.

La politique d'ouverture du nouveau gouvernement indien est encourageante pour l'avenir. Il semble pourtant difficile de croire à une pacification imminente de la région.

* Journaliste.

(1) Les sources indiennes ont fait état de 35 morts, alors que des sources occidentales ont parlé de plus de 300 victimes.

(2) Des violations des droits de l'homme ont été dénoncées par Amnesty International au Manipur et par Asia Watch en Assam. De leur côté, les guerilleros, notammant ceux de l'ULFA, se sont également rendus coupables d'exécutions sommaires de civils, notamment de personnalités jugées « douteuses » (politiciens corrompus, proxénètes, trafiquants de drogue).

(3) Lire André et Louis Boucaud, « Reconnaissance régionale pour la junte birmane », *Le Monde diplomatique*, juin 1997.

De la partition aux émeutes communautaires

15 août 1947 : L'Indian Independence Bill donne naissance à deux Etats séparés : l'Inde, Etat multireligieux, mais à prédominance hindoue, et le Pakistan, musulman.

22 août 1947 : Pénétration de tribus pathanes, venues du Pakistan, dans l'Etat de Jammu-et-Cachemire, suivie, au début de 1948, de l'intervention de troupes pakistanaises.

26 octobre 1947 : Adhésion conditionnelle de l'Etat de Jammu-et-Cachemire à l'Inde.

30 janvier 1948 : Assassinat du mahatma Gandhi par un fanatique hindou.

1[er] janvier 1949 : Cessez-le-feu au Cachemire.

26 janvier 1950 : Entrée en vigueur de la Constitution de l'Union indienne.

21 janvier 1955 : Le parti du Congrès déclare que le but de la planification économique indienne est l'établissement d'une société socialiste.

15-25 avril 1955 : L'Inde participe à la conférence afro-asiatique de Bandoung (Indonésie), qui fonde le mouvement des non-alignés.

14 décembre 1956 : Vote du dernier volet de la législation hindoue (Hindu Code Bill) sur l'adoption et les successions.

20 octobre-22 novembre 1962 : Guerre sino-indienne dans l'Himalaya.

27 mai 1964 : Mort du pandit Nehru, premier ministre depuis 1947.

5 août-22 septembre 1965 : Deuxième guerre indo-pakistanaise au Cachemire.

24 janvier 1966 : Indira Gandhi devient premier ministre.

3 décembre 1971 : La troisième guerre indo-pakistanaise débouche sur l'indépendance du Pakistan oriental, désormais appelé Bangladesh.

3 juillet 1972 : Accord de Simla entre l'Inde et le Pakistan.

18 mai 1974 : Premier essai nucléaire à Pokharan (Rajasthan).

26 juin 1975 : Après l'invalidation de son élection par la Haute Cour, Indira Gandhi proclame l'état d'urgence. Il restera en vigueur jusqu'en mars 1977.

30 avril 1977 : Formation officielle du Janata Party.

6 mai 1980 : Scission du Janata Party, qui donne naissance au Bharatiya Janata Party, parti nationaliste hindou.

5 juin 1984 : L'armée investit le Temple d'or d'Amritsar.

31 octobre 1984 : Assassinat d'Indira Gandhi par des gardes du corps sikhs.

29 juillet 1987 : Accord avec le Sri Lanka pour l'envoi d'une force de maintien de l'ordre dans le nord de l'île. Elle y restera jusqu'en mars 1990.

18 décembre 1988 : Voyage de Rajiv Gandhi en Chine, première visite d'un premier ministre indien depuis 34 ans.

Janvier 1990 : Le Jammu-et-Cachemire est placé sous administration présidentielle directe.

21 mai 1990 : Assassinat de Rajiv Gandhi.

24 juillet 1990 : Le nouveau premier ministre, Narasimha Rao, présente une politique économique plus libérale.

Mars 1992 : Traité d'amitié avec la Russie.

6 décembre 1992 : La démolition de la mosquée de Babur à Ayodhya (Uttar Pradesh) provoque des émeutes entre hindous et musulmans dans toute l'Inde.

Carte dressée d'après les indications de Robert Bryniki

CÉCILE MARIN

Imprimerie du *Monde*
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris et sa banlieue : 0 800-03-11-36
Province : 0 800-36-11-11.

SOUS LA MENACE DE LA CRISE AFGHANE

Les ambitions contrariées de l'Ouzbékistan

APRÈS plusieurs jours de violents combats, au début du mois dernier, les talibans ont été expulsés de la ville de Mazar-i-Sharif et de sa région, qu'ils venaient de conquérir. Cette sévère défaite a rassuré les voisins de l'Afghanistan, et notamment l'Ouzbékistan, qui ne souhaite pas que s'installe à ses frontières un pouvoir islamiste radical. Pourtant, Tachkent souhaite une solution politique qui associerait toutes les parties à Kaboul, ramènerait la paix, enlèverait à Moscou un prétexte pour intervenir et lui permettrait de jouer enfin le rôle régional auquel aspire son président, M. Islam Karimov.



Par VICKEN CHETERIAN *

L'imposante statue de Tamerlan domine l'une des places principales de Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan. Son portrait est omniprésent jusque dans les villages les plus reculés. Les kolkhozes ainsi que les nouvelles entreprises privées ont adopté le nom de cet empereur turco-mongol qui domina l'Asie centrale, l'Iran, la Syrie et la Turquie d'Europe au XIVe siècle. Ce culte officiel de la personnalité est explicite : *« L'Ouzbékistan a hérité de l'histoire un rôle-charnière, à la croisée des principales routes commerciales d'Asie centrale »*, plaide le président ouzbek, M. Islam Karimov (1). Comme par le passé, l'Ouzbékistan veut affirmer son leadership régional, mais celui-ci est menacé par l'instabilité qui règne sur ses marches méridionales, au Tadjikistan et surtout en Afghanistan.

Les récents combats pour le contrôle de la ville afghane de Mazar-i-Charif ont suscité des craintes dans toutes les capitales de l'Asie centrale. Une réunion d'urgence des pays de la Communauté des Etats indépendants s'est tenue à Moscou le 27 mai pour étudier les conséquences de la conquête de la ville par les talibans, le 24 mai dernier, et de la fuite du général Abdoul Rashid Dostom. Les autorités ouzbèkes ont renforcé précipitamment leurs défenses à la frontière. L'inquiétude est d'autant plus vive que Tachkent avait établi des relations étroites avec le général Abdul Rashid Dostom, lui-même d'origine ouzbèke. Certains observateurs accusaient même l'Ouzbékistan d'être le principal pourvoyeur d'armes du général.

Tachkent a des intérêts contradictoires en Afghanistan. *« La résolution de ce conflit est essentielle pour nous*, explique M. Goga Khidoyatov, professeur d'histoire à Tachkent. *Nous devons dégager la route de Tachkent vers le port de Karachi, sur la mer d'Oman. »* Si Tachkent et Islamabad sont d'accord sur la nécessité de garantir un commerce sûr à travers l'Afghanistan, le président Karimov rejette les efforts pakistanais pour assurer l'hégémonie des talibans. Au contraire, il a appelé les « étudiants en religion » à renoncer à instaurer un *« pouvoir absolu* (2) *»*. Il souhaite que se maintienne une zone-tampon à la frontière, peuplée majoritairement d'Ouzbeks, et qui jouirait d'un statut autonome. L'installation de forces hostiles à Mazar-i-Charif – qu'elles soient nationalistes ou islamistes – pourrait représenter un danger pour les élites de Tachkent en menaçant la légitimité des frontières nées de la désintégration de l'Union soviétique. L'Ouzbékistan ne peut donc que se réjouir des revers subis au début du mois de juin par les talibans et de leur expulsion de Mazar-i-Charif par une coalition regroupant les milices ouzbèkes et chiites.

Mais le conflit afghan inquiète d'autant plus Tachkent qu'il suscite de nombreuses ingérences. La Russie, l'Iran et l'Inde se sont retrouvés pour soutenir la coalition anti-talibans, Téhéran aidant notamment les Hazaras chiites et les Tadjiks persanophones. Moscou utilise d'ailleurs la situation pour consolider ses positions en Asie centrale – au détriment des aspirations ouzbèkes. De plus, la poursuite de la guerre dans le Sud obligerait l'Ouzbékistan à continuer à utiliser la Russie comme voie de désenclavement.

Autre sujet d'inquiétude pour le président Islam Karimov : le Tadjikistan, où l'opposition islamiste armée affronte le régime néocommuniste appuyé par l'armée russe. Après avoir soutenu les troupes gouvernementales pendant la première phase du conflit (3), le président ouzbek a infléchi sa position. Ses relations avec son homologue tadjik, M. Emomali Rakhmonov, se sont tendues. *« Une conférence générale avec la présence de toutes les parties impliquées dans la guerre tadjike est indispensable »*, plaide M. Davlatabek Saadulaev, haut fonctionnaire au ministère ouzbek des affaires étrangères. Ainsi, tout en jugulant l'islamisme dans son pays, le président Karimov conseille à ses voisins tadjiks de former un gouvernement de coalition avec l'opposition islamiste de M. Abdallah Nouri. Cet appel semble avoir été entendu puisqu'un accord semble s'esquisser entre le gouvernement et l'opposition, qui pourrait être associée au pouvoir.

Plusieurs raisons expliquent le revirement ouzbek. Le président tadjik, M. Emomali Rakhmonov, est originaire de la région méridionale de Kouliab. Depuis que la guerre civile a éclaté, son clan a monopolisé le pouvoir à Douchanbé. Dans le même temps, l'ancienne classe dirigeante du Nord, issue de la région de Khodjent (ex-Leninabad à l'époque soviétique), a été marginalisée. Khodjent, l'une des principales villes industrielles du Tadjikistan, abrite une communauté ouzbèke très nombreuse, et ses liens avec son voisin du Nord, par la vallée de la Ferghana, sont séculaires.

Par ailleurs, Tachkent redoute l'extension du conflit, d'autant que le Tadjikistan compte 24 % d'Ouzbeks tandis qu'une large communauté tadjike est installée dans la région ouzbèke de Samarkand. De plus, l'enlisement de la guerre civile permet à Moscou de maintenir un contingent de près de 25 000 hommes dans la zone. Ces soldats russes – « forces d'interposition » ou troupes régulières – sont un puissant levier pour préserver la sphère d'influence de Moscou en Asie centrale, au grand dam des élites locales (4).

Deux coups de force ont bien failli impliquer davantage l'Ouzbékistan dans le conflit tadjik. Au début de 1996, M. Ibodullo Baimatov, ancien maire de Tursan Zade, réfugié alors en Ouzbékistan, est remonté sur Douchanbé à la tête d'un groupe armé pour réclamer la destitution du gouvernement. Simultanément, dans le sud du pays, une autre rébellion menée par M. Mahmud Khudaberdiyev parvint à s'emparer de la ville de Kourgan-Tioubé.

Ces dirigeants étant ouzbeks, Tachkent fut soupçonnée d'avoir financé les deux guérillas. Preuve supplémentaire de l'influence russe dans la région, ces dernières prirent fin après la visite à Douchanbé et à Tachkent du ministre russe des affaires étrangères, M. Evgueni Primakov, et du ministre de la défense de l'époque, M. Pavel Gratchev.

DANS UN STUDIO PHOTOGRAPHIQUE DE BOUKHARA

ABBAS/MAGNUM

Un pivot régional

CES graves événements n'ont pas entamé la volonté du président Karimov de faire jouer à son pays un grand rôle régional. Sous le régime soviétique, Tachkent était déjà une grande métropole pour toute l'Asie centrale, la ville la plus peuplée de la zone, avec plus de deux millions d'habitants. On y trouvait les principales universités et centres de recherche de la région. L'aéroport reliait Moscou au sous-continent asiatique. La population, la plus nombreuse des anciennes Républiques d'Asie centrale, compte 76 % d'Ouzbeks. Cette cohésion ethnique est un gage de stabilité, contrairement au Kazakhstan voisin, peuplé de 36 % de Russes, majoritaires dans la partie septentrionale du pays. D'importantes communautés ouzbèkes sont installées au-delà des frontières nationales, y compris en Afghanistan.

Le pays occupe une position pivot dans la zone : ses frontières jouxtent celles des quatre autres Républiques centre-asiatiques (Kazakhstan, Turkménistan, Kirghizstan, Tadjikistan), mais aucune grande puissance, ni la Russie ni la Chine, ne lui est directement limitrophe.

L'Ouzbékistan s'est clairement démarqué de Moscou. C'est le seul Etat d'Asie centrale où aucune base militaire russe n'est implantée. M. Islam Karimov a toujours refusé de placer ses frontières avec l'Afghanistan sous la protection militaire conjointe des forces armées de la Communauté des Etats indépendants (CEI), à dominante russe. Bien que relativement modeste (35 000 hommes), l'armée ouzbèke est la plus importante d'Asie centrale. Les dirigeants ont cherché à y réduire le nombre d'officiers d'origine russe ; 60 % de l'encadrement militaire est autochtone, contre 6 % seulement en 1992 (5).

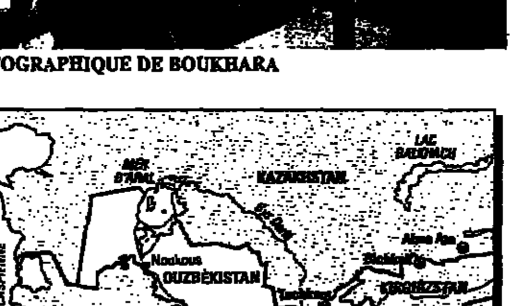
Dans le domaine économique, les échanges commerciaux se rééquilibrent progressivement, depuis 1995, en faveur de l'Allemagne, du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud, au détriment des pays membres de la CEI (6). Les efforts consentis pour briser la dépendance énergétique ont porté leurs fruits. Les investissements dans le secteur pétrolier ont permis de réduire les importations de 150 millions de tonnes en 1994 à 3 millions en 1995. De surcroît, la production de gaz est excédentaire et s'exporte au Tadjikistan et au Kirghizstan.

La classe dirigeante tient également à marquer sa spécificité politique. Le pays n'a pas rejoint le traité d'union douanière signé entre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizstan au printemps 1997. Le président Karimov a même vivement critiqué ces efforts d'intégration, notamment le 12 avril dernier lorsqu'il indiqua : *« Toute tentative de nous* (les Républiques centre-asiatiques) *enfermer dans les frontières de l'ex-URSS par le biais de nouvelles unions nous condamne à végéter dans l'arrière-cour de l'économie mondiale* (7). *»*

Pour contrebalancer l'influence russe, Tachkent se tourne de plus en plus vers Washington, avec un certain succès. Par le passé, la question du respect des droits de la personne humaine avait détourné Washington du président Karimov, mais, depuis 1995, le ton a changé. Dans ses déclarations officielles (8), l'administration américaine s'inquiète de la « stabilité » du pays plutôt que de la « démocratie ». L'influente revue américaine *Foreign Affairs* a récemment élaboré un scénario de développement dans lequel l'Ouzbékistan deviendrait le pilier de la stabilité en Asie centrale (9).

Lors de sa visite aux Etats-Unis au mois de juin 1996, M. Islam Karimov est parvenu à rencontrer le président William Clinton, qui lui avait refusé jusque-là tout entretien. Après l'effondrement de l'ex-URSS, les chancelleries occidentales s'étaient d'abord rapprochées du Kazakhstan. Attirés par ses ressources naturelles – notamment le pétrole de la mer Caspienne –, les investisseurs étrangers encensèrent les vertus démocratiques du régime de M. Noursoultan Nazarbaev. Ils ont déchanté depuis. Le président kazakh a progressivement instauré un pouvoir autoritaire, tandis que les exportations de pétrole restent à la merci de Moscou, qui contrôle le passage des oléoducs sur son territoire (10).

Pour séduire Washington, le président Karimov a énergiquement appuyé la politique américaine dans



la région. Il fut le seul dirigeant d'Asie centrale a approuver publiquement l'embargo imposé à l'Iran par les Etats-Unis. Sa croisade contre le *« fondamentalisme islamique »* a tout pour plaire à la Maison Blanche, mais aussi aux dirigeants russes.

Le président s'efforce également d'améliorer son image auprès du monde occidental. Avant de partir pour Washington, il a relâché 85 prisonniers politiques. Récemment, de nombreuses conférences ont été organisées à Tachkent sous l'égide des Nations unies et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) afin d'encourager la formation d'une société civile.

La pression étrangère sera-t-elle suffisante pour aider à l'installation de la démocratie ? L'ancien premier ministre et vice-président, M. Shukrullah Mirsaidov, qualifie les récentes libérations de prisonniers politiques de *« lifting »*. Tombé en disgrâce et contraint à la démission en janvier 1992, M. Mirsaidov a été l'objet de plusieurs agressions policières, avant d'être enlevé et battu. Il est pratiquement assigné à résidence mais refuse de s'exiler à l'étranger.

Le Parti démocratique du peuple (ex-Parti communiste) domine encore la vie politique locale, sous la coupe du président Islam Karimov. Plusieurs autres partis sont officiellement enregistrés mais restent inféodés au pouvoir. Les véritables forces d'opposition telles que Birlik ou Erk sont bannies, et leurs activistes, quand ils n'ont pas eu le temps de fuir, ont été emprisonnés.

Comme au temps de l'ex-Union soviétique, le pouvoir a maintenu son contrôle sur les médias audiovisuels. Les organisations de défense des droits de l'homme soulignent cette duplicité : *« Le gouvernement disserte volontiers sur les droits de l'homme avec la communauté internationale tout en se montrant inflexible avec ses opposants »*, rapporte l'organisation Human Rights Watch (11).

Les ambitions régionales du pays sont-elles réalistes ? En dépit du mythe de la « Grande Route de la soie » entretenu par la classe politique locale, les infrastructures de transport sont indigentes. L'Ouzbékistan est enclavé au sein des Républiques d'Asie centrale, et ces dernières n'ont elles-mêmes aucun débouché maritime, hormis la Caspienne, mer fermée. Un accord multilatéral signé au mois de juin 1996 devrait permettre d'établir un couloir de passage à travers le Turkménistan, par la mer Caspienne jusqu'à Bakou, puis vers le port géorgien de Poti, sur la mer Noire. Mais cette route ne présente pas toutes les garanties de sécurité. Les relations personnelles entre le président ouzbek Islam Karimov et son homologue turkmène, M. Separmourad Niazov, sont tendues. L'instabilité permanente dans le Caucase est un facteur aggravant. Résultat : le pays est fortement dépendant des voies de chemin de fer russes pour son commerce extérieur, notamment pour ses exportations de coton.

L'approvisionnement en eau est une autre source de tension entre l'Ouzbékistan et le Turkménistan. L'assèchement de la mer d'Aral a eu des effets négatifs sur l'ensemble de l'écosystème régional. Jusqu'à présent, les cinq Républiques centre-asiatiques ont collaboré patiemment en matière de distribution d'eau en faisant appel aux organisations internationales pour remédier à la catastrophe de la mer d'Aral. Sachant que 61 % de la population ouzbèke est rurale et que la croissance démographique annuelle est de 2,5 % (12), l'épuisement de l'eau est un problème sérieux pour l'avenir. En outre, le désastre écologique de la mer d'Aral a particulièrement touché la République autonome de Karakalpakie et pourrait y renforcer les tendances sécessionnistes à l'égard de Tachkent.

Peu de temps après l'indépendance de l'Ouzbékistan, une partie de l'intelligentsia locale a agité l'idée d'une renaissance du Grand Turkestan, ce vaste empire turcophone médiéval, où les Ouzbeks jouèrent un rôle prépondérant. Les élites des pays voisins ont exprimé leurs craintes à l'égard de ces visées expansionnistes. Par souci d'apaisement, le président Islam Karimov a alors clairement opté pour le maintien des frontières existantes dans l'espace postsoviétique, même si leur tracé ne correspond pas avec la répartition ethnique. Reste à savoir si les turbulences régionales en Afghanistan et le regain d'influence des Etats-Unis ne déstabiliseront pas ce fragile équilibre.

* Journaliste, Genève.

(1) *Cf.* Islam Karimov, *Uzbekistan : The Road of Independence and Progress*, Tachkent, Ouzbékistan, 1992, p. 35. Lire également Alain Gresh, « Les Républiques d'Asie centrale s'engagent sur des chemins différents », *Le Monde diplomatique*, décembre 1992.

(2) *Al Hayat*, Londres, 3 juin 1997.

(3) Lire *Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance*, sous la direction de Mohammad-Reza Djalili et Frédéric Grare, Institut universitaire des hautes études internationales, Genève, 1995.

(4) Lire Nina Bachkatov, « La CEI entre mythes et réalités », *Le Monde diplomatique*, décembre 1996.

(5) *Cf. Transition*, Prague, 3 mai, 1996.

(6) En 1995, les exportations ouzbèkes vers la CEI ont chuté de 41,3 %. Le coton représentait 78 % du volume total (chiffres officiels du ministère ouzbek des affaires étrangères, Tachkent, 1996.)

(7) *Cf. Transition*, Prague, 17 mai 1996.

(8) Lors de sa visite à Tachkent en mars 1995, M. William Perry, le secrétaire américain de la défense, a présenté l'Ouzbékistan comme *« un îlot de stabilité »*.

(9) *Cf.* Frederick Starr, « Making Eurasia Stable », *Foreign Affairs*, New York, janvier-février 1996.

(10) Lire Nur Dolay, « Grandes manœuvres *pétrolières dans le Caucase* », *Le Monde diplomatique*, juillet 1995.

(11) *Cf.* Human Rights Watch/Helsinki, « Uzbekistan : Persistent Human Rights Violations and Prospects for Improvement », mai 1996.

(12) *Cf. The Aral in Crisis*, Programme des Nations unies pour le développement, Tachkent, 1995. Depuis 1960, la mer d'Aral a perdu environ 75 % de son volume et 50 % de sa surface.

RETOUR SUR LA PRÉPARATION DE LA SECONDE

Les dessous du pacte germano-

DANS l'entreprise en cours de révision de l'histoire du XXe siècle, qui concerne en particulier le communisme, la question des rapports entre l'Union soviétique et l'Allemagne nazie occupe une place centrale. Pour certains, Staline aurait suivi, dès les années 30, une politique d'alliance, conflictuelle mais déterminée, avec Hitler. A preuve le pacte germano-soviétique, expression, selon eux, d'une stratégie offensive et non défensive. Diffusé en décembre 1996 par France 3, le film *Hitler-Staline : liaisons dangereuses*, réalisé par Jean-François Delassus et Thibaut d'Oiron et conseillé par l'historien Stéphane Courtois, défendait cette thèse jusqu'à la caricature. Cette nouvelle cuisine, qui a souvent recours à de vieux ingrédients, n'est pas du goût de tous les chercheurs.

Par GABRIEL GORODETSKY *

Tard dans la nuit du 23 août 1939, au Kremlin, le commissaire du peuple aux affaires étrangères, Viatcheslav Molotov, et le ministre allemand des affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop, signèrent un pacte de non-agression. Les protocoles secrets adoptés au cours de la seconde visite de Joachim von Ribbentrop à Moscou, le 28 septembre, divisèrent l'Europe orientale en sphères d'influence. Il est généralement admis que, en signant le pacte, les Russes ont volontairement scellé le destin de la Pologne et des pays baltes, partageant ainsi la responsabilité du déclenchement de la seconde guerre mondiale.

Certains – comme les promoteurs du film *Hitler-Staline : liaisons dangereuses* (lire page 23) – partent de l'idée que l'alliance avec les nazis aurait toujours été présente, implicitement, dans les plans de Staline, tandis que la politique de sécurité collective n'était, pour le dictateur, qu'un masque destiné à cacher ses desseins à l'Occident. Le film souligne les prémices idéologiques de la stratégie stalinienne : dès 1927, le secrétaire général du PC soviétique était déterminé à manœuvrer avec les puissances capitalistes pour les entraîner dans une guerre de destruction inter-impérialiste. L'URSS en serait sortie indemne et en position d'étendre son territoire. Et c'est prétendûment pour provoquer cette guerre que Staline aurait contribué à l'accession au pouvoir de Hitler en poussant la politique du Komintern et du Parti communiste allemand sur une voie suicidaire.

A la vérité, les sentiments et les sympathies idéologiques pesaient peu sur l'orientation de la politique étrangère de Staline. En dépit de son système despotique de gouvernement, sa stratégie apparaît, avec le recul, comme relativement rationnelle et équilibrée : une Realpolitik dénuée de scrupule. Sa doctrine, qui aurait eu l'aval de Machiavel, avait pour seul objectif la mise en œuvre de sa conception des intérêts de la sécurité nationale de la Russie.

A la recherche d'une aiguille dans une botte de foin, le documentaire évoqué enfle démesurément, par exemple, les négociations sans réelle portée menées par David Kandelaki, chef de la mission commerciale à Berlin en 1937-1938 (1). L'ambassadeur russe à Berlin assurait pourtant à Maxime Litvinov, commissaire aux affaires étrangères jusqu'en mai 1939, que *« les rumeurs d'un rapprochement éventuel avec l'Allemagne* [étaient] *dénuées de fondement ». « Nous n'avons conduit ni ne conduisons aucune négociation avec les Allemands* (2) », ajoutait-il. Et rien ne prouve que Staline ait agi dans le dos de son ministre des affaires étrangères. En fait, ces contacts secrets ont été, dans une large mesure, suscités par le lobby allemand – gros industriels et fonctionnaires de la Wilhelmstrasse –, toujours soucieux de ressusciter l'Ostpolitik. Du côté russe, ils constituèrent une pitoyable tentative de contrer les éléments antisoviétiques au ministère allemand des affaires étrangères (3).


SERGUEÏ GUERASSIMOV. – « La Mère du partisan » (1943)

Il est plus tentant d'attribuer le changement à la désillusion soviétique à l'égard de l'Occident après la conférence de Munich, en septembre 1938. L'exclusion de l'URSS de cette conférence et la liberté d'action donnée à l'Allemagne en Tchécoslovaquie étaient de nature à confirmer le sérieux soupçon soviétique selon lequel Neville Chamberlain et Edouard Daladier étaient déterminés à détourner le danger allemand en encourageant Hitler à une expansion à l'est. Mais cette interprétation ne prend pas en compte un fait : en dépit du coup sévère porté à la politique de sécurité collective, Staline ne considérait pas Munich comme irréversible. De plus, il n'avait pas d'autre réponse, alors que Hitler, lui, pouvait miser sur une soumission accentuée de l'Occident. Même le fameux avertissement lancé aux démocraties occidentales en mars 1939 – selon lequel l'URSS n'avait aucune intention de *« tirer les marrons du feu »* pour leur compte – ne marqua pas un changement de position soviétique. Une analyse superficielle du texte complet de ce discours suffirait à montrer que Staline rejetait l'idée de Lénine de la guerre révolutionnaire et craignait qu'une guerre mondiale ne constituât une menace pour la Russie.

Ce sont en fait les garanties unilatérales données par la Grande-Bretagne à la Pologne, le 31 mars 1939, qui ouvrirent la voie au pacte Ribbentrop-Molotov et au déclenchement de la seconde guerre mondiale (4). Il s'agissait d'une réaction émotionnelle et spontanée à l'humiliation que Hitler infligea à Chamberlain en s'emparant de Prague, le 15 mars 1939. Paradoxalement, en garantissant la sécurité de la Pologne, Londres provoqua l'Allemagne et perdit la position, qu'elle détenait jusque-là, de pivot de l'équilibre des forces en Europe. Ces garanties offertes à Varsovie pouvaient avoir deux conséquences. Soit elles avaient un effet dissuasif, et Hitler devait revenir à la table de négociations. Soit, s'il maintenait ses revendications territoriales sur la Pologne, et pour respecter l'axiome militaire découlant des leçons des guerres précédentes – la nécessité d'éviter une guerre sur deux fronts –, le chancelier devait impérativement neutraliser l'Union soviétique.

Du coup, une option allemande, jusqu'ici inexistante, s'ouvrait à Moscou. Inversement, lorsque Chamberlain commença à comprendre que le chemin vers un second Munich était incertain et que le déclenchement de la guerre demeurait une possibilité réelle, il dut, à contrecœur, s'assurer, au moins en apparence, de l'engagement – vital pour l'application des garanties – de l'armée soviétique. Ainsi, c'est l'Union soviétique qui devint, sans l'avoir voulu, le pivot de l'équilibre des forces en Europe.

Surfant sur la vague de notre mémoire collective hésitante, certains historiens révisionnistes ne présentent ce pacte inattendu que sous sa nature perfide. Or les mythes du coup de poignard dans le dos et du plan prémédité ont été construits autour de lectures simplistes des événements ayant conduit au pacte. Conformes au modèle totalitaire dominant dans les années 50, ces visions

* Historien, directeur du Centre russe, université de Tel-Aviv, auteur du livre : *Stalin and the German Invasion of Russia*, Yale University Press (à paraître).

(1) Pour trouver une approche similaire à celle du film cité, voir Evgueni Gnedin, *Katastrofa i vtoroe rochdenie*, Fond im. Gertsena, Amsterdam, 1977, et, dans une version plus subtile, Jiri Hochman, *The Soviet Union and the Failure of Collective Security*, 1934-1938, Ithaca : Cornell University Press, Londres, 1984, pp. 124 et 171. Voir aussi Vojtech Mastny, *Russia's Road to the Cold War : Diplomacy, Warfare and the Politics of Communism (1941-1945)*, Columbia University Press, New York, 1979, et Robert Tucker, *Stalin in Power : The Revolution from Above, 1928-1941*, Norton, New York, 1990, chapitres 10-21.

(2) Cité dans l'excellente analyse de ces contacts élaborée sur la base des archives russes *in* N. A. Abramov et L. A. Bezymensky, « The Special Mission of David Kandelaki », *Voprosy Istorii*, nos 4-5, 1991, Moscou, p. 152.

(3) Ingeborg Fleischauer, *Der Pakt : Hitler, Stalin und die Initiative der deutschen Diplomatie, 1938-1939*, Ullstein, Berlin, 1990, et Geoffrey Roberts, *The Unholy Alliance : Stalin's Pact with Hitler*, Tauris, Londres, 1989, chapitre 5.

(4) Voir le travail, qui fait autorité, d'Anita Prazmowska, *Britain, Poland and the Eastern Front, 1939*, Cambridge University Press, 1987, et son article « The British Guarantee to Poland of March 1939 », *European History Quarterly*, no 14, 1984.

Généalogie d'un mensonge

L'APPARENTE désinvolture de Staline à l'approche de l'invasion allemande en juin 1941 et, plus généralement, la politique soviétique restent, selon l'expression de Churchill, *« une devinette enveloppée dans un mystère à l'intérieur d'une énigme* (1) ». Pour les réalisateurs du film *Liaisons dangereuses*, Staline, dans la conduite de sa politique étrangère, poursuivait le plan des bolcheviks : dominer le monde en transformant la guerre impérialiste en guerre idéologique *(lire page 23)*.

Bien que le professeur Stéphane Courtois soit le conseiller historique du film, une partie cruciale du *documentaire adopte, sans le critiquer,* le trop celebre travail de Victor Souvorov, un officier de renseignement soviétique passé à l'Ouest à la fin *des années 70. Dans son livre, Le Brise-Glace,* Souvorov décrit la Russie soviétique de 1941 en scélérate plutôt qu'en victime. Grâce à une falsification *de ses sources, il prétend sans la moindre* preuve que Staline aurait méticuleusement préparé contre l'Allemagne un plan « Opération Tonnerre », qui *devait être déclenché le 6 juillet 1941 ; ce serait* l'invasion de la Russie par Hitler qui l'aurait fait échouer (2).

La prétendue préparation de cette agression par Staline aurait commencé avec la signature du pacte germano-soviétique et se serait poursuivie jusqu'au printemps 1941, en passant par la conférence entre Viatcheslav Molotov et Adolf Hitler à Berlin en novembre 1940, présentée comme une preuve que tout cela n'empêchait pas Staline de conspirer avec Hitler pour le partage du monde. Or les nouveaux documents d'archives – dont les directives pour les entretiens avec Hitler, dictées dans sa datcha par Staline à Molotov – montrent que les objectifs soviétiques continuaient à découler d'une conception défensive de la sécurité. Il s'agissait de protéger les intérêts soviétiques dans les Balkans et les détroits de Turquie. Staline s'opposait en particulier au démembrement de l'Empire britannique. Il pensait que la Grande-Bretagne participerait à la conférence de paix, mais en tant que puissance diminuée (3).

En privé, Staline expliqua à Georgi Dimitrov, le *secrétaire général de l'Internationale communiste,* que sa politique était motivée par les menaces auxquelles la Russie faisait face dans la mer Noire. *« Historiquement le danger est toujours venu de là ; la guerre de Crimée, la prise de Sébastopol, l'intervention de Wrangel en 1919, etc. »* Son intention était d'assurer la sécurité des bases navales sur la côte turque *« afin que les détroits ne puissent être utilisés contre* [l'URSS] (4) ». Loin d'être rassuré par Hitler, comme le suggère Delassus, Molotov se plaignit, *dans un télégramme à Staline,* des tentatives du chancelier allemand de *« mettre la main sur la Turquie sous prétexte de garantir similairement la sécurité de la Roumanie, tout en* (...) *faisant saliver* [l'URSS] *avec la promesse de révision de la convention de Montreux ».* Mais, et c'est de loin plus important, Staline *disposait, par son attaché militaire* à Berlin, d'informations précises sur la directive 21 fixant l'opération « Barbarossa » – l'invasion de l'Union soviétique (5) –, et ce dix jours seulement après son adoption, soit à peine un mois après la fin de la conférence de Berlin.

Ce fut donc un sens aigu de la menace allemande qui conduisit à la réunion extraordinaire du haut commandement au Kremlin, à la fin du mois de décembre, et aux deux *Kriegspiel* du début de 1941. Les deux stratégies partaient de l'hypothèse d'une invasion allemande de la Russie, et leurs conclusions ont été mises en œuvre dans les plans de mobilisation et de déploiement préparés au printemps 1941. A la mi-avril 1941, le chef du renseignement militaire, le général Filip I. Golikov, soumit à Staline un rapport alarmant sur les mouvements de troupes *massifs de l'Allemagne vers les frontières* russes (6). Avec la Yougoslavie et la Grèce au bord de l'effondrement, Staline conceda qu'en dépit de *grands progrès, l'armée rouge était loin d'être prête* pour la bataille.

Sa politique était désormais guidée par la conscience qu'il avait de la faiblesse de l'armée rouge, gravement mutilée par les purges de 1937-1938. Les changements dans le haut commandement avaient désorganisé la reconstruction de l'armée : trois chefs d'état-major se succédèrent au cours de la seule année précédant la guerre. Un flot de rapports des commandants de division révélèrent de graves problèmes. Par exemple, le 9 avril 1941, le Politburo apprit l'augmentation des catastrophes dans l'armée de l'air : de deux à quatre avions s'écrasaient chaque jour au cours des exercices, et quelque 1 000 pilotes avaient perdu la vie en un an (7).

Au lieu d'attaquer les Allemands, la seule solution était donc de s'arranger avec eux. Vu l'ambiguïté de la masse de renseignements empilée sur le bureau de Staline, celui-ci pouvait penser être en mesure de différer l'offensive contre l'Allemagne pour la déclencher a un moment plus opportun, à condition de jouer correctement la carte diplomatique. D'autant que des informations indiquaient une possible division entre Hitler et la Wehrmacht : à ses yeux, le chancelier souhaitait atteindre ses objectifs par la voie de la *négociation, l'armée* recherchait la guerre.

De surcroît, le comte Werner von Schulenburg, ambassadeur allemand à Moscou, s'efforçait de dissimuler à Staline la menace grandissante. Des découvertes particulièrement éclairantes dans les archives russes montrent que Schulenburg chercha – *lors de plusieurs rencontres clandestines* à sa résidence moscovite avec des diplomates soviétiques, entre le 5 et le 12 mai – à organiser une rencontre entre Staline et Hitler (8).

Le voyage rocambolesque de Rudolf Hess, l'adjoint de Hitler, en Angleterre, le 12 mai, pour une *mission de paix, apparaît comme la clé pour* comprendre l'attitude soviétique à l'approche du conflit. Des documents récemment déclassifiés par le gouvernement britannique révèlent que le MI 6, encouragé par le Foreign Office, tenta d'utiliser la venue de Rudolf Hess à des fins de désinformation : il s'agissait, en intoxiquant les Russes grâce à des sources de renseignement clandestines, de les empêcher de conclure un accord avec l'Allemagne.

Les Britanniques voulaient corroborer l'évaluation erronée de Staline concernant les divisions au sein de la direction allemande – Rudolf Hess serait à la recherche d'une paix avec la Grande-Bretagne afin de convaincre Hitler d'abandonner ses réserves quant à la campagne contre la Russie. Les services de renseignement britanniques espéraient que cette information pousserait l'URSS à joindre ses forces à celles de la Grande-Bretagne avant qu'il ne soit trop tard. Le message eut l'effet inverse sur le Kremlin : il y accentua la peur que les rumeurs de guerre fabriquées à Londres aient pour but d'entraîner la Russie dans la guerre.

Une directive offensive ou défensive ?

TEL est le contexte dans lequel doit être analysé l'ordre donné par Gueorgui Joukov, le 15 *mai*, en vue d'une attaque préventive contre l'Allemagne. Les historiens « révisionnistes » mettent en avant la directive elle-même. Ils *présument* que Staline était à l'origine du plan et qu'il était « dûment signé », prouvant ainsi que la stratégie soviétique était bel et bien *« offensive », c'est-à-dire* agressive.

En réalité, cette directive ne connut pas le *moindre début de mise en œuvre : le lendemain,* Gueorgui Joukov en émit une autre, visant, elle, un déploiement défensif de l'armée rouge sur les frontières *en prévision d'une attaque allemande.* Cette directive « défensive » resta en vigueur jusqu'au 22 juin 1941, avec quelques modifications *mineures. En outre, une analyse sérieuse de la* directive « agressive » de Joukov en limite la portée : fondée sur la doctrine, très élaborée, des « opérations en profondeur », inventée par le maréchal Mikhaïl Toukhatchevski, elle prévoyait une attaque limitée bien que s'enfonçant profondément à l'intérieur des concentrations de troupes allemandes. Plus qu'un tremplin vers la prise du cœur de l'Europe, le plan était conçu comme une opération circonscrite dont l'objectif était d'abord de désorganiser l'ordre de bataille allemand – il était donc de nature fondamentalement défensive.

A la mi-mai, un profond abîme séparait en fait Joseph Staline et les chefs d'état-major. Bien que Joukov ait continué à faire pression en faveur d'une attaque préventive, l'irrésistible besoin d'un répit conduisit Staline à faire preuve de plus de docilité à l'égard de l'Allemagne. Le débat culmina lors de la série de séances du bureau politique à la veille de l'invasion allemande. La confrontation était si aiguë que, lorsque le maréchal Semen Timochenko, ministre de la défense, soutint la proposition de Gueorgui Joukov de placer l'armée rouge en état d'alerte, Staline explosa : *« C'est du Timochenko tout craché, il prépare tout le monde à la guerre, il fait tout pour être fusillé, mais je sais depuis la guerre civile que c'est un bon soldat. »* Après quoi il avertit le chef d'état-major : *« Si vous provoquez les Allemands sur les frontières en déplaçant des troupes sans notre permission, alors les têtes tomberont, souvenez-vous-en !* (9). »

Cette peur obsessionnelle de la provocation, conjuguée avec la claire conscience de la faiblesse de l'armée rouge, allait à l'encontre du flot croissant de renseignements précis annonçant l'agression allemande. Cela contribua à la confusion et au désastre qui se produisirent à l'aube du 22 juin 1941, lors de l'agression hitlérienne. Lorsque Joukov appela Staline à sa datcha pour l'informer de l'attaque allemande, le maître du Kremlin semblait encore croire que la Wehrmacht avait provoqué une guerre sans l'accord de Hitler. Sa première directive fut donc d'interdire à l'armée d'appliquer pleinement les ordres de déploiement...

G. G.

(1) Winston S. Churchill, *The Second World War*, London, 1950, vol. I, p. 403.

(2) Victor Souvorov, *The Icebreaker*, pp. 344-345 et p. 327. La version française, *Le Brise-Glace*, est parue en 1989 aux Editions Orban.

(3) Archives présidentielles de la Fédération de Russie (APFR), 9 novembre 1940. Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie (APEFR), 059/1/338/2314/2, Télégramme de Staline à Molotov, 11 novembre 1940.

(4) Archives nationales de Bulgarie, Fonds Dimitrov, journal personnel, 25 novembre 1940, et Archives du ministère des affaires étrangères de Bulgarie, AMVNR PREII /1/3/1/2/1/19, documents concernant la visite de Molotov à Berlin, 27 novembre 1940.

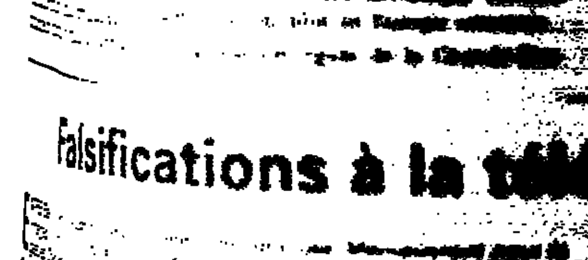
(5) APEFR, 059/1/326/2239/112-114, télégramme de Molotov à Ivan Maiski, 17 novembre 1940 et 338/2314/36-38, télégramme de Molotov à Staline, 13 novembre 1940.

(6) Archives des services de renseignement russes, 7237, Rapport de Filip I. Golikov, 16 avril 1941? et rapport no 4 sur les événements à l'Ouest, 20 avril 1941.

(7) APFR, « Dossier spécial sur 1941 », document 247.

(8) APFR, 3/64/675/157-161.

(9) Archives personnelles de Dimitri Volkogonov, déclaration *signée par le général Liachenko sur les conversations avec* Semen Timochenko.



GUERRE MONDIALE

soviétique

cherchèrent à établir l'existence d'une communauté d'intérêts et d'affinités politiques entre les régimes nazi et communiste, tous deux menaçant gravement la démocratie et la civilisation occidentale.

En réalité, le Foreign Office reconnut, dès avril 1939, les conséquences logiques des garanties britanniques. L'ambassadeur de Sa Majesté à Moscou, Sir William Seeds, par exemple, leur reprocha d'avoir suscité chez Staline la tentation, tout à fait compréhensible dans les circonstances nouvelles, de *« se tenir à l'écart et, en cas de guerre, de limiter son soutien au commerce fructueux de matériels aux victimes de l'agression »*. Et d'anticiper l'accord de l'Allemagne et de la Russie sur l'avenir des Etats baltes et de la Bessarabie. A l'instar du sous-secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, Vansittart, qui admit à contrecœur : *« Maintenant que le gouvernement de Sa Majesté a donné ses garanties, le gouvernement soviétique va s'asseoir et se laver les mains de toute cette affaire* (5). »

Dès ce moment, face à l'attitude de Londres, Staline aurait donc pu théoriquement se compromettre avec les Allemands. Mais il ne faut pas perdre de vue que la constante de la politique étrangère soviétique pendant l'entre-deux-guerres plonge ses racines dans l'intervention militaire alliée en Russie en 1920-1921. D'où une profonde méfiance à l'égard de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, qui pourraient faire bloc et lancer une croisade contre la Russie communiste.

Depuis le 31 mars, Staline faisait face à un grave dilemme qui n'avait pas grand-chose à voir avec ses penchants idéologiques : prudent et pragmatique dans la conduite des relations internationales, le maître du Kremlin était hanté par la crainte que Londres, en dépit de ses garanties, n'abandonnât la Pologne comme elle l'avait fait pour la Tchécoslovaquie, facilitant ainsi une agression allemande sur le front oriental. En même temps, il avait pleinement conscience que, en cas d'incapacité de la Grande-Bretagne à répondre à une invasion allemande de la Pologne, l'Allemagne pouvait violer un éventuel accord et poursuivre sa poussée vers l'est. Ce pronostic le conduisit à tenter désespérément de convaincre la Grande-Bretagne de remplacer les garanties unilatérales accordées à la Pologne par une alliance militaire contractuelle entre la Russie et l'Occident. Ce qui ne l'empêcha pas de sonder l'Allemagne.

Pendant les négociations, qui traînèrent presque cinq mois, Londres et Moscou explorèrent différentes possibilités d'accords. Au cours des années 30, l'Union soviétique voulait obtenir sa sécurité à travers l'établissement d'une zone tampon comprenant, du nord au sud, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie, et ce par le biais d'accords d'assistance mutuelle avec ces Etats, soutenus par l'Angleterre et la France. Ces projets avaient pour caractéristique principale de définir sans ambiguïté les mesures militaires à prendre par chacun des belligérants une fois la guerre déclenchée. Et ils supposaient une véritable menace allemande et l'inévitabilité de la guerre.

Cette démarche reposait sur des renseignements fiables arrivés sur le bureau de Staline. L'information la plus importante apparut en août 1938 : une source sûre, implantée chez Hermann Göring, décrivait avec force détails les plans militaires de l'Allemagne présentés par le maréchal du Reich au maréchal Gerd von Rundstedt, le commandant du groupe d'armées qui allaient envahir la Pologne, et aux autres officiers supérieurs. La cible était clairement l'Est : *« L'Allemagne*, précisaient-ils, *n'a pas besoin de colonies en Afrique, mais en Europe de l'Est ; elle a besoin d'un grenier – l'Ukraine* (6). »


KEYSTONE

SIGNATURE DU PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE, LE 23 AOÛT 1939
Un pacte qui révélait surtout la faiblesse de la Russie

« Effet apaisant » et dissuasion

A partir de mai 1939, Staline reçut un flot constant de renseignements sur les intentions de Hitler d'attaquer la Pologne sans se soucier des réactions occidentales. Les Allemands semblaient penser que la guerre resterait localisée, et cela dut inquiéter particulièrement Staline, qui ne comptait guère sur l'intervention de la Grande-Bretagne et de la France avant le déclenchement des hostilités (7).

Les garanties données par Londres à la Pologne, que Staline interprétait correctement, tentaient de préserver les principes fondamentaux de la politique d'« apaisement » à l'égard de Hitler en cherchant à dissuader les Allemands. Elles ne pouvaient donc satisfaire les besoins fondamentaux de la sécurité soviétique. Dès le début, Lord Halifax, le secrétaire au Foreign Office britannique, souhaita une coopération russe limitée à une fastidieuse déclaration selon laquelle, *« en cas d'agression contre un voisin européen de l'Union soviétique et auquel ce pays résisterait, l'assistance du gouvernement soviétique serait accordée si le désir en était exprimé et serait fournie suivant le mode le plus approprié »*. Il en attendait *« un effet apaisant sur la situation internationale* (8) », *« effet apaisant »* étant ici synonyme de dissuasion.

Lord Halifax évolua à pas comptés au cours de l'été 1939 pour tenir compte des demandes soviétiques. Mais une telle alliance se révéla difficile à conclure, en raison du refus des Polonais d'envisager ne serait-ce qu'un transit des troupes soviétiques sur leur territoire en cas de guerre, et de la répugnance de Londres à reconnaître l'Union soviétique comme son principal allié en Europe orientale.

La position rigide de la Grande-Bretagne conduisit Staline, par pur calcul, à explorer une autre voie à travers le dialogue avec les Allemands. La décision finale s'imposa pratiquement à lui le 19 août 1939, lorsqu'il reçut un remarquable rapport de renseignement sur les objectifs de Hitler à long et à court terme. Selon ce rapport, le Führer était déterminé à « résoudre » le problème polonais quel qu'en fût le coût, sans se soucier d'avoir à combattre sur deux fronts. Il comptait sur l'URSS pour *« conduire des négociations avec* [Berlin], *puisqu'elle n'a aucun intérêt dans un conflit avec l'Allemagne et qu'elle n'est pas moins inquiète d'être vaincue au nom des intérêts de l'Angleterre et de la France »*. Ceux qui entretiennent l'idée d'une communauté de destin nouvellement formée entre Moscou et Berlin devraient le noter : bien que préconisant *« un nouveau Rapallo, étape d'un rapprochement et d'une collaboration économique avec Moscou »*, le rapport soulignait la nature éphémère de ce « second Rapallo », qui devait être poursuivi *« pendant une période limitée »* d'environ deux ans (9). Staline ne pouvait donc l'ignorer.

En fait, depuis Munich, les Allemands maîtrisaient manifestement les événements. Loin de pouvoir lancer une agression contre eux, Staline – comme d'ailleurs les Britanniques – devait répondre à des demandes allemandes équivalant à un ultimatum. De son épais crayon bleu, Staline souligna le « conseil » de Hitler d'accepter la proposition d'accord, car le comportement de la Pologne à l'égard de l'Allemagne était tel qu'*« une crise pouvait avoir lieu n'importe quand »*. Hitler commentait plus loin qu'il serait prudent pour Staline de *« ne pas perdre de temps* (10) ». L'alliance trouva sa justification lorsque Staline comprit que la délégation militaire franco-britannique, arrivée à Moscou par bateau au cours de la deuxième semaine d'août, était dépourvue d'instructions et ne disposait d'aucun pouvoir. Elle devait, en permanence, consulter Londres et Paris.

Staline exploita les occasions à chaque fois qu'elles se présentèrent. Pendant la majeure partie des années 30, cherchant ainsi à protéger la Russie d'une guerre désastreuse, il adhéra à la politique de sécurité collective jusqu'à ce que, à la fin de la décennie, il ne croie plus à son succès. Sachant que le maître du Kremlin soupçonnait en permanence – et de manière compréhensible – la Grande-Bretagne et l'Allemagne de vouloir se réconcilier, on peut douter qu'il ait considéré le pacte germano-soviétique comme une garantie sérieuse des frontières occidentales de la Russie. Loin de conduire à une fraternité *« par le fer et le sang »* avec l'Allemagne, ou à la renaissance du rêve depuis longtemps oublié d'une expansion sans limite, ce pacte reflétait surtout la relative faiblesse de la Russie et la claire conscience qu'elle serait forcée, au bout du compte, d'affronter l'Allemagne sur le champ de bataille. Staline opta pour le moindre des deux maux.

La condamnation des historiens révisionnistes est inspirée par un jugement moral sur les protocoles secrets qui permirent la division de la Pologne et l'occupation des pays baltes. Mais, dans leur jugement, les historiens se doivent de saisir l'esprit du temps. Comme l'a observé un spécialiste avisé, *« le Kremlin menait une diplomatie qui n'était ni morale ni idéologique. La politique de Moscou, comme celle des démocraties, n'était ni pure et noble ni diaboliquement rusée* (11) ».

GABRIEL GORODETSKY.

(5) E. L. Woodward (sous la direction de), *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, 3e série, vol. V, Londres, 1952, p. 104.

(6) Archives privées de Dimitri Volkogonov, « The Estimate of the Intelligence Services of the General Staff on the Plans and State of the Armed Forces and the Possible Outbreak of World War II ».

(7) Archives militaires de la Fédération de Russie (AMFR), 9157/2/350-360, « Information de Proskurev à Staline sur les plans allemands d'agression obtenus par Kleist », 17 mai 1939.

(8) *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, 3e série, vol. V, pp. 205-206.

(9) AMFR, 9157/2/418-431. L'interception des télégrammes de Werner von Schulenburg, ambassadeur allemand à Moscou, qui étaient ainsi fournis à Staline confirma l'information. Voir par exemple 9157/2/447, 453-454.

(10) Dimitri Volkogonov, *Stalin : Triumph and Tragedy*, Grove Weidenfeld, New York, 1991. Voir aussi « Alternativy 1939-go », *Izvestia*, 21 août 1989. Une autre interprétation éclairante est « Ribbentrop-Molotov », *Voprosy Istorii Kpss*, n° 8, 1988.

(11) Teddy J. Uldricks, « Evolving Soviet Views of the Nazi-Soviet Pact », *in* Richard Frucht (sous la direction de), *Labyrinth of Nationalism : Complexities of Diplomacy*, Slavica Publishers, Colombus, Ohio, 1992, pp. 331-360.



Falsifications à la télévision

« ENTRE Berlin et Moscou, les images sont interchangeables. Des deux côtés, on invente la propagande, omniprésente, permanente. » Si, s'inspirant des méthodes du *« conseil historique sous la direction de Stéphane Courtois »* qui a concocté le documentaire « Hitler-Staline » (1), on voulait poursuivre dans la voie de l'amalgame, on pourrait dessiner un triangle de la manipulation. Et y inclure la télévision française : trois semaines durant, c'est bien un sommet du révisionnisme historique qui a été servi aux téléspectateurs.

A tel point qu'on ne sait où commencer la réfutation. Décidés à établir une parenté idéologique et stratégique permanente entre nazisme et communisme, les deux réalisateurs ont choisi de faire du pacte germano-soviétique l'apothéose d'une longue collaboration datant ... de la révolution russe de 1917. L'histoire se métamorphose alors en une téléologie grossière où chaque épisode des relations soviéto-allemandes de l'entre-deux-guerres n'a de sens qu'à la lumière de la poignée de main Staline-Ribbentrop d'août 1939. Même un historien exécrable connaît pourtant les risques d'une telle lecture qui pourrait lui faire dire que la poignée de main de Montoire entre Pétain et Hitler explique l'aval de Bismarck à l'écrasement par Thiers de la Commune de Paris...

Au moment du traité de Rapallo, en 1922, l'Allemagne est en butte à l'acharnement français et aux sanctions du traité de Versailles ; l'Union soviétique sort exsangue d'une guerre civile pendant laquelle elle a affronté plusieurs nations européennes. Comment l'alliance des deux pays parias, dont l'un est démocratique, l'autre pas encore stalinien, pourrait-elle avoir la même signification que le pacte d'août 1939 ?

Passons à la stupidité suivante. *« Dès 1934, une guerre semble inévitable. Staline n'en veut pas. Manœuvrant pour la rejeter vers l'ouest, il cherche à s'entendre avec Hitler. »* C'est la thèse des auteurs. Pour la faire passer, ils ne nous épargneront rien. Ni un commentaire pompeux, ni un grand-guignol d'acteurs affublés d'uniformes soviétiques et nazis qui, réunis autour d'une carte de l'Europe, poussent des pions en forme de croix gammée ou de faucille et de marteau.

Mais la difficulté des auteurs est double. D'une part, les puissances occidentales – et surtout la France et le Royaume-Uni – ont au moins autant « manœuvré » avec l'Allemagne pendant les années 30 que l'Union soviétique. D'autre part, de petits incidents insignifiants comme la guerre d'Espagne et le Front populaire ont opposé les deux pays totalitaires, supposés animés par une *« haine commune des démocraties bourgeoises »*.

PAS de problème : lorsque, *« à l'Ouest, personne ne bronche »* pendant qu'Hitler occupe la Rhénanie puis envahit l'Autriche et la Tchécoslovaquie avant de se tourner contre la Pologne, cette impassibilité est abordée avec pudeur. En moins d'une minute... Et, bien sûr, elle ne saurait prouver que Daladier ou Chamberlain, pour ne citer que ces deux signataires du traité de Munich, *« cherchent à s'entendre avec Hitler »* afin de *« rejeter la guerre »* vers l'est.

L'autre difficulté est traitée par le mensonge caractérisé. Déjà, les réalisateurs ont eu l'aplomb de prétendre que les purges de l'armée soviétique, décidées par Staline en 1937, s'expliquent par le fait que les 35 000 officiers exécutés *« pourraient être choqués par un rapprochement avec l'Allemagne fasciste et s'y opposer »*. Voilà une jolie réécriture de l'histoire, courageusement faite au conditionnel néanmoins, ce qui évite d'en fournir la moindre preuve.

Avec le Front populaire, les auteurs passent du conditionnel à l'indicatif : *« Interdiction intimée à Thorez de participer à un deuxième gouvernement Blum en mars 1938 : Staline ne veut pas de vague avec Hitler. »* On atteint alors au grand art. Au moment de l'Anschluss, Léon Blum veut en effet constituer un gouvernement d'union nationale contre l'Allemagne. Et qui s'y oppose ? Il suffit pour répondre de citer les propos que le chef socialiste tient aux députés de droite le 12 mars 1938 : *« Le Parti communiste vient de tenir une séance de son comité central et a émis un vote d'adhésion sans réserve* [au gouvernement d'union nationale]. *Ainsi donc, tout le monde accepterait, et ce serait vous qui refuseriez* [...] *Qu'est-ce qui vous détermine ? La présence des communistes au gouvernement ? Et cela avant tout ? Je ne vous demande pas de me répondre : je le sais !* (2) »

Si Stéphane Courtois se penche un jour sur l'œuvre d'Annie Kriegel, il lira avec intérêt sa communication de mars 1965 sur « Léon Blum et le Parti communiste ». Elle y établit que, à partir de 1934 et jusqu'en août 1939, la *« diplomatie soviétique de rapprochement avec les démocraties occidentales »* est tournée *« contre Hitler »* (3). Mais, avec ce documentaire de France 3, s'agit-il d'autre chose que de « propagande » ? François Furet, en tout cas, a évoqué un *« cadeau au public de la télévision »*, un *« grand film d'histoire »* (4).

S. H.

(1) « Les dossiers de l'histoire » : « Hitler-Staline : liaisons dangereuses », France 3, du 30 novembre au 14 décembre 1996.

(2) Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire*, Payot, Paris, 1974, p. 506 (annexe n° 21).

(3) Annie Kriegel, *Léon Blum chef de gouvernement*, Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1981, pp. 128-129.

(4) *Le Nouvel Observateur*, 5 décembre 1996.

De Munich à l'invasion de l'URSS

29 septembre 1938 : Adolf Hitler, Benito Mussolini, Edouard Daladier et Neville Chamberlain signent les accords de Munich, qui livrent les Sudètes tchécoslovaques à l'Allemagne nazie – l'invasion se produit deux jours plus tard.

15 mars 1939 : L'Allemagne occupe militairement la Bohême et la Moravie, qu'elle réduit à l'état de protectorat, tout en installant à Bratislava une « République slovaque » collaboratrice.

1er septembre 1939 : L'Allemagne envahit la Pologne. La France et le Royaume-Uni lui déclarent la guerre.

17 septembre 1939 : Conformément au pacte germano-soviétique, l'armée rouge envahit la Pologne orientale.

30 novembre 1939 : L'URSS attaque la Finlande.

9 avril 1940 : La Wehrmacht s'empare du Danemark.

14 avril 1940 : Opération franco-britannique en Norvège, où s'installe néanmoins un pouvoir qui collaborera avec le Reich.

10 mai 1940 : Hitler attaque à l'Ouest. L'armée néerlandaise capitule le 15 mai, la Belgique le 27 mai, et l'armistice avec la France est signé le 22 juin.

11 mars 1941 : Les Etats-Unis accordent au Royaume-Uni le bénéfice du « prêt-bail » : la cession de matériel de guerre en location.

Avril-mai 1941 : La Wehrmacht envahit la Yougoslavie, puis la Grèce – dont l'armée italienne avait tenté, en vain, de s'emparer en octobre 1940.

21 juin 1941 : Sans déclaration de guerre, l'armée allemande envahit l'Union soviétique.

LE SALUT, LA GRÂCE ET LA THÉRAPIE

Drewermann l'imprécateur

PRÊTRE catholique de nationalité allemande et théologien devenu psychothérapeute de profession, Eugen Drewermann interpelle publiquement le Vatican depuis une quinzaine d'années. Auteur de quelque soixante ouvrages, il n'a de cesse de démolir pierre par pierre l'édifice romain, de s'attaquer à ses dogmes et de « libérer la foi de la papauté ». Ses critiques virulentes lui ont valu en 1991 de se voir suspendre de toutes ses fonctions de prêtre et d'enseignant en théologie.

« Nouveau Luther » et prophète martyr pour les uns, faux messie dangereux pour les autres, Eugen Drewermann ne laisse pas indifférent. S'il n'est plus sous le feu des médias, il garde un prestige immense et reste révélateur d'un courant puissant au sein du catholicisme européen.

Par RÉMY HEBDING *

Eugen Drewermann n'en finit pas de semer le scandale. Et cela auprès de l'Eglise romaine, peu encline à se laisser bousculer par l'un des siens. Il connaît la maison, et est donc le plus apte à en contester les aspects les plus contestables pour l'homme contemporain. Il en démonte la machine à l'endroit le plus vulnérable de l'édifice : le rôle assigné au prêtre, révélateur selon lui d'un carcan culpabilisateur et destructeur. Eugen Drewermann ne se lasse pas de fouiller dans l'inconscient de ceux qu'il considère comme atteints dans leur être le plus intime par un système broyeur d'individualités, cachant leur souffrance au nom de leur mère l'Eglise, marâtre sans scrupules. Il adopte une attitude d'écoute de ces douleurs non dites, cachées au plus profond de soi. Cette souffrance, il a dû la ressentir lui-même ; ce qui le rend apte à prendre la place du thérapeute auprès de ses patients.

Tout a sans doute démarré de son expérience d'homme blessé, marqué au plus vif de sa vocation sacerdotale. Ce qu'il a ressenti – et qu'il ressent encore –, c'est la contradiction entre ce qui est proclamé et ce qui est vécu, ce qui est dit au nom de l'Evangile et les conséquences d'une telle traduction sur les serviteurs du système romain. Mais l'auteur des *Fonctionnaires de Dieu* (1) (*Kleriker*) n'en reste pas au constat : en décrivant, il mène l'enquête pour comprendre, pour ne pas demeurer dans l'état du prêtre aigri, en rupture avec la structure qui l'a constitué tel qu'il est. Bien plus, sachant que son Eglise réclame discipline et perte d'individualité pour ses clercs, il élabore une véritable mise à nu du phénomène culpabilisateur et destructeur.

Cette démarche explique en grande partie l'itinéraire intellectuel du théologien. Le point de départ de toute sa réflexion s'effectue à partir de son expérience de clerc meurtri. Il essaie de comprendre, et nous avec lui. Cela lui permet d'entrer en contact direct avec les multiples enfermements vécus par les patients venant dans son cabinet. Eugen Drewermann pense que le plus urgent est de leur annoncer une parole qui libère, considérant que *« seul un être épanoui peut faire le bien »*, selon le proverbe bouddhiste cité en exergue de *Kleriker*. L'institution religieuse, castratrice par excellence, représente en concentré toutes les frustrations, tous les renoncements. Ses paroles ne sont pas assez dures pour exprimer ce qui a été vécu en profondeur par le clerc et chez les personnes rencontrées.

Le monde qui transparaît au fil de ses multiples ouvrages est constitué d'êtres blessés par l'existence, broyés par des contraintes morales venues de l'extérieur et intériorisées. La confiance est recherchée vainement, mais elle ne trouve sur son chemin que la suspicion née de l'interdit castrateur.

« Si les gens [y] *réfléchissaient suffisamment, ils constateraient pour la plupart que ce n'est jamais par hasard qu'ils ont commis une faute, mais que c'est la totalité de leur vie qui ne colle pas ; et que cela tient toujours à ce que la peur les a retenus de vivre à plein : et, très curieusement, souvent la peur devant des forces qui se présentent comme morales* (2). » Selon Eugen Drewermann, l'accumulation de refoulements est la source d'inhibitions qui altèrent la capacité d'épanouissement de la personne. Rien de très nouveau dans ce constat, au regard de la psychanalyse. Mais le psychothérapeute étant doublé d'un théologien, cela lui permet d'élargir son investigation au champ de réflexion qui le préoccupe particulièrement.

Drewermann entend vaincre ce qu'il qualifie d'*« étroitesse névrotique »*, cette maladie occidentale consistant à tout vouloir résoudre en termes purement rationnels. Ceci ne peut, selon lui, que mener à des impasses.


LUTHER ET CALVIN (AU CENTRE) ENTOURÉS DES QUATORZE PÈRES FONDATEURS DU PROTESTANTISME

JEAN HOUWENS/SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

Héritage des Lumières et intuition sensible

Toujours selon Drewermann, il y a identification entre guérison et accès à la foi. De la manière dont nous envisageons les questions spirituelles dépend notre propre équilibre. *« La foi ne fait qu'un avec la guérison de l'homme. »* La religion se présente donc comme la voie royale vers l'épanouissement et la construction de la personne.

Cette réflexion sur la religion, Drewermann en trouve l'inspiration chez Schleiermacher (3). Nous sommes loin, ici, de la pensée des Lumières et du primat de la raison sur toute intuition sensible. Ce qui importe, pour Schleiermacher comme pour Eugen Drewermann, c'est la saisie immédiate en symbiose avec l'univers. Les symboles universels apparaissant comme *« des structures objectives préexistantes de l'âme »*. Les aspirations non exprimées trouvent dans les symboles religieux partagés par toute l'humanité leur expression et leur accomplissement.

Cette approche jungienne de la psychanalyse par l'utilisation des termes de l'inconscient collectif apporte à la théologie romantique une notation moderne reliée à des préoccupations très anciennes. Préoccupations qui n'ont jamais été totalement étrangères à une théologie catholique soucieuse de pratiquer une démarche en continuité avec la culture ambiante.

Dans le protestantisme non plus, d'ailleurs. En témoigne l'auteur des *Discours sur la religion* – ou plus récemment Paul Tillich (4). Mais cela fait l'objet d'un débat interne à l'univers de la Réforme. Ce qui explique la manière dont peuvent être reçues les thèses de Drewermann dans les Eglises respectives. La romaine se trouve encore toute bouleversée par la remise en cause de l'idéal sacerdotal par l'un des siens.

En fait, ce qui bouleverse le plus l'institution mise en cause par le trublion de Paderborn, c'est l'agitation créée autour de la fonction de prêtre : la mise à nu de celui qui est mandaté par l'Eglise à être le médiateur du sacré. Celui qui, armé du dogme, régit un espace public et privé de plus en plus réduit, mais, de ce fait, de plus en plus défendu. Le « permis et le défendu », dans l'action comme dans la foi, doivent prendre chez le prêtre leur source et leur justification. Le prêtre est celui qui écarte le doute au profit de l'énonciation de principes normatifs avancés en première instance par le pape.

Eugen Drewermann s'insurge contre cette pensée du « prêt-à-porter » qui élimine l'angoisse devant la liberté de croire, de penser, de sentir. Comme il le dit dans son dernier ouvrage traduit en français, *Dieu en toute liberté* (5), *« le magistère se pose lui-même, au nom de Dieu, comme absolu, et* [...] *se fonde structurellement sur l'oppression de la personne humaine individuelle »*. Pour lui, le dogme, la morale, l'image du prêtre propagateur de la pensée unique font partie d'un bloc homogène et cimenté. Il considère même celui-ci comme la représentation d'une idéologie de violence où *« ce qui doit servir à interpréter la foi est devenu une fin en soi* (6) *»*. *Tout cet attirail répressif ne* servant, au bout du compte, qu'à normaliser la pensée au profit d'une approche autoritaire des « mystères » de la foi. Et cela au détriment d'une écoute bienveillante de l'autre.

Eugen Drewermann prône le rétablissement de la confiance par la rencontre amicale et secourante. Dans un monde hostile, il est indispensable de maintenir ou de susciter des lieux où la détresse est prise en charge afin d'éviter l'irréparable. Car, selon lui, ni la morale qui condamne et juge, ni le dogme qui proclame l'unicité de la vérité ne peuvent permettre à l'homme accablé de se relever. Là, le psychothérapeute vient informer le théologien sur les conséquences pratiques des formulations dogmatiques. Une pensée érigée en système clos soit use de la coercition pour ne pas être rejetée, soit réclame de la part de ceux à qui elle est destinée une intériorisation de l'*interdit*. Et cela au point de meurtrir la conscience de ceux qui sont partagés entre fidélité à l'institution et liberté.

Mais l'exposition du différend opposant l'Eglise catholique aux plus conscients de ses serviteurs ne saurait nous faire oublier l'ancrage romantique des thèses d'Eugen Drewermann. Et il faut souligner des aspects quelque peu critiquables de sa démarche. Selon lui, l'expérience est la voie royale pour rencontrer Dieu comme pour retrouver son unité intérieure ; celle que l'analyste inventorie à la lumière de la théorie de l'inconscient.

Mais l'expérience tant vantée peut aussi, lorsqu'elle est vécue de manière initiatique et absolue, déboucher sur une autre forme d'enfermement. Celui qui résulte d'une exaltation de l'imaginaire jusqu'à en faire la condition de toute connaissance. Trop oublier les Lumières au profit de l'efflorescence des manifestations de l'inconscient peut mener, au nom du refus de tout jugement et de toute contrainte, à l'exaltation du subjectivisme. Ce qui correspond à ne trouver sa justification qu'en soi-même, ou dans la nature dans laquelle l'humain peut entrevoir des traces du divin. Schleiermacher mais aussi Novalis (7) ne sont pas étrangers à ce type d'inspiration fusionnelle et panthéiste.

Dans une telle problématique, tout ce qui est éthique – relation à l'autre – ou historique – relation à la dimension collective des agissements humains – se trouve mis en exergue et dévalorisé. Pour le théologien de Paderborn, le parcours initiatique teinté de psychanalyse et de religion qu'il préconise est destiné à nous mener vers ce confort psychique où toute culpabilité est évacuée. Le monde, les autres, l'Eglise catholique, n'étant là que pour empêcher l'individu de se réaliser pleinement. Pour Eugen Drewermann, l'angoisse d'exister ne peut être vaincue que si la notion de péché – peur de faire mal, crainte d'être condamné – est traitée comme une maladie... Une maladie religieuse pouvant trouver la guérison dans la confiance de l'innocence retrouvée. Tout le travail consiste à se vider du mal que la société a inoculé dans une âme pure et saine de toute culpabilité. Le mal-vivre trouve dans ce mécanisme accusateur la source de son existence.

Enoncer cela peut sembler, de prime abord, libérateur. De prime abord, seulement. Car soigner le péché – la culpabilité dans sa version sécularisée –, c'est passer à côté de la question morale par excellence. Celle qui oriente la vie sociale, lorsque, moins préoccupé de la recherche de son confort psychique, comme Drewermann nous y invite – on disait jadis « de l'âme » –, l'individu se pose la question : comment vivre avec ses semblables.

(1) Eugen Drewermann, *Fonctionnaires de Dieu*, Albin Michel, Paris, 1993.

(2) Eugen Drewermann, *La Parole qui guérit*, Cerf, Paris, 1991.

(3) Né à Breslau en 1768, philosophe et théologien protestant, Friedrich Schleiermacher privilégie l'expérience religieuse et non la spéculation métaphysique. Pour lui, la religion appartient davantage au domaine du sentiment qu'à celui du raisonnement et de la morale.

(4) Philosophe et théologien allemand, Paul Tillich dut s'exiler aux Etats-Unis en 1933, pour avoir réclamé l'exclusion de l'Université d'étudiants nazis qui avaient molesté des condisciples juifs et socialistes. A travers son œuvre, Tillich a toujours essayé de concilier la foi et la culture, la civilisation et la religion.

(5) *Dieu en toute liberté*, Albin Michel, Paris, 1997, 598 pages, 160 F.

(6) Entretien avec Séverine Boudier : « Le dogme contre la foi », *Réforme*, n° 2704, 6-12 février 1997.

(7) De son vrai nom Friedrich von Hardenberg, Novalis est un poète allemand, romantique et mystique, de la fin du XVIII[e] siècle.

* Rédacteur en chef de l'hebdomadaire protestant *Réforme*.

Un phénomène lié à l'angoisse contemporaine

Par FLORENCE BEAUGÉ

« DREWERMANN a saisi l'angoisse contemporaine. Les gens se reconnaissent en lui. Moi-même, quand je l'ai découvert, je me suis dit avec stupeur : "Cet homme-là dit avec un porte-voix ce que je me dis à voix basse depuis toujours". » Jean-Pierre Bagot, principal traducteur en français du théologien contestataire allemand, résume en ces termes le « phénomène Drewermann ».

La fascination qu'exerce Eugen Drewermann n'empêche nullement ses plus proches partisans de le critiquer en toute liberté. Ses interviews fracassantes, ses excès, son attitude qualifiée de *« provocatrice à l'état pur »*, de même que sa dureté implacable – au point d'en devenir parfois stérile – à l'égard du Vatican, tout cela est dénoncé, et déploré. Mais restent intactes l'admiration et la foi envers cet intellectuel hors pair, doué de charisme et d'une culture inouïe, qu'on salue avant tout pour avoir su rester un *« homme de compassion »*. *« Il donne tout : son argent et son temps. Quand il y a un malheur, il est là, pas pour cinq minutes en passant, mais pour de bon. Chacune de ses paroles a un sens car elle a le poids de l'expérience. Il sait écouter, sans condamner, et c'est pour cela qu'il a un tel succès, en particulier auprès des femmes*, explique pour sa part Jean Mouttappa, son éditeur en France chez Albin Michel. *Ce n'est pas par hasard si son texte préféré, c'est « La femme adultère » de l'Evangile et la fameuse phrase : "Va, je ne te condamne pas." Car, malgré la sécularisation de la société, les gens gardent une nostalgie de l'"utopie évangélique". Ils sentent bien que c'est là que réside le sens de la vie, et Drewermann vient leur en donner la preuve. »*

Très proche du théologien allemand, qui lui voue une admiration et une reconnaissance sans faille pour son soutien de longue date, Mgr Jacques Gaillot (un autre « enfant terrible » de l'Eglise catholique romaine et l'une des rares personnes à avoir de l'influence sur lui) estime que Drewermann représente *« un espace de liberté pour les croyants autant que pour les non-croyants. Il est au cœur du contentieux entre l'Eglise et la modernité. Il touche du doigt le fossé culturel entre l'Eglise officielle et la société et constate avec douleur que le Vatican rajoute de l'exclusion à celle déjà existante. Il ne s'agit pas de canoniser Drewermann, mais simplement de l'écouter, car il a des choses à dire. »* Sur cet attelage insolite, souvent incompris et raillé, que forment Drewermann le philosophe et Gaillot l'homme de terrain, le traducteur Jean-Pierre Bagot dit simplement : *« L'un et l'autre savent redonner confiance aux gens ; le premier vous rend votre intelligence, le second votre cœur. Et Drewermann aurait rêvé d'avoir un évêque tel que Gaillot. »*

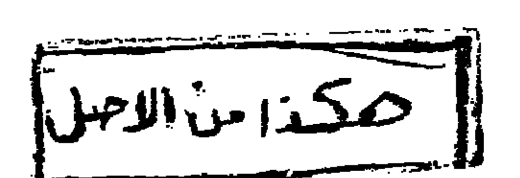
Dix ans avant que les médias européens s'emparent du « cas Drewermann », le théologien contestataire avait déjà une large audience en Allemagne. Il avait acquis sa réputation dès le début des années 80, non pas tant pour son œuvre monumentale – et souvent hermétique pour le profane – que pour ses contacts et ses homélies comme vicaire (fonction à laquelle il tenait par-dessus tout), ses cours et ses conférences comme professeur de théologie à l'université de Paderborn et ses consultations en tant que psychanalyste. Clercs et non-clercs, catholiques et protestants, « psys » de toutes sortes, et jeunes de tous horizons suivaient avec passion ses interventions, séduits par sa parole simple et directe, beaucoup plus accessible que ses livres. Bien peu, en France, savent que les démêlés de Drewermann avec sa hiérarchie n'ont pas pour origine des divergences d'ordre théologique, mais, de façon beaucoup plus prosaïque, des désaccords sur les pratiques religieuses au sein de la paroisse de Paderborn dans laquelle il officiait. *« Il donnait la communion à tous ceux qui le souhaitaient, aux protestants, aux divorcés... Il avait décidé de faire "table ouverte" en la matière*, se souvient son ami Jean-Pierre Bagot. *Mais cette façon de remettre en question des modes de fonctionnement catholiques traditionnels a été perçue par son évêque comme un défi encore plus grave que ses écrits ou ses propos. »*

En France, la « bombe Drewermann » n'éclate qu'en janvier 1993. La presse apprend alors que la maison d'édition du Cerf (tenue par des dominicains) renonce, sous la pression, à publier la traduction française de *Kleriker* (*Les Fonctionnaires de Dieu*) dans lequel le théologien allemand s'attaque à la question « sacrée » de la vocation. S'ensuivent un véritable scandale, pour le plus grand plaisir des médias, et une foire d'empoigne entre maisons d'édition. *« C'était "Hollywood chez Albin Michel"*, se souvient en riant un éditeur parisien. *Ils avaient récupéré les droits de traduction de* Kleriker, *et ils ont su admirablement faire monter la pression pendant les six semaines qui ont précédé la sortie du livre en France. Une véritable folie médiatique, alors que bien peu de journalistes peuvent se vanter d'avoir lu un seul des ouvrages de Drewermann... »* Beaucoup de religieux français, en revanche, s'empressent à l'époque de lire *Les Fonctionnaires de Dieu* et avouent y retrouver leurs problèmes et leurs angoisses, comme leurs collègues allemands quelques années auparavant, ce qui plonge les milieux ecclésiastiques officiels dans la consternation...

Quatre ans plus tard, Eugen Drewermann continue de travailler comme un forcené dans la petite ville de Paderborn, où il vit en ermite dans une cité HLM, sans téléphone, sans télévision, et sans voiture. Il reçoit toujours de très nombreux patients et poursuit son enseignement non plus à l'université mais dans des salles de lycées et de gymnases notamment. Son public est plus restreint mais toujours attentif, et il se constitue en priorité (comme autrefois) de jeunes et de femmes, rejoints – ce qui est plus nouveau – par de nombreux protestants allemands et des ressortissants de l'ex-RDA. Sa production littéraire, elle, ne faiblit pas, même si elle ne suscite plus la tempête de ces dernières années.

A une pression moindre des médias s'ajoute cependant une certaine usure. *« Il publie trop, il se répète dans tous ses livres, et il finit par lasser*, reconnaît son traducteur, *d'autant plus qu'à l'étranger ses livres n'ont pas été traduits dans l'ordre où ils ont été écrits, mais en fonction du scandale ou du succès que le personnage provoquait. En France surtout, on ignore souvent ses publications majeures* (1). *Il n'empêche qu'il reste prodigieux, et que des milliers de personnes travaillent sur son œuvre. Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de gens, de tous milieux, qui m'écrivent de partout en France, soit pour avoir son adresse, soit pour savoir comment on se forme à l'"école Drewermann". L'influence de cet homme, on la mesurera dans trente ans, dans cinquante ans, en tout cas sur le long terme. »*

(1) *Le Mal*, sa thèse, qui a paru dans la traduction française en trois volumes aux éditions Desclée de Brouwer entre 1995 et 1997, est considéré comme son ouvrage le plus important. Parmi les œuvres plus faciles à lire et qui font date : *L'Evangile des femmes*, Le Seuil, 1996 ; *La Parole et l'Angoisse*, Desclée de Brouwer, 1995 ; *L'essentiel est invisible. Une lecture psychanalytique du « Petit Prince »*, Cerf, 1992.



CRISE ET INSÉCURITÉ SOCIALE

Traitement de choc pour la santé européenne

IRRÉSISTIBLEMENT, le principe de l'égal accès aux soins pour tous, l'une des plus importantes conquêtes sociales en Europe, est partout remis en question par les plans d'austérité budgétaire imposés par les Etats, la tutelle des organismes gestionnaires et la mise en concurrence des prestataires. Au risque de sacrifier la qualité à la rentabilité, la santé serait vouée à n'être qu'un marché parmi d'autres. Avec pour conséquence prévisible, corroborée en France par de récentes enquêtes, la progression des inégalités dans la couverture des dépenses et la protection sanitaires.

Par JACQUES LE GOFF *

« On entre, en évoquant les problèmes de santé, dans un ordre de valeurs qui donne lieu à une demande absolue et infinie. Le problème soulevé est donc celui de la mise en rapport d'une demande infinie avec un système fini (1). » En deux courtes phrases, Michel Foucault pointait la difficulté fondamentale des systèmes de protection sociale, amplifiée par la détérioration de l'environnement économique. Entre un désir infini de protection et des capacités de satisfaction limitées, le hiatus devient abysse.

Tous les Etats européens se sont, dans un premier temps, refusés à admettre la gravité de la situation : il suffisait d'alléger la barque pour franchir le mauvais cap. Plans d'économies succédant aux mesures de sauvegarde devaient y satisfaire. Ils n'ont permis que de gagner du temps en différant le recours aux politiques drastiques de maîtrise des dépenses et à la nécessaire refonte des dispositifs gestionnaires de l'assurance-maladie et de la santé.

Avec retard, la contrainte de réforme a partout fini par s'imposer. Véloce au Royaume-Uni, en Allemagne et aux Pays-Bas, où elle s'est ouverte au cours des années 80 ; lente dans les pays nordiques, un temps épargnés, ou en France, du fait de l'indécision des pouvoirs publics. Ayant mis le dossier à l'étude (2), les Etats opteront pour l'attentisme avant que la crise ne les contraigne à l'administration d'urgence d'un traitement devenu inévitable.

D'où une impression de dispersion des stratégies de riposte, renforçant le contraste accusé entre les principaux systèmes européens – modèle administré britannique ou danois, modèle quasi autogéré allemand, ou modèle français de responsabilité limitée des partenaires sociaux, qui est aussi celui des autres pays latins. Un sentiment vite corrigé par l'analyse comparative qui fait apparaître la similitude de démarche et d'inspiration, et rend crédible l'hypothèse d'un rapprochement progressif des dispositifs disparates de gestion des systèmes de santé.

Parmi les signes de convergence, la tendance générale à la redistribution des rôles dans un double mouvement de renforcement des pouvoirs de l'autorité centrale et d'élargissement concomitant des capacités d'initiative des instances périphériques. Partout, y compris en Allemagne où, traditionnellement, l'Etat laissait aux partenaires sociaux une très large autonomie, le pouvoir central réaffirme sa vocation de gardien sourcilleux des grands équilibres socio-économiques. A la logique du souhaitable, celle de la satisfaction des désirs de santé, il lui revient plus que jamais d'opposer celle du possible, sur le mode très dirigiste de la limitation des budgets, la légitimité de son intervention se trouvant d'ailleurs confortée par la tendance générale à la nationalisation-budgétisation du financement. L'Etat, dans sa figure hégélienne de messager de la Raison, se renforce de l'impuissance de la société civile à assumer d'aussi lourdes responsabilités. Mais le second versant de la réforme tend à mobiliser et à responsabiliser tous les acteurs du système (professions médicales, hôpitaux, assurés) dans le cadre d'une stratégie contractuelle ouverte à l'esprit du marché (efficacité et recours systématique aux techniques d'évaluation).

La cas de l'Allemagne est, de ce point de vue, très révélateur. De haute tradition, le système d'assurance-maladie y était fondé sur le principe d'auto-administration, un très large pouvoir de gestion du système par les partenaires, eux-mêmes investis de compétences plus étendues qu'en France (3), et de négociation avec les professionnels de santé, y compris les cliniques privées, sans interférence des pouvoirs publics. Un bel exemple d'autonomie sociale, contrastant avec la liberté sous contrôle politique du système français.

Les difficultés de la fin des années 80 en souligneront les limites, à l'origine de la réforme mise en œuvre le 1er janvier 1993, qui modifie en profondeur l'économie interne du « modèle allemand ». L'Etat fédéral, en effet, s'arroge un pouvoir de contrôle par l'instauration d'une technique dite d'« enveloppes globales », appliquée aux principaux postes de dépenses (hôpitaux, prescriptions et honoraires, médicaments), en vue d'une maîtrise rigoureuse des évolutions globales. Il dit en substance aux caisses : faites ce que vous voulez, mais à condition de ne pas dépasser, au total, telle somme. Ainsi, à un modèle fortement décentralisé, succède une régulation centrale restreignant l'autonomie des partenaires. Une perte partiellement compensée par le renforcement des compétences des caisses locales et des Länder, invités à travailler de concert en vue d'optimiser la gestion, deuxième phase de la réforme mise en œuvre en 1996.

Au Royaume-Uni, où les travaillistes avaient opté, en 1948, pour un modèle différent de gestion administrative – le National Health Service (NHS) –, la politique menée par les gouvernements conservateurs depuis 1979 s'est déployée dans deux directions. Dès le milieu des années 80, le pouvoir de la direction générale, à la tête du NHS, fut renforcé. Par ailleurs, à compter d'avril 1991, s'est constitué un véritable marché interne de la santé soumis aux lois de la concurrence entre prestataires de soins. Ici également, l'Etat accroît son emprise, déjà considérable, sur le système, mais en la contrebalançant par des capacités d'initiative et d'autonomie reconnues aux hôpitaux et professions de santé, sous la double égide de l'efficacité et des droits du patient à la qualité (4).


HÔPITAL DU HAVRE, 1976
L'égal accès aux soins, un archaïsme ?
JEAN GAUMY/MAGNUM

La réforme du système français porte également la marque de ce double mouvement paradoxal. La traditionnelle tutelle administrative s'élargit en un contrôle politique depuis longtemps souhaité par nombre d'observateurs étonnés, voire indignés, d'un tel déficit démocratique (5). Le Parlement se voit reconnaître un pouvoir de contrôle et d'orientation du budget social de la nation. Une innovation heureuse mais de portée incertaine, du fait des doutes subsistant sur la portée réelle des consignes parlementaires et sur les moyens d'en imposer le respect. Dans le même temps, les ordonnances d'avril 1996 ont accru les compétences autonomes des acteurs périphériques, qu'il s'agisse des caisses de sécurité sociale ou des hôpitaux (6).



Un contrôle déguisé

DANS ces trois pays, comme dans la plupart des autres, s'observe un mouvement en deux temps de recentrage autour du pouvoir politique et de décentralisation des responsabilités et des initiatives, la reprise en main au sommet autorisant un assouplissement au profit de la périphérie.

Aucun pays n'est allé aussi loin que le Royaume-Uni dans la mise en œuvre d'une architecture baroque associant une forte présence de l'Etat et le libre jeu d'une concurrence instaurée entre ceux qui offrent les soins. Depuis la réforme de 1989, le patient ne s'adresse plus directement à un hôpital mais à un « acheteur » de soins chargé de faire au mieux pour son compte. Il peut s'agir de l'autorité sanitaire de district ou d'un pool de médecins généralistes qui achètent des services hospitaliers pour le compte des assurés du district, en veillant strictement à l'allocation optimale des ressources. En sorte que le rapport coût-efficacité se trouve, en principe, maximisé avec, pour effets induits espérés, un regroupement des médecins, générateur d'économies supplémentaires, et la prise en charge par ces cabinets mieux équipés de certains des soins auparavant assumés par l'hôpital. Dans le même temps, les hôpitaux sont incités à se constituer, éventuellement par regroupement, en « trusts » dotés d'autonomie et appelés à se faire mutuelle concurrence. Cette configuration, en cours d'achèvement, s'inspire directement de l'expérience américaine des Health Maintenance Organizations (HMO) qui fournissent à leurs adhérents des prestations médicales, ambulatoires et hospitalières, sur un mode globalisé, la cotisation à l'organisation étant indépendante du recours à ses services (on paie l'adhésion et non le soin).

Une telle remise à plat du système et l'introduction du principe d'émulation devraient, en théorie, contribuer à une meilleure qualité des prestations à l'assuré. Mais le cas des Etats-Unis a valeur d'avertissement. Au nom de l'efficacité et de préoccupations lucratives, *« les HMO chercheraient à décourager les patients d'avoir recours à des services. En dressant des obstacles bureaucratiques pour rendre l'accès aux soins peu aisé et en réduisant l'utilisation de services et de technologies peu coûteuses, elles pousseraient leur personnel à adopter des pratiques médicales peu dispendieuses* (7) ».

Au Royaume-Uni, où les syndicats ont fermement mis en garde contre la tentation de réaliser des économies sur certaines catégories de soins, en vue d'un accroissement des marges, *« la frontière entre rationalisation des soins médicaux et baisse de qualité du service rendu aux malades »* devient dès lors des plus incertaines (8). Signe de dérive, le syndicat de la santé dénonce la *« paupérisation des hôpitaux »*, son dirigeant, M. Robert Abberley, estimant : *« Nous sommes en train de passer du National Health Service au National Help Service... »* L'exemple du Berkshire devrait faire réfléchir : par suite d'économies budgétaires de l'ordre de 7 millions de livres, de nombreux services jusqu'alors gratuits viennent d'y être supprimés.

Avec la seconde phase de la réforme, ouverte en 1996, l'Allemagne s'est à son tour engagée dans une politique de concurrence, mais avec modération. La stratégie concerne en effet, à la différence du Royaume-Uni, non les établissements de soins eux-mêmes, mais les 850 caisses de sécurité sociale géographiques et professionnelles, entre lesquelles les patients ont le choix d'adhésion, selon la qualité des prestations offertes. L'habitant de Berlin, par exemple, pourra décider de s'affilier à telle caisse de Munich ou de Düsseldorf dont le « panier des prestations » lui semble plus affriolant. Et, par contrecoup, ces caisses sont fortement incitées à se comporter en « acheteurs » de soins par voie de contrats pluriannuels avec cliniques et hôpitaux au sein de chaque Land. Le maintien du rôle déterminant des caisses dans ce dispositif constitue une garantie contre les risques de dérive constatés outre-Manche et outre-Atlantique. Reste que la logique de régulation par le marché, si bien contrôlée soit-elle par les acteurs, risque fort d'exacerber la concurrence entre les fournisseurs (hôpitaux, médecins...) et de se payer, à terme, du sacrifice de la qualité au profit de l'efficacité comptable.

En comparaison, la France semble devoir s'en tenir à une ligne moyenne dans le cadre d'un système d'autonomie administrée dans l'espace régional. Sans remettre en cause le principe de la gestion partenariale et paritaire (9), l'Etat, désormais, transmet les impulsions de sa politique de santé par la double technique du contrat et du contrôle, sous menace, le cas échéant, de contrainte.

Au niveau national, deux types de contrat dominent. Le premier, largement expérimenté depuis vingt-cinq ans, concerne les relations entre les caisses nationales et les professionnels de santé (médecins, infirmiers...), avec pour principal objet la détermination de l'évolution des honoraires, dans le respect du taux de progression fixé par la loi. C'est dire l'étroitesse de la marge de négociation, l'Etat se reconnaissant le droit d'intervenir par voie de décret en cas d'échec des négociations. Le second, issu d'une ordonnance du 24 avril 1996, renforce l'axe caisses nationales de sécurité sociale-Etat. Il vise à la fixation des grands objectifs d'amélioration de la qualité du service aux usagers et de la politique d'action sociale et de prévention. Il s'agit de sélectionner, sur un mode pluriannuel, les axes d'une vraie politique de santé dans le cadre rigoureux des impératifs budgétaires. Dans le sillage de cette convention, les caisses nationales sont invitées à la négociation avec les caisses régionales et locales, en vue de la conclusion de contrats pluriannuels de gestion.

A l'échelon local, les hôpitaux, dont l'autonomie est renforcée, entrent dans le même type de transformation par des contrats pluriannuels conclus avec l'Agence régionale de l'hospitalisation, dans le cadre d'une politique d'optimisation des moyens et de correction des inégalités entre des établissements par ailleurs conviés à s'associer pour la gestion de certains équipements.

Du contrat au contrôle, la frontière est des plus ténues. Au point que l'on peut se demander si le contrat n'est pas l'autre nom d'un contrôle déguisé, certes plus doux, mais non moins efficace. Et l'impression se renforce du fait de l'influence accrue de l'Etat sur les caisses primaires et régionales de sécurité sociale, dont les directeurs sont plus dépendants que jamais du pouvoir central. Il en va de même des agences régionales de l'hospitalisation, chargées du contrôle de gestion des hôpitaux et directement rattachées au ministère de la santé. Est-ce à dire que la régionalisation annoncée ne serait qu'un faux-semblant ?

Car la région est appelée à devenir le cadre de référence de la coopération entre les caisses locales dans le cadre des unions régionales des caisses d'assurance-maladie (Urcam) et de concertation au sein des professions médicales dans les structures adaptées du type unions régionales des médecins, instituées par la loi de janvier 1993. Mais sans nier ses mérites potentiels, *liés en particulier à sa proximité du théâtre des opérations*, la régionalisation pourrait, si l'on n'y prend garde, se réduire à n'être qu'une technique de gestion de la pénurie, une manière subtile de consentement à l'austérité. Déjà, certains chefs d'établissements hospitaliers s'inquiètent du risque de devoir, sous la contrainte de l'enveloppe fermée, déshabiller tel service au profit de tel autre. L'avenir décidera de sa capacité à devenir un cadre efficace d'élaboration d'une véritable politique de santé ajustée aux besoins et aux particularités de la région.

On n'en est pas encore, en France, au stade de la concurrence inter-caisses comme en Allemagne. Il n'est cependant pas à exclure que les Urcam en soient les prémices. A fortiori le pays se trouve-t-il, pour l'instant, préservé de la logique du marché, déjà fortement ancrée en Grande-Bretagne. Rien ne dit, cependant, que l'incitation, pour l'heure expérimentale, à la constitution de réseaux et de filières de soins n'en constitue pas le prélude. Non que ces techniques de regroupement des compétences, au demeurant très judicieuses, portent fatalement dans leur sein semblable logique. Mais, par leur configuration propre, elles en autorisent et, d'une certaine façon, en appellent le déploiement.

Evolution vers la convergence des systèmes en direction de ce modèle unique que l'Union européenne s'est jusqu'à présent refusée à imaginer, du fait des différences entre les structures nationales ? Il est prématuré de se prononcer. Amorce d'un rapprochement donnant crédit à la précédente hypothèse dans un futur peut-être guère lointain ? Très probablement.

* Maître de conférences à la faculté de droit de l'université de Bretagne occidentale.

(1) *Sécurité sociale : l'enjeu.* Entretiens avec Robert Bono, coll. « Ten », Syros, Paris, 1983.

(2) Dernier en date, l'excellent rapport *Santé 2010-Equité et efficacité du système*, établi sous la direction de Raymond Soubie, La Documentation française, Paris, 1993.

(3) *Où le gouvernement nomme le directeur des caisses nationales, exerce sur elles une tutelle réelle et fixe le montant des cotisations sociales, une configuration qui ne se retrouve pas outre-Rhin.*

(4) *Cf.* la *Citizens'Charter* (Charte du citoyen), établie en 1991.

(5) Entre autres, le professeur Claude Got, *La Santé*, Flammarion, Paris, 1990, et Raymond Soubie, *op. cit.*

(6) Hôpitaux publics et cliniques privées se trouvant désormais soumis au contrôle de l'Agence régionale de l'hospitalisation, dans le cadre d'une politique intégrée de l'hôpital.

(7) Elisabeth Chamorand, *Le Système de santé américain*, La Documentation française, Paris, 1996, p. 80. Il est à noter que la Suisse, qui vient de faire le choix des HMO, a simultanément interdit la sélection des risques.

(8) *Chronique internationale*, Institut de recherches économiques et sociales (IRES), Marne-la-Vallée, janvier 1993.

(9) Un strict paritarisme a été rétabli par l'ordonnance du 24 avril 1996.

L'AVENIR

Ces promesses

LA défaite de la droite aux élections législatives françaises a constitué, en Europe, le premier rejet caractérisé de la dislocation sociale que produit partout le néolibéralisme en action. Mais si le gouvernement de M. Lionel Jospin entend réellement « changer d'avenir », encore faut-il qu'il ait une vision claire de cet avenir. Or les modes de raisonnement linéaires n'ont plus prise sur la réalité, car les technologies de l'immatériel déplacent, voire inversent, la logique des systèmes. *Faute de volonté politique et de clarté du diagnostic,* les extraordinaires promesses qu'elles recèlent peuvent – et c'est actuellement le cas – se retourner contre l'homme, la société et le milieu naturel. Le nez sur les « contraintes » d'un présent déjà dépassé, les décideurs se souviendront-ils que « gouverner c'est prévoir » ?

Par RENÉ PASSET *

La tâche qui attend la gauche française est à la mesure d'une mutation dont peu de responsables politiques semblent véritablement mesurer l'importance. Car ce n'est pas la crise d'un système qu'il faut affronter, mais la transformation en profondeur du système lui-même. Un monde meurt et un autre naît. Le temps n'est plus au règne des simples équilibreurs de comptes.

Le libéralisme et le socialisme d'hier ne séparaient pas leur économie de leur vision du monde. D'un choix philosophique – mécaniste pour les uns, dialectique pour les autres – découlaient leurs conceptions respectives de l'équilibre ou de l'autodestruction du capitalisme. Nous sommes entrés dans une autre époque : le regard auquel nous invite l'état actuel des connaissances est celui de la « destruction créatrice » dans lequel le mouvement de dégradation énergétique, censé avoir été déclenché par le « big bang » originel, alimente la construction de l'univers.

Dès 1942, Joseph Schumpeter analysait précisément l'évolution économique en ces termes : la révolution des transports du XIXe siècle, remarquait-il, ne s'est pas faite par l'accumulation de diligences, mais par leur disparition et leur remplacement par le chemin de fer, l'automobile, plus tard l'avion... Le tout, évidemment, accompagné d'un bouleversement des normes, des modes de régulation et des moteurs du développement des systèmes. C'est ce bouleversement que l'on appelle mutation.

La mutation contemporaine se caractérise par le téléscopage de deux phases de l'évolution technologique : l'une – à son apogée – fondée sur l'énergétique ; l'autre – émergente – tirée par l'immatériel. La première, inaugurée par la machine à vapeur – et actuellement symbolisée par le nucléaire – met entre les mains des hommes une puissance de transformation du monde suffisante pour menacer les mécanismes par lesquels la vie a pu s'établir et se répandre sur la planète. La question du développement durable souligne cette évidence oubliée que la reproduction de la sphère économique passe par celle de la biosphère et de la sphère humaine.

La seconde phase, symbolisée par l'ordinateur, déplace les moteurs du *développement* du champ de l'accumulation matérielle et de l'énergie à celui de l'immatériel : symboles, codes, messages, organisation. C'est-à-dire des forces à la fois plus efficaces et moins traumatisantes pour les milieux naturels, permettant de concilier les impératifs de l'économie et ceux de l'écologie.

Cette mutation s'accompagne d'un changement de logique des systèmes. En premier lieu, elle étend le champ de l'économique aussi bien dans le temps que dans l'espace. La capacité de charge de la biosphère atteint ses limites : de bien surabondant et « libre », la nature devient un bien économique. La relation entre le « plus » et le « mieux » s'inverse, car, dans les situations de saturation, celui-ci ne découle plus nécessairement de celui-là.

Surgit simultanément la question de la solidarité intergénérationnelle, dans la mesure où, selon la célèbre formule du rapport Brundtland (1), chaque génération doit s'appliquer à satisfaire les besoins du présent *« sans compromettre la capacité des générations futures de couvrir leurs propres besoins »*. L'éthique entre ainsi dans le champ de l'économie. Par ailleurs, avec l'immatériel, l'évolution des transports et des communications fait de la planète un seul et même espace. Il n'est pas un point du globe avec lequel il ne soit possible de communiquer en temps réel, et dans lequel un homme ne puisse se rendre dans les vingt-quatre heures.

En second lieu, la mutation transforme *le jeu des mécanismes régulateurs* de l'économie. Le marché ne résorbe plus *les déséquilibres : il les amplifie. Dans* les entreprises modernes (2), l'essentiel *des coûts (80 % à 90 %) se déplace* vers l'amont de la chaîne de production. L'*information exige en effet la mise en* place d'un système impliquant d'importantes *dépenses* d'études, d'organisation et d'investissement. La production *s'effectue donc pratiquement* à *coût* global constant, c'est-à-dire à coût unitaire *décroissant. En cas de surproduction,* dans un environnement de concurrence *exacerbée, ce n'est pas en diminuant ses* fabrications, mais bien en les augmentant, *que chacun étalera ses charges fixes,* diminuera ses prix de revient unitaires et améliorera sa *compétitivité*. La surproduction engendre la surproduction.

Les échanges internationaux n'obéissent plus aux règles anciennes. La mondialisation tisse un réseau serré d'entreprises interdépendantes autour de la planète. Les flux transfrontières de marchandises sont, en majeure partie, des échanges inter ou intra-firmes transnationales. La nation n'est donc plus cet espace de la théorie traditionnelle, caractérisé par une « dotation en facteurs » et traversé par des produits. Les capitaux circulent plus aisément et plus rapidement que les marchandises. *La* spécialisation internationale en fonction des « avantages comparatifs » perd ses fondements : les principaux pays exportateurs d'automobiles en sont en même temps les principaux importateurs : l'image de David Ricardo d'une Angleterre échangeant ses draps contre le vin du Portugal a vécu. Les mécanismes censés rééquilibrer les balances du commerce, sous l'effet des hausses et des baisses des prix des pays respectivement exportateurs et importateurs, se grippent. La parité des pouvoirs d'achat cède la place au dumping par le taux de change. Aucune force du marché ne ramènera à sa juste hauteur un dollar sous-évalué par rapport au franc et au mark.

Dans ces conditions, la formation des revenus cesse d'avoir pour raison d'être – et pour critère – une productivité de facteurs qui n'a plus de sens. Quand les coûts se déplacent vers l'amont, ce sont des systèmes intégrés qui produisent, travail et capital confondus, sans qu'on puisse distinguer la part qui revient à chacun de ceux-ci. C'est tout le calcul à la marge qui s'effondre. La question de la répartition passe du terrain de la justice commutative à celui d'une justice distributive pour laquelle il faudra bien imaginer de nouveaux critères.

La production se socialise. La micro-informatique multipliant les centres de décision, l'efficacité remonte vers les structures réticulaires. La performance de l'entreprise organisée en réseaux – eux-mêmes parties prenantes d'autres réseaux – est de plus en plus dépendante de celle de ses fournisseurs (comme l'ont démontré les récents déboires de Toyota), des entreprises de transport qui l'approvisionnent, et donc de facteurs économiques tels que la qualité des voies de communication, des administrations qui en sont responsables, de la politique menée en ce domaine dans la nation, etc.



DR

MAURITS CORNELIUS ESCHER. – « Equipartition spatiale cubique » (1952)

« Le savoir, patrimoine de l'humanité »

L'INVESTISSEMENT intellectuel, qui joue un rôle majeur dans les systèmes productifs de l'ère informationnelle, est le fruit d'un patrimoine né de l'effort des générations passées et présentes : *« Le savoir,* disait Louis Pasteur, *est un patrimoine de l'humanité. »* La production devient donc une sorte de bien collectif, issu d'un système d'interdépendances dont les éléments constitutifs ne sont pas seulement économiques.

Si l'économie fonctionne « autrement », le regard porté sur elle n'a cependant pas changé. A cet égard, le discours des hommes politiques et de la plupart des économistes est édifiant. C'est un discours déphasé qui dit « mutation » et parle « conjoncture ». Il n'envisage que le côté monétaire des phénomènes – taux d'intérêt, équilibre des comptes, maîtrise des revenus ou relance par la dépense –, comme si les déterminants du court terme étaient ceux de la longue période, comme si la monnaie reflétait nécessairement le réel – dont elle constituerait la stricte contrepartie. Comme si l'un des problèmes essentiels de l'économie n'était pas précisément d'arbitrer entre les exigences, souvent contradictoires, de celui-ci et de celle-là : comme s'il s'agissait d'une science hémiplégique : comme si l'on prétendait parler de révolution industrielle sans tenir compte de la machine à vapeur.

C'est aussi et surtout un discours à contresens. Alors que l'élargissement du champ de l'économie fait surgir la question de l'éthique et des valeurs socioculturelles, il réduit le politique et le social à l'économique, et l'économique au monétaire. Au moment où les marchés perdent leur fonction régulatrice et deviennent amplificateurs de déséquilibres, il nous parle de régulation marchande et de généralisation du libre-échange. En même temps que la productivité d'un facteur, pris isolément, perd toute signification, ce discours veut nous convaincre qu'une politique de « flexibilité », fixant les salaires des moins qualifiés au niveau médiocre de leur productivité marginale, ramènerait le plein emploi.

C'est enfin lorsque la production devient un phénomène collectif, qu'il veut imposer la seule logique de l'entreprise privée et du profit individuel comme critère universel d'initiative et d'efficacité. *« Nous ne sommes,* écrit Régis Debray, *jamais tout à fait contemporains de notre présent. L'histoire s'avance masquée : elle entre en scène avec le masque de la scène précédente et nous ne reconnaissons plus rien à la pièce* (3). »

« Donnez-moi le moulin à vent, disait Karl Marx, *et je vous donnerai la société féodale. »* De quelle société les technologies contemporaines sont-elles porteuses ? Il semblerait que le rêve humaniste d'un monde unifié, d'un homme libéré de la peine par la machine et d'une nature respectée, soit sur le point de s'accomplir. La machine, en effet, affranchit l'espèce humaine des tâches productrices : un ouvrier fournissait annuellement 5 000 heures de travail il y a cent cinquante ans, 3 200 heures il y a un siècle, 1 900 heures dans les années 70 et 1 520 heures actuellement. Rapporté à la durée totale du temps éveillé sur l'ensemble du cycle de vie, *« le temps de travail représente 70 % en 1850, 43 % en 1900, seulement 18 % en 1980 et 14 % aujourd'hui* (4) ». La machine fait jaillir les richesses.

De 1960 à 1990, la production mondiale par habitant, en dépit de la croissance démographique, a été multipliée par 2,5 : la production alimentaire est passée de 2 300 kilocalories (kcal) quotidiennes par individu à 2 700 kcal, soit respectivement 90 % et 109 % des besoins fondamentaux. En France, au cours des dix dernières années, le produit intérieur brut (PIB) s'est accru de 1 350 milliards de francs, soit, en moyenne, 2 000 francs par personne et par mois. Les victoires sur la maladie et la mort ? Il suffit de constater l'augmentation des espérances de vie à tous les âges, celle, encore plus sensible, des espérances de vie en bonne santé, la chute des taux de mortalité infantile.

La nature ménagée ? En France, notamment, de 1946 à 1996, une augmentation de 110 % des productions agricoles s'accompagnait d'une réduction de 6 millions d'hectares des surfaces cultivées. Economie d'espace donc. Mais également économie des matières, énergies et ressources nécessaires par unité de produit national. Ainsi, la fabrication d'une automobile exige, à puissance égale, 40 % d'énergie de moins qu'en 1950 (5). L'évolution prévisible des besoins énergétiques mondiaux – intégrant les progrès technologiques – laisse entrevoir des perspectives moins sombres qu'on ne pouvait le penser il y a seulement quelques années (6). Techniquement, les grands fléaux qui affligent l'humanité sont vaincus ou pourraient l'être.

Pourtant, aucun d'entre eux n'a disparu de la planète, et la prophétie que Victor Hugo mettait dans la bouche d'Enjolras, sur la barricade où celui-ci allait mourir – *« Le vingtième siècle sera heureux* (7) » – nous laisse un goût amer. Parce que ces mêmes technologies de l'immatériel, qui sont à l'origine de la promesse, portent aussi en elles sa négation. Couplées aux effets d'une politique effrénée de libéralisation planétaire des échanges et des mouvements de capitaux, elles ont créé les conditions d'une ruée productiviste et d'une logique financière hypertrophiée, avec pour résultats l'exact opposé de ce que l'on pouvait attendre.

Le basculement de la productivité en productivisme s'effectue à partir du moment où, cessant de servir la satisfaction des besoins, la recherche d'efficacité devient sa propre finalité. Quand les entreprises travaillent à coûts unitaires décroissants, le marché mondial devient l'espace obligé pour les activités les plus capitalistiques : informationnelles, chimiques, aérospatiales, aériennes, automobiles, agroalimentaires. La conquête ou la défense – langage militaire révélateur – des parts de marché s'impose comme une nécessité vitale. La liberté des échanges débouche alors sur des affrontements directs. Cercle vicieux productiviste : la surproduction engendre des guerres tarifaires exigeant de nouveaux efforts de productivité fondés sur de nouvelles conquêtes. On l'a vu dans les transports aériens et on le voit dans l'automobile.

L'emprise de la finance (8) s'affirme avec la déréglementation du début des années 80 qui ouvre sans restriction l'espace mondial aux mouvements de capitaux, cependant que l'ordinateur offre à la sphère financière un fantastique instrument de concentration et de traitement de l'immatériel. De tous les secteurs d'activité, c'est bien celui-ci, mettant en contact permanent, de jour et de nuit, toutes les grandes places financières du monde, qui a le plus bénéficié du développement de l'informationnel (9). Sa capacité de traitement s'est accrue au rythme moyen de 40 % par an entre 1982 et 1990.

Progressivement, par la grâce du flottement des monnaies *et de la déréglementation*, cette sphère s'est autonomisée, en une *« bulle » s'imposant* aux Etats (10). Les échanges purement spéculatifs, devises contre devises, dans le monde, représentent 1 300 milliards de dollars par jour, soit cinquante fois les échanges de marchandises et presque l'équivalent des 1 500 milliards de dollars auxquels s'élève l'ensemble des réserves des banques centrales dans le monde. Aucun Etat n'est donc en mesure de résister à quelques jours de spéculation des « marchés ». Sous leur pression, le système monétaire européen (SME) lui-même a dû, en 1993, revoir ses marges de fluctuation de plus ou moins 2,25 % à plus ou moins 15 %.

Les centres de décision se déplacent ainsi du niveau des nations à celui de la planète, et de la sphère publique à celle

* Professeur émérite à l'université Paris-I, auteur de *L'Economique et le Vivant*, Economica, Paris, 1996 (2e édition).

(1) Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous* (sous la direction de Gro Brundtland), Editions du Fleuve, Montréal, 1988.

(2) Philippe Lorino, *L'Economiste et le Manageur*, La Découverte, Paris, 1989.

(3) Régis Debray, *Révolution dans la révolution ?*, Maspero, Paris, 1969.

(4) Roger Sue, *Temps et ordre social*, PUF, Paris, 1994.

(5) Benjamin Dessus, *Atlas de l'énergie*, Syros, Paris, 1994.

(6) Par exemple, José Goldenberg *et* *L'Energie pour un monde vivable*, Editions du ministère de la coopération et du développement, coll. « Focal Coop », La Documentation française, Paris, 1991.

(7) Victor Hugo, *Les Misérables*, Ecole des loisirs, Paris, 1996.

(8) René Passet, « L'emprise de la finance » *in* « Les nouveaux maîtres du monde », *Manière de voir*, n° 28, novembre 1995.

(9) Charles Goldfinger, *L'Utile et le Futile*, Odile Jacob, Paris, 1994.

(10) Claude Serfaty, « Le rôle actif des groupes à dominante industrielle dans la financiarisation de l'économie » *in La Mondialisation financière* (sous la direction de François Chesnais), Syros, Paris, 1996.

À PORTÉE DE MAIN

des technologies de l'immatériel...

d'intérêts privés qui se réduisent, en dernier ressort, à ceux de quelques institutions financières. Leurs opérateurs véhiculent une logique propre, qui n'est ni de création de richesses, ni de mise en valeur des territoires, ni de bien-être humain, mais de fructification – aussi rapide que possible – d'un patrimoine financier. L'emprise de cette logique explique la conduite à court terme de beaucoup d'entreprises, pressées par les marchés où elles se financent.

Elle éclaire l'obsession de la stabilité qui – de l'équilibre des budgets à l'ajustement des comptes sociaux – s'est emparée des gouvernements. La finance, en effet, ne redoute rien tant que l'inflation qui érode les taux d'intérêt réels. C'est donc le monétaire qui s'impose, et le réel qui s'adapte : lorsque la croissance américaine fait redouter l'inflation, la Bourse décline et la hausse des taux d'intérêt vient freiner l'investissement ; lorsque Moulinex ou Renault annoncent des licenciements, leur valeur boursière s'envole.

Dans ce monde inversé, la promesse se retourne. Ce qui s'annonçait unification du monde devient rupture. Et, au jeu de la compétition à outrance, les plus faibles sont nécessairement perdants. Si les flux financiers du Nord vers le Sud ont augmenté de 20 % entre 1994 et 1995, pour atteindre le niveau record de *285 milliards de dollars*, ils sont essentiellement le fait de capitaux privés : ceux-ci, multipliés par 6 en six ans, *représentent 85 % de* ce *total (11)*.

Ces capitaux se présentent essentiellement sous forme d'investissements de portefeuille volatils, et donc peu propices au financement des stratégies de développement à long terme. Derrière les chiffres – croissance annuelle moyenne de 6 % pour les pays du Sud, contre 2,5 % pour les pays du Nord – se dissimulent donc de profondes disparités. Entre 1960 et 1993, la part des 20 % des habitants les plus riches de la planète passait de 70 % à 85 % du produit mondial, celle des 20 % les plus démunis régressait de 2,3 % à 1,4 %, et 1,3 milliard de personnes vivent en situation de pauvreté absolue, avec moins de 1 dollar par jour (12). Si la situation alimentaire du monde s'est globalement améliorée, la sous-alimentation chronique touche environ 800 millions d'individus (13).

Second basculement : la relève des hommes par la machine devient chômage et exclusion sociale. Si la formation du capital et le progrès technologique permettent de soulager l'homme de la peine, symétriquement, la régression de la part du produit attribuée au travail constitue le moyen d'accélérer la formation du capital et le progrès technique. Dans un univers productiviste d'où le sens des finalités a disparu, les surplus de productivité n'ont plus pour objet essentiel d'améliorer le sort des travailleurs ou des consommateurs, mais de contribuer à l'apparition de nouveaux gains de productivité, eux-mêmes générateurs de nouveaux surplus.

A ce jeu, c'est le capital qui tire les marrons du feu. Partout, la part des salaires dans le produit national diminue : entre 1965 et 1994, elle s'abaisse en Allemagne de 62,7 % à 61,2 % du PIB et, aux Etats-Unis, de 68,5 % à 66,7 %. En France, entre 1982 et 1995, alors que les revenus du patrimoine ont été multipliés par deux, la part des salaires dans le PIB décline de 68,8 % à 59,7 % ; 42 % des accroissements de la valeur ajoutée des sociétés vont à l'épargne et 36 % aux salaires (14). La capacité d'autofinancement des entreprises, qui est de *115 %*, après avoir été utilisée en remboursements de dettes, se partage entre le capital financier, qui ne crée pas d'emplois, et l'investissement de productivité, qui en supprime.

Résistance contre la précarisation

SUR cette base commune, deux stratégies, explique-t-on, se développeraient : l'une, propre à l'Europe continentale, privilégierait la préservation du tissu social par rapport à l'emploi ; l'autre, américaine et britannique, favoriserait ce dernier, mais au prix de la précarisation de la condition des travailleurs. En fait, comme le montrent les chiffres ci-dessus, la part des salaires dans le PIB en France est inférieure à celle des Etats-Unis, et elle a décru plus fortement ; en outre, entre 1983 et 1987, 70 % des emplois créés en Europe sont à temps partiel, peu qualifiés et faiblement rémunérés (15). Ce pourcentage, selon André Gorz (16), aurait été de 90 % en 1994 pour les cinq cents plus grandes entreprises américaines. Il n'y a *donc pas une politique de défense des institutions sociales qui s'opposerait à une politique de précarisation, mais, partout, *une politique de précarisation et de* « flexibilité » qui se heurte à une plus ou moins grande résistance des structures sociales.

A politiques identiques, résultats similaires, différences de degré, mais non point de nature : plus ou moins de chômage, mais partout le chômage. Les performances de l'Europe continentale, où résiste mieux le tissu social, se révèlent plus que médiocres : avec un taux moyen de l'ordre de 10 %, le chômage concerne 18,2 millions de travailleurs. En France, le nombre de « personnes privées d'emploi » (demandeurs d'emploi + chômeurs en formation + TUC + CES et *assimilés + préretraités*) *passe* de 2 500 000, en 1981, à 5 000 000, en 1995 (17). Trois millions d'emplois ont été perdus en Allemagne de 1981 à 1987, dont 600 000 de janvier 1996 à janvier 1997.

Les choses ne vont guère mieux, en *dépit des proclamations, dans* les pays *de* grande flexibilité. On fait grand cas des 10,5 millions d'emplois créés aux Etats-Unis – mais quels emplois ? – entre 1993 et 1997. Si l'on utilise des modes de calcul identiques pour tous les pays, le chômage américain s'établissait à 9,3 % en 1989 – au lieu des 6 % officiels (18) –, et, en 1996, à 10 % – au lieu de 5,2 %. Cette même année, le nombre de « personnes privées d'emploi » atteignait, au Royaume-Uni, 5,7 millions de personnes, soit un niveau supérieur à celui de la France.

Autre constat implacable : les pays génèrent plus ou moins d'inégalités, mais, partout, il y a croissance de l'inégalité et de la pauvreté. Aux Etats-Unis, la part du PIB perçue par les 5 % les plus favorisés a progressé de 16,5 %, en 1974, à 21,1 %, en 1994, pendant que celle des plus pauvres baissait de 4,8 % à 3,6 %, décourageant les moins motivés et les orientant vers la délinquance. Rythmes différents, mais *orientations identiques. Outre-Atlantique*, 38 millions de personnes (14 % de la population) vivent au-dessous du seuil de pauvreté, *et, en Europe, 57 millions, soit* 17 % de la population, avec une pointe de 23,5 % au Royaume-Uni, pays-phare du libéralisme.

Plus ou moins de paupérisation par le travail, mais partout paupérisation par le travail : on a cru longtemps, en Europe, que les *working poor* étaient une spécificité américaine, mais l'Office statistique des Communautés européennes révèle qu'on les trouve également sur le Vieux Continent. Deux tiers des Américains – mais aussi un tiers des Européens – vivant au-dessous du seuil de pauvreté appartiennent à une famille dont un des membres au moins exerce une profession. Pourcentages différents, mais l'un et l'autre significatifs. Précarité, inégalité, paupérisation... Partout la « bonne marche » du système repose sur le malheur humain.

Troisième retournement : la préservation de la nature devient surexploitation. Si les technologies de l'immatériel permettent, en théorie, d'économiser l'espace, le travail, la matière et l'énergie nécessaires pour fabriquer une unité de produit, la course aux quantités fait plus que contrebalancer cette tendance. La logique de l'intérêt individuel, livrée à elle-même, conduit chacun à se réserver autant que possible les bénéfices de ses activités, tout en rejetant (en « externalisant ») leur coût sur la collectivité. Ainsi, le « juste-à-temps » permet-il de réduire les dépenses de gestion des stocks des *entreprises, mais au prix de coûts environnementaux* de l'ordre de 10 % du prix des transports et de dégradations infrastructurelles *(7 % du prix des transports)* dont la communauté supporte la charge.

Laissée à elle-même, cette évolution ne comporte guère que trois issues :

– l'autodestruction progressive du système, allant jusqu'au bout de sa logique et entraînant avec lui l'humanité ;

– l'*éclatement brutal, soit par explosion* de la « bulle » financière, soit par la révolte des hommes ;

– la recomposition, par accumulation de solutions ponctuelles entre acteurs sociaux, apparemment disparates, mais qui convergeraient sous l'effet de l'évolution commune qui les porte.

Les catastrophes qu'annoncent les deux premières possibilités et les incertitudes de la troisième imposent de rechercher les voies d'une action volontariste.

RENÉ PASSET.

(11) Banque mondiale, *Global Development Finance* (résumé en français : *Financement du développement dans le monde*), Washington, 1997.

(12) Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain 1997*, Economica, Paris, 1997.

(13) Lire Karen Lehman, « Libre commerce ou sécurité alimentaire ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

(14) CERC-Association (Connaissance de l'emploi des revenus et des coûts), note d'avril 1996 (10, rue Jacques-Mawas, 75015 Paris).

(15) Roger Sue, *op. cit.*

(16) Lire André Gorz « Dépasser la société salariale », *Transversales Science Culture*, n° 32, mars-avril 1995.

(17) CERC-Association, « Chiffrer le chômage », n° 1, 1997. Lire, sur ce document, « Les chiffres du chômage et la réalité » *Le Monde* du 21 février 1997.

(18) Lire « Eternel retour du miracle américain », *Le Monde diplomatique*, janvier 1997, « Le Royaume-Uni, champion de la flexibilité », *Le Monde diplomatique*, février 1997, et « Chômage : les vrais chiffres », *Le Monde diplomatique*, décembre 1993.

DANS LES REVUES

□ *MULTINATIONAL MONITOR*. La concentration industrielle et bancaire aux Etats-Unis ; les forces économiques qui appuient l'occupation indonésienne de Timor-Oriental ; les conditions de travail dans les mines d'or du Pérou. *(Vol. 18, n° 4, avril, mensuel, 3 dollars. – 1530 P.* Street, NW, Washington, DC 20005, Etats-Unis.)

□ *SCIENCES HUMAINES*. Un très complet hors-série sur la mondialisation : logiques, réseaux et Etats, acteurs, enjeux. (Hors série, n° 17, juin-juillet, 48 F. – 38, rue Rantheaume, BP 256, 89004 Auxerre Cedex.)

□ *ANALYSES ET DOCUMENTS ÉCONOMIQUES*. Deux dossiers. Démystifier les idées sociales et économiques de l'extrême droite. La restructuration des industries d'armement en Europe. (N° 72, juin, mensuel, 40 F. – 263, rue *de Paris, 93516 Montreuil Cedex.)*

□ *FUTURIBLES*. Cinq scénarios sur l'Europe « à l'heure britannique ». Egalement un exposé de *la politique américaine de science et technologie.* (N° 220, mai, mensuel, 70 F. – 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)

□ *EXTRA !* Une enquête détaillée sur Channel One, cette chaîne de télévision que 8 millions de jeunes Américains doivent regarder pendant la classe parce qu'elle finance l'équipement audiovisuel de leurs écoles. Quelle contrepartie Channel One exige-t-elle ? La diffusion dans les émissions de nombreux spots de publicité destinés aux enfants... (Vol. 10, n° 3, mai-juin, bimestriel, 3,50 dollars. – PO Box 170, Congers, NY 10920-9930, Etats-Unis.)

□ *REVUE FRANCAISE DE GÉOÉCONOMIE*. Cette publication qui estime que « sous la pression croissante du processus de globalisation, les intérêts économiques des nations prennent le pas sur leurs intérêts politiques » consacre son deuxième numéro à l'*étude des Etats-Unis. (N° 2,* été, trimestriel, 98 F. – Economica, 49, rue Héricart, 75015 Paris.)

□ *RECHERCHES AMÉRINDIENNES AU QUÉBEC*. – Entièrement consacrée à la nation amérindienne des Montagnais, cette livraison apporte un éclairage nouveau sur son évolution, ses rapports avec la société ambiante, l'exploitation et la gestion de ses territoires et ressources. (Volume XXVII, n° 1, printemps 1997, 12 dollars canadiens. – *6742*, rue Saint-Denis, Montréal, Québec, h 2S 2S2.)

□ *WARREPORT*. – Ce bulletin de l'Institute for war and peace reporting (IWPR) consacre un long dossier à la reconstruction de la Bosnie. (N° 51, mai 1997, dix numéros par an, 30 livres. – IWPR, Lancaster House, 33 Islington High Street, London N1 9LH.)

□ *M.* « D'un peuple sans Etat à un Etat en suspens » : analyse des accords de paix israélo-palestiniens et de l'anatomie incertaine de l'Etat palestinien à venir. (N° 89-90, juin-juillet, mensuel, 60 F. – 17-19, rue des Envierges, 75020 Paris.)

□ *ESPACE-ORIENT*. Retour, à travers la presse israélienne et arabe, sur la construction de la colonie juive de Jebel Abou Ghneim (Har Homa) de Jérusalem, construction qui a porté un coup fatal aux accords d'Oslo. (N° 23, mai, mensuel, 25 F. – 68, rue d'Ecosse, 1060 Bruxelles.)

□ *REVUE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES*. Une livraison sur les nouveaux visages de l'immigration en Israël, des falashas aux Russes. (N° 3, trimestriel, 120 F. – MSHS, 99, avenue du Recteur-Pineau, 86022 Poitiers Cedex.)

□ *CONFLUENCES-MÉDITERRANÉE*. « La France et le monde arabe, au-delà des fantasmes. » « Méditerranée, avenir d'un humanisme ? ». (N° 22, été, trimestriel, 110 F. – 5, rue Emile-Duclaux, 75015 Paris.)

□ *CAHIERS AFRICAINS*. Banyarwanda et Banyamulenge : violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu, par Jean-Claude Willame. (N° 25, mars, bimestriel, abonnement annuel : 2 550 F belges. – Rue Belliard 65, 1040 Bruxelles.)

□ *SERVICIO INFORMATIVO*. – Les élections en Bolivie, l'après-crise en Equateur, l'état des négociations au Chiapas et la situation politique au Brésil, figurent, entre autres, dans ce numéro ; une longue entrevue avec Noam Chomsky évoque « la tyrannie des corporations privées » et les hypocrisies du « libre-commerce ». (Agencia latinoamericana de información, n° 253, 27 mai 1997, abonnement pour 20 numéros : 45 dollars. – ALAI, casilla 17-12-877, Quito, Equateur.)

□ *LA DÉPÊCHE INTERNATIONALE DES DROGUES*. Cocaïne : Argentine, le Mercosur des drogues ; Cap-Vert, une escale stratégique vers l'Europe ; France, une consommation protégée ? (N° 68, juin, mensuel, abonnement un an : 1 200 F. – BP 190, 75463 Paris Cedex 10.)

□ *LA LETTRE DE LA FIDH*. Un appel à la mobilisation pour le respect des droits économiques et sociaux et un tour du monde des actions entreprises. (N° 695-696-697, 28 mai-4 juin, hebdomadaire, 10 F. – 17, passage de la Main-d'Or, 75011 Paris.)

□ *L'HOMME ET LA SOCIÉTÉ*. « Eternels perdants de l'histoire ou précurseurs d'un monde *qui sera libertaire ou ne sera plus ? Réponse* difficile », écrivent les coordonateurs de ce riche numéro intitulé « Actualité de l'anarchisme », qui souhaitent donner la parole aux penseurs libertaires et examiner leurs idées, d'un point de vue scientifique. (N° 123-124, trois numéros par an, abonnement un an : 220 F. – L'Harmattan, Paris.)

□ *LE PASSANT ORDINAIRE*. Installée à Bordeaux, cette publication revient sur le caractère *très politique et très progressiste des concerts du* groupe Noir Désir. Egalement au sommaire, une analyse de la situation albanaise. (N° 14, mai-juin, bimestriel, 10 F. – 1, place Puy-Paulin, 33000 Bordeaux.)

□ *LE MAGAZINE DES FRANCAIS EXPATRIÉS*. Nouvelle formule pour ce magazine qui s'adresse aux Français de l'étranger, mais aussi aux candidats au départ. A la fois guide pratique et lien avec la France, cette revue « de la solidarité, de l'emploi et de l'initiative » publie en outre gratuitement les offres d'emploi. (N° 61, juin, trimestriel, 25 F. – 22, rue Godefroy, 92800 Puteaux.)

□ *ZÉNON*. Une nouvelle revue consacrée à l'espace, à la technoscience et à l'imaginaire. Au sommaire, une rencontre avec André Lebeau sur l'avenir de la politique spatiale et un dossier au titre évocateur : « *L'espace : quête ou conquête ?* ». (N° 1, juin, semestriel, 120 F. – Explorer, Prologue 1, La Pyrénéenne voie n° 1, BP 27/01, 31 Labège Cedex.)

□ *LA RECHERCHE*. Pourquoi l'étiquetage des aliments transgéniques est un leurre. Egalement un dossier sur la fusion nucléaire, mythe pour le prochain siècle. (N° 299, mensuel, 38 F. – 57, rue de Seine, 75280 Paris Cedex 06.)

□ *CAHIERS D'HISTOIRE*. A travers une approche historique – du XIIe siècle à nos jours – et géographique – de Paris à l'Union soviétique –, une plongée dans les relations entre « pouvoirs et information ». (N° 66, 1er trimestre 1997, 150 pages, 90 F. – 64, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)

□ *PASSAGES*. Léon Poliakov répond à l'historien David Goldhagen sur la responsabilité des Allemands dans le génocide juif. N° 83, mai-juin, bimestriel, 35 F. – 17, rue Simone-Weil, 75013 Paris.)

□ *SOCIO-ANTHROPOLOGIE*. Les rapports complexes de la sociologie et de l'anthropologie ; les enfants des rues à Abidjan. (N° 1, janvier, semestriel, 70 F. – BP 362, 75232 Paris Cedex 05.)

□ *CAHIERS DE L'UNIVERSITÉ DE PERPIGNAN*. Sous l'intitulé « Société et littérature antillaise aujourd'hui », on découvrira une littérature « en pleine conscience d'elle-même », inscrite dans la modernité, porteuse d'histoires dans l'Histoire. *(N° 25, 1997, 229 pages 80 F.* – Presses universitaires de Perpignan, université de Perpignan, 52, avenue de Villeneuve, 66860 Perpignan Cedex.)

□ *DÉDALE*. « Postcolonialisme : décentrement, déplacement, dissémination », une réflexion passionnante sur l'oblitération des centres culturels métropolitains et sur la contribution à la métamorphose des formes littéraires et artistiques de penseurs non occidentaux. (N° 3, printemps, semestriel, 138 F. – Maisonneuve Larose, 15, rue Victor-Cousin, 75005 Paris.)

□ *ANKA*. Tout entière consacrée à Yachar Kemal, cette livraison de la revue d'art et de littérature de Turquie, enrichie d'études inédites, de nouvelles traductions et de photos, contribuera à une meilleure connaissance de l'écrivain et de son œuvre. (N° 29/30, printemps 1997, 263 pages, 100 F. – 13, rue Santeuil, 75231 Paris Cedex 05.)

AU-DELÀ DES CLICHÉS

L'impact de l'image photographique ne cesse de croître dans le monde contemporain. Son influence dans la vie politique, sociale et culturelle demeure considérable : si elle constitue souvent un moyen de dénonciation et de libération, l'on parle aussi parfois de sa vocation d'instrument de propagande et de manipulation des esprits. A Arles, les 6 et 7 juillet, dans le cadre des Rencontres internationales de la photographie, se tient un colloque sur le thème précisément d'« Image et politique », où sont analysés les rapports conflictuels de la photographie avec le droit, les pouvoirs et la culture.



ROBERT DOISNEAU. – « Le Livreur de sciure » (1953)

RAPHO

La rue ivatisée

Par
BERNARD EDELMAN
et EDGAR ROSKIS *

PRENONS une photographie, célèbre parmi d'autres de la même époque, signée Pierre Petit (1832-1909). Réalisée en 1888, elle montre la tour Eiffel dans un état de construction avancé : *le premier étage est solide*, surmonté par des fers qui déjà visent le ciel. *Edifice public visible par tout un chacun*, appelé à devenir le symbole universel de Paris, la *tour Eiffel est aussi* « œuvre de l'esprit », dont l'équilibre, l'allure, *le design (qu'on n'appelait pas* encore ainsi) doivent tout à l'ingénieur *Gustave Eiffel*. A ce titre, elle sera dès son achèvement saisie par le droit, et prisonnière *de la législation : s'il est* clair que le monument appartient, pour toute la durée de l'Exposition universelle, à l'Etat, qui le rétrocède ensuite à la Ville, il faudra un arrêt de la cour de Paris, rendu en 1893 lors de son inauguration, pour en permettre la libre reproduction photographique, afin de ne pas *« priver le public du droit de se procurer l'image de cette tour »*, cela nonobstant les droits de l'auteur (Eiffel) sur son œuvre. Les juges, pense-t-on, n'énonçaient alors rien d'autre qu'une banalité frappée au coin du sens commun. Hélas ! cette banalité d'hier est aujourd'hui une exception.

Au XIX[e] siècle, la rue semblait « appartenir » au public, *sinon même au* citoyen. Période idyllique pour les photographes, les Jean-Eugène Atget (1857-1927), Charles Marville (1816-1879) et autres pères du « reportage de rue » : non seulement l'objectif photographique était assimilé à l'œil humain et en avait la même liberté, mais encore la rue n'était pas devenue l'espace d'un marché économique. On avait alors le sentiment collectif qu'elle était inappropriable, vouée à la fête, à la révolution, à la commémoration ; bref, à l'échange humain, semblable en cela à l'« œuvre de la nature » qui peut être librement reproduite (1). En un mot, la rue était « naturelle » : elle s'inventait, fournissant *gracieusement* à l'artiste, au promeneur, au badaud, sa matière première.

Ces temps sont révolus. Nous sommes passés désormais à un stade marchand où tout se monnaie. Plus prudents que l'ingénieur Gustave Eiffel, les architectes de la Grande Arche de la Défense, à Paris, feu Johan Otto von Spreckelsen et son suivant Paul Andreu, avaient prévu *dans leurs contrats* la réaffirmation d'un droit d'auteur inaliénable, étendu à l'image, c'est-*à-dire* à la reproduction de leur œuvre, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Avec cette conséquence : il y aurait contrefaçon à chaque fois que l'Arche, équivalent moderne de la tour Eiffel (et, par extension, de tout autre « monument » parisien : la tour Montparnasse, la Géode de la Cité des sciences et de l'industrie, la Pyramide du Louvre), serait filmée ou photographiée aux fins de diffusion sans leur consentement.

En dépit d'arguments impressionnants, par ailleurs de bon sens, suivant lesquels l'interdiction de reproduire porte atteinte à *« la liberté de communication des pensées et des opinions proclamées par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 »*, arguments qui soulignent en outre *« la vocation internationale, historique et fraternelle »* de l'Arche de la Défense, du reste payée sur deniers publics, *qui enfin se réfèrent* au *« droit du public à l'information et à la culture devant lequel doivent céder les droits individuels d'auteur et de propriété »*, la cour jugea au contraire que, *« eu égard à son caractère exclusif et opposable à tous affirmé par l'article premier de la loi du 11 mars 1957, la jouissance du droit d'auteur ne saurait être battue en brèche par aucune des considérations invoquées par la défenseresse »*, en l'occurrence une marchande de cartes postales, qui fut donc condamnée. *Dans* cette affaire comme dans tant d'autres, le droit d'auteur prévaut sur le droit public à l'information.

Une société capitaliste comme la nôtre se déréglerait évidemment très vite si de chacun de ses biens la possession n'était clairement attribuée à des personnes, physiques ou morales. Aussi est-il logique qu'elle forge l'essentiel de son droit dans le concept de propriété (2). Dire le droit, civil en tout cas, revient le plus souvent à décider de quoi appartient à qui, et cela jusques et y compris dans les procès « en image » – qui peuvent s'assimiler aux querelles de mitoyenneté, quand un juge doit par exemple trancher sur l'appartenance d'une parcelle ou d'un mur. Certes, il y a une sorte d'abus à empêcher la reproduction de monuments ou d'œuvres par ailleurs financés par le contribuable. Du moins les interdictions sont-elles prononcées (à *tort ou* à *raison, c'est une* autre question) au nom de la protection de l'*auteur ou* de l'artiste, voire au *nom* des droits de la personnalité.

Un attribut patrimonial de la propriété

MAIS que dire de cet arrêt rendu le 12 avril 1995 par la cour d'appel de Paris, qui affirme que *« tout propriétaire a le droit le plus absolu d'interdire la reproduction à des fins commerciales de ses biens* (3) *»* ? Là, l'objet du litige n'est plus une « œuvre de l'esprit », mais une simple maison bretonne dont l'originalité architecturale – en admettant qu'elle existât – est depuis longtemps tombée dans le domaine public. Pourtant, sa *propriétaire*, M[me] Kerguezec, obtint 10 000 francs en dommages et *intérêts du photographe Philippe Plisson*, qui en avait reproduit l'image avant de la céder à l'agence *CLM-BBDO*, chargée d'une campagne de publicité par le comité régional de tourisme de Bretagne, association d'ailleurs à but non lucratif.

Ce faisant, la cour considère l'image comme un attribut patrimonial de la propriété, quand bien même l'auteur de la photographie ne se serait emparé d'aucune création qui ne fût sienne. En retour, le droit de propriété vient de conquérir un autre domaine – celui de l'image –, ce qui n'est pas incohérent, après tout, avec une vision idéologique glorifiant la richesse matérielle comme summum de l'activité sociale. Au-delà de ses incidences théoriques, on imagine le mal pratique que peut causer cette jurisprudence à un bien collectif autrement plus précieux : rien moins que le patrimoine visuel de l'humanité. Imaginons que de tels arrêts aient gouverné les pratiques photographiques, cinématographiques, dès leurs débuts : sous prétexte que toute façade ou le moindre pot de fleurs est « propriété privée », il ne resterait plus aucune trace du Paris pré-haussmannien ni même haussmannien, de la vie des *immeubles*, des usines et des rues telle qu'ont su si bien nous la rendre Atget, *Brassaï, Kertész*, Kollar, Izis, Ronis, Doisneau, Cartier-Bresson et tant d'autres, plus rien de cette extraordinaire mémoire de la ville qui, elle, n'a véritablement pas de prix.

Aussi l'adage populaire, pourtant non dénué d'évidence, selon lequel *« la rue est à tout le monde »* ne tient plus. La

* Respectivement docteur en droit, avocat à la cour de Paris, auteur de l'ouvrage *Le Droit saisi par la photographie*, Maspero, Paris, 1973 ; et journaliste, maître de conférences associé au département d'information-communication de Paris-X (Nanterre).

(1) Tribunal de commerce de la Seine, 7 mars 1861.

(2) Ce débat connaît une extension avec Internet. Lire Philippe Quéau, « Offensive insidieuse contre le droit du public à l'information », *Le Monde diplomatique*, février 1997.

(3) *La Semaine juridique*, n° 12-13, 19 mars 1997, p. 131, arrêt commenté par Valéry Crombez.

Photographie, art,

Par
FRANÇOIS
SOULAGES *

LE monde change ; la preuve en est que les représentations du monde changent. La photographie est un exemple de ce double changement. D'une part, les représentations que le grand public a de la photographie se modifient. Il y a trente ans, ce public parlait de *« la »* photographie et l'identifiait principalement au reportage ou bien à la photographie d'amateur ; elle était taxée, bien rapidement, d'*« art moyen »* (1). Désormais, ce public aurait tendance à parler *« des »* photographies et a *distinguer, au point de les séparer, photographie de* mode, photographie documentaire, reportage, *photographie creative, photographie plasticienne, etc.*

D'autre part, en trente ans, la photographie s'est elle-même transformée : les travaux de nombreux photographes sont connus et reconnus, exposés et publiés, les liens entre la photographie et les autres arts se multiplient, les approches théoriques, historiques et critiques de la photographie jouent un rôle certain, le développement de la télévision, de la vidéo, de la numérisation et du multimédia mettent en question certaines pratiques photographiques.

La photographie se trouverait, selon certains, plutôt *face a l'art, a l'existence ou au moi, que face à* l'histoire, au présent et a la société : aussi devrait-*elle être plasticienne, à la limite créative ; le reportage* n'aurait plus d'intérêt, d'abord, parce qu'il *serait mieux pris en charge par la vidéo ou la télévision*, ensuite, parce qu'il y aurait contradiction *entre art et reportage, enfin, parce que l'art ne* devrait plus interroger la société. Mais qu'en est-il *de ces affirmations ? En cette période de crise*, peut-il y avoir des projets et des objets photo*graphiques qui à la fois interrogent la société* et le politique et travaillent le lieu de l'art ? Peut-on, grâce à certaines œuvres photographiques, poser, dans un même mouvement, des questions à et sur la société, à et sur l'art ? Derrière ces questions, trois enjeux : d'abord, un certain rapport de l'image et de la société ; ensuite, une position plus riche, plus complexe, de la photographie dans l'art ; enfin, une compréhension moins séparatrice, plus dialectique *des différents courants de la photographie.*

* Maître de conférences à l'université Paris-VIII.

C'est parce que la photographie est enfin reconnue comme art et parce qu'elle dialogue avec *les autres arts que le moment est venu de revisiter* et de réévaluer ses différentes expressions et, à *cette occasion, de repenser ses rapports possibles à* la société.

La récente exposition « Face à l'Histoire » (2) a permis d'illustrer ces problèmes. Pour des raisons étranges et paradoxales, la photographie n'avait pas le même statut dans les deux parties de l'exposition : elle était présentée principalement comme document journalistique pour les années 1933-1979, mais comme œuvre d'art pour les années 1980-1996. Bien plus : le reportage photographique de Gilles Peress sur le Rwanda avait statut d'œuvre d'art et, *baptisé Le Silence, se retrouvait accroché* aux cimaises. Les conditions de présentation, *d'exposition* et de *réception d'une photographie* jouent certes un grand rôle : au point de *métamorphoser du sans-art en art ou bien du regard* communicationnel en regard esthetique ? Autre *possibilité : certains reportages auraient-ils une* essence telle que, dans le cas d'une présentation *visant l'information, seuls les aspects relatifs au* « ceci a été » se réveleraient, alors que, dans un *contexte artistique, la dimension esthétique de ces* reportages serait recevable ? Ces questions sont *importantes, car il en va de l'essence même du* reportage, de la photographie et de l'art (contemporain).

A un premier niveau d'analyse, le reportage semble exclu de l'art contemporain. Trois facteurs pourraient justifier cette position. Une question de technique : les reportages télévisuels seraient plus complets et plus performants que les reportages photographiques, qui ainsi devraient disparaître – le problème de leur possible appartenance à l'art n'aurait même plus lieu de se poser. Une question de qualité : les reportages qui continuent a exister seraient en grande majorite médiocres, soit par leur sujet – ceux qui se vendent le mieux sont les photographies de guerre et les photographies des per*sonnes célèbres, le « people »*, que les paparazzis traquent comme des vautours –, soit par leur traite*ment qui privilégie le sensationnel, l'atroce et le* choquant (« le choc des photos ») et ce de façon purement répétitive et stéréotypée. Une question de nature : il y aurait une infériorité insurmontable du reportage par rapport à la photographie créative ou plasticienne, quant à l'invention et a fortiori quant à la création. *Bref*, le reportage ne serait qu'un outil de communication de masse ; la photographie n'y *serait que signe et non œuvre.*

Pourtant, malgré les bouleversements technologiques et la demande puissante de photographies spectaculaires, vulgaires et sans intérêt, ou plutôt, paradoxalement, à cause de cela, des photographes continuent à photographier autrement la réalite et ses représentations sociales et à interroger le monde et son histoire. Est-ce du reportage ? Oui, mais pas au sens charognard, communicationnel et marchand du terme. Ainsi la photographie pourrait non pas donner des images du monde, mais questionner à la fois le monde, les images du monde et le monde des images. Derrière *cette position se joue la conception même de* l'esthétique de la photographie. En aucun cas, la *photographie ne peut s'appuyer sur sa prétendue* saisie de la réalité, de l'évènement, de la société, *etc., pour affirmer qu'elle relève de l'art – ce serait* absurde et ridicule. Doit-on en conséquence *prendre la position inverse, mais aussi symétrique*, pour laquelle la photographie n'accède à l'art que *par la forme ? Faut-il être condamné à devoir choisir* entre un réalisme matérialiste (saisie de la réalité *matérielle d'un « ceci a été », qu'il soit social ou* privé) et un formalisme désincarnant (la seule chair *qui existe est celle du photographique, la chair du* réel étant mise entre parenthèses, au moins au sens *phénoménologique du terme)* ?

Pour comprendre l'art photographique, ne doit-on pas plutôt opter pour une esthétique du « à la fois », qui permettrait d'explorer et d'exploiter les tensions et le tiraillement existant entre le matériau photographique et l'objet à photographier, entre le résultat photographique et l'événement passé, entre le sujet photographiant et les sujets photographiés, entre l'imaginaire et le réel, entre le présent et passé, entre la chose et l'existence, entre la forme et la réalité, entre l'art et la société. Seule une telle esthétique peut rendre compte de la complexité spécifique qu'est la photographie. En *effet, toute photographie est à la fois photographie* autonome et photographie d'un quelque chose *qu'il reste à imaginer et à penser* – l'art photographique consistant à montrer et à interroger soit l'une de ces deux composantes du « à la fois », soit leur articulation problématique. Les travaux photographiques nous le montrent et nous le démontrent.

Des photographes ne cherchent plus à capturer l'instant ; ils s'installent et s'interrogent délibéré*ment dans le temps : dans la longue durée, et c'est* la photographie comme enquête, dans le passé, et *c'est la photographie comme mémoire, dans le* temps intersubjectif, et c'est la photographie comme interaction.

Sebastiao Salgado est le représentant paradigmatique de la photographie comme enquête. Cet ancien économiste devenu photographe se donne des programmes d'investigation pour dix ans ; ainsi, à partir de 1987, il photographie la disparition des industries manuelles dans le monde entier, voulant, dit-il, *« montrer la fin d'une époque »* ; chaque sujet lui prend plusieurs mois, parfois plusieurs années. Cela lui permet de produire une œuvre qui allie le documentaire et le tragique, le social et l'humanisme, l'historique et l'éternel. C'est parce qu'il ne cherche pas à illustrer qu'il fait à la fois sens et œuvre ; c'est parce qu'il *n'est pas voyeur* qu'il peut voir.

Beaucoup d'autres photographes travaillent cette direction avec ce rythme et cette éthique : ils nous permettent de nous interroger sur la société et donc sur nous-mêmes. Ainsi Raymond Depardon peut-il *faire* œuvre à partir de la société africaine (*La Porte des larmes*, Le Seuil, 1996), de la société paysanne française des années 50 (*La Ferme du Garet*, Carré, 1995), de la société urbaine française des années 90 (*Délits flagrants*, film de 1994), de la société new-yorkaise des années 80 *(Correspondance new-yorkaise*, L'Etoile, 1981), etc. Toujours il se confronte à la société, mais jamais de la même manière.

Le deuxième courant qui interroge la société pose la photographie comme mémoire. Ainsi, avec *Images d'album*, Christian Gattinoni revient sur les photographies des camps de concentration, non seulement pour s'interroger sur une mémoire sociale et historique, mais aussi pour *« dé-montrer*, écrit-il, *tout l'apprêté fictionnel des images-reportages* (3) *»*. Avec *Images carcérales*, il exploite trois ensembles d'éléments : d'abord, des textes qu'il photographie, à savoir des écrits officiels rédigés en

(1) Pierre Bourdieu et *alii*, *Un art moyen, essai sur les usages sociaux de la photographie*, Editions de Minuit, Paris, 1965.

(2) *Centre Georges-Pompidou, Paris*, décembre 1996-avril 1997. Lire Lionel Richard, « Les peintres contemporains face à l'histoire », *Le Monde diplomatique*, décembre 1996.

(3) François Soulages et *alii*, *Photographie et inconscient*, Osiris, Paris, 1986, p.149.

ET POLITIQUE

privatisée

captation privative de la rue, l'appropriation de l'espace public, méthodiquement et continuellement soutenues par l'exercice de ce qu'il faut bien appeler un droit bourgeois, culmine dans plusieurs affaires. La première voit l'artiste plasticien Christo, qui s'est fait, comme on le sait, une spécialité d'« emballer » des monuments, s'opposer à toute prise de photographies du Pont-Neuf tandis qu'il l'avait, on s'en souvient, publiquement « ficelé ». Le 13 mars 1986, la cour de Paris, lui *donnant* raison, interdisait la diffusion d'un court-métrage relatant l'événement, aux motifs que le demandeur avait exécuté *« une œuvre originale »* mettant en relief *« la pureté des lignes du pont et de ses lampadaires au moyen d'une toile et de cordages »*. En somme, il était reconnu à Christo non seulement le droit d'user de la ville comme matériau personnel de ses créations, mais encore de tirer de cet usage privé le contrôle exclusif des images publiques ainsi générées. Au reporter convié à cette « fête », il ne fut pas même permis d'emporter le souvenir de ce qu'il avait vu, ce qui revient exactement à s'emparer de sa mémoire.

Sur ces fondements, le défilé du Bicentenaire de la Révolution française était-il appropriable ? C'est la deuxième affaire, dont on va voir qu'elle ne manque ni de sel ni de morale. L'Association du Bicentenaire avait demandé au publiciste Jean-Paul Goude de concevoir *et de réaliser un défilé*, à *produire* sur les Champs-Elysées le 14 juillet 1989. Il faut savoir que, dans ce type d'activité (la confection d'« événements » – spectacle son et lumière du débarquement en Normandie, illuminations du château de Chambord ou spectacles au Puy-du-Fou (4) – étant devenue une profession avec pas-de-porte), toutes les parties, après s'être servies plutôt largement sur les deniers publics, *lorgnent encore goulûment sur quelques* bénéfices supplémentaires, substantiels et subséquents aux droits dérivés de la machine audiovisuelle.

Aussi les concepteurs du défilé du Bicentenaire *n'avaient-ils pas omis* de conclure un accord de retransmission avec TF 1, Antenne 2 et GMT (Groupe média de télévision), accord dont TF 1 crut pouvoir déduire qu'elle était « propriétaire », à hauteur de sa participation financière, d'un événement par ailleurs accessible *sans son intermédiaire* – et payé, une fois de plus, par le contribuable. Confrontée à feu La Cinq qui avait capté et diffusé (*« piraté »*, a-t-on dit à l'époque) un petit quart d'heure du défilé, la chaîne de M. Bouygues fut déboutée par un tribunal qui jugea ce spectacle *« fait historique non susceptible d'appropriation ou d'exclusivité* (5) ». Une fois n'est pas coutume : l'argent s'incline devant le symbole.

Certains, attirés par les niches de profit dûment aménagées par les fluctuations de la jurisprudence, peinent à *s'en* convaincre. S'engouffrant dans quelques brèches, ils vont, logiquement, tenter leur *chance. Prévenu par exemple* que M. Yasser Arafat, après vingt-sept ans d'exil, devait le 1er juillet 1994 retourner embrasser la terre de Palestine, un journaliste en disponibilité de la télévision française fonda une commode société de droit autrichien *dans le dessein de monnayer cette* démarche historique : coups de fil aux agences de presse, en particulier à celles dont l'image – donc le symbole – est la raison d'être, auxquelles fut *proposé* contre un fort onéreux « ticket » le droit d'accompagner et d'enregistrer cet épisode de l'histoire. *Toutes*, quoique familières avec la notion d'« exclusivité » jusque-là appliquée au seul show-business, déclinèrent l'offre au nom du libre accès à l'*information générale*. L'anecdote s'inscrit à leur tableau d'honneur, mais ne préjuge pas, malheureusement, de l'obstination des tribunaux à favoriser le *privé* au détriment du public.

Dans la troisième *affaire, en effet*, fut condamné et saisi un dépliant comprenant deux vues aériennes de la cité lacustre de Port-Grimaud. Les sociétés promotrices de cette opération immobilière avaient fait valoir que l'architecte leur avait concédé l'exclusivité du droit de reproduction. Pour leur défense, les entreprises éditrices avaient soutenu que *« l'on ne saurait contester à tout habitant ou à tout voisin le droit de reproduire des vues de Port-Grimaud, village qui a le caractère d'une agglomération, référencée à l'annuaire, aux PTT, etc. »*, comprenant *« rues, places, magasins, banques et services de toutes sortes »* ; bref, *« un site géographique étendu dont le spectacle est* res communis ». Le tribunal écarta ces moyens par des motifs assez étonnants : *« L'établissement dans le fond du golfe de Saint-Tropez, là où il n'y avait rien, alliant le soleil et la mer, d'une cité lacustre dont les plans d'eau irréguliers et les masses bâties, de volumes et de couleurs contrastés et variés, provoquent la surprise et entretiennent la curiosité et l'attente, constitue bien dans son ensemble (...) une création originale personnelle* (6). » On frôle l'absurde : la privatisation d'un ensemble urbain – une agglomération tout entière – est contraire à toute notion de vie sociale. C'est l'idée même d'urbanisation qui est ruinée en son principe. Car si un « paysage urbain » peut être aussi privatisé, notre culture est atteinte.

La ville, au demeurant, n'est pas seulement constituée d'éléments immobiliers. Que seraient en effet la rue, la cité, *sans les visages qui* la *peuplent*, *« personnes privées »* qui parcourent et animent l'espace public ? Or, en droit français, chaque individu demeure propriétaire de son « effigie », autrement dit de son image privée (là, le bien n'est plus seulement extension de la personne, c'est la *« personne » qui* devient un bien en soi). Mais le même droit reconnaît à l'artiste, au peintre, au photographe, à l'écrivain, et plus généralement à l'auteur, celui de « créer » une image à partir d'une réalité par lui seul observée, interprétée, et donc transformée.

Vous voici filmé ou photographié *dans la rue, dans un café, un square ou* tout autre lieu semi-privé ou semi-public. La photographie est publiée, ou la séquence diffusée, ce qui, pour des raisons qui vous regardent, ne vous convient pas. A qui appartient l'image ? A vous, bien sûr, en tant qu'unique *détenteur de votre effigie*. Mais *aussi* à l'opérateur, pour autant qu'il puisse démontrer avoir fait œuvre de « création », c'est-à-*dire* inventé une réalité nouvelle qui se superpose, dépasse et transcende une réalité première (celle de votre apparence). De l'apport dû au talent de l'auteur, ce nouvel objet tient son existence – donc son droit – autonome. On remarquera que ce droit, *conflictuel*, est *calqué sur la double* signification du mot « image », celle que l'on donne de soi et celle que l'on fabrique (l'opérateur utilisant la vôtre pour commettre la sienne), *et on notera* au passage que, en dépit de son formalisme juridique, une telle approche dit *quelque chose d'une vérité intrinsèque* de l'image : que, pour « reproduire la réalité », toute image s'endette d'abord par rapport à une autre image.

Créer sans offenser

DONC, chargés en principe de simplement « dire le droit », les juges placés en face des litiges d'image *doivent décider préalablement*, pour *se* prononcer, de ce qui est « création » ou de ce qui ne l'est pas. Ils se constituent ainsi, de fait, en arbitres de l'esthétique, *compétence dont* il n'est *pas écrit qu*'ils la possèdent. S'agissant même d'un cas accessible au « sens commun », leur tâche n'en sera pas pour autant simplifiée. Qui niera par exemple que *Le Livreur de sciure*, personnage accoudé au zinc du café Allain et saisi par l'*objectif* de Robert Doisneau en 1953, est une « création » à forte valeur ajoutée ? L'homme digne et propre sur lui, bonne tête d'ouvrier parisien aux moustaches avenantes, avait *explicitement* consenti à servir de modèle au maître tandis qu'il dégustait un verre de rouge.

Le portrait non seulement lui rendait – si l'on ose dire – justice, mais indéniablement l'embellissait. Y a-t-il une *meilleure définition de l'« art » ? Mais*, publiée dans un grand hebdomadaire sous le titre « Les méfaits de l'alcoolisme », la photographie change encore de nature, devient préjudiciable à son sujet, qui pour aimer de temps à autre lever le coude, et quoique ne détestant *pas être vu*, voire *immortalisé dans* cette posture, n'en est pas pour autant ravagé par l'alcool. L'hebdomadaire perdit sa cause, le tribunal usant pour établir le préjudice d'un argument jusqu'alors inédit : l'*« intention de nuire »*. Le droit de créer était maintenu et protégé, *sous condition toutefois* de ne point offenser.

Jusqu'à tout récemment, la jurisprudence – française, tout du moins – n'a cessé, en matière d'« effigie », de favoriser les prérogatives du *sujet au détriment* de celles de l'auteur. D'aucuns s'en féliciteront, qui blâment à juste titre les intrusions effectivement scandaleuses *dans la vie privée, commises* par une presse cynique et immorale. C'est que de cette jurisprudence ils ne mesurent pas également les effets pervers. Aucun reporter d'images ne peut plus circuler sans s'encombrer de formulaires à faire signer, pour en obtenir l'accord, par *toute* « personne privée » qui croiserait son champ. Encore cette décharge ne le prémunit-il contre aucune poursuite, le signataire pouvant se raviser *au moment de la diffusion* ou de la publication : ayant donné son aval à la reproduction de son image, rien ne l'*oblige* à en approuver le contexte ultérieur (titre, légende, bande-son, environnement) qu'il pourra estimer choquant ou diffamatoire.

Aussi l'exotisme galopant d'une certaine tendance documentaire n'est-il pas la dernière conséquence de ce juridisme effréné : peut-on en vouloir aux opérateurs d'aller chercher toujours plus loin, sous des latitudes juridique*ment plus clémentes*, des « sujets » moins enclins à la procédure ? Imagine-t-on un Inuit ou un Massaï engager une action devant le tribunal de grande instance de Paris ? Cela explique en partie que la photographie dite « humaniste » se soit insensiblement déplacée vers les rues de Rio, de Calcutta ou de Moscou. Ainsi cette babouchka illustrant un article sur la pénurie alimentaire en ex-URSS, errant dans un dépôt d'ordures de la capitale russe à la recherche de *provisions de bouche*. Elle peut, au choix, considérer que, en prenant de sa détresse le monde à témoin, ce cliché la sert ou bien que, en exhibant son état de dénuement, il donne d'elle une image dégradante. Il est toutefois peu probable que l'alternative lui fût jamais présentée, tant l'opérateur *étranger*, évoluant si loin de chez lui, pouvait se sentir à l'abri d'un procès. D'où l'on tirera que *cette situation juridique, en fabriquant* deux types de sujets – pour faire court : l'un occidental et l'autre du tiers-monde – inégaux sinon devant la loi, du moins devant les moyens de son action, engendre une injustice.

Quand par exemple cette Parisienne, l'une des personnes blessées par l'explosion d'une bombe, le 25 juillet 1995, dans la station Saint-Michel du RER, se reconnaît sur une photographie prise juste *après que la déflagration* l'eut presque entièrement déshabillée, elle charge le parquet, au nom de la *« dégradation »* que lui inflige cette image, d'*attaquer les journaux qui* l'avaient publiée et les agences qui l'avaient produite et distribuée (7). La plaignante n'eut pas gain de cause, mais du moins, contrairement à notre babouchka, put-elle faire valoir ses droits. La cour, cette fois, leur estima *supérieur* le nécessaire exercice du métier de journaliste. Elle confirmait un jugement rendu cinq ans plus tôt, qui avait débouté un trio de turfistes récla*mant des dommages et intérêts à Libération* et à l'agence Magnum pour les avoir montrés dans une salle du Pari mutuel. Or les parieurs étaient tous trois chefs d'entreprise et disaient craindre que, les reconnaissant, leurs employés ne leur reprochent de mal dépenser leurs bénéfices.

Dans ses *attendus*, le *tribunal insista* au contraire sur le *« droit d'informer »*, retournant ainsi le balancier d'une jurisprudence longtemps, et sans doute excessivement, favorable à la protection de l'image privée. Reste que, si trancher entre ce qui est création et simple repro*duction n'était déjà pas facile, décider* de ce qu'est exactement une « information » promet de belles joutes entre magistrats, journalistes et public.

BERNARD EDELMAN et EDGAR ROSKIS.

(4) Lire Michel Vovelle, « Un historien au Puy-du-Fou », *Le Monde diplomatique*, août 1994.

(5) Tribunal de grande instance de Paris, 21 février 1990.

(6) Tribunal de grande instance de Draguignan, *16 mai 1972*.

(7) Lire « L'instant figé », supplément Radio-Télévision-Multimédia du *Monde* du 1er juillet 1996.

et société

1892 sur la vie quotidienne de la prison de Mozas, où *Rimbaud fut enfermé pendant la Commune* ; puis, des plaques de verre anonymes de la fin du XIXe siècle, dont il tire des photographies renvoyant à l'univers rimbaldien ; enfin, des photographies de *corps faites par lui en 1988. A partir de ces trois* séries, il compose des montages qu'il photographie et obtient ainsi d'autres photographies. La photographie est alors d'une part image critique *(critique de la réalité, critique* des représentations et critique de l'art) et d'autre part image d'images... Photographier la société consiste ici à photographier non pas son *actualité (mise en scène et en spectacle)*, mais sa mémoire occultée, qui en rend raison.

Au cœur du social

LE Tchèque *Tono Stano procède, pour sa part*, à une mise en scène de la mémoire. Son *Calendrier* mime la commande officielle – et l'on sait ce que « officiel » et « commande » voulaient dire à *Prague jusqu'en 1989 – et la représentation* idéologique d'un peuple mis en scène dans le quotidien : son « Chef d'orchestre » dirige à la baguette, non plus ses musiciens, mais *les sujets politiques obéissants et aliénés*, ses « Paysans » entrent dans une imagerie qui bascule dans le ridicule, son « Maçon », tel l'homme de fer stakhanoviste, *construit un monde absurde et sans mémoire*. Photographier revient alors à prendre du recul par rapport aux images présentes toutes faites et à construire des images de la société *politique qui renvoient à une mémoire niée* et fonctionnent comme mémoire théâtrale du présent pour un futur.

Le troisième courant, lié aux deux premiers, introduit une dimension nouvelle : l'interaction. Le photographe travaille sa création comme étant le fruit d'une interaction entre lui et des non-photographes. Ainsi, quand Marie-Hélène *Le Ny participe* à « Art, *fonction sociale* ! » en 1995 à Paris, ou quand elle publie *Béthune, quartiers en quête d'identité* en 1996, *certes*, elle fait elle-même des photographies, mais elle en fait faire aussi à des gens qui au départ *n'ont aucune culture* photographique ; en résulte un ensemble intéressant eu égard à cette surprenante réunion d'images et à l'approche originale de réalités sociales habituellement *dans l'ombre*.

Marc Pataut est un des artistes qui représentent le mieux l'interrogation de la *société et de l'art* grâce à la photographie comme interaction. Depuis près de *vingt ans, ce photographe, dont le travail est présenté* cette année à la Documenta de Kassel, met en place des dispositifs pour photographier ou faire photographier ceux que la société a tendance à ne pas tenir en son cœur – à la fois en son centre et en son affection –, ceux que la société affecte le plus par sa mise à l'écart : enfants psychotiques, femmes *en prison, jeunes immigrés de banlieue, victimes de* l'apartheid, compagnons d'Emmaüs, SDF, etc. Le résultat en est des images magnifiques qui à la fois bouleversent notre appréhension *de la vie de ces* gens et *révolutionnent la* photographie et son rapport à l'art contemporain.

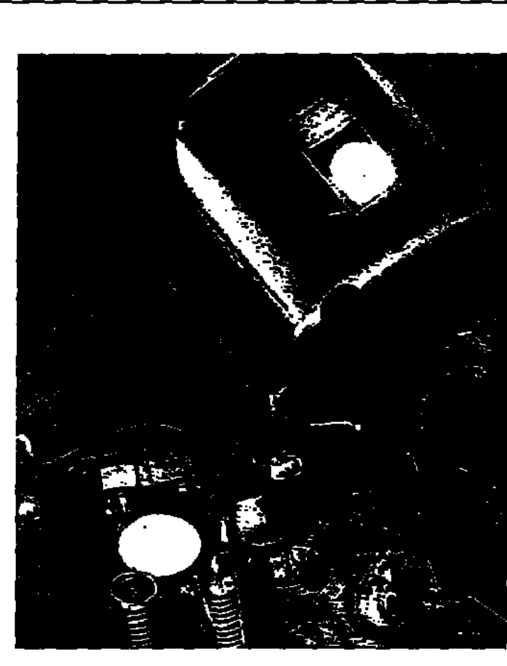
Avec la photographie négociée de Michel Séméniako, nous sommes au cœur du social et de l'art : *pour des raisons à la fois éthiques et esthétiques*, cet artiste propose à des gens extérieurs au monde de l'art – malades d'hôpitaux psychiatriques, jeunes chômeurs, *habitants d'une région habitée par la* crise, population d'un même quartier comme à Niort, membres du Club Méditerranée, amis, etc. – de faire avec eux une photographie ou une série de *photographies. Il leur offre* son savoir-faire, sa culture, sa réflexion et sa sensibilité, les autres lui apportent leurs questions, leurs rêves, leurs imaginaires et *leurs mythologies ; ensemble, ils élaborent* un projet qu'ils négocient à chaque étape du parcours, tels un artiste et des commanditaires officiels. La création doit être examinée autant dans la *procédure mise en œuvre que dans les images* réalisées. Séméniako peut ainsi expérimenter qu'un artiste est d'abord un homme avec d'autres hommes, un citoyen d'une société, et qu'en *tout homme* réside un désir de création auquel il donne les moyens de passer à l'acte. L'œuvre de Séméniako peut donc se déployer à la fois dans l'univers de l'agence Métis, dans le monde du musée et de *l'exposition, et dans le territoire* du livre et de l'édition (4).

Ainsi, par ces trois voies – enquête, mémoire, interaction –, cette partie de la photographie contemporaine est à la fois au cœur de l'art contemporain et au cœur de *la société contemporaine*.

FRANÇOIS SOULAGES.

(4) Michel Séméniako, *Lapiaz* (Paris, Passage, 1982), *Sites* (Vitry, Galerie, 1987), *Nuit blanche* (Centre régional de la photographie Nord-Pas-de-Calais, 1991), *Images négociées, projet réseaux* (Niort, AMPT, 1996).





ARNAUD FELUSIAK/MICHEL SÉMÉNIAKO

L'intervention « Projet réseaux » a été conçue et réalisée à Niort par Michel Séméniako en synergie avec les Maisons pour tous. Il a exploré les réseaux qui relient entre eux un certain nombre d'habitants de la ville en se rendant dans les quartiers avec un camion-studio. Ceux-ci ont réalisé leur autoportrait en utilisant le dispositif proposé par le photographe : miroir, fibres optiques réglables, long temps de pose. Chacun lui a ensuite demandé de photographier « à sa manière » un lieu ou un objet et lui-même a donné à chaque personne un appareil jetable avec lequel ils ont photographié leurs amis, désignant parmi ces personnes celles qui, à leur tour, réaliseront leur autoportrait dans le camion-studio. C'est ainsi que mille trois cents habitants de Niort ont été photographiés (Livre-catalogue *Images négociées, projet réseaux*, préface Anne Gauquelin, disponible auprès de MPT, 7, avenue de Limoges, 79000 Niort, 165 F port compris).

Colloque « Image et politique »

EN complément des expositions proposées autour de la thématique générale sur « Le devoir de mémoire, les tentations du pouvoir et les formes de l'engagement », les Rencontres d'Arles (dont le directeur artistique est Christian Caujolle) proposent cette année, *dimanche 6 et lundi 7 juillet*, un colloque international (1) co-organisé avec *Le Monde diplomatique*, la chaîne Arte et l'Association française pour l'action artistique (AFAA).

Sous la présidence de Paul Virilio, la direction d'Ignacio Ramonet, la coordination de Françoise *Docquiert et la collaboration d'Edgar Roskis, ce colloque rassemblera des personnalités comme* Bernard Millet, Jean Digne et André de Margerie ; des philosophes comme Paolo Fabbri et Fabienne Rousso-Lenoir ; des historiens comme Laurent Gervereau, Margarita Ledo Andion, Pierre Restany, *Thierry de Duve et Alain Jaubert ; des écrivains comme James Burnet, Jacques* Henric et Ramon Esparza ; des photographes comme Eugene Richards, Esther et Jochen Gerz, Aziz et Coucher ; et des plasticiens comme Antoni Muntadas autour des questions de l'engagement et de la responsabilité des créateurs face au monde contemporain.

(1) Les travaux du colloque se déroulent à l'Ecole nationale de la photographie, 16, rue des Arènes, Arles. Renseignements : tél : *(33) 04-90-96-76-06 ; télécopie : (33) 04-90-49-94-39.*

LES LIVRES

CUBA SANS FARD

Adieu à la révolution

LA PEAU ET LE MASQUE (*La Piel y la Mascara*), de Jesus Diaz, traduit de l'espagnol par Florence Bourgade, Métailié, Paris, 1997, 233 pages, 125 F.

D'ENTRÉE de jeu, les lecteurs se mettent d'intelligence avec l'auteur. Ils participent à son travail de plongée au cœur de cinq personnages. Le regard que chacun d'entre eux porte sur sa propre vie, et sur son métier d'acteur, ordonne la composition du roman. Celui-ci recrée le tournage d'un film – *La Peau et le Masque* –, « *une tragédie qui ne correspond ni aux attentes du gouvernement ni à celles des dirigeants de l'exil* ».

L'exercice, difficile, renvoie au déchirement intime du metteur en scène. Surnommé l'Ours pour avoir reçu, jadis, l'Ours d'or au Festival de Berlin, célèbre à l'étranger mais censuré dans son pays, vieux et se sachant condamné par la maladie, l'homme jette ses dernières forces dans cette œuvre testamentaire.

« *Il s'agissait, entre autres choses*, dit-il, *de l'adieu à une révolution dont j'avais applaudi avec véhémence les réussites, déjà lointaines, dont j'avais tu de façon coupable les brutalités, les excès, les folies, et devant laquelle je ne voulais pas paraître comme juge, mais comme témoin, comme quelqu'un qui parle depuis le vaste et périlleux territoire de l'irrémédiable.* »

Brisé, l'Ours joue le rôle d'un autre homme brisé, Fernando. Lorsqu'il était ministre du commerce extérieur, ce bon vivant, « *le premier à la rumba, au rhum et au lit avec ses concitoyennes* », a osé s'opposer à M. Fidel Castro. En punition, le voilà administrateur d'une coopérative agricole « *qui ne produisait que de la poussière* ».

GRAND improvisateur de langage, l'écrivain Jesus Diaz (1) choisit ici un style profondément inventif : chaque séquence est racontée par les différents acteurs. En tête de chapitre, leur nom de ville est accolé à leur nom de scène. Cette clef permet de les suivre dans leurs multiples vérités d'êtres humains, et d'artistes. Au centre du livre, une femme, Ofelia/Iris. A la ville, elle est Ofelia, une star vivant (mal) à Cuba et prête à choisir l'exil dès la meilleure occasion. Mariée à l'Ours qu'elle qualifie de « *tyran* », elle est bourrelée de remords parce qu'elle a sacrifié son tout jeune fils à sa carrière.

« *Envie de pleurer, merde ! De faire tourner à l'envers toutes les horloges du monde pour les remettre sur cette heure maudite où j'ai signé le certificat qui autorisait Ricardo à partir pour Miami avec son père !* »

A la scène, elle tient le rôle d'Iris, une riche émigrée, elle aussi en proie aux remords : que sont devenus les deux fils, Orestes et Omar, qu'elle a abandonnés, adolescents, dix ans auparavant ? La quête et l'enquête, dans une île où la sécurité de l'Etat est omniprésente, donnent au texte sa tension dramatique.

Réflexion sur la façon dont un comédien puise dans ses émotions vécues pour composer un personnage, réflexion sur le rêve d'une autre société tournant au cauchemar, réflexion sur la fragilité des sentiments humains, ce roman noir et magnifique n'est que rarement traversé de rayons de tendresse. « *Il y a trop de coupables à Cuba*, dit Fernando. *Et il faut que quelqu'un commence à pardonner.* »

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

(1) Lire *Les paroles perdues*, Editions Métailié, 1995, et *Les Initiales de la terre*, à paraître. Né à La Havane en 1941, Jesus Diaz a été, à Cuba, professeur de philosophie, fondateur et directeur de la revue *Caiman barbudo* et de *Pensamiento Critico*. Ecrivain et cinéaste, il vit, depuis 1992, à Madrid, où il dirige la revue *Encuentro de la cultura cubana*. Il enseigne le cinéma à Berlin et à Rome.

AFRIQUE

LES GEMMOCRATIES. L'économie politique du diamant africain. – François Misser et Olivier Vallée

★ Desclée de Brouwer, Paris, 1997, 240 pages, 180 F.

Parmi toutes les grilles de lecture possibles des événements africains, le contrôle du trafic du diamant explique nombre d'alliances et de conflits entre acteurs, de revirements et de faits ponctuels. C'est ce que tente cet ouvrage pionnier en la matière, qui analyse les gemmocraties, les régimes fondés sur le contrôle de ces précieuses pierres. Les auteurs y étudient les circuits parcourus par le diamant depuis les gisements en Afrique (tout en mentionnant les autres continents) jusqu'à la mise sur le marché de gros. Des circuits qui ressemblent à un vaste entonnoir : une base très large en Afrique subsaharienne (Afrique du Sud, Botswana, Zaïre, Angola, Sierra Leone) et un goulot très étroit formé de la Central Selling Organisation (CSO), contrôlée par la multinationale anglo-américaine De Beers. La ville belge d'Anvers joue un rôle unique au monde dans ce commerce, mais les milieux français proches de l'Afrique ont leur part du gâteau.

ANDRÉ LINARD.

DROITS DE L'HOMME

AMNESTY INTERNATIONAL. Rapport 1997.

★ Editions francophones d'Amnesty International, Paris, 1997, 397 pages, 95 F.

Hélas, pas de surprise, serait-on tenter de soupirer en refermant ce volumineux rapport. Incarcérations de prisonniers d'opinion, détentions sans jugement, torture, « disparitions », exécutions et autres exactions se sont poursuivies, à des degrés divers, dans 149 pays. Les faits sont exposés ici pour mettre citoyens, gouvernements et organisations internationales face à leurs responsabilités. Et si l'on ne peut plus rien pour les morts – sauf exiger le jugement des tortionnaires et des assassins (ce qui ne serait pas anodin) –, il est encore temps, suggère le rapport, de s'intéresser aux vivants. Parmi ceux-ci : les réfugiés. Il y a dix ans, on en dénombrait huit millions : ils sont à présent plus de quinze millions, pour la plupart des femmes et des enfants. Ils ont droit à la protection de la communauté internationale, mais les gouvernements – et la France n'est pas la plus généreuse – se dérobent de plus en plus à leurs obligations. Plutôt que d'avoir à déplorer les conséquences, quand s'attaquera-t-on aux causes de toutes ces tragédies ? C'est le mérite d'Amnesty que d'obliger le citoyen à s'interroger.

M. L.

ASIE

HONGKONG. Enjeux d'une transition historique. – Jean-François Dufour

★ Le Monde Editions-Marabout, Paris, 1997, 226 pages, 39 F.

APRÈS HONGKONG. Chinois et cosmopolite ; un pays, deux systèmes ? – Philippe Le Corre

★ Autrement, Paris, 1997, 278 pages, 130 F.

Le retour de Hongkong à la Chine a déjà eu, au moins, un effet positif : le monopole de l'information en anglais sur le destin exceptionnel de ce minuscule territoire est brisé. Parmi les ouvrages récents en français, il faut distinguer, en premier lieu, le petit, mais précieux, livre de Jean-François Dufour. L'auteur dégage bien les grandes tendances de cette aventure historique, née de la rencontre, au milieu du XIX[e] siècle, de l'expansion agressive d'un capitalisme européen en quête de nouveaux marchés et de la décadence de l'Empire chinois. Il décrit la montée en puissance, dans les années 60, grâce au textile et à l'électronique, d'une économie, qui réalise, sur 0,01 % de la superficie de l'immense Chine, 20 % du PIB de la République populaire. Eclairante aussi l'analyse de l'interpénétration, depuis quinze ans, des deux espaces économiques par le biais des délocalisations et des investissements croisés. Au point que, avant même de réintégrer formellement le giron de la mère patrie, Hongkong était déjà partie intégrante du système de production chinois. Une chronologie et un index complètent cette présentation claire et documentée des enjeux d'une « transition historique ».

Foisonnant de détails, l'ouvrage de Philippe Le Corre s'attache, quant à lui, à faire comprendre les spécificités de la société hongkongaise. Correspondant, depuis huit ans, de nombreux organes de presse français, l'auteur connaît bien son sujet. Trop bien, peut-être, au point d'hésiter parfois entre le reportage-description des rues et les rencontres avec des figures, plus ou moins célèbres, de l'île – et un état des lieux plus systématique. Utiles annexes (cartes, chronologie, bibliographie).

MANUEL LUCBERT.

PROCHE-ORIENT

PALESTINIAN IDENTITY. The construction of modern national consciousness. – Rashid Khalidi

★ Columbia University Press, New York, 1997, 309 pages, 29,50 dollars.

Tout le monde connaît la déclaration de Golda Meir, premier ministre d'Israël, affirmant que les Palestiniens n'existent pas. A cette dénégation, les historiens et responsables palestiniens ont souvent répondu en défendant une conception figée et hors du temps de l'identité de leur peuple. Ernest Renan le disait, dans sa célèbre conférence, « Qu'est-ce qu'une nation ? », « *L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation.* » Refusant les simplifications, Rashid Khalidi, professeur d'histoire à l'université de Chicago, qui fut conseiller de la délégation palestinienne durant les pourparlers de Madrid et de Washington sur la paix au Proche-Orient, tente de cerner l'émergence du nationalisme palestinien, durant la période qui va de la fin de la domination ottomane à la première décennie du mandat britannique. Tout en reconnaissant le rôle joué par la colonisation juive dans l'affirmation de ce nationalisme, il montre que les ingrédients d'une identité propre étaient déjà à l'œuvre depuis longtemps – notamment autour de Jérusalem, cité sainte tellement convoitée. En conclusion, l'auteur retrace la « disparition » puis la renaissance du nationalisme palestinien après la création d'Israël. Il explique notamment pourquoi les défaites successives – incapacité à s'opposer au projet sioniste, expulsion de 1948, départ de Beyrouth en 1982, etc. –, ont été transformées par les Palestiniens en un récit héroïque qui occulte les erreurs, notamment celles de l'OLP, et rend plus difficile la définition d'une stratégie politique efficace.

A. G.

WHO'S WHO IN THE ARAB WORLD 1997-1998

★ K. G. Saur, Munich, 1996, 986 pages.

Six mille notes biographiques pour chacun des dix-neuf pays arabes (le Liban fait l'objet d'un ouvrage spécifique, la Palestine est laissée à l'écart), complétées par des données générales sur le Proche-Orient et le Maghreb ainsi que sur chacun des Etats, le pétrole, la Ligue arabe, le canal de Suez, la conférence de paix, etc.

UNE FABLE MACÉDONIENNE

Le massacre des innocents

LE TEMPS DES CHÈVRES, de Luan Starova, traduit du macédonien par Clément d'Icartéguy, Fayard, Paris, 1997, 274 pages, 120 F.

LE malheur qui s'est abattu diversement sur l'ex-Yougoslavie ces dernières années – Kosovo, 1989 ; Croatie, 1991 ; Bosnie 1992-1995 – a jusqu'à présent épargné la petite République de Macédoine, dont l'existence fragile n'a été reconnue et consolidée qu'après bien des hésitations et vicissitudes. Le calme qui y règne est sans doute précaire, comme en ont témoigné l'attentat de 1995 contre Kiro Gligorov, ou, la même année, à l'université parallèle de Tetovo, les émeutes albanaises très sévèrement réprimées. Plus récemment, à Skopje, des manifestations, cette fois antialbanaises, ont fait craindre des troubles sérieux. Mais c'est dans l'Albanie voisine (que l'on croyait en train d'émerger de l'enfer) que s'est installé le chaos, avec ce qu'un témoin majeur appelle un « *Etat de sauvagerie* » inédit en Europe...

Aussi, la Macédoine se fait-elle toute petite. Comme pour conjurer le sort, voici qu'elle produit (écrit en un mois, en 1993, mais fruit d'un sujet « *porté pendant trente ans* », sous la plume ô combien symbolique de l'Albanais polyglotte Luan Starova), une pure merveille de tendresse, de fraîcheur, de naïveté dirait-on presque : *Le Temps des chèvres*, un roman qui semble être le temps de l'âge d'or, du paradis de l'enfance, de toute symphonie pastorale, du lait et du miel, du bocage boccadien, l'ineffable temps de l'entente entre les populations (pas les peuples), celui de l'harmonie entre hommes et animaux, entre monde rural – pauvre, certes, mais plein de ressources – et monde des villes – fruste, mais encore plein d'illusions et d'idéaux.

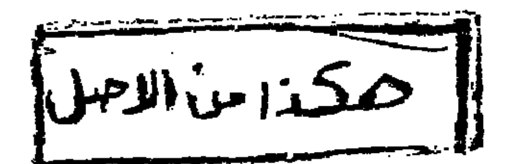
Un roman sur un petit pays des Balkans, à peine né, au sortir de la seconde guerre mondiale, à l'aube de longues années d'expériences socialistes, aux alentours de la rupture de Tito avec Staline. Un roman sur une famille d'exilés au bord d'un fleuve, sous un château, dans une ville. Un roman sur l'amour d'un petit garçon pour son père. Tout est vu à travers le prisme du regard de cet enfant-là, poétique et flou : pas de dates, pas de noms de lieux, pas une seule fois mention du mot « albanais », par exemple. Mais des odeurs, des souvenirs mêlés, de chaleur humaine, de faim au ventre, de joies, de noires frayeurs irrationnelles qui sentent malgré tout la souffrance réelle, comme un Chagall peut, par-delà la fantaisie, sentir la « folie » de l'âme juive.

POUR décrire l'une des pages les plus noires, les plus absurdes, les plus ignorées de l'histoire récente, celle du massacre généralisé des chèvres dans son pays d'adoption, en Macédoine (mais aussi dans le reste de la Fédération), Luan Starova a fait le choix de la douceur. Pour décrire un malheur, il a fait le choix de la pudeur : les chèvres « disparaissaient » dans la montagne avec leur chevrier Tchanga, après avoir donné beaucoup de lait aux habitants. Car le malheur se lit parfois mieux dans l'ambiguïté d'un grand bonheur, d'une grande innocence. Car l'enfant-narrateur, dans sa fraîcheur merveilleuse, vierge de lassitude et de compromis, de lâcheté aussi, perçoit tout, comprend l'essentiel : « *Il apprend la mort. La fin du paradis.* » Il en résulte « *une intensité plus grande* », remarque Luan Starova, l'écrivain, qui, lui, n'est pas innocent ou naïf. Il est vrai que peu de livres renvoient une telle force souterraine, finalement, aux massacres des innocents. Par-delà les animaux, les êtres humains ; par-delà les paysans macédoniens de la fin des années 40 et les persécutions annoncées par le massacre des douces biquettes (fussent-elles appelées « Stalinette », comme l'une des « héroïnes » du livre), les massacres des enfants de Sarajevo, des civils de Bosnie et – qui sait si l'allusion ne s'y trouve pas aussi dans ce livre – la peur de nouveaux massacres, notamment d'Albanais, dans ces Balkans qui ont tant souffert.

L'enfant – Starova, fils d'exilé, a hérité, ainsi qu'il le confie, de cette « *énorme souffrance mentale des racines* ». Et il explique que cette souffrance « *ne peut pas se terminer autrement que par la douceur* ». « *On est agressif si on n'a pas souffert*, ajoute-t-il. *La littérature témoigne d'une douce défaite. Mais s'il y a une victoire pour ces personnages qui ne sont pas les vainqueurs, c'est leur sagesse, leur endurance, leur douceur, leur âme, leur contrée, l'infini.* »

Peut-être, néanmoins, le temps est-il venu de prendre garde à la douceur des choses... La fable de Starova n'est pas un règlement de comptes mesquin avec un régime dont la Macédoine sort à peine. Elle est mieux que cela, une satire cruelle de l'absurdité spécifique d'un genre de communisme appliqué aux Balkans. Et mieux que cela encore, une double « révélation » : celle d'un drame trop vite occulté ; celle de la revanche à venir : le temps des lions (« Luan », en albanais, signifie « lion »). Les lions, dit Starova, n'attaquent pas les lions...

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.



DU MOIS

COMMUNICATION

TÉLÉCOMMUNICATIONS ET PHILOSOPHIE DES RÉSEAUX. La postérité paradoxale de Saint-Simon. – Pierre Musso

★ PUF, coll. « La Politique éclatée », Paris, 1997, 396 pages, 138 F.

Comme il tombe à point, ce livre remarquable de Pierre Musso. En tout premier lieu parce qu'il propose enfin une sorte de généalogie (à la manière de Michel Foucault) du concept si furieusement à la mode de « réseau » qui fut utilisé, dans son sens moderne, pour la première fois, par Saint-Simon entre 1800 et 1820. L'auteur montre comment les ingénieurs et industrialistes saint-simoniens érigèrent le principe de l'« organisation-réseau » en véritable religion. Il en vient ensuite à analyser comment, sur ces principes, les technologies des télécommunications, dès le XIXe siècle, se sont elles-mêmes structurées en réseaux, et comment ces réseaux – la télégraphie, puis le téléphone – se sont pliés, toujours, à la régulation de l'Etat. Sur ces bases historiques, Pierre Musso s'interroge sur l'actuelle dérégulation de France Télécom et les conséquences de son éventuelle privatisation. Il analyse aussi les nouvelles promesses de la société de l'information et d'Internet, « cathédrale du futur ». Rarement, dans un ouvrage sur la communication, l'histoire des concepts et des techniques, la philosophie et la politique auront été si brillamment sollicitées.

NANCY DOLHEM.

PENSER LA COMMUNICATION. – Dominique Wolton

★ Flammarion, Paris, 1997, 408 pages, 135 F.

Alors que la communication, par le biais du phénomène Internet et de la révolution numérique, connaît une mutation radicale, sans doute était-il nécessaire de faire un point global sur la sphère communicationnelle dans son ensemble. C'est ce que propose, non sans courage, Dominique Wolton, l'un des meilleurs chercheurs français en la matière. Son livre est donc une tentative de lecture totale d'« *un des symboles les plus forts du XXe siècle* ». Dominique Wolton montre que l'explosion des technologies de l'information et la prolifération des machines à communiquer ne créent pas, en soi, davantage de lien social ; que, paradoxalement, la détresse, l'angoisse et la solitude n'ont jamais été aussi fortement vécues qu'actuellement. Et que, presque partout, les nouvelles technologies introduisent de nouvelles inégalités. Lucide, sans être pessimiste, l'auteur multiplie, dans un exposé clair et à l'aide d'exemples concrets, les mises en garde contre les illusions de la modernité communicante et les ravages de « l'idéologie technique ». En particulier, les chapitres sur le journalisme et, surtout, sur Internet sont à lire, à relire et à méditer.

N. D.

REBELS AGAINST THE FUTURE. The Luddites and their War on the Industrial Revolution : Lessons for the Computer Age. – Kirkpatrick Sale

★ Addison-Wesley Publishing Company, 1996, 320 pages, 13 dollars.

Passionnante histoire que celle des « luddites », ces ouvriers anglais du textile – disciples d'un mythique général Ned Ludd – qui, au début du XIXe siècle, brisèrent les métiers à tisser, cause de chômage et de paupérisation. La chair de ce récit est constituée de leurs chansons et de leur poésie révolutionnaires, retraçant leurs premières victoires et la répression militaire qui s'abattit ensuite sur eux. L'auteur établit en conclusion un parallèle entre ces révoltés et, selon le nom donné par la psychologue américaine Chellis Glendinning aux adversaires actuels du laissez-faire industriel, les « néo-luddites ».

Les thuriféraires de la technologie se sont *désormais* approprié ce terme – *duquel ils* affublent toute pensée critique – qui unit écologistes et syndicalistes, défenseurs des animaux et opposants à l'Alena dans la seule affirmation de ce constat : la technologie n'est pas neutre.

PHILIPPE RIVIÈRE.

CINÉMA

LES CINÉMAS DE L'AFRIQUE NOIRE. Le regard en question. – Olivier Barlet

★ L'Harmattan, coll. « Images plurielles », Paris, 1997, 350 pages, 160 F.

Depuis le livre de Paulin Soumanou Vieyra – *Le Cinéma africain*, éd. Présence africaine, Paris –, qui date déjà de 1975, rares ont été les ouvrages de référence consacrés à ces cinémas. Traducteur et journaliste, Olivier Barlet est devenu, par métier et par passion, un spécialiste de l'Afrique et de son cinéma. Il nous propose une invitation au voyage, nous recommandant, au passage, de renoncer à notre regard d'Occidental. « *Mon approche*, avertit-il en introduction, *est thématique dans la première partie, narrative dans la seconde, économique dans la troisième. Mais mon sujet reste le même : notre regard sur l'Autre et sur l'ailleurs. Plutôt que de chercher de soi-disant vérités, j'ai cherché à me désorienter : en quoi ce passage par l'origine qu'opèrent les cinémas d'Afrique noire dans leur quête d'identité me touche-t-il si profondément ? Comment la fiction, l'image, la langue et le son se font-ils vecteurs de ce questionnement et quelle en est la base culturelle ?* » La partie économique sera la bienvenue tant il est en général difficile d'obtenir des données précises sur ces cinémas, faute de solides structures existantes. Un outil précieux pour mieux comprendre ces cinéastes qui éprouvent les pires difficultés à trouver un public en dehors de quelques festivals internationaux.

CARLOS PARDO.

● RAPPORT MONDIAL SUR L'INFORMATION 1997-1998. (*Editions Unesco, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, 416 pages, 275 F.*) Ce rapport montre que les inégalités d'accès à l'information s'accentuent. Archives, bibliothèques et services d'information doivent s'adapter aux nouvelles technologies comme Internet et les autoroutes de l'information, mais la rapidité de l'évolution et les coûts croissants risquent de creuser l'écart entre les info-riches et les info-pauvres.

● SANS-PAPIERS : CHRONIQUES D'UN MOUVEMENT. (*Editions Reflexe et Agence Im'média, Paris, 1997, 128 pages, 50 F.*) Cet ouvrage fait le tour de France des luttes de sans-papiers en 1996 et au début 1997. Il rappelle les principales actions menées et invite à redécouvrir des hommes et des femmes qui ont décidé de sortir de l'ombre pour vivre dignement.

● TOUAREGS ET AUTRES SAHARIENS ENTRE PLUSIEURS MONDES. – Hélène Claudot-Hwad (sous la direction de). (*Edisud, Aix-en-Provence, 1996, 277 pages, 120 F.*) Comment les Touaregs et autres Sahariens se définissent-ils eux-mêmes et comment sont-ils définis par les autres ? Tel est le point de départ des diverses contributions publiées dans cet ouvrage collectif, à partir de travaux menés dans le cadre de l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam, CNRS-Université d'Aix-Marseille).

● BIBLIOGRAPHIE KATEB YACINE. – Charles Bonn (sous la direction de). (« *Etudes littéraires maghrébines* », *L'Harmattan, Paris, 184 pages, 110 F.*) Issu d'une banque de données, Limag (plus de 40 000 références ou notices biographiques), devenue une référence dans l'approche des littératures du Maghreb, ce répertoire est une première réponse à la demande de tout lecteur intéressé par l'œuvre de Kateb Yacine, soit comme création esthétique, soit comme phénomène social.

● *GETTING THE SIGNAL RIGHT* : TAX REFORM TO PROTECT THE ENVIRONMENT AND THE ECONOMY. – David Malin Roodman (*Worldwatch Paper, 1776 Massachusetts Ave., NW Washington, DC 20036-1904 USA, 1997, 66 pages, 5 dollars.*) La mise en place d'une taxe sur les pollueurs soutient cet ouvrage, permettrait et de réduire les dégâts environnementaux et de disposer de fonds pour le développement des pays du Sud.

● LA FRANCE NUCLÉAIRE. Matières et sites 1997. – Mary Byrd Davis (*WISE – Paris, 31-33, rue de la Colonie, 75013 Paris, 1997, 251 pages, 120 F.*) Un ouvrage de référence : levant un coin de voile sur cette industrie toujours aussi peu transparente, il procure les données de base sur le contexte nucléaire industriel et technique, étudie ses implications sur l'environnement, et permet de connaître les acteurs qui en ont la responsabilité.

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE EN QUESTION

Un marché de dupes ?

IL aura fallu du temps, mais c'est *maintenant chose faite* : l'*opinion* a désormais conscience que les affaires européennes sont des affaires nationales – ce qui souligne l'aberration du rattachement du ministère des affaires européennes, non pas au premier ministre, mais au ministère des affaires étrangères –, que ce qui se décide à quinze se transforme en législation française, allemande, etc. En témoigne, entre autres signes, le rythme soutenu de la production éditoriale sur la construction communautaire, qui fait pratiquement jeu égal avec les essais de politique intérieure, prise au sens étroit du terme.

Parmi les parutions récentes, tout d'abord un manuel destiné aux étudiants, mais intéressant tout lecteur averti, sur les *Fondements et étapes de la construction européenne* (1). Pédagogique et sobre, mais sans donner dans l'image pieuse. Egalement destiné aux étudiants, *Balance des paiements et politique économique* (2), un petit ouvrage fort utile pour comprendre les mécanismes de l'économie monétaire internationale, et notamment de la monnaie unique dont, après d'autres, l'auteur, Antoine Parent, montre que les conditions d'accès ne sont pas viables.

Puisque l'Europe sociale occupe actuellement le devant du discours, le manifeste publié par sept universitaires, sous l'égide de l'Institut syndical européen (3), devrait retenir l'attention. Les auteurs, d'ailleurs modérés et se voulant réalistes, préconisaient l'introduction, dans le futur traité, de mécanismes d'élaboration, de mise en œuvre et d'exécution des droits fondamentaux figurant comme autant de vœux pieux dans la charte sociale de 1989. Mais le conseil européen d'Amsterdam a confirmé que les clauses d'automaticité ne valent que pour la monnaie : les critères financiers sont obligatoires, les objectifs sociaux, eux, restent facultatifs...

C'est donc une Europe autre que celle prise dans l'étau de l'euro et du pacte de stabilité qu'il convient de construire, et Yves Salesse en propose les lignes directrices dans *Propositions pour une autre Europe* (4). Après avoir étudié les fondements historiques de la construction européenne, décrit sa mise en œuvre et dressé l'état des lieux, il propose, dans une quatrième partie, un programme de travail pour une Europe nécessaire et, pour peu qu'existe la volonté politique, parfaitement possible. Et ce dans tous les domaines, de la dimension sociale à la dimension institutionnelle, en passant par la promotion des services publics et l'aménagement du territoire.

Il convient également de lire, pour ses fulgurances et sa causticité, l'ouvrage érudit de Paul-Marie Coûteaux, *L'Europe vers la guerre* (5). L'auteur s'emploie à mettre en pièces le type de politique extérieure et de sécurité commune (Pesc) prévu par le traité de Maastricht, dans lequel il voit davantage de germes de conflits que de garanties pour la paix. La France, en se défaisant unilatéralement de ses alliances et de ses responsabilités extra-européennes, aurait fait un marché de dupes, aussi bien pour elle que pour le monde. Car « *si l'Allemagne peut imposer et l'Angleterre s'opposer ou rester à l'écart, la France en est réduite à proposer avant de se soumettre* ». Publié au moment même où M. Lionel Jospin prenait ses fonctions de premier ministre, l'ouvrage de Paul-Marie Coûteaux sera-t-il prémonitoire ?

BERNARD CASSEN.

(1) Dominique Hanon et Ivan Serge Keller, *Fondements et étapes de la construction européenne*, PUF, coll. « Major », Paris, 1996, 481 pages, 178 F.

(2) Antoine Parent, *Balance des paiements et politique économique. Quelle marge de manœuvre pour la France face à la contrainte des marchés financiers ?* Nathan, coll. « Fac », Paris, 1996, 191 pages, 129 F. Du même auteur, *L'Espace monétaire et ses enjeux*, Nathan, coll. « Economie 128 », Paris, 1996, 128 pages, 49 F.

(3) Ulrich Mückenberger et *al.*, *Manifeste pour une Europe sociale*, Desclée de Brouwer, Paris, 1996, 175 pages, 120 F.

(4) Yves Salesse, *Propositions pour une autre Europe*, Editions du Félin, Paris, 1997, 477 pages, 169 F.

(5) Paul-Marie Coûteaux, *L'Europe vers la guerre*, Editions Michalon, Paris, 1997, 316 pages, 100 F.

LES FRANÇAISES ET L'OCCUPATION

Une histoire occultée

LES récentes polémiques autour du film de Claude Berri, *Lucie Aubrac*, ont laissé de côté une question pourtant centrale sur un tel sujet : la place et le rôle des femmes dans la Résistance. La « relecture » – peu suspecte de féminisme – des mémoires de Lucie Aubrac dans ce film y est sans doute pour quelque chose. Mais le fait même qu'il n'y ait pas eu débat renvoie à un problème plus général : l'invisibilité persistante des femmes dans la vie sociale, culturelle et politique en France.

On ne sera donc pas étonné que ce soit d'universités américaines, une fois de plus, que viennent deux ouvrages sur les femmes françaises pendant la seconde guerre mondiale, d'abord publiés en anglais. Leur traduction en français comble opportunément le quasi-vide de l'historiographie française sur ce sujet (1). Chacun à sa manière, ces deux livres permettent de comprendre les spécificités françaises des rapports socioculturels entre les sexes et éclairent le présent...

Les multiples témoignages patiemment réunis par Margaret Collins Weitz dans *Les Combattantes de l'ombre* (2) révèlent les formes aussi variées que stratégiques de la participation des femmes à la Résistance, depuis l'accueil des proscrits jusqu'au transport des armes, en passant par l'indispensable et dangereuse fonction d'agent de liaison qui leur est attribuée de façon systématique. Mais l'historienne montre aussi les résistances masculines à l'engagement des femmes, en particulier dans le combat militaire, à l'intérieur ou en exil, analysant comment la guerre à la fois met en crise et renforce la division sexuelle des rôles sociaux. Le peu de cas fait après guerre par les instances officielles, mais aussi par les femmes elles-mêmes, de leur rôle dans la Résistance, facilitera, malgré l'instauration du suffrage universel (le vrai, cette fois !) en 1944, la remise en place de l'association « naturelle » entre le masculin et le politique, dont la démocratie française continue à souffrir de manière aiguë...

Quant aux 800 000 femmes dont le mari est prisonnier de guerre, Sarah Fishman leur consacre un ouvrage exemplaire, *Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945* (3), tant par l'exploitation minutieuse de sources très riches que par la rigueur et la prudence de ses hypothèses interprétatives. Prenant en compte la situation juridiquement dépendante des femmes mariées, l'action à la fois paternaliste et dérisoire du gouvernement de Vichy en direction des prisonniers et de leur famille, les institutions propres que ces femmes se donnèrent dans un esprit de solidarité morale et matérielle, l'auteur montre le rôle sans précédent que jouèrent ces épouses et ces mères seules face à l'occupant, mais aussi les limites de cette émancipation forcée, dans un contexte de misère morale et matérielle éprouvant. L'intériorisation d'une idéologie du sacrifice complaisamment relayée par Vichy les incita, après la Libération, à s'effacer à nouveau pour faciliter le retour des prisonniers, psychologiquement humiliés et physiquement diminués, incapables de supporter la remise en question de leurs prérogatives traditionnelles de chef de famille. Pour les femmes de prisonniers encore plus que pour les combattantes, la Libération fut problématique...

Le rôle stratégique des femmes dans les situations de guerre et de résistance armée s'est confirmé depuis 1945, en particulier dans les luttes de libération nationale. Mais l'exemple des femmes algériennes, et plus récemment celui de l'Erythrée (4) – parmi d'autres – montrent aussi le persistant refus des pouvoirs masculins, quelle que soit leur orientation politique, de prendre acte de cette réalité après la fin des conflits armés.

GENEVIÈVE SELLIER.

(1) Parmi les témoignages et les ouvrages journalistiques publiés en français, on peut citer Ania Francos, *Il était des femmes dans la Résistance* (Stock, Paris, 1978), et Célia Bertin, *Femmes sous l'Occupation* (Stock, Paris, 1993).

(2) Margaret Collins Weitz, *Les Combattantes de l'ombre. Histoire des femmes dans la Résistance*, Albin Michel, Paris, 1997, 420 pages, 150 F.

(3) Sarah Fishman, *Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945*, L'Harmattan, Paris, 1996, 280 pages, 150 F.

(4) Lire *Le Monde diplomatique*, janvier 1997.

QUATRE CLÉS POUR COMPRENDRE L'HOMME

Nature et démocratie des passions

LA lecture des ouvrages de Denis Duclos ne laisse pas intact, elle vous refile un tracas de pensée. L'actualité par laquelle il vous saisit – au sens propre : on se souvient de son ouvrage sur les *serial killers*, *Le Complexe du loup-garou* (1) – prend valeur de symptôme théorique. Ainsi dans ce dernier livre (2), la *question écologique* s'impose-t-elle comme question anthropologique majeure : « *nature* » et politique.

Si comme à son habitude, la documentation est solide et le champ circonscrit, le propos théorique est bien plus large et ambitieux : rien moins qu'une « *anthropologie politique des passions* », une philosophie politique renouvelée. Incontestablement, cet ouvrage poursuit le chantier déjà très avancé du précédent (3) et son essai d'un modèle quadripolaire de la culture. Entre *Métis*, le pôle identitaire, *Epistémè*, celui des savoirs, *Thémis*, le registre de la loi, et *Tychè*, l'aventure, les sujets disposent de quatre grandes polarités pour régler leurs affaires communes. Cette quadripartition (Aristote, Kant, Hegel, ont déjà opéré chacun de telles opérations) organise les communautés humaines, les institutions, les conflits, etc.

Le propos est d'envisager l'affaire sous l'angle de la nécessaire polarisation des passions humaines, et pour cela de construire la réflexion à partir du nombre fini de possibilités pour un sujet d'entrer en rapport à ses congénères. Ici, c'est sur Lacan que s'appuie Denis Duclos (ce qui laissera sociologues et analystes dans l'embarras, et c'est très bien comme cela !). La politique, ce serait la précipitation (au sens chimique) des passions. On se regroupe selon des affinités passionnelles, l'exemple le plus classique et actuel étant le regroupement identitaire.

Première conséquence : la prévalence d'une des versions passionnelles ne saurait éliminer aucune des trois autres.

Deuxième : la politique, ce serait le souci institué de maintenir vivantes les quatres modalités passionnelles des implications humaines. D'où la critique très forte de toutes les versions mono, bi ou tripolaires, par exemple celle d'une « *politique de la conversation* » (Habermas) dont est critiquée la fâcheuse mais inéluctable tentation d'une gestion réglée et codifiée de sujets réduits à leur fonction dans la procédure.

Troisième : l'ouverture, la *Tychè*, c'est ce qui signe la défaillance de toute adéquation au monde. Le vide du sujet de l'inconscient vient ici métaphoriquement à être évoqué par la « nature », reste de toute activité humaine. C'est l'occasion de très belles pages sur la foncière impréparation de l'homme au monde, et sur l'absolue nécessité d'en prendre acte.

Que serait une politique qui fasse place à cet indéterminable du sujet ? Le beau terme de *civilité* est ici à l'œuvre dans la planète écologie, pour nous faire entrevoir l'éthique – et l'esthétique – de la boiterie essentielle de toute communauté.

FRANCK CHAUMONT.

(1) Denis Duclos, *Le complexe du loup-garou : la fascination de la violence dans la culture américaine*, La Découverte, Paris, 1994.

(2) Denis Duclos, *Nature et démocratie des passions*, PUF, Paris, 1996, 320 pages, 158 F.

(3) Denis Duclos, *De la civilité*, La Découverte, Paris, 1993.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Pour une révolution du tourisme

Par DORA VALAYER*

DANS l'Etat indien du Kerala, 250 familles de pêcheurs ont reçu cette année des notifications d'expulsion, en violation de la législation relative à la protection des zones côtières. Plus d'un millier de personnes vont ainsi perdre, d'un seul coup et au nom du tourisme, leur moyen d'existence, leur habitat et leur environnement humain.

Dans l'Etat de Goa, pendant ce temps, les paysans voient leurs terres littéralement dévorées par les terrains de golf proliférant dans le secteur depuis cinq ans. Quant aux champs qui leur restent, ils sont contaminés par les produits chimiques utilisés pour ces aménagements, et ils se voient bien souvent privés d'eau, puisque dorénavant, les gazons sont prioritaires pour l'arrosage.

Sur le site archéologique de Kadjuraho, dans l'Etat du Madhya Pradesh, les autorités ont l'intention de faire construire un casino, dans l'espoir d'inciter les touristes à prolonger leur séjour. Les protestations de la population locale et des archéologues n'y changeront rien... Et que dire de ce projet dans le Tamil Nadu ? La voie de passage séculaire des éléphants va disparaître, remplacée par... une autoroute.

On pourrait multiplier à l'infini ces exemples, tout en rappelant qu'ils ne se limitent évidemment pas à l'Inde. En Afrique, les tribus masaïs sont bien placées pour le savoir. Traditionnellement en harmonie avec l'environnement, les Masaïs ont été successivement expulsés de leur territoire du Serenguetti, puis du Ngorongoro, en Tanzanie, pour céder la place aux safaris.

Le tourisme constitue une grande industrie internationale et il a un bel avenir devant lui. Il représente en effet 6 % du PNB mondial, et progresse nettement plus vite que l'économie mondiale. La part des recettes touristiques dans la valeur des exportations mondiales est supérieure à celle des autres secteurs (exception faite des produits pétroliers et de l'automobile).

Plus la situation est morose, plus les échappées de vacanciers en terres lointaines sont nombreuses (1). Un pauvre était autrefois celui qui manquait de pain. Ensuite, c'était celui qui ne partait pas en vacances. Dans l'imaginaire de bien des gens, c'est maintenant celui qui ne peut pas partir au-delà des mers.

Mais qui sont les gagnants de l'économie du tourisme ? Dans les statistiques fournies chaque année par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) – sorte de baromètre annuel pour les décideurs et les acteurs de ce gigantesque marché – il faut distinguer les « entrées » dans un pays donné, des « recettes ». On découvre ainsi que les pays industrialisés sont de loin les vrais bénéficiaires, à la fois en nombre d'entrées et en recettes. La France arrive première, suivie de l'Espagne et des Etats-Unis pour les entrées, mais les Etats-Unis restent très largement en tête pour les recettes.

Ces derniers totalisent chaque année l'équivalent de l'ensemble des entrées de touristes dans les quatre pays suivants : le Mexique, l'Argentine, la Thaïlande et l'Egypte, soit quelque 44 600 000 visiteurs étrangers. En revanche, les recettes correspondantes pour la même période n'ont pas de commune mesure : 64 milliards de dollars pour les Etats-Unis, contre 29 milliards pour le « groupe des quatre ». En 1996, les Etats-Unis ont reçu, à eux seuls, plus du double des recettes perçues par l'Afrique et l'Amérique latine réunies. Plus significatif encore : le nombre de touristes visitant ces deux derniers continents est en légère augmentation, mais les recettes, elles, diminuent (2).

Il n'est pas besoin de statistiques pour deviner qu'un week-end à San Francisco est plus onéreux qu'une semaine à Bamako, mais ces chiffres nous permettent de nous défaire de certaines idées reçues sur les bienfaits et les retombées du tourisme, notamment dans le tiers-monde. Encore faut-il savoir que les chiffres de l'OMT ne prennent pas en compte certaines dépenses coûteuses pour un pays désireux de se lancer dans l'industrie du voyage.

Si San Francisco offre déjà des infrastructures immédiatement adaptables à un afflux de visiteurs étrangers, un autre site magnifique, mais vierge, à l'autre bout du monde, réclamera de très lourds investissements : aéroport international, routes et autoroutes, constructions hôtelières de diverses catégories, adduction et évacuation d'eau, etc. Et la quasi-totalité des équipements nécessaires devra être importée. Pour parachever la construction d'un hôtel, notamment, il conviendra de faire venir les téléphones de Grande-Bretagne, les ordinateurs des Etats-Unis, les ascenseurs du Japon, les système d'air conditionné du Canada, et les minibus d'Allemagne... Avant même l'arrivée du premier charter, le pays se sera lourdement endetté (auprès des pays industrialisés et des institutions internationales) pour réaliser les infrastructures indispensables. Ces mêmes institutions qui lui imposent des programmes d'ajustement structurel pour réduire sa dette et encourager l'investissement étranger...

Aux dépens d'un développement durable

RESTE que le marché du tourisme est appelé à augmenter proportionnellement davantage dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés. Selon l'OMT, l'Europe est en effet proche de la saturation et elle ne peut tabler que sur une croissance de 3 % d'ici l'horizon 2020, alors que l'Asie du Sud-Est peut miser sur une augmentation de 6 % à 7 %. On prévoit que dans 25 ans, le nombre de touristes à travers la planète aura triplé, passant de 592 millions chaque année à plus d'un milliard et demi.

S'il n'est pas question d'assimiler le tourisme à une activité répréhensible, ni de prétendre que le voyageur occidental, par le biais d'un néocolonialisme camouflé, participe au pillage des pays les plus pauvres, il est essentiel de tenir compte de certaines réalités. Dans un pays économiquement faible, tout est à faire en matière de développement touristique, mais rien n'assure que l'aménagement entrepris pour satisfaire l'hôte étranger soit conforme aux priorités de développement de la population locale, en matière de santé et d'éducation, notamment. En répondant d'abord aux besoins des touristes et non des autochtones, on ne favorise pas un développement durable. Certes, on crée des emplois, mais dans la plupart des cas subalternes et précaires. Le travail qualifié, lui, est réservé à un personnel généralement formé par les écoles internes aux grands groupes de tourisme, et destiné ensuite à tourner dans le monde entier.

Les équipements touristiques contribuent par ailleurs à l'urbanisation des zones concernées, attirant comme un aimant des flux d'autochtones à la recherche d'un emploi ou d'une vie moins difficile. Comme la demande est bien supérieure à l'offre, et que ces populations déracinées ne sont pas formées pour les emplois potentiels, surgissent de nouvelles pauvretés, en même temps que se désagrègent le tissu social puis, inéluctablement, les valeurs culturelles (3). Et comment chiffrer cet autre effet pervers du tourisme qu'est la prostitution, en particulier la prostitution enfantine ?

Le marché du tourisme mondial et son industrie tentaculaire deviennent ainsi l'exemple type de l'avenir auquel la mondialisation condamne, de façon irréversible, les populations les moins armées (4).

Comme le souligne M. K. T. Suresh, responsable d'une association indienne de défense des populations face au tourisme : « Le problème posé aux hôtes est simple : ils auront abandonné leurs terres et leurs outils de travail pour s'investir dans le tourisme, et tout le pays aura à en souffrir dès que se déclenchera une seconde guerre du Golfe ou une épidémie à l'autre bout du pays. Nous aurons transformé les processus économiques existants en une monoculture pour découvrir que cette monoculture n'est pas viable (5). »

Pour éviter les méfaits parfois irréversibles d'un tourisme déséquilibré, il faudrait d'urgence changer les règles du jeu actuel imposé par les pays du Nord à ceux du Sud. Mais on ne pourra pas faire, auparavant, l'économie d'une prise de conscience du touriste lui-même, car ses exigences conditionnent ce marché. Dans certaines régions, les demandes du vacancier sont telles pour les douches, les toilettes, les piscines, le respect des normes occidentales d'hygiène dans les cuisines et la tenue immaculée du personnel, que les habitants de la région, en particulier les agriculteurs, sont soumis à des restrictions draconiennes pour leurs propres besoins. Que les autochtones ne disposent d'eau que quelques heures par jour, le client-roi l'a peut-être lu quelque part, mais rarement au bon moment pour qu'il renonce à la destination de son choix. Il n'est pas de consommateur plus ignorant – volontairement ou non – des conditions dans lequel le produit qu'il consomme a été élaboré que le touriste.

En amont, l'enseignement du tourisme pourrait permettre de faire évoluer les mentalités. En ne se limitant pas aux aspects techniques de la profession, et en incitant leurs étudiants à se pencher davantage sur la réalité sociale, économique et politique des pays qu'ils « vendront », les écoles qui préparent à ses métiers pourraient contribuer, de façon importante, à la sensibilisation du client-consommateur.

L'éthique peut en outre se révéler un argument de vente. Les organismes de type associatif jouent, dans ce domaine, un rôle non négligeable (bien que les pays anglo-saxons et les pays nordiques soient plus actifs que ceux du sud de l'Europe). Il peut s'agir de structures très petites, mais parfois très actives, et qui font souvent école auprès du secteur commercial. Certaines d'entre elles jouent actuellement un rôle moteur dans le respect d'une certaine éthique du voyage dans les pays du tiers-monde et appellent notamment, comme le demande Mme Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, à refuser de se rendre en Birmanie.

Reste aussi à appliquer des « codes de bonne conduite », qui ont fait l'objet de négociations à l'échelle internationale. Le plus intéressant d'entre eux – et le moins connu – est la Charte du tourisme durable. Ce document a vu le jour en 1995, en conclusion d'une conférence qui a regoupé 600 participants à Lanzarote, aux Canaries, sous l'égide de plusieurs organismes internationaux (dont l'Unesco et l'OMT). Dans ses 18 articles, cette charte intègre au tourisme les principes énoncés lors du Sommet de la Terre, tenu à Rio en 1992. On y rappelle la nécessité de reconnaître les populations locales comme étant les acteurs indispensables et prioritaires des projets touristiques, et de les convier à un débat dont elles sont presque toujours exclues. On y prêche, en somme, une sorte de « démondialisation » du tourisme...

* Présidente de l'association Transverses.

(1) Lire *Transverses-info*, revue de l'Association Transverses, qui se consacre à la réflexion, l'information et l'action sur le tourisme Nord-Sud, 7, rue Heyrault, 92100 Boulogne.

(2) L'Amérique latine perçoit en 1992 3,16 % des recettes touristiques mondiales, contre 4,04 % en 1980. De son côté, l'Afrique perçoit 1,90 % contre 2,63 %. Seule, la région Asie-Pacifique, a enregistré une percée spectaculaire, passant de 8,39 % à 16,82 %.

(3) Lire *Autre temps, Cahiers d'Ethique sociale et politique*, n° 52, hiver 1996-1997, Paris.

(4) Lire, par exemple, Franck Michel, *Tourisme, culture et modernité en pays Toraja*, L'Harmattan, Paris, coll. « Tourismes et sociétés » dirigée par Georges Cazes, Paris, 1997.

(5) Extrait de l'intervention de M. K. T. Suresh lors du colloque « Pour un tourisme Nord/Sud porteur de développement », organisé en mars 1996 à Chantilly par l'organisation non-gouvernementale Groupe développement.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de juin 1997 a été tiré à 275 000 exemplaires.

THESSALONIQUE

**Cela fait vingt-trois siècles que Thessalonique – rebaptisée Salonique par les Ottomans – porte son nom actuel.
Vingt-trois siècles d'une continuité hellénique qui s'est accommodée de l'existence d'une étonnante mosaïque de communautés. En particulier celle des juifs chassés d'Espagne en 1492, et qui donnèrent à la capitale de la Grèce du Nord un rayonnement culturel et économique sans pareil pendant plus de quatre cents ans, avant d'être les victimes du génocide nazi.
Ce rayonnement d'une cité qui, après les bouleversements régionaux de ces dernières années, retrouve sa place naturelle de carrefour économique et géopolitique des Balkans, lui a valu d'être désignée capitale européenne de la culture pour 1997.
Une occasion, pour tous ceux que son destin flamboyant a fait rêver, de la découvrir ou de la redécouvrir.**

D.R.

Alexandre le Grand

Au carrefour des Balkans

Par CHRISTOPHE CHICLET *

RAVALÉE au rang de capitale provinciale pour cause de guerre froide, Thessalonique rêvait de retrouver la place qui fut celle de Salonique dans l'histoire des Balkans. La disparition des démocraties populaires aurait pu lui redonner cette opportunité. Le contexte mouvant de la politique balkanique et de la renaissance des nationalismes lui a fait perdre cette première occasion. *L'actuel apaisement des* conflits dans la région devrait lui donner une seconde chance.

En novembre 1989 et en décembre 1990, les régimes communistes bulgare et albanais tombent. La Yougoslavie donne des signes de déliquescence, mais dans un contexte encore pacifique. *Pour Thessalonique*, l'occasion de renouer avec son « arrière-pays » naturel se présente. En *effet, depuis 1945 et surtout 1949*, les frontières étaient hermétiquement fermées entre le royaume de *Grèce et ses voisins du nord. Ainsi*, la grande capitale du nord perdait sa position de débouché des Bal*kans sur la mer Egée et de porte* de la Méditerranée sur la péninsule pour devenir un cul-de-sac. Appauvris, villages et bourgades avoisinants se dépeuplaient au profit de l'émigration vers l'Australie et l'Allemagne.

La reprise des relations avec la Yougoslavie titiste, après 1953, ne *fut qu'une petite bouffée* d'oxygène. Une partie du port de Thessalonique fut louée à Belgrade et, dans les années 70 et 80, de nombreux Serbes du sud et de Macédoniens (jusqu'à 700 000 par an) venaient y faire leurs emplettes. Mais on était loin des flux économiques du début du siècle, voire de l'entre-deux-guerres.

Provincialisée, Thessalonique subissait le pouvoir politique, économique et démographique grandissant d'une Athènes de plus en plus centralisatrice et tentaculaire, suscitant ainsi un antagonisme Nord-Sud. Les Saloniciens, dont près de 60 % sont les descendants des Grecs d'Asie Mineure chassés par Atatürk en 1922-1923, se plaignent souvent de la monopolisation de la vie politique par les clans du Péloponnèse.

Les hommes d'affaires sont parmi les plus critiques, d'autant que la Grèce du Nord (1) représente près de 50 % du total des exportations. Chiffre qui, d'après eux, pourrait passer à 75 %, si la politique athénienne ne les privait pas de leur hinterland. Pour M. Vassilis Kourtessis, président d'Helexpo, *« dans les Balkans, il ne faut pas abandonner le terrain économique aux Etats-Unis »*. Quant à *M.* Stélios Nestor, ancien député de la gauche communiste réformatrice, *« les historiens et les politiciens grecs sont des paresseux... Nous ne sommes pas les descendants des anciens Grecs. Nous venons de Byzance. Nos racines grecques anciennes nous ont été inculquées par les romantiques européens* (2) *»*.

Avec la chute du communisme en Bulgarie et en Albanie, les PME-PMI sont les premières à pénétrer ces nouveaux marchés. Elles sont majoritairement issues de la Macédoine grecque. Pourtant, Thessalonique va rater son premier rendez-vous à cause des querelles politiciennes de l'ensemble du pays.

Rongé par les « affaires », le gouvernement du Pasok (socialiste) d'Andréas Papandréou perd les élections législatives de juin 1989. *Mais aucune majorité ne* peut se dégager. Le pays connaît trois scrutins en dix mois. Finale*ment, aux élections d'avril* 1990, le libéral Constantin Mitsotakis s'adjuge une majorité d'une voix *au Parlement*. Il entame une politique de coopération avec les nouveaux dirigeants des voisins du Nord : les anticommunistes Jelio Jelev (Bulgarie) et Sali Berisha (Albanie) et le vieux titiste Kiro Gligorov, président d'une Macédoine indépendante depuis l'automne 1991. Car, avec l'explosion de la Yougoslavie, un nouvel Etat a vu le jour à 60 kilomètres de Thessalonique.

MAIS Athènes refuse de lui laisser utiliser le nom de Macédoine (3), supposé véhiculer de vieilles idées irrédentistes slaves sur la Macédoine égéenne en général, et sur Thessalonique en particulier. *Les milieux nationa*listes, de droite comme de gauche, en profitent pour déstabiliser le *nouveau premier ministre*. En 1992 et 1993, des manifestations monstres anti-Skopje sont organi*sées à Thessalonique et à* Athènes. Le ministre des affaires étrangères, M. Antonis Samaras, pratique la surenchère, finissant par se faire chasser du gouvernement. En créant un nouveau parti (POLA), il fait perdre la majorité à *M. Constantin Mitsotakis, qui doit* organiser des législatives anticipées en octobre 1993.

A la faveur de la flambée nationaliste, les socialistes d'Andréas Papandréou reviennent au pouvoir. Leur première décision est de rompre les négociations entamées avec Skopje sous l'égide de l'ONU. En février 1994, la Grèce impose un blocus unilatéral de la République de Macédoine, en infraction avec deux articles du traité de Maastricht. Les exportations grecques vers Skopje, d'un montant de *120 millions d'écus en* 1993, sont réduites à néant l'année suivante. Plusieurs dizaines de *sociétés saloniciennes qui avaient* ouvert des filiales dans le jeune État sont obligées de les fermer.

Politiquement, Thessalonique soutient le blocus, mais ses hommes d'affaires en dénoncent l'absurdité économique : il appauvrit le commerce légal mais favorise le développement de la contrebande et des trafics en tout genre, en liaison avec les violations de l'embargo international *décrété contre la Serbie. Ainsi*, le pétrole continue à quitter la raffinerie de Thessalonique, mais *c'est pour rejoindre d'abord* la Bulgarie, puis ensuite finir à Skopje ou à Belgrade. Pendant les années *1994 et 1995*, l'économie de l'agglomération salonicienne souffre fortement de cette situation : elle se retrouve à nouveau coupée de son « arrière-pays », et les produits qu'elle envoie en Europe *occidentale* pâtissent *du* surcoût des frais de transport.

F*INALEMENT, en octobre 1995*, la Grèce lève son blocus. Le lendemain, le pétrole de Salo*nique prend officiellement* le chemin de Skopje. Avec l'arrivée au pouvoir, en République de Macé*doine*, du social-démocrate Costas Simitis, en janvier 1996, les relations bilatérales se sont grandement améliorées. En janvier et février 1996, 122 sociétés, en majorité de la Grèce du Nord, ont fait le voyage à Skopje, et le 4 avril, une délégation économique macédonienne visitait le port de Salonique, dont elle souhaitait louer une partie. Des négociations sont en cours.

Thessalonique n'a pas trop pâti des aléas de la vie politique albanaise et des mauvaises relations bilatérales de 1994-1995. De lourds investissements mixtes, avec participation de l'Union européenne, devraient permettre de faire aboutir le projet dit de la voie Egnatia : une route entre le port albanais de Durres et Thessalonique, ce qui permettrait à cette dernière de disposer d'une voie plus rapide vers l'Italie. Mais, depuis la révolte albanaise de mars dernier, le projet est au point mort, même si plusieurs tronçons sont actuellement en construction en Grèce.

Dès les années 60, mais surtout au milieu des années 80, la Bulgarie a toujours constitué un marché d'accès relativement facile pour Thessalonique. Mais depuis 1992-1993, l'omniprésence des mafias dans l'économie bulgare ne faci*lite pas les échanges légaux. Avec* la volonté de transparence du pouvoir issu des élections du 19 avril *1997, les échanges devraient être* facilités. Pourtant, les maladresses de la diplomatie grecque, liées à l'instabilité globale de la région, n'ont pas vraiment permis l'émergence d'une zone drachme qui aurait donné un poids financier très important à Thessalonique.

Récemment, M. Costas Simitis *s'est félicité du rôle des différents* acteurs économiques et sociaux de Thessalonique dans la nouvelle *donne balkanique* (4). *Désignée* capitale européenne de la culture pour 1997, la ville en a profité pour *lancer deux concours* internationaux d'architecture afin de redynamiser l'ouest et le centre de l'agglomération. Pour retrouver son rôle de carrefour, voire de poumon des Balkans, Thessalonique doit lutter sur plusieurs fronts qui ne sont pas uniquement de son ressort : la lenteur de la décentralisation grecque, les flambées de nationalisme et l'instabilité récurrente du cône sud des Balkans.

* Journaliste

(1) Macédoine, Thrace, Epire et Thessalie.

(2) Entretien avec l'auteur.

(3) La République de Macédoine n'est reconnue internationalement, y compris par les membres de l'Union européenne, que sous le nom d'ex-République yougoslave de Macédoine. En anglais : FYROM (Former Yugoslav Republic of Macedonia).

(4) Lire, *dans Balkan Review*, n° 10, premier trimestre 1997, le dossier « Thessaloniki : a new chance for an old role ».

Plus de deux mille ans d'histoire

Par FRANÇOIS GORGEON *

POUR les Français, le nom de Thessalonique (ou Salonique) évoque généralement des souvenirs du premier *conflit mondial*. A la fin de l'année 1915, un corps expéditionnaire franco-anglais, commandé par le général Sarrail, débarqua dans le grand port macédonien. Ses *objectifs : protéger la Grèce*, menacée par les puissances centrales, et maintenir une présence alliée dans les Balkans, après l'échec des Dardanelles et l'effondrement de la Serbie. C'est ainsi que, pendant plusieurs années, *on pouvait voir des tirailleurs* sénégalais et des spahis défiler *devant la Tour blanche, le monument* symbole de la capitale macédonienne.

Sous les ordres de Franchet d'Esperey, l'« armée d'Orient » passa à l'offensive en août 1918 contre les Bulgares, et paya ainsi son tribut à l'effondrement des puissances centrales. Camp retranché des alliés au Levant, Salonique *a-t-elle été aussi, pendant* la Grande Guerre, ce « nid *d'espions » qu'évoque le célèbre* film de Pabst, recréant, pour le plus grand plaisir des cinéphiles, l'univers glauque de la cité du Nord ?

En tout cas, lorsque l'on considère l'histoire plus que deux fois millénaire de Thessalonique, c'est bien l'image de la « plaque tournante » qui vient à l'esprit. Une *fonction liée aux axes de communication* nord-sud et est-ouest, qui viennent *se croiser au fond du* golfe Thermaïque, là où le diadoque Cassandre fonda, en 315 avant J.-C., une cité à laquelle il donna le nom de sa femme – qui *était en même temps, croit-on, la* sœur d'Alexandre le Grand : *Thessaloniki*. Venant du nord, un axe méridien, le couloir Morava-Vardar, de communication aisée, relie Salonique à l'Europe danubienne. Cette voie fait de la cité *macédonienne le débouché naturel* de la plaine de l'Europe centrale sur la Méditerranée ; en somme une sorte de Trieste de l'Egée, aussi disputée dans l'his*toire que sa voisine adriatique*.

Un autre axe de communication, longitudinal celui-là, traverse Thessalonique de part en part ; c'est la *via Egnatia* de l'Antiquité, *la grande voie romaine* reliant l'Adriatique à l'Asie *mineure, l'artère maîtresse* commandant l'accès de la Méditerranée occidentale vers l'Asie. Thessalonique est donc bien un carrefour exceptionnel : de tout *temps, les deux Europe, l'occidentale* et la centrale, s'y sont donné *rendez-vous avec l'Orient*. Mais la ville dispose d'un autre atout de taille : constituée en amphithéâtre au fond d'une rade magnifique, elle veille sur un port *en eaux profondes, bien abrité* des vents du large, aisément *accessible du côté de la mer*.

Cette situation et ce site dessinent les contours d'une destinée historique hors du commun. Thessalonique n'est jamais si *prospère que lorsque une même* puissance, un même Empire, *règne sur ses communications* terrestres et maritimes. Alors, répondant pleinement à sa vocation de carrefour, elle devient un grand comptoir qui emmagasine les *marchandises et les idées* venues de toute part et les redistribue autour d'*elle*.

TELLE a été la Thessalonique romaine, lorsque la colonie macédonienne devint la métropole d'une vaste province ; elle *accueillit Cicéron en exil, constitua* l'un des premiers foyers actifs du christianisme – saint *Paul* adressa deux « épîtres aux Thessaloniciens » –, abrita la résidence temporaire de deux empereurs romains, Galère et Théodose. *Telle fut aussi, du moins à certaines* époques, la Thessalonique byzantine, brillant centre artistique dont témoignent les nombreuses églises ayant survécu aux destructions et aux tremblements de terre. Telle fut encore, au *XVIe siècle, puis à nouveau à la fin* de l'Empire, la Salonique ottomane, la Selanik des Turcs. Une ville impériale, donc, même si, à côté de Rome, de Byzance et de *Constantinople, réduite aux fonctions* de capitale provinciale, elle a toujours été condamnée à jouer les seconds rôles.

Mais cette situation fait aussi sa *fragilité*. La *prospérité* de la ville est étroitement dépendante du *réseau de communications*. Lorsque l'environnement politique et éditorial se fragmente, lorsque la protection par terre ou par mer n'est plus assurée, le golfe Thermaïque devient un cul-*de-sac qu'évite la navigation* égéenne et dont se détournent les routes terrestres. Thessalonique devient la proie des envahisseurs, des pillards, des corsaires. Tout au long de sa longue histoire, elle a subi de multiples assauts : tour *à tour les Goths, les Avars, les* Slaves, les Sarrasins, les Normands l'ont mise à sac. Elle a souvent changé de maître, passant aux mains des Romains, des Byzantins, des Normands, des Francs – au cours de la quatrième *croisade* –, des *Lombards*, des Vénitiens. Et, avant d'être la ville grecque que nous connaissons aujourd'hui, elle a vécu près de cinq siècles sous la domination ottomane.

Cinq siècles qui l'ont profondément marquée, même *si la* mémoire en a été souvent effacée. Rattachée à l'Empire ottoman en 1430, Salonique est, comme les autres cités ottomanes, une *ville plurielle* où les différents groupes ethniques et religieux, *les Turcs, les Slaves, les Grecs, les* Arméniens, les Juifs, sont organisés en communautés. Un trait original, cependant, a marqué son histoire : le poids de la communauté juive *(lire, page III, l'article de Haïm Vidal Sephiha)*. A la suite *de l'expulsion des juifs d'Espagne* (1492), 20 000 d'entre eux trouvent refuge dans *la cité* macédonienne. Jusqu'à la fin de l'Empire, ils constitueront la majorité de la population, alors que partout ailleurs ils vivent la *condition de minoritaires*.

L'histoire de la Thessalonique moderne commence non pas lorsque les Grecs s'en emparent en 1912, mais au plus tôt vers le *milieu du XIXe siècle*, alors que la ville est encore ottomane. En *l'espace d'un demi-siècle*, la bourgade somnolente de quelque 50 000 *habitants* va devenir une cité populeuse qui triple sa population, un port actif, une ville *industrielle, un centre intellectuel* où s'organise une véritable *compétition scolaire entre les différentes* communautés. En somme, la vitrine de la modernisation ottomane.

Elle doit ce « décollage » à *l'ouverture de l'Empire, aux liens* plus étroits qu'elle entretient avec le commerce et la finance de l'Europe occidentale ; elle le doit aussi à la politique de réformes entreprise par l'Etat ottoman : sous l'impulsion de quelques *gouverneurs entreprenants*, la ville se modernise et s'agrandit ; les murailles *maritimes* sont abattues, les installations portuaires modernisées, la liaison avec le *réseau de chemins* de fer de l'Europe centrale est réalisée en 1873. *Mais surtout, Salonique doit* ce nouvel élan au dynamisme retrouvé de sa communauté juive. *Porté par* quelques grandes familles, comme les Modiano, les *Allatini, les Nchama, et bien* d'autres encore, ce dynamisme se manifeste dans tous les domaines, la finance, le commerce, l'industrie, la culture, la philanthropie.

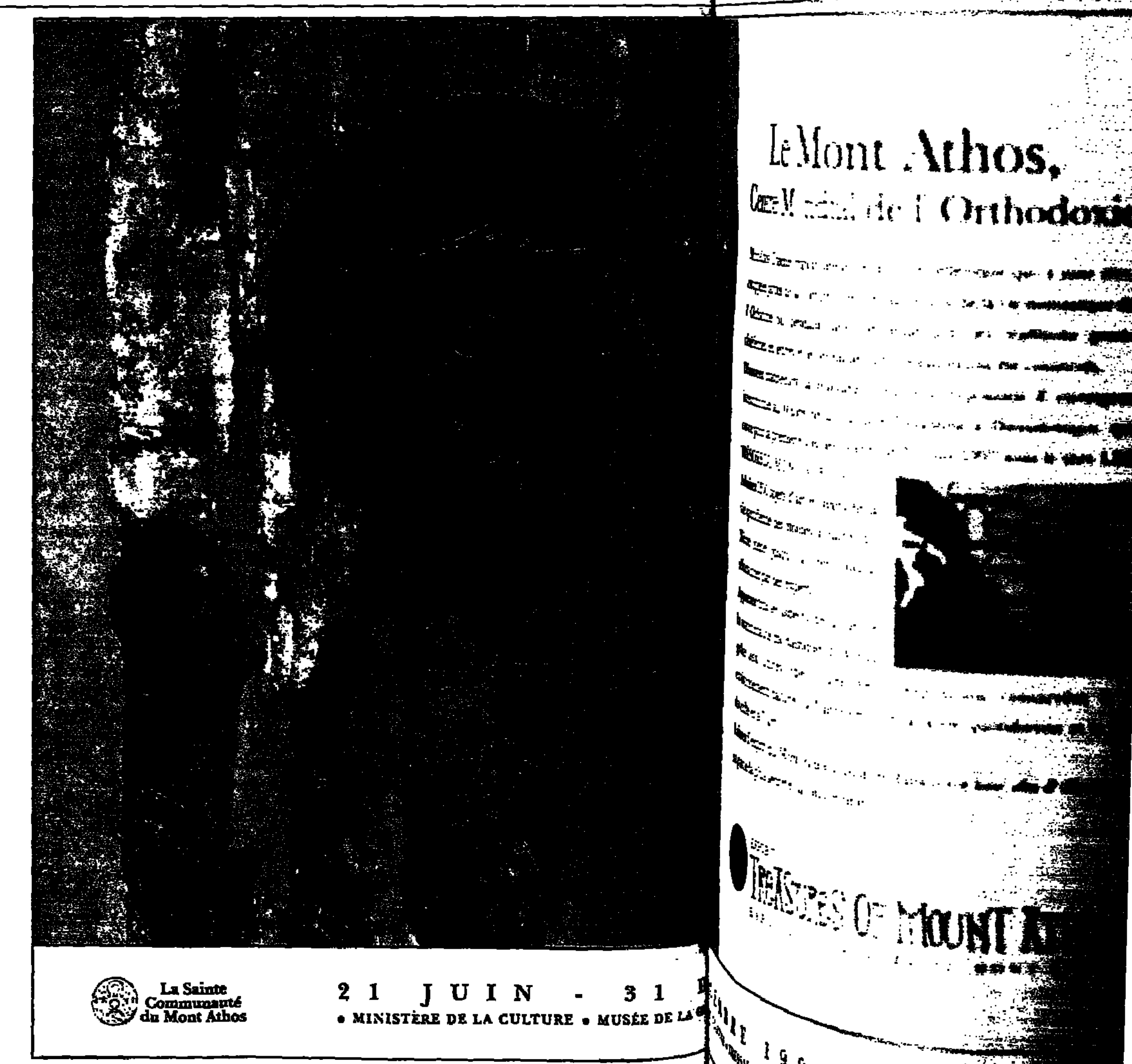
VERS 1900, Salonique offre le visage *d'une cité cosmopolite*, où les élites occidentalisées appartenant aux différentes communautés se côtoient dans les clubs et les cercles. Même s'il y a *un envers à ce décor*, et notamment l'apparition d'un *prolétariat ouvrier qui ne va pas* tarder à s'organiser. Paradoxalement, Salonique vit une Belle Epoque en plein cœur des Balkans où se déchirent les nationa*lismes*, et où l'Empire ottoman peine à se maintenir. La capitale *macédonienne n'est pas sans* subir les contrecoups de ces affrontements. Elle est, plus que jamais, comme l'a si bien dit l'un de ses historiens du début du *siècle*, la « ville convoitée ». Convoitée par les Autrichiens, pour *lesquels elle représente ce* que Constantinople signifie pour les Russes : l'accès aux mers chaudes. Convoitée aussi par les Bulgares, par les Serbes, *par les Grecs. En même temps*, la ville qui a vu naître, en 1881, Mustapha Kemal, le fondateur de la Turquie moderne, est l'un des principaux foyers du mouvement Jeune Turc qui triomphera à Istanbul en 1908.

Cette *Salonique* ottomane s'effondre en 1912, lorsque les armées grecques s'en emparent au cours de la première guerre balkanique. Alors commence *l'hellénisation de Salonique* : en une dizaines d'années, la ville se vide de sa communauté musulmane, qui se replie sur Istanbul, cependant qu'elle voit arriver, notamment après l'échange de populations décidé au traité de *Lausanne* (1923), *un afflux de* Grecs d'Asie mineure. Les transformations concernent aussi l'urbanisme : en août 1917, un gigantesque incendie dévaste le cœur de la cité, et le remodelage urbain mis en œuvre par les *autorités grecques permet* de moderniser l'espace urbain, de faire disparaître *l'ancien* quartier juif, dont la population est dispersée à la périphérie, et de gommer partiellement le passé ottoman de la ville macédo*nienne*.

Capitale de la Grèce du nord et deuxième ville du pays, Thessalonique est aujourd'hui une cité active, industrieuse, de plus *d'un million d'habitants, dont* la prospérité repose sur de solides assises régionales. *Pour* qu'elle puisse rayonner au-delà, comme l'y invite sa position aux *avant-postes de l'Europe*, il faudra sans doute attendre que les *conflits régionaux (Balkans*, Egée) s'apaisent, et que les Thessaloniciens retrouvent pleinement la mémoire trop souvent occultée de leur passé *riche et complexe. Alors* Thessalonique pourrait devenir, comme *l'avait prédit l'un* de ses fils à la veille de la première guerre mondiale, « la ville-lumière des Balkans ».

* Directeur de recherche au CNRS.





La cité perdue des séfarades

Par HAM VIDAL SEPHIHA*

NI les dictionnaires ni les guides de Thessalonique n'en parlent. En 1940, ils étaient encore 56 000 ; en 1947, *guère plus de 1 950 survivants de* la « solution finale », décrétée, en 1942, à Wannsee. 46 091 personnes (1) avaient été déportées par les Allemands vers les camps d'Auschwitz et de Bergen-Belsen, alors que le Larousse de 1966 se contente d'écrire : *« THESSALONIQUE ou SALONIQUE, port de Grèce* [...] *la population fut massacrée en 390 sur l'ordre de Théodose Ier* [...] *»*, sans dire un mot du *génocide encore récent des juifs* de Grèce.

Un musée du judéo-espagnol

ET pourtant, leurs ancêtres, expulsés d'Espagne en 1492, y avaient été reçus et protégés par Bayazet II, qui leur permit de s'installer dans toutes les villes de l'Empire ottoman en forma*tion (20 000 à Salonique, nom* turc de la ville), de parler librement leur espagnol, véritable musée vivant de la langue ibérique du XVe siècle – qu'on appel*lera plus tard judéo-espagnol* –, de s'adonner à leurs cultes et à leurs *professions, d'exercer leur* justice, et de se dire fièrement séfarades, du nom hébreu de l'Espagne. Cette *Sefarad* dont, des siècles durant, ils eurent la nostalgie et continuèrent de cultiver romances, contes et pro*verbes.*

Interprètes, médecins, finan*ciers, artisans, voire agriculteurs,* les juifs d'Espagne avaient connu diverses périodes de prospérité, tant dans l'Espagne musulmane que dans l'Espagne chrétienne. Ils se consacrèrent également à la poésie, à la philosophie, aux sciences, à l'industrie, à l'imprimerie, au commerce, qu'ils introduiront dans l'Empire ottoman (notamment la poudre à canon qui sera d'une grande aide pour cet Etat guerrier)... Les noms de *Maïmonide, Yehudah Halévy, Ibn* Garibol, Ibn Paquda, Sem Tob de Carrion, etc., resteront gravés en leur mémoire et dans leurs livres de prières, comme autant de phares d'une terre perdue, d'une seconde terre promise où coulaient le lait et le miel.

Salonique, Constantinople, *Izmir, Safed, Jérusalem, Le Caire,* virent affluer les émigrés, juifs et marranes, jusqu'à la fin du XVIe siècle. Les communautés y étaient regroupées selon les origines, ces petites patries qu'étaient Tolède, Cordoue, Ara*gon, Léon, Sicile, etc., auxquelles* correspondaient autant de synagogues.

Les juifs hellénophones (roumaniotes) et ashkénazes, qui vivaient à Thessalonique avant l'arrivée des séfarades, seront bien vite assimilés par ceux-ci. Vers 1550 ils sont majoritaires, et *ce jusqu'en 1912. Ils constituent* alors plus de la moitié de la population, les Turcs 20 %, les Grecs 20 %, et les Bulgares 5 %. *« La ville entière vit au rythme de sa majorité séfarade qui impose sa férialité du samedi pour toutes les ethnies et toutes les activités de la ville, y compris la poste* (2). » C'est en quelque sorte une entité semi-autonome dont les rabbins recueillent les impôts destinés au pouvoir ottoman central.

L'industrie drapière est florissante, et répond aux besoins des *armées, plus particulièrement* des janissaires, fauteurs de troubles dont le corps sera dissous en 1826. Bientôt, Moïse Allatini, originaire de Livourne, ville ouverte à tous les étrangers et aux juifs depuis 1593, dotera la *cité séfarade de minoteries,* d'une briqueterie, d'une brasserie et d'une manufacture de tabac, révolution technique qui engendrera un prolétariat et un parti *socialiste puissant, éditant El Avenir, Avanti,* et *La Solidaridad ovradera.* Trois titres d'une presse judéo-espagnole écrite tantôt en caractères hébreux, tantôt en caractères latins et qui, de 1860 à 1930, créera 105 journaux, alors que, pour la *même période,* il y en eut 25 à Istanbul et 23 à Izmir (3). C'est là l'impact des Lumières de l'Occident, relayées, dès 1873, par la création de la première école de *l'Alliance israélite* universelle. Son œuvre bénéfique, il est vrai, eut pour corollaire une francisation galopante du judéo-espagnol et, les événements tragiques du Proche-Orient s'amplifiant, un courant *d'émigration vers l'Europe* occidentale et le Nouveau Monde.

Misère et persécution

LA ville prospère, mais, en 1912, la Grèce reprend Salonique aux Turcs (4). La situation des juifs s'en trouve aggravée, et plus encore en 1917, lors du grand incendie qui sinistra la *majeure partie* de la population. Après la Grande Guerre, les manifestations antisémites se multiplient. Les gouvernements ne respectent pas le traité sur les minorités, signé à Sèvres le 10 août 1920. Il s'ensuit une *hémorragie de la population* juive : de 100 000 en 1912, leur nombre passera à 62 200 en 1928, à 52 350 en 1935, et à 56 000 en 1940 (après le regroupement des *familles de l'extérieur*).

Avril 1941 : après l'échec des troupes fascistes italiennes face à l'armée grecque, l'Allemagne *hitlérienne entre en scène et* bouscule tout sur son passage. Le 9 avril, Thessalonique est occupée. *Alors commencent* humiliations et exactions pour les juifs. Dès le 11 avril, fin est mise à la parution du dernier journal en judéo-espagnol, le *Mesadjero*. La crise économique bat son plein, la mortalité aug*mente effroyablement, d'autant* que l'hiver 1941-1942 est particulièrement rigoureux. Famine et froid intensifient la misère.

Le samedi 11 juillet 1942, tous les adultes juifs doivent se présenter – ironie macabre – sur la *place de la Liberté, où on les tor*ture. Alors commencent pour eux les *travaux forcés,* le port de l'étoile jaune et la relégation dans des quartiers déterminés, tout comme pour leurs frères de Varsovie ou de Lodz. Alors se for*ment les premiers convois pour* Birkenau (mars 1943), qui se succéderont jusqu'en juin. Alors sera pour toujours détruite la Salonique juive dont la poétesse Henriette Asseo, d'origine thessalonicienne, dira :

Mon peuple vous ne le
connaissez pas.
Jadis, l'exode du luxe
l'a décimé en mille nations.
Mon peuple ne vous ressemble pas,
servitude de l'Alliance
en Dieu identifié.
Mon peuple n'existe pas,
exil de la mémoire
aux portes des camps.

(1) Chiffres donnés par Michael Molho dans son In Memoriam, *Hommage aux victimes juives des nazis de Grèce*. Thessalonique, 1973.

(2) Edgar Morin, Véronique Grappe-Nahoum et Haïm Vidal Séphiha, *Vidal et les siens*, Le Seuil, Paris, 1989.

(3) *Cf.* Haïm Vidal Séphiha, *L'Agonie des Judéo-Espagnols*, Entente, Paris, 1976, 1979 et 1991, chapitre 9, « La presse judéo-espagnole ».

(4) Lire le passionnant recueil *Salonique 1850-1918. La « ville des juifs » et le réveil des Balkans* (sous la direction de Gilles Veinstein), Autrement, Série « Mémoires », Paris, no 12, janvier 1992.

* Professeur émérite des universités.

Une authentique capitale européenne de la culture



EN 1985, Athènes avait été désignée première capitale européenne de la culture par le conseil des ministres de la culture de la Communauté. En 1997, à la suite de Copenhague, Thessalonique – dont la candidature avait été retenue dès 1992 – reprend le flambeau pour la Grèce. Et c'est justice, car la métropole du Nord est un foyer culturel, universitaire et scientifique à dimension internationale, qui n'a rien à envier à la capitale. *Depuis le mois de janvier, elle offre à ses visiteurs une multi*tude de manifestations couvrant tous les domaines de la création artistique : de la musique au théâtre, de la peinture à la littérature, de la sculpture au cinéma et à la danse, avec une forte participation étrangère : Allemagne, Canada, France, Italie, pays balkaniques, Royaume-Uni, Turquie, *etc.*

L'Institut français de Thessalonique, dont la salle a été entière*ment rénovée*, accueille, entre autres, une exposition consacrée au décoratif dans l'art au XXe siècle, réalisée par le Musée de Villeneuve-d'Ascq ; la Comédie-Française et l'Orchestre national sont attendus à l'automne ; le Musée départemental Albert-Kahn, de Boulogne-Billancourt, présente des photographies du mont Athos. Ce mont Athos, dont *les fabuleux trésors, qui n'avaient* jamais quitté les lieux sacrés, font, depuis le mois de juin, l'objet d'une exposition présentée au Musée de la culture byzantine de Thessalonique. Un événement exceptionnel qui, à lui seul, devrait attirer les curieux du monde entier.

C'EST donc un *« festival des idées »*, pour reprendre la formule choisie par la ville, fortement ancré dans l'histoire intellectuelle et spirituelle *de la Macédoine et de la Thrace, tout en* rassemblant les formes les plus variées de la création contemporaine, que propose Thessalonique. Et ce, à une échelle rarement atteinte : plus de 800 manifestations étalées sur l'année. Pour réussir ce pari audacieux, une organisation spéciale, pré*sidée par le maire de la ville,* M. Constantinos Kosmopoulos, a été créée par une loi de 1993. Car la « belle mariée du golfe Thermaïque », comme on continue de l'appeler, ne fait jamais les choses à moitié. Et elle a *profité* de la distinction européenne qui lui a été conférée pour se doter de nouvelles infrastructures et institutions culturelles. Comme l'a dit le ministre grec de la culture, M. Evangelos Venizelos, lui-même Thessalonicien, être capitale européenne de la culture, c'est aussi l'occasion d'*« un investissement majeur en termes d'inspiration, d'espérances et de capital »*...

LUCIE TAMARIS.

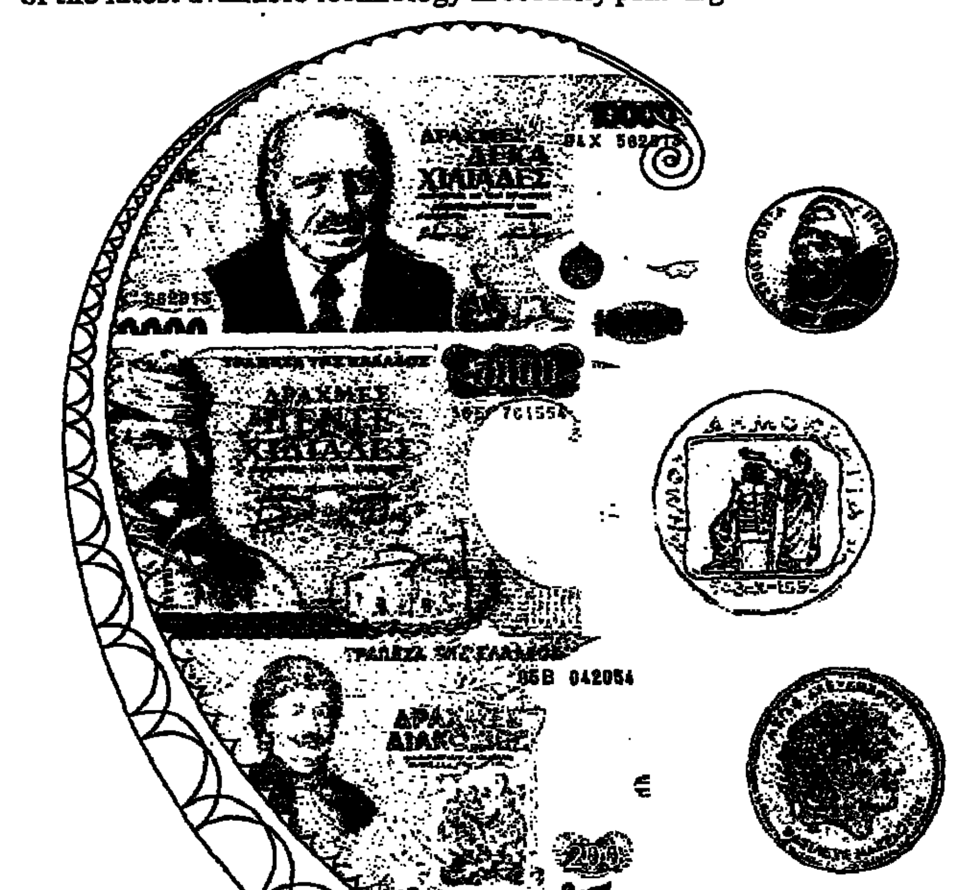


Le mont Athos









LE JOUR OÙ LA TÉLÉVISION S'ARRÊTA

Fidèle au poste

Une nouvelle inédite de FRANÇOIS BRUNE

« Le vendredi 19 novembre, un petit événement se produisit dans l'existence de Tristan Videuil : alors qu'il venait de composer le numéro de téléphone de la société de dépannage, il raccrocha sans même attendre la réponse. »



LE mercredi 17 novembre, Tristan Videuil rentra chez lui plus impatient qu'à l'ordinaire. La France jouait sa qualification pour le Mondial ; nous avions nos chances.

Il s'installa *devant son poste de télévision, qui reposait* dans le renfoncement du mur sur une étagère, comme sur un autel. Météo, pubs, Marseillaise. Un temps doux, propice. Gros plan sur l'homme en noir, au milieu du terrain. Coup de sifflet...

Tristan eut à peine le temps de voir le ballon jaillir du rond central. Un crissement aigu se fit entendre, suivi d'une explosion de ténèbres. L'écran parut vide ; c'était la fin du monde.

La panne, la stupide panne, imprévisible, irréparable ! Le match allait se dérouler à mille lieues, sur une autre planète ! Le plaisir de gagner définitivement perdu, ce soir !

Débrancher, rebrancher, tripoter les boutons, taper sur l'appareil, chercher en vain le numéro d'un service de dépannage : rien n'y fit.

Tristan se rassit, considérant avec un terrible sentiment d'étrangeté la table basse où s'offraient les télécommandes, la petite veilleuse qui le narguait près de l'écran, les murs, les rideaux, la moquette où campait son indéracinable fauteuil Voltaire.

On entendait, chez des voisins, les échos lointains *du commentaire sportif ; Tristan n'avait pas osé demander* l'hospitalité ; il se sentait blessé, humilié, déçu.

Par intervalles, il ne pouvait s'empêcher d'imaginer les *phases du match, tout en demeurant hagard devant* le poste vide. Il ne parvenait pas à en détacher les yeux, par crainte de trahir l'événement.

Il resta plus d'une heure à contempler ainsi le match inexistant. Il avait vaguement l'impression, en s'entêtant ainsi, de mettre l'écran en face de ses responsabilités. Vers 22 h 30, Tristan perçut une voix qui annonçait, dans la cage d'escalier, que la France avait fait match nul. Il se flanqua au lit pour oublier cette calamiteuse soirée.

Le lendemain soir, les dépanneurs n'étaient toujours pas venus réparer le poste. Tristan mit en route le lave-linge, dont il se plut à regarder tourner le tambour, pour compenser. Il alla dîner à l'extérieur, revint vers 21 heures, alluma machinalement la petite veilleuse dont le reflet rougeâtre parut animer l'écran. Puis il s'installa dans son Voltaire, face à l'appareil bombé dont la surface silencieuse avait quelque chose de pensant. Même dans un poste éteint, songeait-il, il y avait un message, une présence, une âme.

Il savait que, en ce soir du 18 novembre, il aurait eu le choix entre un documentaire sur la torture dans le monde, une émoustillante revue comique sur la première chaîne, un téléfilm maritime sur la 3, ou la seconde guerre sur La Cinq. Il rêva d'embarcations malmenées par des vagues déferlantes, pensa à l'héroïsme des champions modernes ; par moments, il lui sembla que ses yeux percevaient sur l'écran de vagues estampes animées.

Il eût aimé quelques informations, vers 23 heures. La météo surtout *lui manquait. Il se contenta de parier qu'il ferait un temps pluvieux et* froid, en accord avec la saison. En se couchant, il se dit que la soirée avait sans doute été moins catastrophique que la précédente.

Le vendredi 19 novembre, un petit événement se produisit dans l'existence de Tristan Videuil : alors qu'il venait de composer le numéro de téléphone de la société de dépannage, il raccrocha sans même attendre de réponse.

Il venait de décider de passer la soirée face à l'écran, dans le silence et la pénombre, en un tête-à-tête décisif.

Il vécut la journée dans l'impatience de se retrouver chez lui devant son téléviseur ; il savait que la confrontation serait rude, mais ne doutait pas de l'emporter...

A vingt heures précises, après avoir épousseté l'écran, il se campa face *au poste, laissa venir à lui des images mille fois observées et se mit* à composer mentalement le *journal probable* des événements du jour. Il y avait un épisode historique à l'Est, porteur d'espoir et de crainte. En *Extrême-Orient, un cataclysme effroyable venait de se produire* (Tristan hésita entre un tremblement de terre et un typhon). L'économie française, en revanche, faisait des miracles : l'essor de nos ventes d'avions dépassait même la croissance du chômage. Une explosion de gaz, une grève-surprise et un viol *sur autoroute constituaient les autres faits nationaux. Avant la* sacro-sainte météo, Tristan se concocta quelques publicités, dont certaines fort osées pour eaux de toilette spécifiquement masculines. Puis il décida qu'un *léger réchauffement marquerait le temps du lendemain.*

Restait à imaginer le programme de la soirée. Tristan fut tenté de se représenter ce que serait l'émission littéraire du vendredi soir, où devaient se trouver quelques écrivains parmi les meilleurs de leur génération. Mais il avait surtout besoin de rire. Pourquoi, se dit-il, ne pas visionner en lui-même un spectacle hors programme, un bon vieux film comique par exemple ? Il opta au hasard pour *La Folie des grandeurs*. Il accéléra la tranche de spots et de bandes-annonces et, après quelques bredouillements visuels, le film lui revint à l'esprit avec une précipitation dynamique dont le seul ennui était le désordre. Il rit de revoir Sapritch en duègne pittoresque, Montand nettoyant les oreilles de son maître, de Funès lorgnant l'or de ses cassettes, ou encore la corrida échevelée.

Quelques épisodes, il est vrai, lui manquèrent. En revanche, il se sen*tit traversé par des séquences indésirables* : il *revoyait* Louis de Funès s'exclamer « *Comment. Salomon est juif ?* » et ne savait plus où situer la scène.

Il décida que cela était sans importance. Il pouvait même combler ses trous de mémoire en recomposant des spectacles originaux. Il s'écouta largement rire toute la soirée, avec parfois l'impression qu'un public fictif, préenregistré, prolongeait ses propres éclats. Il s'endormit heureux, et libre.

UNE semaine passa : Tristan rodait ses nouveaux soirs, en prenant de plus en plus d'autonomie par rapport aux programmes et aux *événements.*

Il s'aperçut qu'il lui prenait envie parfois de penser à la signification des images qu'il s'inventait. Il s'octroya désormais des temps d'arrêt méditatifs. Il les nomma « pauses réflexives » ; elles prenaient malheureusement la place des pauses publicitaires ; mais après tout, se disait-il, on ne peut tout avoir.

Un moment privilégié demeura le flash météorologique : par on ne sait quelle prescience, Tristan devinait très exactement la météo à venir.

Trouvant trop commode de s'offrir une séance de cinéma-mémoire chaque soir, il résolut de se limiter à trois films par semaine : ce faisant, il se félicitait de ne pas menacer la vitalité créative du cinéma français.

En alternance, il consacra les autres soirées aux dures réalités de l'époque, soit trois documentaires hebdomadaires. Tantôt il se plaisait à admirer les surprenantes merveilles de la planète depuis les profondeurs marines jusqu'aux sommets des plissements telluriques ; tantôt il enquêtait sans complaisance sur les misères dramatiques du globe, la démographie galopante du tiers-monde, l'exploitation éhontée des enfants, le spectre exponentiel du sida, la barbarie des guerres civiles, la pieuvre mondiale de la drogue, la valse des milliards clandestins et le constat désespérant des désagrégations planétaires. Certes, il ne ménageait pas ses critiques au capitalisme mondial ; cependant, il ressentait puissamment son privilège, son impuissance et sa culpabilité d'Occidental au vu de tels tableaux. Il se couchait accablé. Et il dormait profondément.

Au bout d'une quinzaine, il ressentit un manque essentiel, réfléchit, hésita, puis se rendit à l'évidence : il lui manquait des « girls ». Oui, des girls ! Il les introduisit aussitôt dans son spectacle, mettant au point des émissions *aussi brèves que fantasmatiques, qu'il baptisait* « Natalia », « Ana », « Patricia ». Il s'agissait, le plus souvent, de chorégraphies stimulantes qui lui faisaient oublier les apocalypses cyberspatiales...

Songeant au risque de réduire et de dégrader ainsi l'idée qu'il se faisait de la femme, il équilibra bientôt ces sortes de clips par des « Quarts d'heure avec » où il évoquait, à l'inverse, de nobles figures féminines : une écrivain reconnue, une grande âme caritative, ou une religieuse de choc. Il les nommait, en son for intérieur, « Margarita », « Teresa », « Emmanuella ». Il se fixait des rendez-vous avec elles. Et il vit que cela était bon.

Le dimanche 12 décembre, Tristan Videuil s'autorisa à contempler son poste en plein jour, le matin, deux heures durant. Il était banalement incroyant ; *mais ce n'était pas une raison pour ne pas se livrer, le* dimanche, à quelque émission métaphysique profane. Il se laissa aller à des associations d'images philosophiques où, méditant sur le mystère de son moi face au poste, il en tirait de profondes interrogations sur l'énigme de l'être humain face au monde. « *Le globe est là, je le contemple, et je comprends que je suis sur la Terre* », se disait-il ; et de délicieuses rêveries existentialistes amplifiaient sa conscience du réel.

Cela ne l'empêcha nullement, par souci d'équilibre, de passer l'après-midi à se représenter de vastes compétitions sportives. « *Mens sana in corpore sano* », concluait-il.

SON aptitude à la téléocontemplation atteignit son sommet au cours de la nuit de Noël. Récusant plusieurs invitations chez des amis, Tristan *s'était* promis une vaste soirée. A la place de la veilleuse habituelle, il alluma trois bougies autour de son téléviseur. Puis se mit à évoquer son enfance, son destin, et cette tâche essentielle que, depuis un mois, il s'était fixée d'élucider peu à peu le mystère des choses. Chaque soir, les réalités palpi*tantes de la vie se mettaient* puissamment à vivre sous son regard. Il aimait le monde, il aidait les hommes. Au cœur de l'écran, il crut voir émerger l'humanité, *infiniment animée, infiniment* colorée, dans la profondeur d'un champ cosmique illimité, qu'éclairaient les trois reflets tremblants des bougies allumées. Une *émotion surhumaine s'empara de lui* ; il s'emplissait de toutes les douleurs et de toutes les merveilles de l'univers, il portait le monde, il *était* le monde !

C'est alors que, se détachant de son Voltaire, Tristan tomba à genoux, les yeux fixés avec ferveur sur le petit écran. Et là, dans l'immobilité d'une statue priante, il éprouva longuement les transports les plus incroyables que pût ressentir un téléspectateur vers la fin du vingtième siècle.

Il était devenu le Télévoyant.

Terrible fut la retombée dans le quotidien, qu'on nomme parfois « réel ». Ces minutes de communion intense avec l'Humanité, que Tristan avaient vécues par la médiation d'un poste éteint, semblaient avoir consumé ses énergies cérébrales. Sa léthargie morale dura presque tout le mois de janvier. Il ne parvenait plus à rallumer l'écran intérieur malgré tous ses efforts pour *retrouver la vision*. Il avait beau saisir sa télécommande, faire mine de zapper, rester jusqu'à minuit devant son téléviseur, les étranges lucarnes restaient vides.

L'ironie du sort voulut qu'à plusieurs reprises ses collègues de bureau *lui dirent, le matin* :

– Il n'y avait vraiment rien, hier soir, à la télé !

Tristan confirmait :

– Rien en effet.

La nuit, il faisait des cauchemars : il était emprisonné pour n'avoir pas fait réparer son poste ; l'écran, prenant figure humaine, le menaçait avec des mimiques de chef d'Etat ; ou bien, se muant en trou noir, tentait de l'avaler pour le punir d'avoir regardé.

Le comble de l'horreur, pour Tristan, se produisit le samedi 23 janvier, dans une grande surface où il s'était égaré pour des motifs alimentaires. Insensiblement entraîné par la foule dans le rayon audiovisuel, il déboucha soudain sous les feux croisés, à la fois obscènes et visqueux, d'une vingtaine d'écrans allumés ! Tous crachaient les mêmes images, bruyantes, multicolores ! Une écœurante profusion, un flux indigeste, une cataracte de vulgarité ! Tristan vacilla d'horreur et de panique, tel un anachorète plongé dans quelque lupanar. Quelle barbarie, quelle barbarie, au regard du silence communicatif de son écran éteint !

S'arrachant à ce spectacle odieux, il revint chez lui scandalisé. Et, le scandale se muant en révolte, il retrouva soudain l'inspiration. Infos, films, documentaires, météos, tout lui revint en mémoire et en imagination. Mieux encore, stimulé par l'actualité d'une guerre alliant le suspense à l'horreur, il fit jaillir des images inouïes, de véritables « scoops » que bien des chaînes lui eussent enviés. Il disposait d'archives entières, emmagasinées dans ses hémisphères cérébraux, qu'il projetait chaque soir à volonté. Prenant définitivement congé de l'actualité, il s'autorisa à varier les événements au gré de ses humeurs, de ses joies, ou de ses rancunes. Les jours de colère, il n'hésitait pas à punir tel ou tel pays qui lui semblait coupable en projetant sur lui, hallucinatoirement, une vigoureuse épidémie ou quelque cataclysme purificateur. Et, les choses étant ce qu'elles sont, l'événement ne manquait pas d'arriver, même si Tristan avait pu se tromper de lieu ou de temps dans l'attribution de la catastrophe.

Tout fonctionnait à merveille dans l'univers tragique de ses joyeuses soirées lorsqu'il reçut, un beau matin, l'injonction de payer la redevance annuelle. Son téléviseur était hors service depuis trois mois, et l'Administration lui enjoignait de payer la taxe audiovisuelle !

"Monsieur le Receveur,

Votre avis de paiement vient de me parvenir, et je ne voudrais pas laisser passer cette occasion de vous dire, Cher Monsieur, combien je suis heureux de vous régler cette modeste somme.

Qui ne s'enthousiasmerait en effet de disposer, pour un coût si dérisoire, d'une telle abondance de spectacles ! Des documentaires dérangeants, une information commerciale continue, des couleurs multiples égayant nos foyers, une culture en direct 24 heures sur 24, bref, toute la vie du monde contemporain ! Quelle mission enivrante ce doit être pour vous, Monsieur le Receveur, de collecter les oboles qui permettent à nos chaînes d'accomplir ce miracle quotidien !

C'est véritablement fantastique, Monsieur, ce qui se passe, chaque jour, sur mon petit écran ! Ne vous étonnez donc pas de trouver ci-joint un chèque dix fois supérieur au montant de la redevance : je veux sincèrement aider notre système national à parfaire encore l'excellence de ses programmes.

Ne m'en remerciez pas ! Il me suffit de savoir que je contribue ainsi, modestement, à l'essor de la communication dans mon pays et donc, au progrès culturel de l'Humanité...

En vous priant d'agréer, Monsieur de la Redevance, l'expression de mon infinie gratitude, je demeure, plus que jamais, fidèle au poste."

T. Videuil

François Brune, professeur et écrivain, a notamment publié un récit satirique, *Mémoires d'un futur président* (Olivier Orban, Paris, 1975) ; *une étude psychopolitique sur* George Orwell, *1984, ou le règne de l'ambivalence* (Minard, Paris, 1983) ; un essai sur la normalisation publicitaire, *Le Bonheur conforme* (Gallimard, Paris, 1985), et une analyse de l'idéologie d'aujourd'hui, *Les médias pensent comme moi ! qui vient de faire l'objet d'une réédition augmentée* (L'Harmattan, Paris, 1997).

